

DIARIO



OFFICIAL

ESTADOS UNIDOS DO BRAZIL

REPÚBLICA FEDERAL

ORDEM E PROGRESSO

ANNO LIV — 27ª DA REPUBLICA — N. 248

CAPITAL FEDERAL

QUARTA-FEIRA, 20 DE OUTUBRO DE 1915

AVISO

As encomendas de obras que não forem acompanhadas de porte do Correio não serão atendidas, assim como não se pôde aceitar em pagamento de obras ou de exemplares do «Diário Oficial» sellos do Correio ou estampilhas do sello adhesivo.

SUMMARIO

ACTOS DO PODER EXECUTIVO:

Decreto n. 14.181, que promulga a Convenção Internacional do Opio e o respectivo protocolo de encerramento, assinados em Haia a 23 de Janeiro de 1912.

SECRETARIAS DE ESTADO:

Ministério da Justiça e Negócios Internos — Portarias — Expediente das Directorias de Justiça, Contabilidade, Geral de Saúde Publica e da Polícia do Distrito Federal.

Ministério da Fazenda — Titulos — Portaria — Expediente das Directorias do Galvão do Tesouro Nacional e do Patrimonio da Recebedoria do Distrito Federal, da Imprensa Nacional e Diário Oficial e da Inspectoria de Seguros.

Ministério da Marinha — Portaria — Expediente.
Ministério da Guerra — Despacho — Expediente — Acta da sessão do Supremo Tribunal Militar.

Ministério da Viação e Obras Publicas — Portarias — Expediente das Directorias Gerais de Viação, Obras Publicas, Contabilidade, Correios e Telegrafos e Correios.

Ministério da Agricultura, Industria e Commercio — Memorial — Portarias — Expediente das Directorias Gerais de Agricultura e Industria e Commercio, Tribunal de Contas — Diário dos Tribunaes — Noticiario — Parte commercial — Partes publicas — Mercas registradas — Editais e avisos — Sociedades anonimas — Sociedades civis — Annuncios.

ACTOS DO PODER EXECUTIVO

DECRETO N. 14.181 — DE 10 DE FEVEREIRO DE 1915 (*).

Promulga a Convenção Internacional do Opio e o respectivo Protocolo de Encerramento, assinados em Haia, a 23 de Janeiro de 1912.

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil: Tendo sancionado, pelo Decreto n. 2.861, de 8 de Julho de 1914, a Resolução do Congresso Nacional de 3 do mesmo mez e anno, que approvou as medidas tendentes a impedir o abuso crescente do opio, da morphina e seus derivados, bem como da cocaina, constantes das resoluções approvadas pela Conferencia Internacional do Opio, realizada no 1º de Dezembro de 1911, e cujo «Protocolo suplementar de assignatura das Potencias não representadas na Conferencia» foi assignado pelo Plenipotenciario Brasileiro, na mesma cidade, em 16 de Outubro de 1912, em virtude do artigo 22 da dita Convenção; e havendo sido depositada a respectiva ratificação na cidade de Haia, aos vinte e tres dias do mez de Dezembro de mil novecentos e quatorze.

Decreta que a mesma Convenção e o seu respectivo Protocolo de encerramento, appensos ao presente Decreto, sejam executados e cumpridos tão inteiramente como nelles se contem.

Rio de Janeiro, 10 de Fevereiro de 1915, 91ª da Independencia e 27ª da Republica.

WENCESLAU BRAZ P. GOMES.

Lauro Müller.

(*) Reproduz-se por ter sido publicado com incorrecções.

Protocole de Clôture de la Conférence Internationale de l'Opium

La Conférence Internationale de l'Opium, proposée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et convoquée par le Gouvernement des Pays-Bas, s'est réunie à La Haye, dans le Palais des Comtes, le 1 décembre 1911.

Les Gouvernements, dont l'énumération suit, ont pris part à la Conférence, pour laquelle ils avaient désigné les Délégués nommés ci-après:

L'ALLEMAGNE:

Son Exc. M. FÉLIX DE MÜLLER, conseiller intime actuel, envoyé extraordinaire et mini tre plénipotentiaire à La Haye, premier délégué plénipotentiaire;

M. DELBRÜCK, conseiller supérieur intime de Régence, délégué plénipotentiaire;

M. le Dr. GRUNENWALD, conseiller actuel de légation, délégué plénipotentiaire;

M. le Dr. KERP, conseiller intime de Régence, directeur à l'Office Impérial de santé, délégué plénipotentiaire;

M. le Dr. RÖSSLER, consul Impérial à Canton, délégué plénipotentiaire.

LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

M. l'Evêque CHARLES H. BRENT, délégué plénipotentiaire;

M. HAMILTON WRIGHT, délégué plénipotentiaire;

M. H. J. FINGER, délégué plénipotentiaire.

LA CHINE:

Son Exc. M. LIANG CIPENG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin, délégué plénipotentiaire;

M. T'ANG KWO-AN, secrétaire adjoint au Wai-Wu-Pu, délégué;

M. TCHANG TSOU-SOUENG, chargé d'affaires a. i. à La Haye, délégué;

M. le Dr. WU LIEN-TEH, M. D. (Cambridge), médecin-major, directeur de l'école de médecine, délégué;

M. F. A. CARL, ancien commissaire des douanes maritimes Impériales à Newchwang, délégué;

M. A. J. COMMIJS, secrétaire adjoint au bureau de l'inspecteur-général des douanes maritimes Impériales, délégué.

LA FRANCE:

M. HENRI BRENIER, inspecteur-conseil des services agricoles et commerciaux de l'Indo-Chine, délégué plénipotentiaire;

M. PIERRE GUESDE, administrateur des services civils de l'Indo-Chine, délégué plénipotentiaire;

M. le Dr. GAIDE, médecin-major des troupes coloniales, conseiller technique.

LA GRANDE-BRETAGNE:

The Right Honourable Sir CECIL CLEMENTI SMITH, C. M. G., membre du conseil privé, délégué plénipotentiaire;

Sir WILLIAM STEVENSON MEYER, K. C. I. E., secrétaire en chef du Gouvernement de Madras, délégué plénipotentiaire;

M. WILLIAM GRENFELL MAX-MÜLLER, C. B., M. V. O., conseiller d'ambassade, délégué plénipotentiaire;

Sir WILLIAM JOB COLLINS, M. D., deputy-lieutenant du Comté de Londres, délégué plénipotentiaire.

L'ITALIE:

Son Exc. M. le Comte J. SALLIER DE LA TOUR, Duc de Calvello, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye, délégué plénipotentiaire;

M. le professeur ROCCO SANTOLIVIDO, député au parlement, directeur-général de la santé publique, délégué.

LE JAPON:

Son Exc. M. AIMARO SATO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye, délégué plénipotentiaire;

M. le Dr. TOMOE TAKAGI, ingénieur du Gouvernement-général de Formose, délégué plénipotentiaire;

M. le Dr. KOTARO NISHIZAKI, spécialiste technique, attaché au laboratoire des services hygiéniques, délégué plénipotentiaire.

LES PAYS-BAS:

M. J. T. CREMER, ancien ministre des colonies, président de la compagnie néerlandaise de commerce, délégué plénipotentiaire;

M. C. TH. VAN DEVENTER, membre de la première chambre des Etats-Généraux, délégué plénipotentiaire;

M. A. A. DE JONGH, ancien inspecteur-général, chef du service de la régie de l'opium aux Indes néerlandaises, délégué plénipotentiaire;

M. J. G. SCHEURER, membre de la seconde chambre des Etats-Généraux, délégué plénipotentiaire;

M. W. G. VAN WETTUM, inspecteur de la régie de l'opium aux Indes néerlandaises, délégué plénipotentiaire.

LA PERSE:

MIRZA MAHMOUD KHAN, secrétaire de la légation de Perse à La Haye, délégué plénipotentiaire.

LE PORTUGAL:

Son Exc. M. ANTONIO MARIA BARTHOLOMEU FERREIRA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye, délégué plénipotentiaire;

M. OSCAR GEORGE POTIER, consul-général de première classe, délégué du ministère des affaires étrangères, délégué;

M. A. SANCHES DE MIRANDA, capitaine d'artillerie, ancien gouverneur aux colonies, délégué du ministère des colonies, délégué.

LA RUSSIE:

Son Exc. M. ALEXANDRE SAVINSKY, maître de cérémonies de S. M. l'Empereur, conseiller d'état actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Stockholm, délégué plénipotentiaire;

M. CHAPIROFF, médecin honoraire de la Cour de S. M. l'Empereur, médecin-inspecteur du corps des gardes-frontières, délégué.

LE SIAM:

Son Exc. PHA AKHARAJ VARADHARA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres, La Haye et Bruxelles, délégué plénipotentiaire;

M. Wm. J. ARCHER, C. M. G., conseiller de légation, délégué plénipotentiaire.

Dans une série de réunions tenues du 1 décembre 1911 au 23 janvier 1912, la Conférence a arrêté le texte de Convention ci-annexé.

La Conférence a en outre émis les vœux suivants:
I. La Conférence estime qu'il y aurait lieu d'attirer l'attention de l'Union Postale Universelle;

1°. sur l'urgence de réglementer la transmission par la poste de l'opium brut;

2°. sur l'urgence de réglementer autant que possible la transmission par la poste de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, et des autres substances visées à l'article 14 de la Convention;

3°. sur la nécessité de prohiber la transmission par la poste de l'opium préparé.

II. La Conférence estime qu'il y aurait lieu d'étudier la question du chanvre indien au point de vue statistique et scientifique, dans le but de régler, si la nécessité s'en fait sentir, par la législation intérieure ou par un accord international, les abus de son emploi.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu le présent Protocole de leurs signatures.

Fait à La Haye, le 23 janvier mil neuf cent douze, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

Pour l'Allemagne..... F. DE MÜLLER.
DELBÜCK.
GRUNENWAD.

Pour les Etats-Unis d'Amérique... CHARLES H. BREY.
HAMILTON WRIGHT.
HENRY J. FINCH.

Pour la Chine..... LIANG CHENG.

Pour la France..... H. BRENIER.

Pour la Grande-Bretagne..... W. S. MEYER.
W. G. MAX MÜLLER.
WILLIAM JOB COLLINS.

Pour l'Italie..... G. DE LA TOUR CALVELLO.

Pour le Japon..... AIMARO SATO.
TOMOE TAKAGI.
KOTARO NISHIZAKI.

Pour les Pays Bas..... J. T. CREMER.
C. TH. VAN DEVENTER.
A. A. DE JONGH.
J. G. SCHEURER.

Pour la Perse..... MIRZA MAHMOUD KHAN.

Pour le Portugal..... ANTONIO MARIA BARTHOLOMEU FERREIRA.

Pour la Russie..... A. SAVINSKY.

Pour le Siam..... AKHARAJ VARADHARA.
Wm. J. ARCHER.

Convention Internationale de l'Opium

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND; LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE CHINE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS; SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERS; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES; SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM,

désirant marquer un pas de plus dans la voie ouverte par la Commission Internationale de Shanghai de 1909;

résolus à poursuivre la suppression progressive de l'abus de l'opium, de la morphine, de la cocaïne ainsi que des drogues préparées ou dérivées de ces substances donnant lieu, ou pouvant donner lieu, à des abus analogues;

considérant la nécessité et le profit mutuel d'une entente internationale sur ce point;
 convaincus qu'ils rencontreront dans cet effort humanitaire l'adhésion unanime de tous les Etats intéressés, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, à savoir:

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE:

Son Excellence M. FÉLIX DE MÜLLER, Son conseiller intime actuel, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye;
 M. DELBRÜCK, Son conseiller supérieur intime de Régence;
 M. le Dr. GRUNENWALD, Son conseiller actuel de légation;
 M. le Dr. KERR, Son conseiller intime de Régence, directeur à l'Office Impérial de santé;
 M. le Dr. RÖSSLER, consul Impérial à Canton.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

M. l'Évêque CHARLES H. BRENT;
 M. HAMILTON WRIGHT;
 M. H. J. FINGER.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE CHINE:

Son Excellence M. LIANG CH'ENG, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

M. HENRI BRENIER, inspecteur-conseil des services agricoles et commerciaux de l'Indo-Chine;
 M. PIERRE GUESDE, administrateur des services civils de l'Indo-Chine.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES:

The Right-Honourable Sir CECIL CLEMENTI SMITH, G. C. M. G., membre du conseil privé;
 Sir WILLIAM STEVENSON MEYER, K. C. I. E., secrétaire en chef du Gouvernement de Madras;
 M. WILLIAM GRENFELL MAX-MÜLLER, C. B., M. V. O., Son conseiller d'ambassade;
 Sir WILLIAM JOB COLLINS, M. D., deputy-lieutenant du Comté de Londres.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

Son Excellence M. le Comte J. SALLIER DE LA TOUR, Duc de Calvello, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON:

Son Excellence M. AIMARO SATO, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye;
 M. le Dr. TOMOE TAKAGI, ingénieur du Gouvernement-général de Formose;
 M. le Dr. KOTARO NISHIZAKI, spécialiste technique, attaché au laboratoire des services hygiéniques.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS:

M. J. T. CREMER, Son ancien ministre des colonies, président de la compagnie néerlandaise de commerce;
 M. C. TH. VAN DEVENTER, membre de la première chambre des Etats-Généraux;
 M. A. A. DE JONGH, ancien inspecteur-général, chef du service de la régie de l'opium aux Indes néerlandaises;
 M. J. G. SCHEUREN, membre de la seconde chambre des Etats-Généraux;
 M. W. G. VAN WETUM, inspecteur de la régie de l'opium aux Indes néerlandaises.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE:

MIRZA MAHMOUD KHAN, secrétaire de la légation de Perse à La Haye.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE:

Son Excellence M. ANTONIO MARIA BARTHOLOMEU FERREIRA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES:

Son Excellence M. ALEXANDRE SAVINSKY, Son maître de cérémonies, Son conseiller d'état actuel, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Stockholm.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM:

Son Excellence PHAYA AKILARAJ VARADHARA, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres, La Haye et Bruxelles;

M. WM. J. ARCHER, C. M. G., Son conseiller de légation, Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I.

Opium brut.

Définition. Par opium brut on entend: le suc, coagulé spontanément, obtenu des capsules du pavot somnifère (*Papaver somniferum*), et n'ayant subi que les manipulations nécessaires à son emballage et à son transport.

Article Premier.

Les Puissances Contractantes édicteront des lois ou des règlements efficaces pour le contrôle de la production et de la distribution de l'opium brut, à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière.

Article 2.

Les Puissances Contractantes limiteront, en tenant compte des différences de leurs conditions commerciales, le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'exportation ou l'importation de l'opium brut sera permise.

Article 3.

Les Puissances Contractantes prendront des mesures:
 a. pour empêcher l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en auront prohibé l'entrée, et
 b. pour contrôler l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en limitent l'importation, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

Article 4.

Les Puissances Contractantes édicteront des règlements prévoyant que chaque colis contenant de l'opium brut destiné à l'exportation sera marqué de manière à indiquer son contenu, pourvu que l'envoi excède 5 kilogrammes.

Article 5.

Les Puissances Contractantes ne permettront l'importation et l'exportation de l'opium brut que par des personnes dûment autorisées.

CHAPITRE II.

Opium préparé.

Définition. Par opium préparé on entend:

Le produit de l'opium brut, obtenu par une série d'opérations spéciales, et en particulier par la dissolution, l'ébullition, le grillage et la fermentation, et ayant pour but de le transformer en extrait propre à la consommation.

L'opium préparé comprend le dross et tous autres résidus de l'opium fumé.

Article 6.

Les Puissances Contractantes prendront des mesures pour la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, dans la limite des conditions différentes propres à chaque pays, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

Article 7.

Les Puissances Contractantes prohiberont l'importation et l'exportation de l'opium préparé; toutefois, celles qui ne sont

pas encore prêts à prohiber immédiatement l'exportation de l'opium préparé, la prohiberont aussitôt que possible.

Article 8.

Les Puissances Contractantes qui ne sont pas encore prêts à prohiber immédiatement l'exportation de l'opium préparé :

- restreindront le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'opium préparé pourra être exporté;
- prohiberont l'exportation de l'opium préparé vers les pays qui en interdisent actuellement, ou pourront en interdire plus tard, l'importation;
- défendront, en attendant, qu'aucun opium préparé soit envoyé à un pays qui désire en restreindre l'entrée, à moins que l'exportateur ne se conforme aux règlements du pays importateur;
- prendront des mesures pour que chaque cotis exporté, contenant de l'opium préparé, porte une marque spéciale indiquant la nature de son contenu;
- ne permettront l'exportation de l'opium préparé que par des personnes spécialement autorisées.

CHAPITRE III.

Opium médicinal, morphine, cocaïne, etc.

Définitions. Par opium médicinal on entend :

l'opium brut qui a été chauffé à 60° centigrades et ne contient pas moins de 10 pour cent de morphine, qu'il soit ou non en poudre ou granulé, ou mélangé avec des matières neutres.

Par morphine on entend :

le principal alcaloïde de l'opium, ayant la formule chimique $C_{17}H_{19}N_3O_5$.

Par cocaïne on entend :

le principal alcaloïde des feuilles de l'Erythroxylon Coca, ayant la formule $C_{17}H_{21}N_3O_4$.

Par héroïne on entend :

la diacetyl-morphine, ayant la formule $C_{21}H_{23}N_3O_5$.

Article 9.

Les Puissances Contractantes édicteront des lois ou des règlements sur la pharmacie de façon à limiter la fabrication, la vente et l'emploi de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs aux seuls usages médicaux et légitimes, à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière. Elles coopéreront entr'elles afin d'empêcher l'usage de ces drogues pour tout autre objet.

Article 10.

Les Puissances Contractantes s'efforceront de contrôler, ou de faire contrôler, tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et exportent la morphine, la cocaïne et leurs sels respectifs, ainsi que les bâtiments où ces personnes exercent cette industrie ou ce commerce.

A cet effet, les Puissances Contractantes s'efforceront d'adopter, ou de faire adopter, les mesures suivantes, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière :

a. limiter aux seuls établissements et locaux qui auront été autorisés à cet effet la fabrication de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ou se renseigner sur les établissements et locaux où ces drogues sont fabriquées, et en tenir un registre.

b. exiger que tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et exportent la morphine, la cocaïne et leurs sels respectifs soient munis d'une autorisation ou d'un permis pour se livrer à ces opérations, ou en fassent une déclaration officielle aux autorités compétentes.

c. exiger de ces personnes la consignment sur leurs livres des quantités fabriquées, des importations, des ventes, de toute autre cession et des exportations de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs. Cette règle ne s'appliquera pas forcément aux prescriptions médicales et aux ventes faites par des pharmaciens dûment autorisés.

Article 11.

Les Puissances Contractantes prendront des mesures pour prohiber dans leur commerce intérieur toute cession de morphine, de cocaïne et de leurs sels respectifs à toutes personnes non autorisées, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

Article 12.

Les Puissances Contractantes, en tenant compte des différences de leurs conditions, s'efforceront de restreindre aux personnes autorisées l'importation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs.

Article 13.

Les Puissances Contractantes s'efforceront d'adopter, ou de faire adopter, des mesures pour que l'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs de leurs pays, possessions, colonies et territoires à bail vers les pays, possessions, colonies et territoires à bail des autres Puissances Contractantes n'ait lieu qu'à la destination de personnes ayant reçu les autorisations ou permis prévus par les lois ou règlements du pays importateur.

A cet effet tout Gouvernement pourra communiquer, de temps en temps, aux Gouvernements des pays exportateurs des listes des personnes auxquelles des autorisations ou permis d'importation de morphine, de cocaïne et de leurs sels respectifs auront été accordés.

Les Puissances Contractantes appliqueront les lois et règlements de fabrication, d'importation, de vente ou d'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs :

- à l'opium médicinal;
- à toutes les préparations, (officinales et non-officinales, y compris les remèdes dits anti-opium), contenant plus de 0.1% de morphine ou plus de 0.1% de cocaïne;
- à l'héroïne, ses sels et préparations contenant plus de 0.1% d'héroïne;
- à tout nouveau dérivé de la morphine, de la cocaïne ou de leurs sels respectifs, ou à tout autre alcaloïde de l'opium, qui pourrait à la suite de recherches scientifiques, généralement reconnues, donner lieu à des abus analogues et avoir pour résultat les mêmes effets nuisibles.

Article 15.

Les Puissances Contractantes ayant des traités avec la Chine (Treaty Powers) prendront, de concert avec le Gouvernement chinois, les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée en contrebande, tant sur le territoire chinois que dans leurs colonies d'Extrême Orient et sur les territoires à bail qu'ils occupent en Chine, de l'opium brut et préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des substances visées à l'article 14 de la présente Convention. De son côté le Gouvernement chinois prendra des mesures analogues pour la suppression de la contrebande de l'opium et des autres substances visées ci-dessus, de la Chine vers les colonies étrangères et les territoires à bail.

Article 16.

Le Gouvernement chinois promulguera des lois pharmaceutiques pour ses sujets, réglementant la vente et la distribution de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs et des substances visées à l'article 14 de la présente Convention, et communiquera ces lois aux Gouvernements ayant des traités avec la Chine, par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Pékin. Les Puissances Contractantes ayant des traités avec la Chine examineront ces lois, et, si elles les trouvent acceptables, prendront les mesures nécessaires pour qu'elles soient appliquées à leurs nationaux résidant en Chine.

Article 17.

Les Puissances Contractantes ayant des traités avec la Chine entreprendront les d'adopter les mesures nécessaires pour restreindre et pour contrôler l'habitude de fumer l'opium dans leurs territoires à bail, «settlements» et concessions en Chine, de supprimer *pari passu* avec le Gouvernement chinois les fumeries d'opium ou établissements semblables qui pourront y exister encore, et de prohiber l'usage de l'opium dans les maisons d'amusement et les maisons publiques.

Article 18.

Les Puissances Contractantes ayant des traités avec la Chine prendront des mesures effectives pour la réduction graduelle, *pari passu* avec les mesures effectives que le Gouver-

nement chinois prendra dans ce même but, du nombre des boutiques, destinées à la vente de l'opium brut et préparé, qui pourront encore exister dans leurs territoires à bail, «settlements» et concessions en Chine. Elles adopteront des mesures efficaces pour la restriction et le contrôle du commerce de détail de l'opium dans les territoires à bail, «settlements» et concessions, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

Article 19.

Les Puissances Contractantes qui possèdent des bureaux de poste en Chine adopteront des mesures efficaces pour interdire l'importation illégale en Chine, sous forme de colis postal, tout aussi bien que la transmission illégale d'une localité de la Chine à une autre localité par l'intermédiaire de ces bureaux de l'opium, soit brut, soit préparé, de la morphine et de la cocaïne et de leurs sels respectifs et des autres substances visées à l'article 14 de la présente Convention.

CHAPITRE V.

Article 20.

Les Puissances Contractantes examineront la possibilité d'édicter des lois ou des règlements rendant passible de peines la possession illégale de l'opium brut, de l'opium préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière.

Article 21.

Les Puissances Contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas :

a. les textes des lois et des règlements administratifs existants, concernant les matières visées par la présente Convention, ou édictés en vertu de ses clauses;

b. des renseignements statistiques en ce qui concerne le commerce de l'opium brut, de l'opium préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des autres drogues, ou leurs sels, ou préparations, visés par la présente Convention.

Ces statistiques seront fournies avec autant de détails et dans un délai aussi bref que l'on considérera comme possibles.

CHAPITRE VI.

Dispositions finales.

Article 22.

Les Puissances non représentées à la Conférence seront admises à signer la présente Convention.

Dans ce but, le Gouvernement des Pays-Bas invitera, immédiatement après la signature de la Convention par les Plénipotentiaires des Puissances qui ont pris part à la Conférence, toutes les Puissances de l'Europe et de l'Amérique non représentées à la Conférence, à savoir :

La République Argentine; l'Autriche-Hongrie; la Belgique; la Bolivie; le Brésil; la Bulgarie; le Chili; la Colombie; le Costa-Rica; la République de Cuba; le Danemark; la République Dominicaine; la République de l'Equateur; l'Espagne; la Grèce; le Guatemala; la République d'Haïti; le Honduras; le Luxembourg; le Mexique; le Monténégro; le Nicaragua; la Norvège; le Panama; le Paraguay; le Pérou; la Roumanie; le Salvador; la Serbie; la Suède; la Suisse; la Turquie; l'Uruguay; les Etats-Unis du Venezuela.

à désigner un Délégué muni des pleins pouvoirs nécessaires pour signer, à La Haye, la Convention.

La Convention sera munie de ces signatures au moyen d'un «Protocole de signature de Puissances non représentées à la Conférence», à ajouter après les signatures des Puissances représentées et mentionnant la date de chaque signature.

Le Gouvernement des Pays-Bas donnera tous les mois à toutes les Puissances signataires avis de chaque signature supplémentaire.

Article 23.

Après que toutes les Puissances, tant pour elles-mêmes que pour leurs possessions, colonies, protectorats et territoires

à bail, auront signé la Convention ou le Protocole supplémentaire visé ci-dessus, le Gouvernement des Pays-Bas invitera toutes les Puissances à ratifier la Convention avec ce Protocole.

Dans le cas où la signature de toutes les Puissances invitées n'aurait pas été obtenue à la date du 31 décembre 1912, le Gouvernement des Pays-Bas invitera immédiatement les Puissances signataires à cette date, à désigner des Délégués pour procéder, à La Haye, à l'examen de la possibilité de déposer néanmoins leurs ratifications.

La ratification sera faite dans un délai aussi court que possible et déposée à La Haye au Ministère des Affaires Etrangères.

Le Gouvernement des Pays-Bas donnera tous les mois avis aux Puissances signataires des ratifications qu'il aura reçues dans l'intervalle.

Aussitôt que les ratifications de toutes les Puissances signataires, tant pour elles-mêmes que pour leurs colonies, possessions, protectorats et territoires à bail, auront été reçues par le Gouvernement des Pays-Bas, celui-ci notifiera à toutes les Puissances qui auront ratifié la Convention la date à laquelle il aura reçu le dernier de ces actes de ratification.

Article 24.

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date mentionnée dans la notification du Gouvernement des Pays-Bas, visée au dernier alinéa de l'article précédent.

A l'égard des lois, règlements et autres mesures, prévus par la présente Convention, il est convenu que les projets requis à cet effet seront rédigés au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la Convention. En ce qui concerne les lois, elles seront aussi proposées par les Gouvernements à leurs Parlements ou Corps Législatifs dans ce même délai de six mois, et en tout cas à la première session qui suivra l'expiration de ce délai.

La date à partir de laquelle ces lois, règlements ou mesures entreront en vigueur fera l'objet d'un accord entre les Puissances Contractantes sur la proposition du Gouvernement des Pays-Bas.

Dans le cas où des questions surgiraient relatives à la ratification de la présente Convention, ou à la mise en vigueur, soit de la Convention, soit des lois, règlements et mesures qu'elle comporte, le Gouvernement des Pays-Bas, si ces questions ne peuvent pas être résolues par d'autres moyens, invitera toutes les Puissances Contractantes à désigner des Délégués qui se réuniront à La Haye pour arriver à un accord immédiat sur ces questions.

Article 25.

Si l'arrivait qu'une des Puissances Contractantes voudrait dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Puissances, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement des Pays-Bas.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à La Haye, le 23 janvier mil neuf cent douze, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

Pour l'Allemagne..... F. DE MÜLLER.
DELBRÜCK.
GRUNENWALD.

Pour les Etats-Unis d'Amérique... CHARLES H. BRENT.
HAMILTON WRIGHT.
HENRY J. FINGER.

Pour la Chine..... LIANG CHENG.

Pour la France..... H. BRENIER.

Sous réserve d'une ratification, ou d'une dénonciation éventuellement séparée et spéciale en ce qui concerne les Protectorats français.

Pour la Grande-Bretagne..... } W. S. MEYER.
W. G. MAX MÜLLER.
WILLIAM JOB COLLINS.

Sous réserve de la déclaration suivante:

Les articles de la présente Convention, si elle est ratifiée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, s'appliqueront à l'Empire des Indes Britanniques, à Ceylan, aux Etablissements des Détroits, à Hong Kong, et à Wei-hai-wei, sous tous les rapports, de la même façon qu'ils s'appliqueront au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande; mais le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se réserve le droit de signer ou de dénoncer séparément ladite Convention au nom de tout Dominion, Colonie, Dépendance ou Protectorat de Sa Majesté autre que ceux qui ont été spécifiés.

Pour l'Italie..... G. DE LA TOUR CALVELLO.

Pour le Japon..... } AIMARO SATO.
TOMOE TAKAGI.
KOTARO NISHIZAKI.

Pour les Pays-Bas..... } J. T. CREMER.
C. TH. VAN DEVENTER.
A. A. DE JONGH.
J. G. SCHEURER.

Pour la Perse..... MIRZA MAHMOUD KHAN.

Sous réserve des articles 15, 16, 17, 18 et 19 (la Péise n'ayant pas de traité avec la Chine) et du paragraphe a de l'article 3.

Pour le Portugal..... } ANTONIO MARIA BARTHOLOMEU FERREIRA.

Pour la Russie..... A. SAVINSKY.

Pour le Siam..... } AKHARAJ VARADHARA.
WM. J. ARCHER.

Sous réserve des articles 15, 16, 17, 18 et 19 le Siam n'ayant pas de traité avec la Chine.

TRADUÇÃO

Protocolo de encerramento da Conferencia Internacional do Opio

A Conferencia Internacional do Opio, proposta pelo Governo dos Estados-Unidos da America e convocada pelo Governo dos Paizes-Baixos, reuniu-se na Haya, no Palais des Comtes, em 1º de Dezembro de 1911.

Os Governos, cuja enumeração segue, tomaram parte na Conferencia, para a qual haviam designado os Delegados abaixo indicados:

A ALLEMANHA:

S. Ex. o Sr. Felix de Müller, conselheiro intimo actual, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario na Haya, primeiro delegado plenipotenciario;

Sr. Delbrück, conselheiro superior intimo de Regencia, delegado plenipotenciario;

Sr. Dr. Grunewald, conselheiro actual de legação, delegado plenipotenciario;

Sr. Dr. Kerp, conselheiro intimo de Regencia, director da Repartição Imperial de Saude, delegado plenipotenciario;

Sr. Dr. Rössler, Consul Imperial em Cantão, delegado plenipotenciario.

OS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA:

Sr. Bispo Charles H. Brent, delegado plenipotenciario;

Sr. Hamilton Wright, delegado plenipotenciario;

Sr. H. J. Finger, delegado plenipotenciario.

A CHINA:

S. Ex. o Sr. Liang Ch'eng, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario em Berlin, delegado plenipotenciario;

Sr. Tang Kwo-An, secretario adjunto ao Wai-Wu-Pu, delegado;

Sr. Tchang Tsou-Soueng, encarregado de negocios a. i. na Haya, delegado;

Sr. Dr. Wu Lien-Teh, M. D. (Cambridge), medico-mór, director da Escola de Medicina, delegado;

Sr. F. A. Carl, antigo commissario das Alfandegas Maritimas Imperiaes em Newchwang, delegado;

Sr. A. J. Commijs, secretario adjunto a Repartição do inspector-geral das Alfandegas Maritimas Imperiaes, delegado.

A FRANÇA:

Sr. Henri Brenier, inspector de conselho dos serviços agricolas e commerciaes da Indo-China, delegado plenipotenciario;

Sr. Pierre Guesde, administrador dos serviços civis da Indo-China, delegado plenipotenciario;

Sr. Dr. Gaide, medico-mór das tropas coloniaes, conselheiro tecnico.

A GRI-BRETANHA:

The Right Honourable Sir Cecil Clementi Smith, G. C. M. G., membro do conselho privado, delegado plenipotenciario;

Sr. William Stevenson Meyer, K. C. I. E., secretario em chefe do Governo de Madras, delegado plenipotenciario;

Sr. William Grenfell Max-Müller, C. B., M. V. O., conselheiro do embaixada, delegado plenipotenciario;

Sr. William Job Collins, M. D., deputy-lieutenant do Condado de Londres, delegado plenipotenciario.

A ITALIA:

S. Ex. o Sr. Conde J. Sallier de La Tour, Duque de Calvello, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario na Haya, delegado plenipotenciario;

Sr. Professor Rocco Santoliquido, deputado ao parlamento, director geral da saude publica, delegado.

O JAPAO:

S. Ex. o Sr. Aimaro Sato, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario na Haya, delegado plenipotenciario;

Sr. Dr. Tomoe Takagi, engenheiro do Governo geral de Formosa, delegado plenipotenciario;

Sr. Dr. Kotaro Nishizaki, especialista tecnico, addido ao laboratorio dos serviços hygienicos, delegado plenipotenciario.

OS PAIZES-BAIXOS:

Sr. J. T. Cremer, antigo ministro das colonias, presidente da Companhia Hollandeza de Commercio, delegado plenipotenciario;

Sr. C. Th. van Deventer, membro da primeira Camara dos Estados-Geraes, delegado plenipotenciario;

Sr. A. A. de Jongh, antigo inspector-geral, chefe do serviço do monopolio do opio nas Indias Hollandeas, delegado plenipotenciario;

Sr. J. G. Scheurer, membro da segunda Camara dos Estados-Geraes, delegado plenipotenciario;

Sr. W. G. Van Wetsum, inspector do monopolio do opio nos Indias hollandeas, delegado plenipotenciario.

A PERSIA:

Mirza Mahmoud Khan, secretario da legação da Persia na Haya, delegado plenipotenciario.

PORTUGAL:

S. Ex. o Sr. Antonio Maria Bartholomeu Ferreira, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario na Haya, delegado plenipotenciario;

Sr. Oscar George Potier, consul-geral de primeira classe, delegado do ministerio dos negocios estrangeiros, delegado;

Sr. A. Sanchez de Miranda, capitão de artilharia, antigo governador das colonias, delegado do ministerio das colonias, delegado.

A RUSSIA:

S. Ex. o Sr. Alexandre Savinski, mestre de ceremonias do S. M. o Imperador, conselheiro de estado actual, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario em Stockholm, delegado plenipotenciario;

Sr. Chapiroff, medico honorario da corte de S. M. o Imperador, medico inspector do corpo dos guardas da fronteira, delegado.

O SIAO:

S. Ex. Phya Akharaj Varadhara, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario em Londres, na Haya e Bruxellas, delegado plenipotenciario;

Sr. Wm. J. Archer, C. M. G., conselheiro de legação, delegado plenipotenciario.

Numa série de reuniões havidas entre o dia 1 de Dezembro de 1911 e 23 de Janeiro de 1912, a Conferencia fixou o texto da Convenção, aqui annexo.

A Conferencia, além disso, emittiu os seguintes votos:

I) A Conferencia pensa que seria o caso de chamar a atenção da União Postal Universal:

1º sobre a urgencia de regulamentar a transmissão, pelo correio, do opio bruto;

2º sobre a urgencia de regulamentar tanto quanto possível a transmissão, pelo correio, da morphina, da cocaína e de seus saes respectivos, assim como das outras substancias apontadas no art. 14 da Convenção;

3º sobre a necessidade de prohibir a transmissão, pelo correio, do opio preparado.

II) A Conferencia acredita que teria cabimento o estudo da questão do canhamo indiano, no ponto de vista estatístico e científico, com o fim de regular, si de necessidade, pela legislação interna ou por um accôrdo internacional, os abusos do seu emprego.

Em fé do que, os Plenipotenciarios revestiram o presente Protocollo de suas assignaturas.

Feito na Haya, em 23 de Janeiro de mil novecentos e doze, num só exemplar, que ficará depositado nos Archivos do Governo dos Paizes-Baixos e, cujas cópias, certificadas e conformes, serão entregues por via diplomatica a todas as Potencias representadas na Conferencia.

Pela Alemanha.....	{ F. de Müller. Delbrück. Grunenwald.
Pelos Estados Unidos da America.....	{ Charles H. Brent. Hamilton Wright. Henry J. Finger.
Pela China.....	- Liang Cheng.
Pela França.....	II. Brenier.
Pela Grã-Bretanha.....	{ W. S. Meyer. W. G. Max Müller. William Job Collins.
Pela Italia.....	G. de La Tour Calvello.
Pelo Japão.....	{ Aimaro Sato. Tomoe Takagi. Kotaro Nishizaki.
Pelos Paizes-Baixos.....	{ J. T. Cremer. C. Th. van Deventer. A. A. de Jongh. J. G. Scheurer.
Pela Persia.....	Mirza Mahmoud Khan.
Por Portugal.....	{ Antonio Maria Bartholomeu Ferreira.
Pela Russia.....	A. Savinsky.
Pelo Sião.....	{ Akharaj Varadhara. Wm. J. Archer.

CONVENÇÃO INTERNACIONAL DO OPIO

Sua Majestade o Imperador da Alemanha, Rei da Prussia, em nome do Império Alemão; O Presidente dos Estados Unidos da America; Sua Majestade o Imperador da China; O Presidente da Republica Franceza; Sua Majestade o Rei do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda e dos Territorios Britannicos além dos mares, Imperador das Indias; Sua Majestade o Rei da Italia; Sua Majestade o Imperador do Japão; Sua Majestade a Rainha dos Paizes-Baixos; Sua Majestade Imperial o Schah da Persia; o Presidente da Republica Portugueza; Sua Majestade o Imperador de Todas as Russias; Sua Majestade o Rei de Sião,

Desejando marcar um passo a mais no caminho aberto pela Comissão Internacional do Shanghai de 1909;

Resolvidos a proseguir na suppressão progressiva do abuso do opio, da morphina, da cocaína, assim como de drogas preparadas ou derivadas dessas substancias que dão lugar, ou podem dar lugar a abusos analogos;

Considerando a necessidade e o proveito mutuo de um accôrdo internacional nesse ponto;

Convencidos de que encontrarão nesse esforço humanitário a adhesão unanime de todos os Estados interessados.

Resolveram concluir uma Convenção para tal effeito, e nomearam seus Plenipotenciarios, a saber:

Sua Majestade o Imperador da Alemanha, Rei da Prussia:

Sua Excellencia o Sr. Felix de Müller, seu conselheiro intimo actual, seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario na Haya;

O Sr. Delbrück, seu conselheiro superior intimo de Regencia;

O Sr. Dr. Grunenwald, seu conselheiro actual de legação;

O Sr. Dr. Kerp, seu conselheiro intimo de Regencia, director da Repartição Imperial de Saude;

O Sr. Dr. Rossler, Consul Imperial em Cantão.

O Presidente dos Estados-Unidos da America:

O Sr. Bispo Charles H. Brent;

O Sr. Hamilton Wright;

O Sr. H. J. Finger.

Sua Majestade o Imperador da China:

Sua Excellencia o Sr. Liang Ch'eng, seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario em Berlim.

O Presidente da Republica Franceza:

O Sr. Henri Brenier, inspector de Conselho dos Serviços Agricolas e Commercias da Indo-China;

O Sr. Pierre Guesde, administrador dos serviços civis da Indo-China.

Sua Majestade o Rei do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda e dos Territorios Britannicos além dos mares, Imperador das Indias:

The Right-Honourable Sir Cecil Clementi Smith, G. C., M. G., membro do conselho privado;

Sir William Stevenson Meyer, K. C. I. E., Secretario em chefe do Governo de Madras;

O Sr. William Grenfell Max-Müller, C. B., M. V. O., Seu Conselheiro de embaixada;

Sir William Job Collins, M. D., deputy-lieutenant do Condado de Londres.

Sua Magestade o Rei da Italia:

Sua Excellencia o Sr. Conde J. Sallier De la Tour, Duque de Calvello, Seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario na Haya.

Sua Majestade o Imperador do Japão:

Sua Excellencia o Sr. Aimaro Sato, Seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario na Haya;

O Sr. Dr. Tomoe Takagi, engenheiro do Governo-geral de Formosa;

O Sr. Dr. Kotaro Nishizaki, especialista tecnico, addido ao laboratorio dos serviços hygienicos.

Sua Majestade a Rainha dos Paizes-Baixos:

O Sr. J. T. Cremer, seu antigo ministro das colonias, presidente da Companhia Hollandeza de Commercio;

O Sr. C. Th. van Deventer, membro da primeira Camara dos Estados-Geraes;

O Sr. A. A. de Jongh, antigo inspector-geral, chefe do serviço do monopolio do opio nas Indias Hollandezas;

O Sr. J. G. Scheurer, membro da segunda Camara dos Estados-Geraes;

O Sr. W. G. van Wettum, inspector do monopolio do opio nas Indias hollandezas.

Sua Majestade Imperial o Schah da Persia:

Mirza Mahmoud Khan, secretario da legação da Persia na Haya.

O Presidente da Republica Portuguesa:

Sua Excellencia o Sr. Antonio Maria Bartholomeu Ferreira, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario na Haya.

Sua Majestade o Imperador de todas as Russias:

Sua Excellencia o Sr. Alexandre Savinsky, Seu mestre de ceremonias, Seu conselheiro de Estado actual, Seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario em Stockholm.

Sua Majestade o Rei de Sião:

Sua Excellencia Phya Akharaj Varadhara, Seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario em Londres, na Haya e Bruxellas;

O Sr. Wm. J. Archer, C. M. G., Seu conselheiro de legação.

Os quaes, após terem depositado os seus plenos poderes, achados em boa e devida forma, accordaram no que segue:

CAPITULO I**OPIO BRUTO**

Definição: Entende-se por opio bruto:

O succo, espontaneamente coagulado, obtido das capsulas da papoula somnifera (*Papaver somniferum*), e que não sofreu sinão as manipulações necessarias ao seu acondicionamento e transporte.

Artigo 1

As Potencias Contractantes editarão leis ou regulamentos efficazes para a fiscalização da produção e da distribuição do opio bruto, a menos que as leis e os regulamentos já existentes tenham regulado a materia.

Artigo 2

As Potencias Contractantes limitarão, tendo em vista as differenças de suas condições commerciaes, o numero das cidades, portos ou outras localidades pelos quaes se permittirá a exportação ou a importação do opio bruto.

Artigo 3

As Potencias Contractantes tomarão medidas:

- a) para impedir a exportação do opio bruto para os paizes que tiverem prohibido a sua entrada, e
 - b) para fiscalizar a exportação do opio bruto para os paizes que limitam a sua importação.
- Salvo si medidas existentes já tiverem regulado a materia.

Artigo 4

As Potencias Contractantes farão regulamentos no sentido de que cada pacote, contendo opio bruto, destinado á exportação, seja marcado de maneira a indicar seu conteúdo, desde que a remessa exceda de 5 kilogrammas.

Artigo 5

As Potencias Contractantes não permittirão a importação e a exportação do opio bruto sinão por pessoas devidamente autorizadas.

CAPITULO II**OPIO PREPARADO**

Definição: Entende-se por opio preparado:

O producto do opio bruto, obtido por uma série de operações especiaes e, em particular, pela dissolução, ebullicão, cal-

cinção e fermentação, e tendo por fim transformal-o em extracto proprio ao consumo.

O opio preparado comprehende a escória e quaesquer outros residuos do opio fumado.

Artigo 6

As Potencias Contractantes tomarão medidas para a supressão gradual e efficaz do fabrico, do commercio interior e do uso do opio preparado, no limite das condições differentes, proprias a cada paiz, salvo si medidas existentes já tiverem regulado a materia.

Artigo 7

As Potencias Contractantes prohibirão a importação e a exportação do opio preparado; todavia, aquellas que ainda não estão em condições de prohibir immediatamente a exportação do opio preparado prohibir-a-hão logo que seja possível.

Artigo 8

As Potencias Contractantes que ainda não estão em condições de prohibir immediatamente a exportação do opio preparado:

- a) restringirão o numero das cidades, portos ou outras localidades pelas quaes o opio preparado possa ser exportado;
- b) prohibirão a exportação do opio preparado para os paizes que vedam actualmente ou possam vedar, mais tarde, a sua importação;
- c) impedirão, por enquanto, que qualquer especie de opio preparado seja remettido a um paiz que deseje restringir-lhe a entrada, a menos que o exportador se conforme aos regulamentos do paiz importador;
- d) tomarão medidas para que cada volume exportado, contendo opio preparado, leve uma marca especial, indicando a natureza de seu conteúdo;
- e) não permittirão a exportação do opio preparado sinão por pessoas especialmente autorizadas.

CAPITULO III**OPIO MEDICINAL, MORPHINA, COCAINA, ETC.**

Definições: Entende-se por opio medicinal:

O opio bruto que foi aquecido a 60° centigrados e não contém menos de 10 por cento de morphina, quer seja ou não em pó ou granulado, ou misturado com materias neutras.

Entende-se por morphina:

O principal alcaloide do opio, que tem a fórmula chimica C17 H19 NO3.

Entende-se por cocaína:

O principal alcaloide das folhas do *Erythroxylon Coca* que tem a fórmula C17 H21 NO4.

Entende-se por heroína:

A diacetyl-morphina, que tem a fórmula C21 H23 NO5.

Artigo 9

As Potencias Contractantes publicarão leis ou regulamentos sobre a pharmacia, de modo a limitar a fabricação, a venda e o emprego da morphina, da cocaína e de seus respectivos sales sómente ao uso medicinal e legitimo, salvo si leis ou regulamentos existentes já tiverem regulado a materia. Ellas cooperarão entre si afim de obstar o uso dessas drogas para qualquer outro fim.

Artigo 10

As Potencias Contractantes se esforçarão para fiscalizar ou fazer fiscalizar, todos os que fabricam, importam, vendem, distribuem e exportam a morphina, a cocaína e seus respectivos sales, assim como os estabelecimentos onde essas pessoas exercem tal industria ou commercio.

Para esse effeito, as Potencias Contractantes tratarão de

adoptar, ou fazer adoptar, as seguintes medidas, salvo si outras existentes já tiverem regulado a materia:

a) limitar sómente aos estabelecimentos e logares que tiverem sido autorizados para tal fim o fabrico da morphina, da cocaina e de seus respectivos saes, ou informar-se sobre os estabelecimentos e logares onde essas drogas são fabricadas, inscrevendo-os em um registro;

b) exigir que todos os que fabricam, importam, vendem, distribuem e exportam a morphina, a cocaina e seus respectivos saes, estejam munidos de uma autorização ou de uma permissão para se entregarem a essas operações, ou disso façam uma declaração official ás autoridades competentes;

c) exigir dessas pessoas a consignaçoão em seus livros das quantidades fabricadas, das importações, das vendas, de qualquer outra cessão e das exportações da morphina, da cocaina e de seus respectivos saes. Esta regra não se applicará, necessariamente, ás prescripções medicas e ás vendas feitas pelos pharmaceuticos devidamente autorizados.

Artigo 11

As Potencias Contractantes tomarão medidas afim de prohibir no seu commercio interior qualquer cessão de morphina, cocaina e seus respectivos saes a todas as pessoas não autorizadas, salvo si medidas existentes já tiverem regulado a materia.

Artigo 12

As Potencias Contractantes, levando em conta as differenças de suas condições, se esforçarão para restringir ás pessoas autorizadas a importação da morphina, da cocaina e de seu respectivos saes.

Artigo 13

As Potencias Contractantes tratarão de adoptar, ou fazer adoptar, medidas para que a exportação da morphina, da cocaina e respectivos saes de seus paizes, possessões, colonias e territorios arrendados para os paizes, possessões, colonias e territorios arrendados das outras Potencias Contractantes não se faça senão com pessoas que hajam recebido as autorizações ou permissões previstas pelas leis ou regulamentos do paiz importador.

Neste proposito, qualquer Governo poderá comunicar, de quando em vez, aos Governos dos paizes exportadores, listas das pessoas que obtiveram autorizações ou permissões de importação de morphina, cocaina e seus respectivos saes.

Artigo 14

As Potencias Contractantes applicarão as leis e regulamentos de fabricação, de importação, de venda ou exportação da morphina, cocaina e seus respectivos saes:

a) ao opio medicinal;

b) a todos os preparados, (officinaes e não officinaes, inclusive os remedios ditos contra o opio), que contenham mais de 0,2 % de morphina ou mais de 0,1 % de cocaina;

c) á heroína, seus saes e preparados que contenham mais de 0,1 % de heroína;

d) a todo derivado novo da morphina, da cocaina ou de seus respectivos saes, ou a qualquer outro alcaloide do opio, que puder depois de pesquisas scientificas, geralmente reconhecidas, dar lugar a abusos analogos e ter como resultado os mesmos effeitos maleficos.

CAPITULO IV

Artigo 15

As Potencias Contractantes que tiverem tratados com a China (Treaty Powers) tomarão, de accordo com o Governo chinês, as medidas necessarias para impedir a entrada, por contrabando, tanto no territorio chinês como em suas colonias do Extremo-Oriente e nos territorios arrendados que occupam na China, do opio bruto e preparado, da morphina, da cocaina e de seus respectivos saes, e assim tambem das substancias indicadas no artigo 14 da presente Convenção. Do seu lado, o Governo chinês tomará medidas analogas para a supressão do contrabando do opio e das outras substancias su-

pra-mencionadas, da China para as colonias estrangeiras e territorios arrendados.

Artigo 16

O Governo chinês promulgará leis pharmaceuticas para seus subditos, regulamentando a venda e a distribuição, da morphina, da cocaina e de seus respectivos saes, assim como das substancias indicadas no artigo 14 da presente Convenção, e dellas fará scientes os Governos que tiverem tratados com a China, por intermedio de seus representantes diplomaticos em Pekin. As Potencias Contractantes que tiverem tratados com a China examinarão essas leis e, si as considerarem aceitaveis, tomarão as medidas necessarias para que ellas sejam applicadas a seus nacionaes residentes na China.

Artigo 17

As potencias Contractantes que tiverem tratados com a China procurarão adoptar as medidas necessarias para restringir e fiscalizar o habito de fumar o opio em seus territorios arrendados, «settlements» e concessões na China, e supprimir *pari passu* com o Governo chinês as casas de fumar opio ou estabelecimentos semelhantes que ainda ali possam existir, assim como prohibir o uso do opio nas casas de diversão e nas casas publicas.

Artigo 18

As Potencias Contractantes que tiverem tratados com a China tomarão medidas effectivas, *pari passu* com as medidas effectivas que o Governo chinês adoptar nesse mesmo sentido, para a redução gradual do numero das lojas destinadas á venda do opio bruto e preparado, que possam ainda existir em seus territorios arrendados, «settlements» e concessões na China. Ellas adoptarão medidas efficazes para a restricção e a fiscalizaçoão do commercio, a varejo, do opio nos territorios arrendados, «settlements», e concessões na China, a menos que medidas existentes já tenham regulado a materia.

Artigo 19

As Potencias Contractantes que tiverem agencias postaes na China adoptarão medidas efficazes para impedir a importação illegal, na China, em fórma de encomenda postal, do mesmo modo que a transmissão illegal de uma localidade da China para outra localidade, por intermedio destas agencias, do opio, seja bruto ou preparado, da morphina e da cocaina e de seus respectivos saes e das outras substancias mencionadas no artigo 14 da presente Convenção.

CAPITULO V

Artigo 20

As Potencias Contractantes examinarão a possibilidade de editar leis ou regulamentos tornando passivel de penas a posse illegal do opio bruto, do opio preparado, da morphina, da cocaina e de seus respectivos saes, salvo si leis ou regulamentos existentes já tiverem regulado a materia.

Artigo 21

As Potencias Contractantes comunicarão umas ás outras, por intermedio do Ministerio dos Negocios Estrangeiros dos Paizes-Baixos:

a) os textos das leis e dos regulamentos administrativos existentes, no tocante ás materias mencionadas pela presente Convenção, ou editados em virtude das suas clausulas;

b) as informações estatisticas referentes ao commercio do opio bruto, do opio preparado, da morphina, da cocaina e de seus respectivos saes, assim como das outras drogas, ou seus saes, ou preparados, indicados pela presente Convenção.

Essas estatisticas serão fornecidas com tantos pormenores e em espaço de tempo tão breve quanto possivel.

CAPITULO VI

DISPOSIÇÕES FINAES

Artigo 22

As Potencias não representadas na Conferência serão admittidas a assignar a presente Convenção.

Para esse fim, o Governo dos Paizes-Baixos convidará, immediatamente após a assignatura da Convenção pelos Plenipotenciarios das Potencias que tomaram parte na Conferencia, todas as Potencias da Europa e da America, não representadas na Conferencia, a saber:

A Republica Argentina; a Austria-Hungria; a Belgica; a Bolivia; o Brasil; a Bulgaria; o Chile; a Colombia; a Costa-Rica; a Republica de Cuba; a Dinamarca; a Republica Dominicana; a Republica do Ecuador; a Hespanha; a Grecia; a Guatemala; a Republica do Haiti; a de Honduras; o Luxemburgo; o Mexico; o Montenegro; Nicaragua; a Noruega; o Panamá; o Paraguay; o Perú; a Roumania; o Salvador; a Servia; a Suecia; a Suissa; a Turquia; o Uruguay; os Estados Unidos de Venezuela.

a designarem um Delegado com plenos poderes necessarios para assignar, na Haya, a Convenção.

A Convenção será munida dessas assignaturas por meio de um «Protocollo de assignatura das Potencias não representadas na Conferencia», que se juntará em seguida ás assignaturas das Potencias representadas, e mencionando-se a data de cada assignatura.

O Governo dos Paizes-Baixos communicará todos os mezes, a todas as Potencias signatarias, cada assignatura supplementar.

Artigo 23.

Depois que todas as Potencias, tanto por si mesmas como por suas possessões, colonias, protectorados e territorios arrendados, houverem assignado a Convenção ou o Protocollo supplementar supramencionado, o Governo dos Paizes-Baixos convidará todas as Potencias a ratificarem a Convenção com esse Protocollo.

Caso a assignatura de todas as Potencias convidadas não tenha sido obtida na data de 31 de Dezembro de 1912, o Governo dos Paizes-Baixos convidará immediatamente as Potencias nessa data signatarias a designarem Delegados para procederem, na Haya, ao exame da possibilidade de, não obstante isso, depositarem suas ratificações.

A ratificação será feita num praso tão curto quanto possível e depositada na Haya, no Ministerio dos Negocios Estrangeiros.

O Governo dos Paizes-Baixos communicará, todos os mezes, ás Potencias signatarias, as ratificações recebidas no intervallo.

Lógo que as ratificações de todas as Potencias signatarias, tanto por si mesmas como por suas colonias, possessões, protectorados e territorios arrendados, tiverem sido recebidas pelo Governo dos Paizes-Baixos, este notificará, a todas as Potencias que houverem ratificado a Convenção, a data em que tiver recebido o ultimo desses actos de ratificação.

Artigo 24.

A presente Convenção entrará em vigor tres mezes após a data mencionada na notificação do Governo dos Paizes-Baixos, indicada na ultima alinea do artigo precedente.

Com respeito ás leis, regulamentos e outras medidas previstos pela presente Convenção, fica decidido que os projectos exigidos para esse effeito serão redigidos, o mais tardar, até seis mezes depois da entrada em vigor da Convenção. No que diz respeito ás leis, ellas serão propostas pelos Governos a seus Parlamantos ou Corpos Legislativos dentro desse mesmo prazo de seis mezes, e, em qualquer caso, na primeira sessão que seguir-se á expiração desse prazo.

A data a partir da qual essas leis, regulamentos ou medidas entrarão em vigor será objecto de um accordo entre as Potencias Contractantes, sob proposta do Governo dos Paizes-Baixos.

Caso surgirem questões relativas á ratificação da presente Convenção, ou á entrada em vigor, seja da Convenção, seja das leis, regulamentos ou medidas que ella comporta, o Governo dos Paizes-Baixos, si taes questões não puderem resolver-se por outros meios, convidará todas as Potencias Contractantes a designarem Delegados que se reunirão na Haya, para chegar a um accordo immediato sobre essas questões.

Artigo 25.

Si acontecer que uma das Potencias Contractantes queira denunciar a presente Convenção, a denuncia será notificada, por escripto, ao Governo dos Paizes-Baixos, que immediatamente communicará copia certificada conforme da notificação a todas as outras Potencias, fazendo-lhes saber a data em que a recebeu.

A denuncia produzirá seus effeitos somente em relação á Potencia que a notificou e um anno depois da notificação ter chegado ao Governo dos Paizes-Baixos.

Em fé do que, os Plenipotenciarios revestiram a presente Convenção de suas assignaturas.

Feita na Haya, a 23 de Janeiro de mil novecentos e doze, em um só exemplar, que ficará depositado nos archivos do Governo dos Paizes-Baixos e cujas copias, certificadas conformes, serão entregues por via diplomatica a todas as Potencias representadas na Conferencia.

Pela Allemanha..... { F. de Müller.
Delbrück.
Grunenwald.

Pelos Estados Unidos da America..... { Charles H. Brent.
Hamilton Wright.
Henry J. Fieger.

Pela China..... Liang Cheng.

Pela França..... H. Brenier.

Sob reserva de uma ratificação, ou de uma denuncia, eventualmente separada e especialmente, no que se refere aos Protectorados francezes.

Pela Grã-Bretanha..... { W. S. Meyer.
W. G. Max Müller.
William Job Collins.

Sob reserva da declaração seguinte:

Os artigos da presente Convenção, si ella for ratificada pelo Governo de Sua Magestade Britannica, applicar-se-ão ao Imperio das Indias Britannicas, a Ceylão, aos Estabelecimentos dos Estreitos, a Hong-Kong e a Wei-hai-wei, a todos os respeito, do mesmo modo que se applicarão ao Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda; mas o Governo de Sua Magestade Britannica se reserva o direito de assignar ou denunciar separadamente a dita Convenção em nome de qualquer Dominio, Colonia, Dependencia ou Protectorado de Sua Magestade, differente dos que foram especificados.

Pela Italia..... G. de La Tour Calvello.

Pelo Japão..... { Aimaro Sato.
Tamoe Takagi.
Kotaro Nishizaki.

Pelos Paizes-Baixos..... { J. T. Kremer.
C. Th. van Deventer.
A. A. de Jongh.
J. G. Scheurer.

Pela Persia..... Mirza Mahmoud Klian.

Sob reserva dos artigos 15, 16, 17, 18 e 19 (a Persia não tendo tratado com a China) e do paragrapho a do artigo 3.

Por Portugal..... { Antonio Maria Bartholomeu
Ferreira.

Pela Russia..... A. Savinsky.

Pelo Sião..... { Akharaj Varadhiara.
Wm. J. Archer.

Sob reserva dos artigos 15, 16, 17, 18 e 19; o Sião não tendo tratado com a China.

SECRETARIAS DE ESTADO

Ministerio da Justiça e
Negocios Interiores

Expediente de 18 de outubro de 1915

DIRECTORIA DE JUSTIÇA

Foi exonerado o pharmaceutico José do Sá Osorio, do lugar do pharmaceutico da Casa de Detenção do Districto Federal, visto haver sido nomeado para outro lugar.

Foi nomeado o pharmaceutico Oscar Innocencio de Araujo Costa, para o lugar que, interinamente exerceia, de pharmaceutico da Casa de Detenção do Districto Federal.

— Communicou-se ao Ministerio das Relações Exteriores que, segundo informou o juiz federal na Seção da Bahia, as rogatorias expedidas pelas Justicas portuguezas para citação de A. Malbuisson e Pedro Malbuisson e sua mulher, de xaram de ter andamento por não terem sido procuradas pela parte interessada.

— Foi devolvida ao juiz da 5ª Pretoria Cível do Districto Federal a carta rogatoria expedida às justicas da Portugal, a requerimento do Elétrico Francisco dos Santos Ennos, para intimação do Domingos Ennos de Azevedo e sua mulher, a qual não pôde ser encaminhada por via diplomatica, por não se tratar da simples diligencia, mas de uma carta executória, o que não é permitido pelo aviso n. 13, de 2 de julho de 1893.

— Transmittiram-se:

— Ao Ministerio das Relações Exteriores, em resposta ao aviso n. 58, do 19 de agosto ultimo, cópia do officio do juiz districtal da sede do municipio do Rio Grande, informando quaes as pessoas ora rogadas do pagamento das custas judiciais com o cumprimento da carta rogatoria expedida às justicas da Alemanha, para citação de D. Guilhermina S. Pöck e outros;

— Ao 1º secretario da Camara dos Deputados, o requerimento em que o serventuario vitalicio do officio de escrivão da 1ª Vara do Orphãos e Ausentes do Districto Federal Arthur Bellegar de Menezes de Maracajá solicita ao Congresso Nacional um anno de licença para tratar de negocios de seu interesse.

Para os fins convenientes:

— Ao presidente do Estado do Ceará, cópia do termo de obito, lavrado a bordo do paquete nacional Pará, referente a Maria da Conceição Silva, natural do mesmo Estado;

— Ao governador do Estado das Alagoas, cópia do termo de obito, lavrado a bordo do paquete nacional Cubatão, referente a José Fernandes dos Reis, natural do mesmo Estado.

Expediente de 14 de outubro de 1915

DIRECTORIA DE CONTABILIDADE

Solicitaram-se ao Ministerio da Fazenda as seguintes pagamentos no Thesouro Nacional:

De 4:091\$312, da folha, relativa ao mez de setembro findo, do pessoal de nomeação do director da Colonia de Alienados no Angoulo de dentro (aviso n. 3.671);

De 197\$100, de fornecimentos feitos, em agosto ultimo, à Escola Pre-nunitoria Quinze de Novembro (aviso n. 3.675);

De 500\$, do aluguel, relativo ao mez de setembro findo, da parte do predio em que funciona a Inspectoria de Saude dos Portos (aviso n. 3.676);

De 1:795\$19, de fornecimentos feitos, nos mezes de maio e junhos ultimos, à Directoria

Geral de Saude Publica para o Hospital de Jacarépaguá (aviso n. 3.677);

De 1:400, dos alugueis, relativos ao mez de setembro findo, dos predios occupados pelos Juizes das 1ª, 4ª e 6ª Pretorias Cíveis e 1ª, 2ª, 4ª e 7ª Pretorias Criminaes (aviso n. 3.673);

De 1:395\$, da folha relativa ao mez de setembro findo, do pessoal sem nomeação do Hospital Paula Candido (aviso n. 3.679);

De 240\$, de fornecimento de agua feito pela Prefeitura Municipal ao Hospital Paula Candido, durante o 1º semestre do corrente anno (aviso n. 3.681);

De 350\$, a Antonio Joaquim Moreira de Souza, do aluguel, relativo ao mez de setembro findo, do predio onde funciona o Juizo Federal na seção do Rio do Janeiro (aviso n. 3.682);

De 101\$568, do consumo de gaz e luz electrica no officio da Secretaria de Estado deste ministerio, durante o mez de setembro findo (aviso n. 3.683);

— Solicitaram-se ao mesmo ministerio as seguintes providencias:

Que seja antecipada, no Thesouro Nacional, ao 1º escripturario do Instituto Nacional de Surdos Mudos, Manoel Amorim, a quantia de 500\$, para occorrer ás despesas do prompto pagamento, no 4º trimestre do corrente anno (aviso n. 3.680);

Que seja concedido, à Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional no Estado do Paraná, o credito de 5\$800, para occorrer ao pagamento do transportes concedidos pela Rede Viação Paraná-Santa Catharina, em julho ultimo (aviso n. 3.689);

— Foram transmittidos:

— Ao alludido ministerio os processos de dividas de exercicios finios, nas importancias:

De 65\$, de que é credor Agostinho Pereira Reis, na qualidade de gerente do jornal *Pacatuba* do Estado do Maranhão, por publicações feitas, em janeiro e setembro de 1912, fevereiro de 1913, março e dezembro de 1914, por conta deste ministerio e de ordem do Juizo Federal na seção daquelle Estado (aviso n. 3.691);

De 42\$, de que é credor Paulo Andrade, proveniente das publicações relativas ao serviço eleitoral de Caçapava, no Estado de São Paulo, no jornal *O Povo*, em 1914 (aviso n. 3.692);

— Ao Tribunal de Contas documentos nas importancias:

De 10:00\$, com os quaes o secretario interino da Directoria Geral de Saude Publica, Dr. Garfield de Almeida, justifica o emprego de igual quantia que lhe foi adelantada em virtude do aviso n. 308, de 22 de fevereiro ultimo, tendo aquelle funcionario recolhido ao Thesouro Nacional a quantia de 1:825\$248, saldo em seu poder, do citado adelantamento conforme o conhecimento sob n. 3.632 (aviso n. 3.683);

De 700\$, com os quaes o 1º escripturario do Instituto Nacional de Surdos Mudos, Manoel Amorim, justifica o emprego de igual quantia por elle applicada ás despesas do prompto pagamento do mez no instituto, no 3º trimestre do corrente anno, por conta do adelantamento que ha foi feito em virtude do aviso n. 2.767, de 25 de julho ultimo (aviso n. 3.684).

Dia 15

Solicitaram-se ao Ministerio da Fazenda as seguintes pagamentos no Thesouro Nacional:

De 107:823\$961, das folhas, relativas ao mez de setembro findo, do pessoal sabaturno da Inspectoria dos Serviços de Prophylaxia (aviso n. 3.700);

De 7.922\$300, da folha, relativa ao mez de setembro findo, do pessoal sem nomeação da Escola Pre-nunitoria Quinze de Novembro (aviso n. 3.701);

De 19:312\$270, da folha, relativa ao mez de setembro findo, do pessoal de nomeação do

director e do administrador do Hospital Nacional de Alienados (aviso n. 3.702);

De 6\$800, de objectos de expediente fornecidos em setembro findo, ao escriptorio das obras deste ministerio (aviso n. 3.703);

De 95\$50, de transportes effectuados pela Estrada de Ferro Central do Brazil, no mez de junho ultimo, por conta deste ministerio (aviso n. 3.704);

De 11:425\$341, de ornecimentos feitos à Repartição Central da Directoria Geral de Saude Publica, em julho e agosto ultimos (aviso n. 3.705);

— Solicitou-se ao mesmo ministerio que seja concedido, à Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional no Estado da Bahia, o credito de 3:000\$, para occorrer ao pagamento ao bacharel Antonio Geraldo Teixeira, como indenização dos danos causados no predio de sua propriedade, à rua das Portas do Carmo n. 28, na cidade de São Salvador (aviso n. 3.706).

Dia 16

Solicitaram-se ao Ministerio da Fazenda as seguintes providencias:

Que seja paga, no Thesouro Nacional, a quantia de 453\$470, de taxas, relativas ao mez de abril de 1913, de mercadorias destinadas ao Hospital Nacional de Alienados (n. 3.711);

Que seja adelantada, no Thesouro Nacional, ao portador da Corte de Appellação, Edmundo Ribeiro do Carmo, a quantia de 500\$, para despesas de prompto pagamento no corrente anno (aviso n. 3.709);

Que seja desribuido, ao Thesouro Nacional, o credito de 1:403\$225, para pagamento de 7 do mez corrente a 31 de dezembro deste anno, dos vencimentos, na razão de 500\$ mensaes, que competem ao proessor substituto da 8ª seção da Faculdade de Medicina do Rio de Janeiro, Dr. Agenor Guimarães Porto, que passou a ser considerado funcionario publico (aviso n. 3.712);

— Foi transmittido ao mesmo ministerio o processo de divida do exercicio findo, na importancia de 300\$, de que é credor Julio Alves Vilas Boas, por ter funcionado como escrivão do alistamento eleitoral de S. João de Itatinga, Estado do S. Paulo, em 1914 (aviso n. 3.708).

Expediente de 16 de outubro de 1915

DIRECTORIA GERAL DE SAUDE PUBLICA

Communicou-se ao procurador geral da Fazenda Publica que serão submettidos à primeira inspecção de saude, nesta directoria geral, no dia 20 do corrente mez, às 11 horas, para os effeitos de apontadoria, os Srs. Eduardo da Rocha Lima, Francisco de Almeida Franco, Euclides de Sá Rogo, Antonio Augusto Monteiro do Brito e Crescentino Baptista de Carvalho, e no dia 19 do mesmo mez, às 12 horas, à primeira inspecção o Sr. Olympio Sobral de Azevedo Coutinho, em sua residencia, à ladeira do Leme n. 238, e às 13 horas, o Sr. Gustavo Mancel Borges, em sua residencia, à rua Nabuco de Freitas n. 104.

— Remetteram-se:

— Ao Sr. ministro, as informações relativas ao assumpto constante do aviso-circular numero 3.194, de 2 de setembro proximo findo;

— Ao director da Estrada de Ferro Central do Brazil, os laudos de inspecção de saude de Albino Mingato, Amaro Antonio Rodrigues, Antonio Soares da Motta, Arnaldo José Alves Faia, Gonçalo Theodorico, Hygino Machado, José da Paula Jonathas, Manoel de Medeiros, Serapião Francisco, Quinteiro Bonto dos Santos e Aleixo José Alves;

— Ao director da Caixa de Amortização, o Dr. Waldemar de Avellar Andrade;

Ao director geral dos Telegraphos, o de Ignacio Guimarães Jobim;

Ao director do expediente da Secretaria da Guerra, o de João de Barros Cavalcanti;

Ao chefe de policia do Districto Federal o de Lucas de Moraes e Castro;

Ao chefe interino da Estrada do Ferro Itapura a Corumbá, o de Dr. José Hugo Specht.

— Responderam-se ao director da Estrada do Ferro Central do Brazil os officios ns. L. 293, L. 300 e L. 310, de 6 e 9 do corrente mez.

— Solicitaram-se providencias:

Ao director geral do gabinete do Ministerio da Fazenda, no sentido de comparecerem nesta directoria geral, no dia 10 do corrente mez, ás 11 horas, os funcionarios daquelle ministerio Eduardo da Rocha Lima, Francisco de Almeida Franco, Euclides de Sá Rego e Crescentino Baptista de Carvalho, a fim de serem submettidos á primeira inspecção de saúde, para os effeitos da aposentadoria;

Ao director da Estrada do Ferro Central do Brazil, para que compareça nesta directoria, no dia 20 do corrente, ás 11 horas, o funcionario daquelle estrada Antonio Augusto Monteiro de Brito, a fim de ser submettido á primeira inspecção de saúde.

Dia 18

Communicou-se ao provedor da Santa Casa de Misericordia do Rio de Janeiro que foi deferido o requerimento de José Cassano, solicitando permisso para sepultar no carneiro de sua propriedade, n. 490 do cemiterio de S. Francisco Xavier, seu irmão Luiz Cinello, hontem fallecido.

— Remetteram-se ao director geral de Contabilidade des o ministerio as contas na importancia total de 22:888\$117, de fornecimentos feitos á Inspectoria dos Serviços de Prophylaxia, em agosto proximo passado, e a folha na importancia de 1:351\$662, para pagamento do pessoal subalterno do Lazareto da Ilha Grande, durante o mez de setembro proximo findo.

Requerimentos despachados

5º districto:
José Duarte Xavier. — Certifique-se.
Secção de expediente:
Augusto Pugnali. — Certifique-se.
José Luiz de Magalhães. — Queira sellar o documento.
José Cassano. — Deferido.
Carlos Moreira & Comp. — Deferido.
Carlos Moreira & Comp. — Archive-se.
Austriquiniano do Amaral Mourão dos Santos. — Deferido.
4º districto:
Antonio Pereira Grello. — Deferido.
6º districto:
Manoel Jacintho Ficher. — Deferido.
9º districto:
João Baptista da Conceição Monte. — Concedido 90 dias.
Francisco Coelho Lage. — Deferido.
Candida da Rocha Carvalho. — Deferido.
Dr. Francisco N. da Camara Coelho. — Sciencie.

REQUERIMENTOS

Policia no Districto Federal

PRIMEIRA SECÇÃO

Por actos do 19 do corrente:

Foram concedidos ao amanuense desta secretaria, Lucas de Moraes e Castro, 60 dias de licença, com os vencimentos da lei; sendo nomeado para substitui-lo, interinamente, Epiphânio Pilangussu Soares Martins.

Foi nomeado para exercer, interinamente, o lugar de horticultor da Escola Premunitoria Quinza de Novembro, Antonio Medeiros.

— Por cutro da mesma data, foi nomeado para exercer o cargo de delegado do 23º districto policial o bacharel José do Sá Osorio, que já exercea o referido cargo em com-missão.

Ministerio da Fazenda

Por titulos de 15 do corrente:

Foram nomeados:

Juvenal Teixeira para o lugar de collector das rendas federaes em Pitangueiras, Estado de S. Paulo.

Sergio Libanio Teixeira para identico lugar em Silvianopolis, Estado de Minas Geraes.

Foi exonerado, a pedido, Waldemar Neves do lugar de collector das mesmas rendas em Pitangueiras, Estado de S. Paulo.

Foi dispensado Victor Pereira Continho do lugar de encarregado da arrecadação das mesmas rendas em Silvianopolis, Estado de Minas Geraes.

— Por titulos de 18:

Foram nomeados:

O agente fiscal dos impostos de consumo no interior do Estado de S. Paulo José de Barros França para identico lugar na capital do mesmo Estado.

José Bonifacio Capistrano para o de collector das rendas federaes em Allemão, Estado de Goyaz.

Foram exonerados, a pedido:

Manoel Pereira da Rocha Filho do lugar de collector das mesmas rendas em Serinhaem, Estado de Pernambuco.

José Joaquim de Almeida Fundão, do lugar de agente fiscal dos impostos de consumo no interior do Estado do Espirito Santo.

Foi dispensado Delfino Carmo de Moraes do lugar de encarregado da arrecadação das rendas federaes em Allemão, Estado de Goyaz.

— Por portaria da mesma data, foram concedidos 60 dias de licença, sendo 30 dias com dois terços e 30 dias com a metade da diaria, ao operario da Imprensa Nacional Carlos de Almeida Torres, para tratar de sua saúde onde lhe convier.

Directoria do Gabinete do Thesouro Nacional

Requerimentos despachados

Pelo Sr. ministro:

Octacilio Jansen de Magalhães, pedindo reintegração no lugar de guarda da Alfandega do Rio de Janeiro, do qual foi exonerado em 10 de agosto de 1905. — Não ha que deferir, em face dos processos e pareceres.

Hans & E. Jansen, pedindo isenção de direitos para um arauto motor. — Dirijam-se á Alfandega do Rio de Janeiro.

Continental Products Co., pedindo certidão do requerimento em que solicitou isenção de direitos para o material destinado a um frigorifico. — Satisfaca a exigencia.

Josias Quintino de Almeida, chefe de secção dos Correios da Bahia, pediu do lhe seja contado o tempo em que serviu na Estrada do Ferro S. Francisco, para os effeitos de aposentadoria. — Nada ha que deferir.

Carmen Tavares Jardim Ferreira, reclamando contra a multa imposta pela Recebedoria, pelo consumo d'agua de um predio de sua propriedade. — Venha em gráo de recurso devidamente interposto.

Fernando Pereira da Silva Continentino, pedindo pagamento de honorarios por trabalho executado na Fazenda Nacional de Santa Cruz. — Indeferido.

Benedicto José Rosendo, ex-servente da Imprensa Nacional, pedindo restituição do que lhe foi descontado pela Caixa Beneficente daquelle repartição. — Dirija-se á Imprensa Nacional.

Vicente Bruno, pedindo solução do processo encaminhado com o officio n. 353, de 6 de dezembro de 1913, pela Delegacia Fiscal em S. Paulo. — Aguarde oportunidade.

Rio de Janeiro City Improvements Co., pedindo que no pagamento a que tem direito em virtude da sentença judiciaria, se tiver de ser feito em apolices, sejam estas calculadas pela cotação do dia em que o mesmo pagamento se realizar. — O pedido não pôde ser attendido.

A Matrimonial Brasileira, sociedade de auxilios, pedindo alteração da clausula 3ª do decreto que autorizou a funcionar na Republica. — Tratando-se de uma sociedade já existente desde o anno passado, está sujeita, quanto ao de osito, ao que determina o art. 2º, § 8º da lei n. 2.919, de 31 de dezembro de 1914.

João Alves da Silva Porto, pedindo por aforamento o terreno á rua do Aqueducto, em Santa Thereza. — Indeferido.

Julia Xavier Neves e outras, irmãs de Targino Xavier Neves, telegraphista estagiario da Repartição Geral dos Telegraphos, pedindo reconsideração do despacho que lhes negou direito á pensão do montepio por fallecimento de seu irmão. — Mantenho as decisões anteriores.

Alfred Drosner e Julius Roth, banqueiros residentes em Paris, pedindo prorrogação do prazo para satisfação das exigencias de organização da sociedade bancaria com sede nesta Capital, autorizada pelo decreto n. 10.875 de 6 de maio de 1914. — Indeferido. Proceda-se de accordo com o parecer.

José Marinonio Pereira Sampaio Filho, pedindo permisso para praticar gratuitamente na officina da Casa da Moeda. — Indeferido.

Julia Victor Paulino Barreto, filha do fido 1º tenente Laurindo Victor Paulino, pedindo continue a ser feito no Thesouro o pagamento da sua pensão. — Indeferido. O pagamento só pôde ser feito pela Delegacia Fiscal de Matto Grosso.

Victor Ribeiro da Faria Braga, pedindo aforamento do terreno á rua Santos Titara. — O pedido não pôde ser attendido.

Compagnia do Port de Rio de Janeiro, pedindo reconsideração do despacho que lhe negou provimento ao recurso que interpoz do acto da Recebedoria do Districto Federal por infracção do regulamento do sello. — Mantenho o despacho.

José Sabo Alves de Oliveira, pedindo reconsideração do despacho que lhe negou o direito á reintegração no lugar de inspector da linha de navegação fluvial de Matto Grosso. — Indeferido.

Arcilio Henrique Pichet, pedindo nomeação de official de qualquer alfandega do norte. — Indeferido.

Oswaldo Alves de Figueiredo, pedindo nomeação de official aduaneiro. — Indeferido.

Manoel Brazil, pedindo reintegração no lugar de escripturario da collectoria federal de Mogi das Cruzes. — Não ha que deferir.

Pelo Sr. director:

Ursula Tavares Cordeiro Campos, irmã do Dr. Cicero Tercio Tavares, telegraphista da Camara dos Deputados, pedindo abono de pensão. — Apresento certidão do obito do pai e mãe do contribuinte.

Amelia dos Reis Maggessi, viuva do 1º escripturario da Caixa do Amortização José Maggessi, pedindo expedição de titulo de montepio. — Satisfaca a exigencia.

Processo relativo á habilitação dos hordelros de Bento Carneiro da Rocha Braga, ex-pharmaceutico do extincto Instituto Sanitario Federal. — Satisfacam a exigencia.

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Aditamento ao de 13 de outubro de 1915

Sr. prefeito do Distrito Federal:

N. 80 — Em resposta ao vosso officio n. 1.500, de 21 de agosto ultimo, solicitando a cessão a essa Prefeitura, para construção de uma praça no Largo do Moura, da área do terreno onde existiu o antigo quartel, cabe-me declarar-vos que a este ministerio não é possível acceder ao vosso pedido, porque o art. 3º da lei n. 741, de 26 de dezembro de 1900, não autoriza cessão gratuita, pedindo, por isso, ser dispensada a concorrência, caso pretenda essa Municipalidade adquirir o terreno em questão.

Reitere-vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

Dia 20 de outubro de 1915

Sr. ministro da Viação e Obras Publicas:

N. 484 — De posse do vosso aviso n. 1.871, de 20 de julho ultimo, communicando a aprovação da tomada de contas da Companhia Estrada de Ferro Victoria a Minas, relativa aos serviços e trafego das linhas de Corralinho a Diamantina e da Victoria a Santa Anna dos Ferros e ramal do Itabira, correspondente ao 2º semestre de 1912, peço vos digneis de communicar-me qual a importancia da quota de fiscalização, a data e a repartição a que foi recolhida.

Reitere-vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

— Sr. presidente do Banco do Brazil:

N. 39 — Peço-vos providencias no sentido de ser remetida a Director a Geral da Contabilidade Publica uma cambial, com a respectiva conta, de £ 10.10.-12-7, pagavel em Londres a 3 d/v.

— Sr. presidente do Tribunal de Contas:

N. 460. Remetto-vos, para os devidos fins, de accordo com o despacho do Sr. ministro, de 14 do vigente, o incluso processo, a que se acha annexo o officio da Delegacia Fiscal em S. Paulo, n. 532, de 17 de setembro proximo findo, referente ao contracto assignado na mesma delegacia pelo representante da Southern S. Paul Railway Co., Limited, para a arrecadação do imposto de transporte na mesma estrada.

Sr. Dr. juiz do direito da 2ª Vara de Orphãos:

N. 181 — De posse do vosso officio n. 492, de 13 de agosto ultimo, solicitando esclarecimentos que vos habilitem a resolver sobre o pedido do levantamento do deposito do Cefro de Orphãos, feito por Domingas Antonio Leobons, de sua legitima paterina, por morte do seu pai Manoel Antonio Leobons, cabe-me declarar-vos que o Thesouro não pode ministrar os esclarecimentos pedidos, mas attendere as requisições que loquem te las de accordo com o decreto n. 5.143, de 27 de fevereiro de 1904.

Reitere vos meus protestos de elevada estima e consideração.

— Sr. director da Banque Française pour le Commerce et l'Industrie — 47, rue Scribe Paris:

N. 45 — Em resposta ás vossas cartas do 31 de agosto ultimo e 7 do mez subsequente, tratando do extravio de titulos de emprestimo de 1909 — Porto do Recife — cabe-me communicar-vos que tal emprestimo está a cargo do «Comptoir National d'Escompte».

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

1. Aditamento ao de 13 de outubro de 1915

Sr. director da Estrada de Ferro de Maricá.

N. 272 — De accordo com o despacho do Sr. ministro de 14 do corrente, peço vos providencias no sentido de ser concedida um pas-

so de ida e volta, em 1ª classe, entre as estações da Niteroy e Araruama, ao 2º escripturario do Thesouro Nacional José Adolpho Pereira de Amarante Junior, que vai em serviço deste ministerio, correndo a despesa por conta do mesmo ministerio.

Aditamento ao de 13

Sr. A legado fiscal em S. Paulo:

N. 756 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho proferido em 14 do corrente, attendendo ao que requerer a irmã Emilia Borgna, supranota do Orphanato do Ipiranga, nesse Estado, resolveu autorizar o despacho, livre de quaisquer direitos e taxas, de 200 estampas, 1.100 pastas e 703 chromos retidos ahi no serviço de encomendas postaes e para mais duas caixa contendo objectos de culto, destinadas a distribuição gratuita nos nucleos colonias femininos do indias em Matto Grosso e que se acham na Alfandega de Santos.

Dia 19

Sr. director da De-pa-a Publica:

N. 81 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 do setembro ultimo, proferido sobre o officio do juiz de direito Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada ao mesmo juiz até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da directoria a vosso cargo, aptos para o serviço do jury, organizada de conformidade com o art. 92 da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

— Sr. procurador geral da Fazenda Publica:

N. 82 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 de setembro ultimo, proferido sobre o officio do juiz de direito, Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada, ao mesmo juiz, até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da procuradoria a vosso cargo, aptos para o serviço do Jury, organizado de conformidade com o art. 92, da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

— Sr. director do Patrimonio Nacional:

N. 83 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 de setembro ultimo, proferido sobre o officio do juiz de direito, Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada, ao mesmo juiz, até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da directoria a vosso cargo, aptos para o serviço do jury organizada de conformidade com o art. 92, da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

— Sr. director geral do Contabilidade Publica:

N. 84 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 de setembro ultimo, proferido sobre o officio do juiz de direito, Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada, ao mesmo juiz, até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da directoria a vosso cargo, aptos para o serviço do jury, organizada de conformidade de conformidade com o art. 92, da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

— Sr. director da Rota Publica.

N. 85 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 de setembro ultimo, proferido sobre o officio do juiz de direito, Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada, ao mesmo juiz, até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da directoria a vosso cargo, aptos para o serviço do jury, organizada de conformidade com o art. 92, da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

— Sr. inspector da Alfandega do Rio de Janeiro.

N. 961 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro, attendendo ao que solicitou o Lloyd Brasileiro em officio n. 983, de 8 do corrente, resolveu, por acto do dia 14, autorizar o despacho livre de quaisquer direitos e taxas aduaneiras, dos volumes abaixo mencionados:

Marca Losango LB—Contramarca 2.503, numeros 1/28—5—48.261/48.308, 28 tambores com tinta para fundo;

Marca Losango LB—Contramarca 2.502, numeros 1/23—5—48.309/333, 25 tambores com tinta para fundo;

Marca Losango LB—Contramarca 2.503, numeros 26/272—5—48.331/51.500, 247 tambores com tinta para costado, vindos pelo vapor incz Camoens, á consignação do referido Lloyd.

N. 965 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro, attendendo ao que solicitou o Lloyd Brasileiro em officio n. 984, de 8 do corrente, resolveu, por acto do dia 14, autorizar o despacho, livre de quaisquer direitos e taxas aduaneiras, para os volumes abaixo mencionados:

Marca Losango LB, contra marca 2.501, numeros 1/23—5—48.581/48.608, 28 tambores com tinta para fundo;

Marca Losango LB, contra marca 2.502, numeros 1/23—5—48.609/48.633, 25 tambores com tinta para fundo;

Marca Losango LB, contra marca 2.502, numeros 26/272—5—48.644/48.880, 247 tambores com tinta para costado, vindos da Inglaterra pelo vapor nacional Itagiba, á consignação do roler do Lloyd.

N. 966 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 de setembro ultimo, proferido sobre o officio do juiz de direito Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada, ao mesmo juiz, até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da repartição a vosso cargo aptos para o serviço do jury, organizada de conformidade com o art. 92 da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

N. 967 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro attendendo ao que solicitou o Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio, em aviso n. 235, de 16 do corrente, resolveu, por acto do dia 18, autorizar o despacho, livre de quaisquer direitos, de uma batadeira de arroz «Buffalo Pitts», 30x50, importada pelo seador Alfred Ellis, lavrador em São Carlos do Sul, no Estado do São Paulo, por intermedio da firma Haenschelver & Comp. e vinda pelo vapor Veembeyen.

— Sr. director geral do Contabilidade do Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio:

N. 142 — Remetto-vos o incluso processo, que é destinado ao administrador do campo de Demonstração de Beodoro, conforme se vê do officio que o acompanha, sob n. 2.867, e entregue, por equívoco, no Thesouro.

— Sr. director geral do Contabilidade da Viação e Obras Publicas:

N. 143 — Remetto-vos o incluso aviso desse ministerio, sob n. 2.610, de 15 do vigente, dirigido ao director da Repartição de Aguas e Obras Publicas e, por equívoco, entregue ao Thesouro.

— Sr. inspector da Caixa de Amortização:

N. 129 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 de setembro ultimo, proferido sobre o officio do juiz de direito Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada, ao mesmo juiz até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da repartição a vosso cargo aptos para o serviço do Jury, organizada de conformidade com o art. 92 da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

— Sr. director da Caixa de Conversão :

N. 9 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 de setembro ultimo, proferido sobre o officio do juiz de direito Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada ao mesmo juiz, até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da repartição a vosso cargo aptos para o serviço do jury, organizada de conformidade com o art. 92 da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

— Sr. director da casa da Moeda :

N. 97 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 de setembro ultimo, proferido sobre o officio do juiz de direito Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada ao mesmo juiz, até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da repartição a vosso cargo aptos para o serviço do jury, organizada de conformidade com o art. 92 da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

— Sr. director da Estatística Commercial :

N. 420 — Communique-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, attendendo ao que requereu o 4º escriptuario dessa directoria Rômulo Rubens Cavalcante de Avellar em petição de 13 do corrente, resolveu, por despacho da mesma data, autorizar-lhe a concessão de uma passagem, de ida e volta, em 1ª classe, entre o porto desta Capital e o de Recife, devendo o requerente indemnizar a despesa pelo desconto mensal da quinta parte de seus vencimentos.

— Sr. director do Laboratorio Nacional de Analyses :

N. 424 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 22 de setembro ultimo, proferido sobre officio do juiz de direito, Dr. Manoel da Costa Ribeiro, presidente do Tribunal do Jury, peço providencias no sentido de ser enviada ao mesmo juiz, até 31 do corrente, uma relação dos funcionarios da repartição a vosso cargo aptos para o serviço do Jury, organizada de conformidade com o art. 92 da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

— Sr. director do Serviço Commercial do Lloyd Brasileiro :

N. 274 — De accordo com o despacho do Sr. ministro, de 15 do corrente, peço-vos providencias no sentido de ser concedida uma passagem, em 1ª classe, de ida e volta, entre o porto desta Capital e o de Recife, ao 4º escriptuario da Directoria de Estatística Commercial Rômulo Rubens Cavalcante de Avellar.

— Sr. presidente do Tribunal de Contas :

N. 431 — Tendo sido satisfeitas as exigencias constantes do vosso officio n. 805, do dia 14 do corrente, junto devolvo, de accordo com o despacho do Sr. ministro, do dia 18, as relações das dividas de exercicios findos organizada de accordo com o § 2º do art. 31 da lei n. 490, de 16 de dezembro de 1897.

— Sr. delegado fiscal no Ceará :

N. 95 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso requerimento em que o 1º escriptuario do Thesouro Nacional Joaquim Liberato Barroso pede uma certidão do seu tempo de serviço, como 1º escriptuario da Alfandega da Parahyba, addido a esse Estado, e bem assim, como 1º escriptuario da de Macahé e da de Fortaleza, devendo a mesma ser oportunamente enviada á Recebedoria do Districto Federal, para o pagamento do respectivo sello.

N. 96 — Remetto-vos, para os fins convenientes, o incluso titulo, que nomeia Pedro Augusto Pequeno para o lugar de collector das rendas federaes em Crato, nesse Estado.

— Sr. delegado fiscal no Espírito Santo :

N. 109 — Declare-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho de 1 do mez corrente, resolveu indeferir o re-

querimento encaminhado com o vosso officio n. 144, de 17 de setembro proximo findo, em que o 3º escriptuario da Delegacia Fiscal do Amazonas, com exercicio nessa repartição, Lydio José Mollulo, pede pagamento de ajuda de custo do primeiro estabelecimento a que se julga com direito.

— Sr. delegado fiscal em Goyaz :

N. 48 — Remetto-vos, para os fins convenientes, o incluso titulo no nome de, interinamente, José Rodriguez Malheiros para o lugar de agente fiscal dos impostos de consumo no interior desse Estado.

N. 49 — Remetto-vos, para os fins convenientes, o incluso titulo que nomeia Francisco Herculanio Flenry Curado para o lugar de collector das rendas federaes em Corumbá, nesse Estado.

— Sr. delegado fiscal em Matto Grosso :

N. 64 — Declare-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho de 2 do mez corrente, resolveu aprovar o quadro da lotação das fianças dos Collectores e Escrivas das Collectorias das Rendas Federaes nesse Estado, encaminhado com o vosso officio n. 375, de 27 de julho ultimo.

N. 65 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso requerimento em que o 1º escriptuario do Thesouro Nacional Joaquim Liberato Barroso pede uma certidão do seu tempo de serviço como inspector da Alfandega de Corumbá, devendo a mesma ser oportunamente enviada á Recebedoria do Districto Federal para pagamento do respectivo sello.

— Sr. delegado fiscal em Minas Geraes :

N. 219 — Remetto-vos, para os fins convenientes, o incluso titulo, que nomeia Antonio Porto Ferreira Filho para o lugar de collector das rendas federaes em Villa da Conceição do Rio Verde, nesse Estado.

— Sr. delegado fiscal no Pará :

N. 231 — Remetto-vos, para os fins convenientes, o incluso titulo, que nomeia o bacharel José de Serpa para o lugar de procurador fiscal dessa delegacia.

— Sr. delegado fiscal em Pernambuco :

N. 239 — Declare-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro, attendendo ao que requereu Arlindo Alves Barreto Coelho, escriptivo da Collectoria das Rendas Federaes em Garanhuns, nesse Estado, em petição encaminhada com o vosso officio n. 135, de 25 de agosto ultimo, resolveu, por acto de 14 do corrente, conceder a prorrogação de mais 60 dias, para reforçar a fiança em garantia de sua responsabilidade no referido cargo, devendo o novo prazo ser contado da data da terminação do anterior.

— Sr. delegado fiscal no Piahy :

N. 82 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso requerimento, em que o 1º escriptuario do Thesouro Nacional Joaquim Liberato Barroso pede uma certidão de seu tempo de serviço como 1º escriptuario da alfandega desse Estado, devendo a mesma ser oportunamente enviada á Recebedoria do Districto Federal, para o pagamento do respectivo sello.

— Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Sul :

N. 498 — Remetto-vos, para os fins convenientes, o incluso titulo, que nomeia Ignacio Felix da Silva para o lugar de collector das rendas federaes em D. Pedro, nesse Estado.

N. 499 — Remetto-vos o incluso titulo, que nomeia Afonso Carvalho para o lugar de escriptivo da collectoria das rendas federaes em S. Luiz, nesse Estado.

N. 410 — Remetto-vos, para os devidos fins, os dous incluidos requerimentos, em que o 1º escriptuario do Thesouro Nacional Joaquim Liberato Barroso pede certidão do seu

tempo de serviço, como inspector das Alfandegas de Livramento e de Pelotas, devendo as mesmas ser oportunamente enviadas á Recebedoria do Districto Federal, para pagamento do respectivo sello.

N. 414 — Declare-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho de 2 do mez corrente, resolveu aprovar o quadro da nova lotação das fianças para os cargos de administradores e escriptivas das mesas de rendas e postos fiscaes nesse Estado, encaminhado com o vosso officio n. 5, de 12 do agosto ultimo.

— Sr. Antonio Gomes da Silva Porto Junior, escriptivo da Collectoria de Barra Mansa, Estado do Rio de Janeiro :

N. 90 — Declare-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho de 7 do corrente, resolveu aceitar a justificação que apresentastes em requerimento de 16 de setembro proximo findo, para o fim de relevar a pena em que incorrestes, por não ter sido recolhido no prazo legal o saldo das rendas arrecadadas por essa collectoria durante o mez de agosto ultimo.

— Sr. collector federal em Campos, Estado do Rio de Janeiro :

N. 91 — Em solução á consulta contida no vosso officio de 16 de dezembro do anno passado, endereçada á Directoria da Receita Publica, sobre qual a providencia a tomar deante do facto da haver o official de registro dessa cidade feito cancellar o registro da firma industrial e agricola Mattos Pimenta & Comp., por meio de um requerimento, em que se allegava ter sido extinta a mesma firma com a morte do socio José Mattos Pimenta, sem que, entretanto, fosse pago o sello devido pela dissolução da dita sociedade, declare-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro, por despacho de 24 do mez findo, resolveu que o sello a que vos referis deve ser cobrado com revalidação, na forma do regulamento annexo ao decreto n. 3.564, de 22 de janeiro de 1900.

— Sr. delegado fiscal em S. Paulo :

N. 757 — Em solução ao pedido da esclarecimentos que faz a Inspectoria da Alfandega de Santos e da que trata vosso officio n. 529, de 14 de setembro ultimo, relativamente ao assumpto constante da ordem n. 493, de 28 de julho deste anno, declare-vos, para os devidos fins, de accordo com o despacho do Sr. ministro, em 15 do corrente, que os dispositivos mandados applicar pela alludda ordem são os do art. 611 o seu paragrapho da Nova Consolidação das Leis das Alfandegas e Mesas de Rendas.

N. 758 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso requerimento, em que o 1º escriptuario do Thesouro Nacional Joaquim Liberato Barroso pede certidão do seu tempo de serviço na Alfandega de Santos como praticante, de 1886 a 1890, e inspector, de 1911 a 1912, devendo a mesma ser oportunamente enviada á Recebedoria do Districto Federal, para pagamento do respectivo sello.

N. 759 — Remetto-vos, para os devidos fins, a inclusa portaria, que concede três mezes de licença, em prorrogação, ao 3º escriptuario dessa delegacia Euclides Ferreira Gomes.

N. 760 — Remetto-vos, para os devidos fins, a inclusa portaria, que concede licença de tres mezes, em prorrogação, ao 4º escriptuario da Alfandega de Santos, nesse Estado, Osminio Lisboa.

— Sr. delegado fiscal em Sergipe :

N. 76 — Remetto-vos, para os fins convenientes, o incluso titulo, que nomeia Rosentino de Faria Oliveira, para o lugar de escriptivo da Collectoria das Rendas Federaes em Riachão, nesse Estado.

Directoria do Patrimonio Nacional

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 16 de outubro de 1915

Sr. superintendente da Fazenda Nacional da Santa Cruz:

N. 47—Afim de que procedaes de accordo com as exigencias da 1ª Sub-directoria desta Directoria, remetto-vos o incluso processo relativo ao aforamento do lote n. 13, á avenida Carmen, nessa fazenda.

—Sr. superintendente da Fazenda Nacional da Santa Cruz:

N. 48—Afim de que procedaes de accordo com a exigencia da 1ª Sub-directoria desta directoria, remetto-vos o incluso processo que acompanhou vosso officio n. 51, de 30 de agosto findo, relativo ao pedido de aforamento feito por D. Maria Julia Brazil do terreno n. 77 á rua dos Bandes de Sepetiba, nessa fazenda.

—Sr. administrador da Villa Proletaria Marechal Hermes:

N. 270—Afim de que presteis as necessarias informações a respeito, remetto-vos o incluso requerimento em que o operario da Imprensa Nacional, Esculapio Pereira, pede restituição do aluguel do moz de maio da casa dessa villa onde residio, aluguel esse que pagou em duplicata.

Recebedoria do Districto Federal

Requerimentos despachados

Dia 19 de outubro de 1915

Anesi & Costa.—Transfira-se.

Manoel Julio Ferreira.—Idem.

Viuva Mendes & Rodrigues.—Idem.

Carlys & Izabel Pourchet.—Idem.

Henriquo Hassloch.—Prove com certidão da Repartição de Aguas e Obras Publicas si o predio é abastecido exclusivamente por hydropotro.

Gilberto Pereira.—Releza-se, neste exercicio, a 1:6303 o valor locativo do predio.

Ismael B. Cruz.—Revalide o sello da petição o pague o imposto em debito.

Tavarez & Costa.—Satisfacão as exigencias do parecer.

Fidelvira M. Fernandes.—Faça-se nesta repartição o cancelamento da divida a que se refere o parecer.

Paulo & Mendes.—Apresentem a licença da Prefeitura Municipal.

J. C. Ferreira Junior.—A 2ª Sub-Directoria.

Manoel Joaquim.—Cumpra o despacho de 16 de dezembro de 1914.

Arthur Altino Doria.—Averbo-se a mudança.

Manoel Pereira Silva.—Declare a rua em que é estabelecido o qual a natureza da infracção.

Emygdio Graça Corrêa da Silveira.—Idem.

Araujo Santos.—Em face do disposto no regulamento em vigor, requiera nos com pradores a transferencia do estabelecimento.

Dr. Leopoldo Augusto Gomes.—Pela verba «Receita a annullar», restitua-se a quantia de \$45000.

Antonio Joaquim Pereira Cunha.—Mediante recibo, entregue-se.

Carolina Meyer de Carvalho.—Faça a prova reclamada pelo parecer.

Manoel Maria do Fontes.—Faça-se a rectificação proposta o proceda-se pelo modo indicado no parecer.

Dr. Francisco Costa Chaves Faria.—Prove, com certidão da Repartição de Aguas e Obras Publicas, se existir penna d'agua no predio á rua São Miguel n. 81.

Anna Jacintho Leal.—Legalize a assignatura da petição.

D. G. Baptista.—Faça a prova legal do aluguel.

Dr. Fructuoso Augusto de Lemos Souza.—Apresente o conhecimento do imposto predial.

Dr. Hermano Cardoso da Silva Ramos.—Idem.

Joaquim Assimos.—Pague o debito accusado.

Francisco José Velloso.—Apresente certidão da repartição de Aguas e Obras Publicas no sentido de, fazer a prova a que se refere o parecer.

Gaspar & Borba.—Pague o debito accusado.

Miranda & Comp.—Pague o debito accusado.

Joaquim Pinto Ferreira.—Reduza-se a 2:040\$, neste exercicio, o valor locativo do predio.

Antonio Azevedo.—Reduza-se a 1:800\$, neste exercicio, o valor locativo do predio.

Sanches & Monteiro.—Paguem o imposto desta exercicio.

Persiliana Luiza de Azevedo.—Legalize a assignatura da petição.

Maria Freitas dos Santos.—Satisfacão a exigencia do parecer.

Antonio Gabittz.—Pague o imposto do 2º semestre deste exercicio.

Monteiro & Irmão.—Paguem o imposto em debito.

Manoel Souza.—Faça as declarações reclamadas pelo parecer.

Abraão José Silva.—Pague o imposto do 2º semestre deste exercicio.

Francisco Antonio Carneiro.—Prove o aluguel.

Losso & Vasconcellos.—Faça-se a intimação proposta, para ser cumprida no prazo de 15 dias.

Banco do Commercio.—Annulle-se a divida a que se refere o parecer e officio-se á Procuradoria Geral da Fazenda Publica.

George Francort.—Faça-se a inscripção. Imponho a multa de 200\$, nos termos do art. 4º do decreto n. 5.132, de 27 de fevereiro de 1904, modificado pelo § 7º do art. 2º da lei n. 2.919, de 31 de dezembro de 1914.

Alfredo Cesar Alves.—Tratando-se de multa imposta por infracção do regulamento do imposto de consumo, cuja decisão passou em julgado, após terem sido facultados todos os meios de defesa e recursos legais, nada ha que deferir. E' procedente a divida a que se refere a contrahé da fls. 3.

Consulta do agente fiscal João Vieira da Cruz.—A 2ª sub-directoria.

Notificações por falta de registro do imposto de consumo:

Contra Miguel Pinto.—A 1ª Sub-directoria para extrahir a certidão da divida e proceder á cobrança amigavelmente.

Contra Carlos Moreira & Comp.—Idem.

Contra Antonio dos Santos.—Idem, idem.

Contra José Joaquim & Comp.—Idem, idem.

Contra Joaquim Fernandes.—Idem, idem.

Contra João Viegas & Irmão.—Idem, idem.

Contra Fernandes & Ribeiro.—Idem, idem.

Contra Antonio Lima & Comp.—Idem, idem.

Contra Pedro de Marcos.—Idem, idem.

Contra Visconde Jordan.—Idem, idem.

Contra Albino Mendes de Freitas.—Idem, idem.

Contra Moreira & Souza.—Idem, idem.

Contra Ramalho de Mello.—Idem, idem.

Contra Alvaro Brazil & Comp.—Idem, idem.

Contra José Augusto Querido.—Idem, idem.

Contra Dias Almolda & Comp.—Idem, idem.

Contra Sorpa & Pinto.—Idem, idem.

Contra J. F. Soares & Comp.—Idem, idem.

Contra Vergora, Rodrigues & Vergora.—Idem, idem.

Contra Josepha Alves.—Idem, idem.

Contra Pedro Gatte.—Idem, idem.

Contra João Cury.—Idem, idem.

Contra Leovini & Polysoro.—Idem, idem.

Contra Moame & Rachido.—Idem, idem.

Contra Mara & Martins.—Idem, idem.

Contra Pereira & Lourenço.—Idem, idem.

Contra Domingos & Machado.—Idem, idem.

Contra Guerra & Venancio.—Idem, idem.

Contra Miguel Soares da Silva.—Idem, idem.

Contra M. Gomes.—Idem, idem.

Contra Maria Candida Alves.—Idem, idem.

(*) José Pereira dos Santos.—Em vista do parecer, fica de nullo effeito a multa imposta pelo despacho de 1º de outubro.

Recommenho ao Sr. sub-director que chame a attenção do empregado informante, cujo equívoco deu lugar á imposição da referida multa, para que melhor examine os assumptos sujeitos a sua apreciação.

Imprensa Nacional e «Diario Official»

EXPEDIENTE DO SR. DR. DIRECTOR GERAL

Dia 19 de outubro de 1915

Foram expedidos os seguintes officios:

N. 1.770—Ao Exmo. Sr. presidente do Tribunal de Contas, respondendo o officio numero 455, de 11 deste moz.

N. 1.771—Ao Sr. director do gabinete do Ministerio da Fazenda, accusando e respondendo ao officio n. 153, de 8 deste moz.

N. 1.772—Ao Exmo. Sr. procurador geral da Fazenda Publica, respondendo ao pedido n. 20, de 8 do corrente.

N. 1.773—Ao Sr. Inspector da Alameda do Rio de Janeiro, respondendo ao pedido numero 21, de 16 do corrente.

N. 1.774—Ao Sr. capitão-commandante da 1ª companhia de infantaria, Rio-Branco, Alto Arco, respondendo ao officio n. 63, de 20 de agosto ultimo.

Requerimentos despachados

Antonio Francisco do Oliveira.—Indeferido.

Alvaro Roiz Baptista.—Informe a Secção de Artes.

Clemente Bravoza.—Indeferido.

Pompilio Cesar Ramos.—Idem.

Attílio da Silva Reis.—Sim.

Zeferino J. Soares.—Indeferido.

Zoligo Seraphim do Nascimento.—Sim, em termos.

Sebastião D. da Silva.—Informe a Secção Central.

Inspectoria de Seguros

EXPEDIENTE DO SR. INSPECTOR

Dia 6 de outubro de 1915

Ao director do gabinete do Ministerio da Fazenda:

N. 695—Remettendo o requerimento em que a sociedade «A Americana», do Recife, pede approvação do regulamento de um novo plano de seguros.

Dia 7.

A' sociedade «A Popular»:
N. 696—Requisitando informações sobre a sua receita.

(*) Reproduz-se por ter sahido com imperfeição.

—Ao director G. C. do gabinete do Ministerio da Fazenda:

N. 697 — Remettendo o recurso da sociedade «A Economica» sobre a multa que lhe foi imposta.

—Ao Dr. Juiz de direito M. da Costa Ribeiro:

N. 698 — Remettendo a relação dos funcionarios, conforme a requisição por officio de 20 proximo passado.

—A sociedade «A Insuperavel»:

N. 699 — Requistando exemplar do regulamento dos planos dos peculios prediaes; a que se refere a petição apresenta-la.

—A sociedade «A Perseverança Internacional»:

N. 700 — Recommendando que envie duvida dos novos estatutos submettidos a aprovação.

—Ao delegado Regional na 3ª Circumscripção:

N. 701 — Remettendo o processo do officio n. 202 para ser cumprido o despacho.

—Ao delegado regional na 6ª circumscripção:

N. 702 — Recommendando que faça observar pelas companhias, nos quadros de suas informações, as declarações sobre o disposto na lei n. 1.144, de 1903, art. 25.

—A sociedade «Garantia da Amazonia»:

N. 703 — Requistando informações sobre as operações realizadas.

—A Caixa de Recolhos Campista:

N. 704 — Requistando uma cópia da acta da assembléa que deliberou a liquidação da sociedade.

—A sociedade Garantia das Familias:

N. 705 — Requistando documentos e informações que não constam da petição do 7 de julho proximo passado, para que o processo possa ser submettido a solução do Sr. ministro.

—Ao director G. C. do Gabinete do Ministerio da Fazenda:

N. 706 — Submettendo a aprovação do Sr. ministro as resoluções da assembléa de 12 de agosto proximo passado.

Dia 8

Ao director G. C. do Gabinete do Ministerio da Fazenda:

N. 707 — Submettendo ao Sr. ministro o requerimento em que a sociedade «A Liberal» em liquidação, pede a transferência a das apolices do seu deposito para «A Minas Geraes».

Ministerio da Marinha

Por portaria de 19 do corrente foi nomeado o capitão de corveta Arthur da Costa Pinto para exercer o cargo de assistente da Inspectoria de Fazenda e Fiscalização.

Directoria do Expediente

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Dia 19 de outubro de 1915

Sr. ministro da Fazenda:

N. 3.703 — Solicito vossas providencias afim de que a Directoria Geral de Contabilidade deste ministerio seja habilitada com o credito de 378\$58, a conta da verba «toposições e restituções», do orçamento vigente do ministerio a vosso cargo, para attender a restituição, pedida pelo 1º pharoleiro aposentado Anastacio Paulino Ferreira, do que a mais descontou a titulo do montepio, conforme veréis dos inclusos papeis, que opportunamente devolvereis (1.011, D. G. Contab.).

N. 3.715 — Tendo submettido o incluso requerimento de F. H. Walter & Co., representantes de Yarrow & Co., Limited, ao estudo do consultor juridico deste ministerio, foi emitido pelo mesmo parecer n. 931

de 13 do corrente, junto por copia, e que concluo declarando que as prestações vendidas e reclamadas até 31 de dezembro de 1914 por aquella firma commercial da Inglaterra para o fabrico das machinas do monitor Maranhão incluem na disposição do art. 4º da lei da Receita; mas as vendidas ou a se venderem no corrente anno devem ser pagas em ouro, de accordo com o contracto.

Rogo-vos, pois, me habilitais a dar solução ao citado requerimento, que vos dignareis de devolver opportunamente (931, parecer C. Juridico).

N. 3.716 — Para que providencias sobre o pagamento, no Thesouro Nacional, das importancias de 207\$623 e 2:272\$183, de que são credores, respectivamente, a Pernambuco Tramway Power Company Limited e o mecanico naval Irineu do Sil Lima, tenho a honra de transmitir-vos os inclusos processos de exercicio findos ns. 5.803 e 5.814 (1.603 e 1.606, 15 de outubro de 1915, G. Contab.).

N. 3.717 — Rogo vos digneis de providenciar afim de que, pelo Thesouro Nacional, seja paga a importancia de 74\$268, constante do incluso processo de exercicio findo sob n. 5.719, de que é credor o 1º sargento auxiliar de enfermeiro Artoff Pereira (1.609, G. Contab.).

N. 3.718 — Transmittindo-vos os processos de exercicio findos ns. 5.796, 5.803 e 5.809, nas importancias de 5:731\$520, 2:709\$ e 1:930\$, de que são credores, respectivamente, Meiteiros & Borges e Dodsworth & Comp., rogo vos digneis de providenciar para que sejam pagas, no Thesouro Nacional, as precitadas quantias (1.605, Gab., 1.607, 2ª S., 1.608, Gab. Contab.).

N. 3.719 — Tenho a honra de solicitar vossas providencias no sentido de ser habilitada a Directoria Geral de Contabilidade da Marinha com o credito de 293\$560, a conta da verba «Reposições e Restituições», do orçamento vigente do ministerio a vosso cargo, afim de attender ao pedido do patrão das embarcações do Batalhão Naval, Antonio Neves Gonçalves Bastos, da restituição da quella quantia, que, indevidamente, lhe foi descontada a titulo do montepio e sello, quando patrão contractado da lancha *Caramuru*, conforme consta dos inclusos papeis, que opportunamente devolvereis (1.012, 2ª S. Contab.).

N. 3.721 — Rogo vossas providencias no sentido de ser effectuado pelo Thesouro Nacional o pagamento da inclusa relação sob n. 33, na importancia de 15:451\$771, referente a 24 contas de varios fornecedores, provenientes de fornecimentos feitos a conta das respectivas verbas do orçamento vigente (1.602, G. Contab.).

—Sr. ministro da Justiça e Negocios Interiores:

N. 3.713 — Transmitto-vos, para os fins do registro civil, a inclusa cópia do termo de obito da menor Raymunda, occorrido a bordo do paquete nacional *Brazil*, quando viajava do porto de Natal para o de Cabedello (33, Inspect. P. e Costas).

—Sr. inspector de Marinha:

N. 3.712 — Resolvendo mandar recolher ao respectivo asylo o marinheiro nacional de 2ª classe, invalido, Arthur José Pinto, licenciado para residir nesta capital, assim vos declaro para os devidos effectos (1.459, Batalhão Naval).

—Sr. inspector de Portos e Costas:

N. 3.710 — Declaro-vos, para os devidos effectos, que resolvi aprovar e mandar que seja executado o regulamento, que a este acompanha, para o serviço da praticagem dos portos, barras e rios navegaveis do Estado do Ceará, revogado o que foi aprovado por aviso n. 3.469, de 30 de julho de 1903 (930, parecer G. J.).

—Sr. director geral de Contabilidade da Marinha:

N. 3.720 — Em solução a vosso officio numero 1.515, do 6 do corrente, resolvi deterir o requerimento do 1º tenente Virgilio Brito de Lamare pedindo permissão para consignar a importancia mensal de 34\$176 a Caixa de Montepio dos Servidores do Estado, a qual ficam extensivas as garantias de que gozam a Caixa Beneficente do Club Naval, o Club Militar, a Irmandade de Nossa Senhora dos Vagantes e a Associação dos Sub-officiaes, com relação aos militares (1.545, G. Contab.).

—Sr. Dr. procurador geral da Republica:

N. 3.711 — Tenho a honra de solicitar vossa valiosa intervenção para que sejam julgadas pelo Supremo Tribunal Federal as causas propostas pelos proprietarios de curraes para peixe, residentes no Estado da Parahyba, o que, contra a lettra expressa do regulamento que ba xou com o decreto n. 4.871, de 8 de abril de 1904, estão explorando os referidos curraes, por manutenção que lhes foi concedida pelo respectivo juiz seccional (36, I. P. e Costas).

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 19 de outubro de 1915

Sr. delegado fiscal na Parahyba:

N. 3.724 — De ordem do Sr. ministro, solicito vossas providencias afim de que sejam prosados os devidos esclarecimentos sobre a quantia de 550\$, precisa a verba «35, Fretes, passagens, etc.»—pessoal—da qual travastes em officio n. 11, de 24 de agosto ultimo e que ora vos devolveo acompanhado do de n. 397, de 6 do corrente, da Directoria Geral de Contabilidade da Marinha (397, 1ª S. Contab.).

—Sr. delegado fiscal na Parahyba:

N. 3.723 — De ordem do Sr. ministro, restituo vosso officio n. 9, de 2 de agosto ultimo, acompanhado to da Directoria de Contabilidade da Marinha n. 386, de 29 de setembro proximo preterito, afim de que presteis esclarecimentos a respeito da insufficiencia do credito concedido a verba «22, Combustivel, material», para a Escola de Aprendizes Marinheiros desse Estado (386, 1ª S. Contab.).

—Sr. delegado fiscal do Thesouro Nacional no Estado do Rio Grande do Sul:

N. 3.708 — Communico-vos que o Sr. ministro mandou aguardar o credito solicitado ao Congresso Nacional, afim de attender ao pedido constante de vosso officio n. 10, de 23 de agosto ultimo, sobre o credito de... 123:379\$860, necessario ás verbas 17 e 20 do orçamento vigente (393, 1ª S. Contab.).

—Sr. delegado fiscal do Thesouro Nacional no Estado do Pará:

N. 3.707 — Communico-vos que o Sr. ministro mandou aguardar o credito solicitado ao Congresso Nacional, afim de resolver o assumpto de vosso officio n. 7, de 16 de agosto ultimo, sobre o numerario necessario para occorrer ás despesas das verbas 7ª, 8ª, 10ª, 13ª e 20ª do orçamento vigente, até o fim do corrente anno (394, 1ª Contab.).

Ministerio da Guerra

Por despacho de 18 do corrente foram classificados na arma de artilharia os 2ºs tenentes Silvino da Silva Campos no 1º regimento, o Theodormiro Espindola do Nascimento no 2º batalhão.

Expediente de 14 de outubro de 1915

Ao Sr. ministro da Fazenda, solicitando providencias para que:

Seja paga no Thesouro Nacional a quantia de 100\$ ao 2º tenente Antonio de Aguiar Fernandes Tavora (aviso n. 1.081).

Sejam restituídas no Thesouro Nacional as seguintes quantias:

De \$14\$818 ao Dr. José Rozento Martins de Oliveira (aviso n. 1.073);

De \$1\$7\$880, ao 1º tenente Pedro Rodrigues Barroso (aviso n. 1.080).

— Ao Sr. ministro da Viação e Obras Públicas, pedindo a expedição de ordens para que seja admitido na estrada de Ferro Central do Brazil, afim de praticar, o 2º tenente Francisco Borges Fortes de Oliveira.

— Ao delegado fiscal do Thesouro Nacional no Paraná, declarando ter sido mantido o despacho que injeferiu o requerimento em que Mario Sergio de Souza Castro e Hyppolito Corrêa Alves pediram augmento do aluguel do prédio occupado pelo 11º regimento de cavalaria, em 1914, e remettendo papéis para proseguimento do que de direito for devido aos mesmos nos termos do parecer da Contabilidade da Guerra, annexo aos lito papéis.

— Ao chefe do Departamento da Guerra:

Mandando servir no Hospital Central do Exercito, por tres mezes, o 2º tenente pharmaceutico Ernes o da Silveira.

Nomeando:

Ajudante de ordens do commandante da 3ª brigada de artilharia o 2º tenente de infantaria Alberto Pereira dos Passos;

Subalterno do Asylo de Invalidos da Patria o tenente Carlos Soares, incluído no dito asylo.

Ministerio da Guerra—N. 1437—Rio de Janeiro, 14 de outubro de 1915.

Sr. chefe do Departamento da Guerra—Em officio n. 569 de 3 de mez findo, o commandante da 1ª regie militar, referindo-se ao facto de terem sido transferidas praças para a dita região, com a clausula de correrem por conta propria as despesas de transporte, consultou, na hypothesis de terem transferencia praças com essa clausula, devorá abonar-se-lhes passagem mediante desconto e como proceder se não puderem respectar-se no abono, não só o disposto no aviso n. 842 de 28 de maio findo, so o deconto integral, quando o custo da passagem não exceda de 25\$000 e dentro do exercício, nos demais casos, mas também as disposições da lei do orçamento vigente.

Em solução, scientificou ao referido commandante que, quando a transferencia é da praça com a clausula de correr por conta do interessado a despeza de transporte, este deve obter as passagens necessarias, sem o que não seguirá a seu destino, ficando marcado o prazo de trinta dias, findo o qual ficará sem effecto a transferencia.

Quanto a passagens para desconto, só este ministerio póde conceder, devendo a indemnização ser feita sempre de accordo com o aviso citado, o que vos declaro para os fins convenientes.

Saudes e fraternidade.—José Caelino de Faria.

Ministerio da Guerra—N. 1.444—Rio de Janeiro, 14 de outubro de 1915.

Sr. chefe do Departamento da Guerra—Até que sejam publicadas os novos regulamentos dos serviços gerais deste ministerio, com as alterações exigidas pela nova organização do commando, compete, de accordo com a letra j do art. 18 do regulamento aprovado por decreto n. 8.819, de 5 de julho de 1911, a essa chefia a nomeação de instructores para sociedades de tiro, ficando a de instructores para collegios e outros estabelecimentos civis de instrucção nas attribuições dos commandantes de região, quando se tratar de officiaes pertencentes ás suas regiões e nas deste ministerio nos outros

casos, o que vos declaro, em resposta ao vosso officio n. 1.292, de 6 do corrente.

Outrosim, vos declaro que nesta data expço circular aos referidos commandantes scientificando-lhes da providencia supra.

Saudes e fraternidade.—José Caelino de Faria.

Requerimentos despatches

Terceiro sarmento do 3º grupo de obuzeiros Oldemar Campos Nogueira, pedindo matricula no Curso Pratico de Veterinaria, no corrente anno.—Como pede, em virtude das informações.

Odilio Pinheiro Machado, ex praça, pedindo o pagamento de vencimentos de dezembro de 1914 a junho do corrente anno.—Deferido, de accordo com a informação.

Lucio José de Souza, capitão da Força Publica do Estado de Pernambuco, pedindo patente de alferes honorario.—Não póde ser attendido; no protocolo da Secretaria da Guerra não consta a entrada dos requerimentos a que se refere o supplicante.

Soldado do 12ª bateria do 1º regimento de infantaria Brazilio Carneiro do Rezario, pedindo inclusão no Asylo de Invalidos da Patria.—Deferido, visto satisfazer a exigencia do § 1º do art. 2º das instrucções de 21 de abril de 1867.

Francisco Casado de Oliveira, 2º sarmento asylo, pedindo reforma.—Não ha disposição da lei que autorize.

José Soares da Costa, soldado do 55ª batalhão de caçadores, pedindo asylo.—Deferido visto satisfazer as exigencias do § 1º do art. 2º das instrucções de 21 de abril de 1867.

Segundo tenente Mario de Oliveira Cruz, pedindo 30 dias de licença para vir a esta Capital.—Não póde ser attendido.

João Baptista da Silva, ex anspazado do 2º batalhão de artilharia, pedindo inclusão no Asylo de Invalidos da Patria.—Não ha disposição que autorize.

Dr. Orlando Sucupira, major medico do Exercito pedindo relovação de carga proveniente da passagem.—Tenho ficado sem effecto sua primeira renuncia do cargo de sanator ficaram também conseqüentemente annullados todos os actos consequentes daquella renuncia. Não póde, pois, ser attendido.

João B. Saigalho propoendo comprar por 500\$ o material do Stand da Sociedade de Tiro n. 51 do Cordeiro, Estado do Rio de Janeiro.—Mantenho o despacho anterior.

Companhia de Tecidos de Linho de Sapopemba pedindo permissão para concluir os serviços da galleria de esgoto da mesma companhia.—Indefrido, devendo o chefe da comissão constructora da Villa Militar entender-se com a companhia para que esta cumpra as obrigações que contrahiu em documento de 1 de maio de 1912, fixando-se para isso prazo determinado e improrogavel.

José Rodrigues dos Santos, soldado asylo, pedindo transferencia da residencia para Sergipe.—Concedo a transferencia de residencia correndo por conta propria as despesas do transporte.

Nestor Rodrigues Silva, 1º tenente de engenharia, pedindo a una certidão de sua idade.—Certifique-se na forma da lei.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 14 de outubro de 1915

Ao chefe do Departamento da Guerra, comunicando que o Sr. ministro, por despacho de 13 do corrente, com o seu fecho ao 2º tenente de infantaria Mario de Campos Freire, para no anno vindouro matricular-se na Escola Militar, satisfaitas as exigencias regulamentares.

Supremo Tribunal Militar

55ª SESSÃO JUDICIARIA, EM 13 DE OUTUBRO DE 1915

Presidencia to Sr. ministro marechal Argollo

A's 12 horas, achando-se presentes os Srs. ministros: marechal Teixeira Junior, almirantes Julio de Noronha e J. de Proença, marechaes Carlos Eugenio, Luiz de Medeiros, Marques Porto, Vespasiano de Albuquerque e Julio de Almeida e Drs. Acyndino de Magalhães, Arrochellas Galvão e Vicente Neiva, o Sr. presidente abriu a sessão.

Lida, discutida e approvada a acta da sessão antecedente e despatcha lo todo o expediente, passou-se aos seguintes julgamentos:

Apellações criminaes

Estado do Rio Grande do Sul—Appellação n. 423—Relator, o Sr. ministro Dr. Acyndino de Magalhães; appellante, o conselho de guerra; appellado, Alfredo Lourenço Capua, soldado do 8º regimento de cavallaria, accusado de deserção.—Condenado a seis mezes de prisão com trabalho, e mo incurso no grão minimo do art. 117 do Código Penal Militar. O Tribunal negou provimento.

Capital Federal—Appellação n. 430—Relator, o Sr. ministro Dr. Acyndino de Magalhães; appellante, o conselho de guerra; appellado, Polomeno Canido, marinheiro nacional grumete, accusado de deserção.—Condenado a seis mezes de prisão com trabalho, como incurso no grão minimo do art. 117 do Código Penal Militar. O tribunal negou provimento.

Capital Federal—Appellação n. 251—Relator, o Sr. ministro Dr. Arrochellas Galvão; appellante, o conselho de guerra; appellado, Olavo Augusto da Silva, marinheiro nacional grumete, accusado de insubordinação.—Absolvido pelo conselho de guerra. O tribunal negou provimento.

Estado do Rio de Janeiro—Appellação n. 648—Relator, o Sr. ministro Dr. Arrochellas Galvão; appellante, o conselho de guerra; appellado, Manoel Moyses Sarunio, soldado do 1º batalhão de artilharia de posição, accusado de insubordinação.—Condenado pelo conselho de guerra a tres mezes de prisão com trabalho, como incurso no grão minimo do art. 9º do Código Penal Militar. O tribunal negou provimento.

Estado do Rio Grande do Sul—Appellação n. 253—Relator o Sr. ministro Dr. Vicente Neiva; appellante, o conselho de guerra; appellado, Armando Hyppolito dos Santos, 2º sarmento do 7º regimento de infantaria, addido ao 5º da mesma arma, accusado de homicidio.—Absolvido pelo conselho de guerra. O tribunal negou provimento.

Capital Federal—Appellação n. 434—Relator, o Sr. ministro Dr. Vicente Neiva; appellante, o conselho de guerra; appellado, Amaury de Souza, sub-machinista extranumerar o da Armada, accusado de deserção.—Absolvido pelo conselho de guerra. O tribunal deu provimento á appellação necessaria interposta da sentença appellada, para condemnar o réo a 6 mezes de prisão com trabalho, como incurso no grão minimo do artigo 117 do Código Penal Militar.

Estado do Rio Grande do Sul—Appellação n. 448—Relator, o Sr. ministro Dr. Acyndino de Magalhães; appellante, o conselho de guerra; appellado, Manoel Luiz de Silva, soldado do 10º regimento de infantaria, accusado de deserção.—Condenado a 23 e meio mezes de prisão com trabalho, como incurso no grão sub-minimo do art. 117 do Código Penal Militar. O tribunal negou provimento.

Capital Federal—Appellação n. 420—Relator, o Sr. ministro Dr. Vicente Neiva; appellante, o conselho de guerra; appellado,

Justino da Trindade, marinheiro nacional de 2ª classe, accusado de insubordinação.—O tribunal deu provimento à appellação necessária, interposta da sentença de folhas 55 que julgou incompetente o fôro militar para conhecer da espécie dos autos, para annular, como annullou o conselho de investigação desde a sua convocação e mandou que convocado novo conselho se proceda ulteriormente como de direito e ordenou a restituição dos autos à autoridade competente.

Encerrou-se a sessão às 15 horas.—O secretario, tenente-coronel Abeylard de Queiroz.

Ministerio da Viação e

Obras Publicas

Directoria Geral de Viação

SEGUNDA SECÇÃO

Expediente de 19 de outubro de 1915

Sr. inspector federal das Estradas:

Tendo tomado conhecimento do objecto do vosso officio n. 511/S, de 5 do corrente, declaro-vos, para os devidos fins, que, para que possa este Ministerio autorizar os estudos definitivos de uma variante entre os kilometros 30 e 253 da linha da Bandeira de Mello a Brotas, da rede de viação geral da Bahia, torna-se necessario saber si a proposta do engenheiro chefe do 4º districto dessa inspecção, para taes estudos, é baseada em reconhecimento do novo traçado feito por pessoa idonea, convindo, no caso contrario, seja designado um dos engenheiros fiscaes do mesmo districto para verificar as vantagens que á mesma variante são attribuidas (aviso n. 451).

Em requerimento que encaminhastes com o vosso officio n. 382/S, de 27 de setembro proximo findo, a União dos Carreiros Viajantes do Rio Grande do Sul, com sede na cidade de Santa Maria, pediu a emissão de cadernetas kilometricas nas linhas ferreas não só a cargo da Compagnie Auxiliaire des Chemins de Fer au Brésil, como da The Brazil Great Southern Railway Company, Limited; e, bem assim, a faculdade de serem transportadas na occasião da viagem as malas de amostras dos mesmos viajantes.

Tendo em vista as informações no dito officio prestadas, declaro-vos que fica acceto o accordo para que pela segunda das mencionadas companhias sejam emitidas as cadernetas de que se trata, bem assim para o transporte das malas de amostras na occasião das viagens; nada podendo este Ministerio resolver presentemente sobre o pedido no que respeita á Compagnie Auxiliaire, por falta de accordo da parte desta.

Declaro-vos, outrossim, que o imposto de transito correspondente ás cadernetas emitidas deverá ser cobrado por occasião da sua emissão (aviso n. 452).

Estrada de Ferro Central do Brazil

Requerimentos despachados

Dia 18 de outubro de 1915

Alfredo Pinheiro, auxiliar de desenho.—Concedo 90 dias sem vencimentos.

Arthur José Lage, foguista de 2ª classe.—Concedo 30 dias com 2/3 da diaria.

Anastacio de Miranda, ajudante de 2ª classe.—Concedo 30 dias com 2/3 da diaria.

Adalberto Marques da Silva.—Indeferido.

Abelardo Ribeiro da Silva.—Indeferido.

Amury Fonseca.—Concedo nos termos das informações da Via Permanente.

Afonso Henrique da Rocha Codeço.—Mantenho o despacho anterior.

Aldemar Adriaõ de Barros, praticante de conferente.—Acceito o fiador.

Alvaro Moreira Baptista, praticante de conferente.—Indeferido, em vista das informações.

Adalto José dos Reis, auxiliar de escripta.—Como pede.

Antonio Dias Lage.—Indeferido.

Antonio Baptista, trabalhador.—Não ha vaga.

Antonio Adriano, guarda-chaves.—Concedo 30 dias com 2/3 da diaria.

Antonio da Silva Corrêa, servente.—Concedo 90 dias com 2/3 da diaria.

Antonio Ignacio, trabalhador.—Concedo 60 dias sem vencimentos.

Antonio do Albuquerque Brandão, praticante de machinista.—Concedo 30 dias com 2/3 da diaria.

Antonio Januzzi Filhos & Comp.—Esta estrada não dispõe actualmente do verba para essas construcções.

Antonio Nicolau, guarda chaves, e outro.—Como requerem.

Antonio Pereira Campos.—Não ha vaga.

Antonio Apriglio dos Santos.—Indeferido.

Antonio Filiz Cosih, guarda de armazem.—Nada ha que deferir visto estar o tempo a que se refere averbado em seus assentamentos.

Antonio da Costa Lage.—Deferido. Entre-gue-se mediante recibo.

Antonio Junqueira.—Complete o sello do requerimento e sellos annexos.

Bernardino Coelho Junior, praticante de conferente.—Concedo.

Companhia Brasileira Carbureto de Calcio.—Apresente-se á concorrência, opportunamente.

Carlos de Araujo & Comp.—Dirija-se ao Thesouro Nacional.

Cetano Elesbão de Siqueira, trabalhador.—Concedo 90 dias com dous terços da diaria.

Companhia Materiaes de Construcção.—Concedo a titulo precario mediante termo.

Cruz, Filho & Comp.—Indeferido.

Deodoro Antonio Gomes, conductor de 4ª classe.—Indeferido, em vista das informações.

Euripodes José Torres, agente de 2ª classe.—Certifique-se.

Ermelinda Saraiva de Souza.—Concedo 23 dias com dous terços da diaria.

Gabriel Miranda, trabalhador.—Deferido.

Ivo da Silva Tavares, aprendiz.—Deferido.

João Tavares de Carvalho.—Certifique-se.

Hermelindo Candido de Araujo, bagageiro de 2ª classe.—Arquivo-se.

Hermínio Gomes, conservador.—Concedo.

Imael Corrêa, foguista de 1ª classe.—Indeferido.

Januario Quaresma Brum.—Não ha vaga.

Joaquim Antonio de Mattos.—Indeferido.

Joaquim Hilario Pinto.—Não ha vaga.

Joaquim Silva.—Certifique-se o que constar.

Joaquim Mariano dos Santos, praticante de conferente.—Deferido.

José Ignacio de Andrade, official de 1ª classe.—De-se certidão do que constar.

José Gabriel do Albuquerque, auxiliar de escripta.—Concedo.

José Torquato Guerra, 4º escriptuario.—Como pede.

José Marques da Silva.—Certifique-se.

José Antonio Veiga, guarda rondante.—Não ha vaga.

José Simão Pereira da Silva.—Declare o fim para que pede a certidão.

O mesmo —Idem.

José Elias.—Indeferido.

José Rodrigues Ferreira.—Não ha vaga.

Leonardo Dias, servente.—Deferido.

Luwissos Leite.—Não ha vaga.

Ludgero Eugenio da Silveira Filho, conductor de 3ª classe.—Concedo sete dias.

Luiza Coimbra Cardoso.—E' preciso satisfazer o exigido na informação da thesouraria.

Luiza Cardoso Coimbra.—E' preciso satisfazer o exigido na informação da thesouraria.

Maria Cleb'tar Lacarda.—Indeferido.

Manoel Marques Pinto.—Acceito os fiadores propostos.

Norival Cardoso da Rocha, guarda.—Arquivo-se.

Oscar Martins da Veiga, telegraphista de 3ª classe.—Como pede.

Oscar Luiz Barbosa, conferente de 2ª classe.—Indeferido.

Otto Gomes Pereira.—Não ha vaga.

Octavio Marques Peixoto, auxiliar de escripta.—Como pede.

Quintino Francisco de Mello, official de 4ª classe.—Concedo 60 dias com dous terços da diaria.

Reynaldo Gualberto de Menezes, servente de 2ª classe.—O requerente já foi attendido.

Raul Goulart de Macedo, aprendiz de 4ª classe.—Concedo.

Sinval Odorico da Paula servente de 2ª classe.—Concedo 60 dias sem vencimentos.

Villas Boas & Comp.—Não tendo os requerentes completa to o fornecimento nem justificado essa falta, indeferido. Provisão-se sobre a reversão da caução.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Symphronio José dos Santos Brochado.—Aguarde a conclusão das obras que está dependendo de verba orçamentaria.

Guias para a inspecção

Aristeu da Costa Bacellar, operario ajudante do 1ª classe, 2.620.

Augusto Cesar Gonçalves Prio, operario ajudante do 1ª classe, 2.621.

Alfredo Vicente, trabalhador effectivo, 2.622.

Griaco Teixeira Lopes, operario ajudante do 2ª classe, 2.623.

Frederico Ferreira Rangel, auxiliar do Depósito Geral da 4ª Divisão, 2.624.

Franklin Victorino de Souza, bagageiro de 1ª classe, 2.625.

Francisco Pires Ferreira Leal, telegraphista de 2ª classe, 2.626.

Justino Antunes de Siqueira, operario ajudante do 2ª classe, 2.627.

João Manoel, feitor de 3ª classe, 2.628.

João Cetano de Oliveira, trabalhador de 2ª classe, 2.629.

José Maria Lopes de Mello, trabalhador de 2ª classe, 2.630.

Luiz Caldas, conferente de 2ª classe, 2.631.

Manoel de Oliveira, feitor de 3ª classe, 2.632.

Octoferno Pimentel, guarda-freios, 2.633.

Directoria Geral de Obras Publicas

PRIMEIRA SECÇÃO

Requerimento despachado

Dia 19 de outubro de 1915

Quinano José, pedindo permissão para construir no Caes do Porto um pavilhão destinado á venda de varios artigos.—Indeferido.

Directoria Geral de Contabilidade

PRIMEIRA SECÇÃO

Expediente de 18 de outubro de 1915

Sr. ministro da Fazenda :

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as incluidas contas, relacionadas no valor de 1:780\$, provenientes de fornecimentos feitos, no corrente anno, para a Estrada do Ferro de Itapura a Corumbá, correndo a despesa por conta dos depositos feitos pela Estrada do Ferro Noroeste do Brazil, em nome e á plena disposição do Governo, nos termos da clausula 4ª do decreto n. 6.914, de 7 de maio de 1903 (aviso n. 2.583).

—Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga a quantia de 765 em que importa inclusa conta da Sociedade Anonyma Casa Leuzinger, de fornecimentos feitos a este ministerio em agosto ultimo.

A despesa deverá ser escripturada na consignação — Material — o necessario para o expediente — verba 1ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.586).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga a quantia de 613750, em que importa a inclusa conta da The Rio de Janeiro Tramway Light & Power, Company Limited, proveniente do fornecimento de energia electrica para o edificio deste ministerio durante o mez de junho proximo passado. A despesa deverá ser escripturada na consignação — Para occorrer a quaisquer despesas extraordinarias e imprevistas — verba 15ª — art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.587).

—Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga a quantia de 1:0795920, em que importam as incluidas contas, de diversos fornecimentos effectuados para os serviços do movimento da Estrada do Ferro Rio do Ouro e referentes ao mez de julho ultimo. A despesa deverá ser escripturada na sub-consignação — Material necessario ao trafego e ao movimento, do verba 8ª — art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.578).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga a quantia de 833560, em que importam as incluidas contas, provenientes do consumo de luz electrica fornecida á Estrada do Ferro Rio do Ouro e relativos aos mezes do abril a junho ultimo. A despesa deverá ser escripturada na sub-consignação — Material — título — Via permanente e Edificios, linhas telegraphicas e telephonicas — da verba 10ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.589).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga a Rcdolph Julio Ferreira a quantia de 300\$ por serviços prestados como Conductor do automovel da Inspectoria Geral da Illuminação durante o mez de setembro proximo passado. A despesa deverá ser escripturada na sub-consignação — Material — Condução, conservação e custeio do materiaes — verba 10ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.590).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga a quantia de 915\$010 em que importam as incluidas contas da Sociedade Anonyma «Casa Leuzinger», de fornecimentos feitos a este ministerio no mez de agosto proximo passado. A despesa deverá ser escripturada na consignação — Material — O necessa-

rio para o expediente — verba 1ª — art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.591).

Dia 9

Sr. ministro da Fazenda :

Dignai-vos ordenar que, por exercicios findos, seja paga na Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional, no Estado de S. Paulo, mediante distribuição do respectivo credito, a quantia de 1:006\$ a que fizeram jus em 1913, conforme os incluidos processos, os funcionarios da Administração dos Correios do referido Estado cujos nomes vão mencionados na relação annexa. A despesa, quando corrente o exercicio, deveria ter sido escripturada na sub-consignação «Gratificação aos empregados dos Correios ambulantes — Vencimentos e gratificações diversas — Pessoal — título — Administração dos Correios do Estado de S. Paulo — verba 2ª — art. 49 da lei orçamentaria da despesa do exercicio de 1913 (aviso n. 2.592).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga por exercicios findos, á Empresa Constructora do Rio Grande do Sul, empreiteira da construção das linhas ferreas de Basilio a Jaguarão, S. Sebastião a Sant'Anna do Sacramento, Alegrete a Quarahy, a quantia de 132:428\$389, sendo: 52:481\$886 relativos á construção provisoria dos trabalhos executados na Estrada do Ferro de Alegrete a Quarahy, 13ª seção, kilometros 0-57 — no mez de novembro de 1914, e 69:946\$500 relativos á medição provisoria dos trabalhos executados na Estrada do Ferro de Basilio a Jaguarão, 8ª seção, kilometros 0-60, no trimestre de setembro a novembro de 1914, conforme os incluidos documentos, deduzindo-se, porém, da referida importancia de 62:481\$886 a quantia de 551\$532, indevidamente sommada em medição anterior, o que reduz o necessario do total á importancia de 131:876\$887, da qual deverá ser descontada a quota de 10 %, no valor de 13:187\$885, para reforço da caução, nos termos da clausula 13 do contracto annexo ao decreto n. 8.556, de 15 de fevereiro de 1911, sendo o pagamento effectuado em apolices da divida publica, de juro annual de 5 %, papel, ao par, da emissão autorizada pelo decreto n. 11.612 de 21 de julho de 1915 (aviso n. 2.593).

A fim de attender a solicitação da Estrada do Ferro Central do Brazil, tenho a honra de consultar vos quanto á solução que haja sido dada, por esse ministerio, á requisição de pagamento e instante de meu aviso n. 562, de 9 de março do corrente anno, com o qual vos enviei tambem cópias de um officio daquella Estrada e de um termo annexo ao mesmo, pelo qual se verificava haver o Sr. F. Caremira da Costa, na qualidade de presidente da Companhia Edificadora, assumido a responsabilidade do pagamento da divida da Companhia Nova Estrada do Ferro de Juiz de Fora a Piaui, na importancia de 688:931\$44 (aviso n. 2.594).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga á Empresa Constructora Rio Grande Sul, empreiteira da construção das linhas ferreas de Basilio a Jaguarão, S. Sebastião a Sant'Anna do Sacramento, Alegrete a Quarahy, a quantia de 401:712\$027, sendo: 132:847\$038 relativos á medição provisoria dos trabalhos executados durante o mez de fevereiro ultimo, na 1ª seção da Estrada do Ferro Basilio a Jaguarão, entre os kilometros 0 e 610, e 268:864\$969 relativos á medição provisoria dos trabalhos executados na 10ª seção da Estrada do Ferro S. Sebastião a Sant'Anna do Livramento entre os kilometros 0 e 55, durante o mez de março ultimo, conforme os incluidos documentos, deduzindo-se das ditas quantias a quota de 10 %, no valor total de 40:171\$201, para reforço da caução, nos ter-

mos da clausula 13, do contracto annexo ao decreto n. 8.556, de 15 de fevereiro de 1911, e sendo o pagamento effectuado em apolices da divida publica de juro annual de 5 %, papel, ao par, da emissão autorizada pelo decreto n. 11.612, de 21 de julho do corrente anno (aviso n. 2.595).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga, por exercicios findos, a João Corrêa & Irmão e Banco da Provincia do Rio Grande do Sul, empreiteiros da construção das Estradas de Ferro do S. Pedro S. Luiz e S. Thiago a S. Borja, a quantia de 112:086\$255, relativa á medição provisoria dos trabalhos executados na 1ª seção da Estrada de Ferro do S. Pedro a S. Luiz, kilometro 0-61, no trimestre de junho a agosto de 1914, conforme os incluidos documentos, havendo, porém, a deduzir da dita quantia a importancia de 64:536\$010, sommada indevidamente em medição anterior o que reduz a referida quantia de 112:086\$255 a... 47:550\$245; devendo ser descontada desta quantia a quota de 10 % no valor de 4:753\$024, para reforço de caução, nos termos da clausula 13 do contracto annexo ao decreto n. 8.556, de 15 de fevereiro de 1911 e sendo effectuado o pagamento em apolices da divida publica, de juro annual de 5 %, papel, ao par, da emissão autorizada pelo decreto n. 11.612, de 21 de julho do corrente anno (aviso n. 2.596).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga, por exercicios findos, á Empresa Constructora Rio Grande do Sul, empreiteira da construção das linhas ferreas de Basilio a Jaguarão, Alegrete a Quarahy e S. Sebastião a Sant'Anna do Livramento, a quantia de 109:770\$238, sendo: 62:099\$381 relativos á medição provisoria dos trabalhos executados, no trimestre de setembro a novembro de 1912, na Estrada do Ferro de S. Sebastião a Sant'Anna do Livramento, kilometros 109,98-159,90; e 47:670\$857 relativos á medição provisoria dos trabalhos executados, de 1 de junho a 31 de agosto de 1914, na 8ª seção da Estrada do Ferro de Basilio a Jaguarão kilometro 0,60, tudo conforme os incluidos documentos, havendo, porém, a deduzir da referida quantia de 128:670\$534 a importancia de 7:924\$854 indevidamente sommada em medição anterior o que reduz o mencionado total de 109:770\$238 a 101:845\$384; devendo ser descontada desta importancia a quota de 10 %, no valor de 10:184\$538, para reforço de caução, nos termos da clausula 13, do contracto annexo ao decreto n. 8.556, de 15 de fevereiro de 1911, e sendo o pagamento feito em apolices da divida publica, de juro annual de 5 %, papel, ao par, da emissão autorizada pelo decreto n. 11.612, de 21 de julho do corrente anno (aviso n. 2.597).

Dignai-vos ordenar que no Thesouro Nacional, sejam pagas as incluidas contas da Sociedade Anonyma do Gaz do Rio de Janeiro no total de 6:308\$633, de luz electrica fornecida á Estrada do Ferro Central do Brazil em março ultimo. A despesa deverá ser escripturada na consignação — Material — O necessario a todos os serviços — Movimento, Telegrapho e Illuminação — 3ª Divisão — verba 6ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.598).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as incluidas contas da Sociedade Anonyma do Gaz do Rio de Janeiro, no total de 8:115\$651, da luz electrica fornecida á Estrada do Ferro Central do Brazil em abril ultimo. A despesa deverá ser escripturada na consignação — Material — O necessario a todos os serviços — Movimento, Telegrapho e Illuminação, 3ª Divisão — verba 6ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.599).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas da Sociedade Anonyma do Gaz do Rio de Janeiro, no total de 3:596\$485, do gaz e luz electrica fornecidos á Estrada do Ferro Central do Brazil em abril ultimo. A despesa deverá ser escripturada na consignação—Material—O necessario a todos os serviços—Movimento, Telegrapho e Illuminação—3ª Divisão—verba 6ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.600).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas da Sociedade Anonyma do Gaz do Rio de Janeiro, no total de 5:97:535 de luz electrica e gaz fornecidos á Estrada do Ferro Central do Brazil, em maio ultimo. A despesa deverá ser escripturada na consignação—Material. O necessario a todos os serviços—Movimento, Telegrapho, Telegrapho e Illuminação—3ª Divisão—Verba 6ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.601).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas da Sociedade Anonyma do Gaz do Rio de Janeiro, no total de 5:97:535 de fornecimento de luz electrica á Estrada do Ferro Central do Brazil, em maio ultimo. A despesa deverá ser escripturada na consignação—Material. O necessario a todos os serviços—Movimento, Telegrapho e Illuminação—3ª Divisão—verba 6ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.602).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas de Moniz & Comp., no total de 4:206\$ do fornecimento feitos á Estrada do Ferro Central do Brazil, em 1913, visto terem soffrido o exame de que trata o paragrafo unico do decreto n. 2.911 de 30 de dezembro de 1914. A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via ferrea n. 3, de 9 do mez proximo passado, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.603).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas de Hime & Comp., no total de 166\$500 do fornecimento feitos á Estrada do Ferro Central do Brazil, em 1913, visto terem soffrido o exame de que trata o paragrafo unico do decreto n. 2.911 de 30 de dezembro de 1914. A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via ferrea n. 413 de 30 de setembro proximo passado, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.604).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas de Hime & Comp., no total de 166\$500 do fornecimento feitos á Estrada do Ferro Central do Brazil, em 1913, visto terem soffrido o exame de que trata o paragrafo unico do decreto n. 2.911 de 30 de dezembro de 1914. A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via ferrea n. 413 de 30 de setembro proximo passado, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.605).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga a inclusa conta de Hime & Comp., na importância de 2:091\$ de fornecimentos feitos á mesma Estrada. A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via ferrea n. 414, de 30 de setembro do corrente anno, donde constam esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.606).

Dignai-vos ordenar que, no Thesouro Nacional, seja paga a inclusa conta de Hime & Comp., na importância de 2:091\$ de fornecimentos feitos á Estrada do Ferro Central do Brazil, em 1913, visto terem soffrido o exame de que trata o paragrafo unico do decreto n. 2.911 de 30 de dezembro de 1914. A despesa

deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio n. 412 de 30 do mez proximo passado da citada via ferrea dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.607).

SEGUNDA SECÇÃO

Expediente do dia 15 de outubro de 1915

Ao Ministerio da Fazenda foram remettidos os processos do restituição de quotas do montepio do nominaldo Joaquim Pedro de Alcantara Junior (avisos ns. 535, 536 e 537) e Eduardo Luiz Tinoco Costa (avisos ns. 508 e 509).

A Directoria da Despesa Publica do Thesouro Nacional foi encaminhado o processo de montepio de Jocelina Silva (officio n. 505).

Dia 16

Foram enviados á Directoria da Despesa Publica do Thesouro Nacional os processos do montepio de D. Santana Delophia do Mello Rocha (officio n. 506), de D. Maria Eugenia da Silva Maia (officio n. 507) e de D. Josephina Fagundes Pinto (officio n. 508).

Ao delozado fiscal do Thesouro Nacional no Estado do Maranhão, em solução á consulta constante do seu telegrama datado de 4 do corrente, declarou-se que, de accordo com o art. 4º, § 1º, do regulamento approved pelo decreto n. 912 A, de 31 do outubro de 1890, não assiste aos empregados nomeados para a comissáo das obras do porto daquello estado direito a contribuir para o montepio civil (officio n. 509).

Ministerio da Viação e Obras Publicas—Directoria Geral de Contabilidade—2ª secção—N. 510—Rio de Janeiro, 16 de outubro de 1915—Sr. ministro da Fazenda:

Em resposta ao vosso aviso n. 461, de 23 do setembro ultimo, tenho a honra de remetter-vos, por cópia, o termo de concessão á Companhia Francesa do Porto do Rio Grande do Sul, das 40 apolices de 4.000\$ cada uma depositadas no Thesouro Nacional, pelo engenheiro Elmer Lawrence Cortiell, para garantia da execução das obras de melhoramento da barra do Rio Grande do Sul, das do porto da cidade do Rio Grande. Saude e fraternidade. — A. Tavares de Lyra.

Dia 18

A Directoria da Despesa Publica do Thesouro Nacional, foram encaminhados os processos do montepio de D. Luiza Rocha de Azambuja (officio n. 510) e de D. Judith Hollandia de Azevedas Galvão (officio numero 511).

Dia 19

A mesma Directoria foram remettidos as certidões de casamento de D. Olympia Baradas de Mendonça (officio n. 512); de Dona Francisca Adoaldo da Silva Dantas (officio n. 513); de D. Alzira Theberge do Vale (officio n. 514), e de D. Daria de Almeida Cunha Oliveira (officio n. 515).

Requerimentos despatchados

Francisco Galdino de Souza, pedindo para seus tutelados Joaquim, José e outros como filhos do falecido guarda-fio de 2ª classe da Repartição Geral dos Telegraphos, José Alves da Silva, os favores do montepio.—Deterido.

Rosa Gomes de Neiva, pedindo os favores do montepio, na qualidade de filha solteira do finado Francisco de Assis Gomes Neiva, carteiro, aposentado, da administração dos Correios do Estado de Goyaz.—Requeira desta directoria os favores que pretende e

apresente as certidões do casamento do Antonio, do Maria e do seus paes, a certidão do seu baptismo, o finalmente, a certidão do obito de sua mãe, legalmente rectificada quanto ao nome da mesma a que é: Lina Rosa de Campos Neiva e do Lina do Campos, conforme se lê na apresentada.

Maria Amelia Flores, tutora das menores Alcega e Amelia Flores, filhas do finado contribuinte Damasceno Flores, guarda-fio de 2ª classe da repartição Geral dos Telegraphos, pedindo, por seu procurador Antonio Francisco da Costa Junior, para as mesmas, os favores do montepio.—Apresentem nova certidão do obito da primeira esposa do contribuinte, legalmente rectificada quanto ao seu verdadeiro nome e provem, si existe ou não, a filha do finado de nome Maria e, finalmente, apresentem nova justificação dos justos termos do decreto n. 3.007, de 10 do fevereiro de 1886, produzida perante o juiz seccional do Rio Grande do Sul, da qual conste, devidamente documentado, que a esposa em segundas nupcias do contribuinte, estava oculto, separada por mau comportamento e que o mesmo também usava o nome do famaseado Damasceno Flores, conforme se lê na certidão do seu primeiro matrimonio.

Maria do Miranda Costelli, pedindo para si e filhas, os favores do montepio, como viúva de Joaquim Mouyr Costelli, amanuense da Administração dos Correios de S. Paulo.—Faça reconhecer por notario desta Capital as firmas dos signatarios das certidões passadas pelas carteiros do S. Paulo e apresente nova certidão do nascimento de Helio, que seja a transcrição do respectivo termo de assentamento.

Directoria Geral de Correios e Telegraphos

SEGUNDA SECÇÃO

Por portaria de 18 do corrente foram concedidos ao 2º escripturario da Inspectoria Federal das Estradas Leopoldo Gabio de Faria Pereira 90 dias de licença, em prorrogação, com metade do ordenado, para tratamento de saude.

—Por outras de 19 do corrente foram concedidas as seguintes licenças para tratamento de saude:

Na Estrada do Ferro Central do Brazil: De 90 dias, em prorrogação, com ordenado, ao conductor de trem do 2ª classe da 3ª divisão José Pinto Bastos;

De 90 dias, em prorrogação, com metade da diaria, ao trabalhador do 1ª classe da 2ª divisão Lucas do Mattos.

Na Inspectoria Federal de Portos, Rios e Canaes:

De 30 dias, em prorrogação, sem vencimentos, ao cabineiro de 2ª classe da 3ª divisão Alfredo de Oliveira Braga, para tratar de seus interesses.

De 90 dias, em prorrogação, com a diaria integral, ao official operario do 4ª classe da 3ª divisão Oscar Góes Vianna;

De 30 dias, em prorrogação, com metade do ordenado, ao encarregado do block System Adel Zilah de Moraes Martins;

De 60 dias, com ordenado, ao praticante Henrique Watson.

Expediente de 19 de outubro de 1915

Autorizou-se:

A Repartição Geral dos Telegraphos a considerar como officiaes os telegrammas que forem apresentados em officio de serviço publico, nas estações do Estado da Paralyba, pelo inspector-fiscal do imposto do consumo Luiz Pontes do Miranda, correndo as despezas por conta do Ministerio da Fazenda;

A Directoria Geral dos Correios a attender, a creio, as requisições de sellos officaes que forem apresentadas, no Estado da Parahyba, pelo inspector-fiscal do imposto de consumo Luiz Pontes de Miranda, devendo opportunamente ser apresentada a respectiva conta ao Ministerio da Fazenda.

Deu-se conhecimento das providencias acima ao Ministerio da Fazenda.

— Comunicou-se ao Ministerio da Guerra: Que, determinando o art. 373 do regulamento da Repartição Geral dos Telegraphos que os officaes e praças do Exército e Armada admittidos a praticar em telegraphia fiquem subordinados ao referido regulamento, a admisión do 2º sargento do 55º batalhão de caçadores Antonio Tiburcio só poderá ser attender da nos termos do citado artigo o do parecer da directoria da referida repartição, enviado por cópia;

Que, á vista da informação prestada pela Directoria Geral dos Telegraphos no officio junto por cópia, não é possível mandar praticar na estação telegraphica de S. Gabriel o 1º sargento amanuense da 3ª brigada de artilharia Mario Ignacio da Silveira.

— Enviou-se ao Ministerio da Fazenda, por cópia, o officio em que a Directoria Geral dos Correios representa contra o facto do haver o commandante do vapor *Acra*, do Lloyd Brasileiro, transferido sem previo aviso á Administração dos Correios do Estado da Bahia a partida do vapor, prejudicando o serviço postal.

Directoria Geral dos Correios

Requerimentos despachados

Dia 13 de outubro de 1915

Vicente Ferreira de Moraes, carteiro da agencia postal do Jahu, no Estado do S. Paulo, solicitando 90 dias de licença, em prorrogação, para tratamento de saude. — Sim, como se informa.

Dia 15

Vicente Barletta, praticante da agencia postal de Ponta Grossa, no Estado do Paraná, pedindo deis meses de licença para tratamento de saude. — Sim, como se informa.

Francisco Barbosa da Cunha e Mello, thesoureiro da agencia postal de Botucatu, no Estado de S. Paulo, pedindo exoneração. — Indeferido.

Dia 16

Antonio Alves de Azevedo, servente da agencia postal de Ouro Preto, no Estado de Minas Geraes, pedindo cancelamento do nota. — Em vista do informado sobre o ulterior procedimento do requerente, cancela-se a nota.

Dia 18

José Francisco das Chagas, conductor de malas no Estado da Parahyba do Norte, solicitando 60 dias para tratamento de sua saude, na forma do art. 473, do regulamento em vigor. — Sim, como se informa.

Dia 19

Arnald Gibson, praticante de 2ª classe, Pernambuco, pedindo cancelamento de penalidade. — Fora do prazo legal não pôde ser apreciado o recurso. Cancelamento só em condições especiaes poderá ser dado.

Alecydes Tolentino de Souza, amanuense, Santa Catharina, recorrendo do acto pelo qual foi considerado incurso no art. 453, regra 4ª, do regulamento postal. — Indeferido.

Ary Tolentino de Souza, praticante de 2ª classe, Santa Catharina, recorrendo do acto pelo qual foi multado em 5\$. — Indeferido.

João Avelino Pereira Junior, estafeta distribuidor, Minas Geraes, recorrendo do acto pelo qual foi responsabilizado pela importancia de 40\$. — Como parece, deu provimento ao recurso.

Arlindo de Almeida Nunes, praticante de 1ª classe, Rio Grande do Sul, recorrendo do

acto do administrador que o suspendeu por cinco dias. — Dou provimento ao recurso. Pelo que se vê do processo não houve a formal e voluntaria desobediencia em objecto e materia de serviço, não constituindo, no caso, a resposta da la ao official Meraes desrespeito por parte do recorrente.

Olympio Marque: da Silva, carteiro de terceira classe da directoria geral, pedindo restituição de justificação de idade. — Sim, mediante recibo.

Eugenio Cardoso de Lencos, carteiro de segunda cla se da directoria geral, pedindo consto de seus assentamentos o tempo que serviu no Exército. — Como pede.

Aicanor Fortes, praticante de 1ª classe, da directoria geral, pedindo restituição de certidão de idade. — Restitua-se mediante recibo.

Octavio Maria de Mesquita, praticante de 1ª classe da directoria geral, pedindo 60 dias de licença para tratamento de saude. — Submetta-se á inspecção de saude.

Bernardino Francisco de Souza Barbosa, pedindo reconsideração do despacho que indeferiu o seu requerimento solicitando fosse nomeado auxiliar do praticante. — Mantenho o acto anterior.

Antenor Espesol Coutinho, praticante de 1ª classe da directoria geral, pedindo 90 dias de licença para tratamento de saude. — Sim, como se informa.

Americo Gonçalves, praticante de 1ª classe da directoria geral, pedindo dous meses de licença para tratamento de saude. — Sim, como se informa.

Octavio Pedro Tavares, 3º official da directoria geral, pedindo dous meses de licença para tratamento de saude. — Sim, como se informa.

Paulo Baptista de Andrade, praticante de 1ª classe de Pernambuco, pedindo tres meses de licença para tratar de sua saude. — Sim, como se informa.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio

MEMORIAL APRESENTADO AO SR. MINISTRO DA AGRICULTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO, SOBRE EXPORTAÇÃO E COMMERCIO DE FRUTAS NO BRAZIL, PELO DIRECTOR DO SERVIÇO DE INFORMAÇÕES DO MESMO MINISTERIO

O desenvolvimento que, no Brazil, se deve imprimir á pomicultura, dada ás condições vantajosissimas em que elle se pôde operar, não só tem em vista o consumo interno, como a exportação das nossas mais apreciadas frutas para o exterior, onde esse commercio, cada vez mais se alarga, é assumido do que, com o mais vivo interesse e maior presteza, deve cogitar este ministerio.

O commercio de frutas nacionaes, em contradicção com a variedade e riqueza dos specimens que nos são proprios, é, entre nós, mesmo nas grandes capitães, relativamente insignificante; a exportação que realizamos para paizes estrangeiros, na America e na Europa, com excepção das castanhas, (*bertholletia excelsa*) é igualmente diminuta sob o mesmo ponto de vista.

A nossa exportação de frutas, nos cinco ultimos annos, mantilha a excepção acima referida, apresenta a média annual de 2.430.334\$, como se infero dos numeros que vão abaixo:

EXPORTAÇÃO GERAL EM CONTOS DE RÉIS

Annos	Valor
1910.....	6.112:157\$030
1911.....	6.383:452\$003
1912.....	8.916:327\$000
1913.....	5.010:778\$000
1914.....	10.699:481\$000

(O quadro de exportação de fructas por Estados nos annos de 1910 a 1914, vai publicado no fim deste memorial.)

Estudando separadamente estes elementos estatísticos, verifica-se que, excluidas as castanhas, cuja sahida para o exterior é sempre

avultada e foi de 7.729:407\$ em 1914, a nossa exportação de fructa é constituida, quasi toda, pelas bananas, pois em valor total de 10.699:481\$, importancia a que attingiu a do referido anno essa musacea figura representada pela somma de 2.724:142\$, evidenciando-se tambem ser insignificante a exportação do abacates, abacaxis, cocos, laranjas e mangas, que ali não apparecem, e, com corteza, figuram sob a rubrica «diversas ou não especificadas», tão pequena, ou mesma nulla, é a quantidade que dessa ultima fructa se tem exportado.

Evidencia-se igualmente que os Estados que mais exportam, ou melhor, exportam em quantidade apreciavel, explorando industrialmente esse commercio, são Santa Catharina, S. Paulo, Paraná, Amazonas e Pará (estes dous exportam castanhas), sendo insignificante a exportação de Pernambuco e da Bahia, apesar da natureza lhos tor concedido as condições mais propicias para colherem os maiores proventos da fructicultura.

A variedade e excellencia de suas fructas, todas muito apreciadas no estrangeiro, como o abacaxi, a laranja, a tangerina, o coco, a manga e a pinha o a proximidade em que se encontram os seus portos dos da Europa, são condições que lhos podem garantir exito seguro e remuneradores resultados nessa industria intelligente e economicamente explorada. Com relação mesmo ao abacaxi é extranhavel, conhecida a nomeada do de Pernambuco, verificar que a exportação desta fructa, realizada pelo mesmo Estado diminuo, passando de 59.633 kilos em 1910, a 28.412 kilos em 1913 o a 8.676 em 1914, ao passo que, pelo porto de Santos a exportação de abacaxi é representada por uma média de 200.000 kilos desde 1910, sendo tambem de mais de 100.000 kilos a que realiza annualmente o Estado do Rio.

A exportação de abacaxi, pelo porto de Recife, foi em 1913 de 4:201\$, pelo do Rio de 21:906\$ e pelo de Santos de 61:916\$000.

Importam as nossas fructas, em quantidade regular, na America, os Estados Unidos, a Argentina o o Uruguay, e na Europa, a Inglaterra e a Alemanha. Os Estados Unidos, a Inglaterra o a Alemanha as castanhas; a Argentina e o Uruguay as bananas, o abacaxi e os cocos. O quadro abaixo indica os paizes que importam, a designação das fructas, as quantidades exportadas e o seu valor em contos de réis durante o ultimo quinquennio.

(O quadro de exportação por destino nos annos de 1910 a 1914 vai publicado no fim deste memorial.)

Os diferentes dados acima apresentados corroboram a afirmação, anteriormente feita, de que toda a exportação de fructas que o Brasil effectua, exceptuando-se as castanhas, é constituida pelas bananas e isto mesmo para dois unicos destinos: a Argentina e o Uruguay. O commercio que desse artigo realizam para a Europa é actualmente nullo, como nullo é o que se realiza com os demais países do nosso continente, salvo os Estados Unidos que importam, em larga escala, as castanhas do Amazonas e do Pará.

A importação de fructas verdes e secas que, ao contrario, recebem da Europa e da Argentina, é consideravel, augmentando de modo digno de especial attenção, de 1910 a 1912, em mais de 4.000.000\$, como se infere dos dados que vão aliante. Países que pouco ou nada compram de nossas fructas, como se vê dos quadros anteriores, encontram em nossos mercados internos excelente e constante freguezia, como a Italia, a Hespanha, Portugal e a França.

Portugal nos vendeu, em 1912, só de fructas verdes não especificadas, 1.144.000\$ e a Hespanha 789.000\$; no mesmo anno importamos de Portugal 274.000\$ de fructas secas, 717.743\$ da Hespanha e 750.451\$ da França.

Em igual porto Portugal importou do Brazil 432\$ de abacaxis e 60\$ de cocos; a Hespanha nem um real; a Italia 38\$ do abacaxis e 100\$ de fructas não especificadas; a França 8.196\$ do abacaxis, 34.560\$ de castanhas, 80\$ de cocos, 6.600\$ de coquilhos; 40\$ de laranjas e 65\$ de fructas não especificadas.

Os quadros seguintes demonstram a importação geral de fructas de mesa realizada pelo Brazil, nos cinco ultimos annos, a sua origem, a designação das fructas e os respectivos valores em réis.

Importação geral

Anos	Kilos	Valor
1910.....	10.570.166	6.227.007\$000
1911.....	11.302.229	7.260.882\$000
1912.....	14.002.821	10.015.341\$000
1913.....	13.961.569	8.954.043\$000
1914.....	7.965.131	5.631.399\$000

EXPORTAÇÃO ESPECIFICADA

Amendoas

	Valor 1912	Valor 1913	Valor 1914
Argentina.....	—	3.353\$000	5.214\$000
Allemanha.....	5.579\$000	2.322\$000	583\$000
França.....	29.238\$000	41.278\$000	38.077\$000
Hespanha.....	139.054\$000	129.826\$000	46.020\$000
Italia.....	106.554\$000	76.704\$000	40.603\$000
Portugal.....	114.498\$000	54.176\$000	—
Uruguay.....	6.056\$000	7.143\$000	2.210\$000

Avelãs

	Valor 1912	Valor 1913	Valor 1914
Allemanha.....	1.969\$000	613\$000	23\$000
França.....	1.808\$000	65\$000	93\$000
Hespanha.....	62.9.9\$000	58.323\$000	14.779\$000
Italia.....	69.478\$000	68.515\$000	6.797\$000
Portugal.....	6.825\$000	1.716\$000	324\$000
Uruguay.....	2.974\$000	3.481\$000	1.311\$000

Castanhas

	Valor 1912	Valor 1913	Valor 1914
Hespanha.....	535.651\$000	519.131\$000	255.723\$000
Italia.....	37.057\$000	39.789\$000	123.490\$000
Portugal.....	216.330\$000	163.349\$000	167.441\$000

Maçãs

	Valor 1912	Valor 1913	Valor 1914
Argentina.....	5.210\$000	1.312\$000	—
Estados Unidos.....	625.161\$000	462.510\$000	418.193\$000
Inglaterra.....	45.594\$000	6.697\$000	4.221\$000
Portugal.....	33.071\$000	39.763\$000	6.679\$000
Canada.....	39.471\$000	—	—
Nova Zelândia.....	1.810\$000	13.180\$000	92.970\$000
Outras possessões.....	110.293\$000	167.497\$000	215.702\$000
Diversas.....	6.072\$000	6.149\$000	2.291\$000

Nozes

Países	Valor 1912	Valor 1913	Valor 1914
Allemanha.....	1.075\$000	3.661\$000	3.274\$000
Austria.....	5.091\$000	—	—
Chile.....	439.225\$000	209.450\$000	113.430\$000
França.....	49.653\$000	764\$000	43\$000
Hespanha.....	79.534\$000	25.925\$000	8.973\$000
Italia.....	68.905\$000	41.887\$000	32.895\$000
Portugal.....	47.666\$000	23.778\$000	19.426\$000
Uruguay.....	23.533\$000	31.123\$000	9.633\$000

Uvas verdes

	Valor 1912	Valor 1913	Valor 1914
Argentina.....	107.767\$000	17.131\$000	203\$000
Estados Unidos.....	8.841\$000	8.079\$000	19.571\$000
Gran Bretanha.....	10.331\$000	9.8.0\$000	68.117\$000
Hespanha.....	1.185.123\$000	1.312.810\$000	453.053\$000
Portugal.....	250.871\$000	191.121\$000	147.163\$000
Uruguay.....	1.083\$000	933\$000	—

Frutas secas

(Não especificadas)

	Valor 1912	Valor 1913	Valor 1914
Allemanha.....	93.711\$000	52.686\$000	32.613\$000
Argentina.....	2.850\$000	1.107\$000	10.339\$000
Austria.....	6.192\$000	2.9.6\$000	2.493\$000
Estados Unidos.....	60.396\$000	68.281\$000	23.010\$000
França.....	750.451\$000	642.118\$000	332.617\$000
Gran Bretanha.....	5.607\$000	2.206\$000	1.358\$000
Grecia.....	24.647\$000	24.4.5\$000	43.187\$000
Hespanha.....	717.746\$000	774.994\$000	299.351\$000
Italia.....	421.513\$000	87.0.6\$000	29.697\$000
Portugal.....	271.035\$000	207.677\$000	75.920\$000
India.....	3.170\$000	7.667\$000	1.102\$000
Turquia asiatica.....	13.00 \$000	19.624\$000	14.075\$000
Turquia europa.....	21.331\$000	26.918\$000	18.101\$000
Uruguay.....	16.801\$000	23.274\$000	9.586\$000

Frutas verdes

(Não especificadas)

	Valor 1912	Valor 1913	Valor 1914
Allemanha.....	7.170\$000	731\$000	271\$000
Argentina.....	271.515\$000	475.849\$000	550.391\$000
Chile.....	2.663\$000	513\$000	—
Estados Unidos.....	633.163\$000	591.921\$000	281.538\$000
França.....	27.649\$000	8.116\$000	—
Gran Bretanha.....	4.724\$000	481\$000	97\$000
Hespanha.....	789.379\$000	462.130\$000	119.452\$000
Italia.....	8.511\$000	11.127\$000	8.056\$000
Portugal.....	1.141.077\$000	913.216\$000	1.158.039\$000
Uruguay.....	42.351\$000	101.888\$000	77.621\$000

As conclusões a tirar dos factos que as estatisticas nos revelam é que precisamos crear o commercio de fructas para a Europa, o qual, exceptuadas as castanhas, é por completo nullo, a argando se o que já mantemos com a Argentina e o Uruguay e iniciando se uma corrente de exportação mais consideravel para os Estados Unidos que, actualmente, só nos importam as castanhas e para o Chile que nenhuma fructa importa do Brazil.

Para a Europa podemos exportar com bom exito as castanhas, o côco, estudada a melhor e mais economica maneira de fazel-o, as laranjas, as tangerinas, o abacaxi, o abacaxi, as pinhas, a manga e a laranja, cujas qualidades alimenticias, além do seu especial sabor e perfume, a recommendam hoje em toda a parte como fructa de primeira ordem.

Os países da America poderão receber com o maior proveito para os seus pomicultores, além da banana que é, como já vimos, objecto de avultado commercio, as castanhas, o côco, o abacaxi, o abacate, os morões, a manga e pinha.

Verifica se relativamente ás castanhas que na America com excepção dos Estados Unidos e na Europa com excepção da Inglaterra e da Allemanha, nenhum país as importa do Brazil ou, quando o faz,

as recebe em quantidade pouco apreciável, como se vê do seguinte quadro:

Castanhas			
Exportação por destino			
Paizes	Valor 1913	Valor 1914	
Allemanha.....	1.079.772\$000	824.283\$000	
Argentina.....	—	—	
Belgica.....	—	—	
Estados Unidos.....	1.110.523\$000	4.695.312\$000	
França.....	6.530\$000	41.316\$000	
Inglaterra.....	1.167.017\$000	2.178.381\$000	
Perú.....	21\$000	38\$000	
Portugal.....	—	—	

Na America, principalmente na Argentina, no Uruguay e no Chile, os mercados de Montevideo, Buenos Ayres e Valparaiso acham-se abertos ás nossas fructas, podendo tomar esse commercio extraordinario incremento, notadamente no de Buenos Ayres, onde ellas entram livres de impostos e não teremos a enfrentar consideravel concurrencia.

A importação que Buenos Ayres e Montevideo realizam annualmente da Europa, das possessões inglezas e da Allemanha é de molde a indicar-nos a relativa facilidade que se nos depara, dada a nossa vizinhança e a excellencia de nossas fructas, para a conquista de seus mercados.

A proposito, o consul geral do Brazil na Argentina, em officio dirigido a este serviço, e n' mais do corrente anno, assim se expressa: «O mercado de Buenos Ayres, centro de grande importancia, offerece elementos para um commercio mais desenvolvido, uma vez que as nossas fructas sejam trazidas em condições de servir de boa sobre-mesa. Até hoje os nossos productores nada tem feito para a conquista dos mercados da Argentina e de Uruguay e ainda agora não é difficil prever que uma bem encaminhada propaganda nos dará ganho de causa, principialemente com relação ás laranjas, abacates, tangerinas, abacaxis, melões e mangas que nem são conhecidas nos mercados desta capital».

O nosso consul geral em Montevideo encarece, do mesmo modo, a necessidade dessa propaganda naquella praça, onde fructas brasileiras, como o abacaxi, a manga e a pinha nem são geralmente conhecidas (1). Outro não é o par-amento e o sentir do consul brasileiro, em Valparaiso, quanto, apontando entre os productos que podem ser com vantagem exportados do Brazil para o Chile, indica nomeadamente o cacão, as castanhas, as bananas e o abacaxi. (2)

Os quadros que se seguem mostram a importação geral da Argentina em 1913 e 1914, por origem:

IMPORTAÇÃO DE FRUCTAS NA REPUBLICA ARGENTINA NO ANNO DE 1913

Generos — Procedencias	Quantidade	Valor em \$. ouro
Bananas—Brazil.....	C. 2.284.212	(1)
Bananas—Paraguay.....	C. 31.920	
Uruguay.....	C. 19.000	\$. 183.030
Coco Brazil.....	U. 235.740	
Portugal.....	U. 6.090	
Reino Unido.....	U. 578	\$. 9.693
Coco rallado—Allemanha.....	K. 36.920	
Belgica.....	K. 14.920	
França.....	K. 3.697	
Hespanha.....	K. 10.550	
Possessões Inglezas.....	R. 95.177	
Reino Unido.....	K. 17.477	\$. 27.861
Limões—Diversos paizes.....		\$. 97.800
Maças—Diversos paizes.....		\$. 208.371
Laranjas—Brazil.....	Cto. 2.870	(2)
Hespanha.....	Cto. 27.333	
Italia.....	Cto. 1.223	
Paraguay.....	Cto. 145.043	
Reino Unido.....	Cto. 150	
Uruguay.....	Cto. 5.330	\$. 287.468

(1) Officio dirigido a este serviço em 20 de agosto do corrente anno.

(2) Officio dirigido ao director deste serviço em 15 de julho do corrente anno.

IMPORTAÇÃO DE FRUCTAS NA REPUBLICA ARGENTINA DURANTE O ANNO DE 1914 (*)

	Quantidade	Valor em pesos, ouro	Total da importação pesos, ouro
Bananas do Brazil....	Cachos 2.569.430	420.127	432.906,00
Outras procedencias...	" 79.115	12.779	
	2.648.575		
Laranjas do Brazil....	Kilos —	930	198.563,00
Outras procedencias...	" —	197.633	
Cocos do Brazil.....	" 108.609	4.104	4.333,00
Outras procedencias...	" 1.432	229	
	110.032		
Maças do Brazil.....	—	800	198.433,00
Outras procedencias...	—	197.633	
Fructas em calda do Brazil.....	Kilos 233	109	45.381,00
Outras procedencias...	" 99.847	45.272	
	100.030		
Fructas em aguardente do Brazil.....	" 6.947	3.015	80.507,00
Outras procedencias...	" 257.905	77.462	
	264.852		
Fructas frescas do Brazil.....	—	9.520	132.481,00
Outras procedencias...	—	122.961	

IMPORTAÇÃO DE FRUCTAS PROCEDENTES DO BRAZIL DURANTE O 1º SEMESTRE DE 1915

	Quantidade	Valor em pesos, ouro	Total da importação pesos, ouro
Bananas.....	Cachos 700.533	\$. ouro 70.416,00	
Cocos.....	— 74.400	\$. ouro 2.978,00	
Fructas frescas.....	— —	\$. ouro 10.476,00	

(*) N. B.—Estes dois quadros foram fornecidos pelo nosso consul em Buenos Aires, Dr. Mirio de Azevedo.

Na Europa, a França, a Allemanha, a Inglaterra, a Hespanha e Portugal, cujos portos são de continuo servidos por uma navegação que constantemente nos frequenta, podem offerecer largo mercado ás nossas fructas, desde que saibamos encaminhar para alli e alli crear e manter tal commercio por uma habil propaganda, pratica e demonstrativa.

A solução que está a exigir, sem delonga, o problema da exportação de fructas nacionaes, prende-se, para que possamos engrossar e manter tão valiosa fonte de riqueza particular e publica, a uma serie de providencias das quaes algumas entram presentemente na alçada deste ministerio e todas dependem da boa vontade do poder publico na União e nos Estados.

Avulta, porém, entre todas, a que diz respeito á cultura systematica das fructas que devem ser exportadas, sob o ponto de vista industrial e economico, o que vale dizer tornar-se mister, para o inicio e manutenção desse commercio, com vantagens para os fructicultores e proveito para os que as receberem nos mercados consumidores, crear a pomicultura no Brazil, desde a escolha das especies preferidas, selecção e cultura, até o acondicionamento, embalagem e transporte.

Não exageramos dizendo ser mister crear a pomicultura porque, se a nossa exportação de fructas já é annualmente superior a 9.000.000\$, toda esta importancia, pode dizer-se, é representada pelas castanhas (*beithoetia excelsa*) producto nativo no Amazonas e no Pará e pelas bananas, cujo cultivo e acondicionamento para o transporte estão ainda muito aquém do que é necessario fazer para

dar-se ao productor as maximas vantagens e ao fructo, nos mercados que se destina, o sabor e apparencia que se exigem de uma fructa de sobrezeza.

O Pará e o Amazonas poderão exportar, em maior escala, as castanhas e a Bahia as laranjas, o côco, o abacaxi, o abacate e as bananas. Pernambuco e Alagoas, o côco, o bacaxi, o abacate, as bananas, a manga e a pinha e os Estados do Sul—Santa Catharina, S. Paulo, Paraná, Rio de Janeiro e Rio Grande, as bananas, as laranjas, a tangerina, o abacaxi e outras fructas proprias da região. Depende, entretanto, todo essa commercio para desenvolver-se, do cultura systematica e economica, embalagem conveniente e barata, facilidade de transporte por via ferrea e maritima, modicidade de fretes e de impostos de exportação e condições vantajosas nos mercados de destino. Esta é a tarefa que deve caber ao Departamento da Agricultura, por intermedio de seus estabelecimentos agricolas, commissarios especiaes e por sua acção efficaz perante os outros ministerios da União e demais poderes dos Estados, onde se tenha em vista crear a pomicultura e desenvolver a exportação fructicula.

A questão dos transportes marítimos e terrestres e dos impostos de exportação nos portos de embarque assume, entre nós, importância capital, por isso que, em geral, são elevadissimas as tarifas de fretes de navegação e de estadas de ferro do paiz e conhecidas as queixas dos agricultores referentemente a transporte dos Estados.

Todos sabemos o seu numero de iniciativas, mesmo com relação a fructas e outras explorações agricolas, que já naufragaram, logo aos primeiros ensaios, ao peso dessa difficuldade.

Não é só o preço dos fretes o que nos deve preoccupar; requer igualmente a nossa attenção a embalagem para o transporte e o necessario acondicionamento em vagões especiaes que, dadas certas distancias, devem ser providos de accommodações frigorificas. Nem todas as fructas podem ser transportadas da mesma maneira, em cestos, baldes, canastras, caixas, barricas ou a granel, do que se origina a necessidade de estudar o systema a ser preferido. Na escolha mesmo da materia a empregar na embalagem, a godão, palha, papel, serragem, etc., que deve servir de calço e amparo às fructas, ou de madeira com que tenham de ser fabricadas as caixas ou barricas, é de toda a conveniencia estudar o lado economico, preferindo-se a madeira da localidade ou a que for mais barata, sem prejuizo do producto e da segurança do transporte.

O transporte marítimo para o estrangeiro deve ser estudado sob o ponto de vista das exigencias de certas fructas no que diz respeito a temperatura. Todas as fructas não toleram, por muito tempo, a mesma temperatura; as maçãs, por exemplo, submettidas a temperatura muito baixa, perdem a sua acidez e são prejudicadas no seu amadurecimento. Assim, a temperatura exigida para a conservação das fructas varia conforme a qualidade e natureza dellas e até mesmo com relação às suas variedades. É este outro ponto a ser estudado pelo Ministerio da Agricultura, a quem deve attribuir-se o maior interesse na solução do problema.

As Companhias Lloyd Hollandoz, Navigazione Generale Italiana, La Veloce, L'Italia, Lloyd Italiano, recebiam fructas, antes da guerra, para o Rio da Prata, em frigorifico e em caixas de 30 kilos, mais ou menos, por 10\$; fora do frigorifico ou soltas a 25\$ por metro cubico. Depois da guerra, o frete, para o Rio da Prata augmentou 5\$ para o transporte no frigorifico e 10\$ por metro cubico para fructa solta. A Sud Atlantique cobra, actualmente, por metro cubico e em caixa para Bordeaux e Marseille, 250 francos, para o Rio da Prata, 60\$ por metro cubico, tambem em caixa, recebendo igualmente fructa a granel. A Royal Mail e a Pacific Steam recebem fructa em caixa ou saccos. Antes da guerra, cobravam para Liverpool 45 sh. por tonelada metrica de fructa em caixa e no frigorifico. Actualmente este frete é de 155 sh. o sem frigorifico. As mesmas companhias cobram para o Rio da Prata tres libras por tonelada metrica de fructa em caixa e sem frigorifico.

Estas informações indicam o quanto nos é necessario fazer, com relação a transporte para o exterior, pois, com taes fretes não é possível iniciar e manter o commercio regular de exportação de fructas. O frete de 10\$ por 30 kilos de fructa em caixa, como é necessario acondicionar o abacaxi e outras fructas, o que vale dizer 333 réis por kilo, cobrado pelas companhias acima referidas pelo transporte para o Rio da Prata, é de tal ordem que matará toda e qualquer iniciativa.

Os fretes cobrados pela Royal Mail e pela Pacific Company, tanto para a Europa, como para o Rio da Prata antes da guerra eram mais modicos, e uma vez mantidos, podem permittir a exportação sem prejuizo dos pomicultores.

Os cobrados pelo Lloyd, entretanto, precisam de redução immediata, pois são bastante elevados. Cobra o Lloyd 192\$ por tonelada para Nova York, em frigorifico; 92\$ para Montevideo; e 128\$ para Buenos Ayres, além do manifesto do consulado, com que se despendem 60\$ para cada despacho. As bananas, tanto de Santos como do Paraná e Santa Catharina pagam de 300 a 400 réis, por cacho, para Buenos Ayres e Montevideo.

Os gravames de uma tributação exaggerada que os Estados façam, por ventura, pazar sobre a exportação de fructas, só podem e devem ser removidos pelo Governo Federal dentro dos recursos que a Constituição lhe faculta, pois os Estados são competentes para tributar a sahida dos generos de sua produção. Da isenção de impostos ou livre sahida das fructas ou mesmo leve tributação depende, em grande parte, o bom exito do commercio que se pretén crear, em uns casos e desenvolver em outros, com os paizes estrangeiros.

Uma tributação exaggerada pode matar toda e qualquer tentativa no tocante á exportação de fructas, annullando por completo, os intuitos deste ministerio.

Hoje, os impostos cobrados sobre fructas por alguns Estados, excluido o de Alagoas que cobra 10 % *ad-valorem*, com excepção das castanhas que pagam 12 % no Pará e 10 % no Amazonas, ou não existem ou são relativamente modicos.

S. Paulo cobra um real por kilo e protege a exportação, o Rio de Janeiro oito réis por kilo, exceptuadas as bananas e as laranjas que pagam somente tres réis. Pernambuco meio real por cento e 20 % additionaes sobre o valor official de 100 réis por kilo. Santa Catharina cobra sobre as bananas, além de 20 réis por cacho, 1 % *ad-valorem* e 2 % sobre as outras fructas, a Bahia 1 % e 10 % de additionaes, o Rio Grande do Sul 3 %, sendo livre a sahida das fructas na Parahyba e no Paraná.

Arezar da modicidade de imposto cobrado por Santa Catharina, a importancia alli arrecadada sobre a exportação das bananas, representa, em média, muitas dezenas de contos de réis. Isto prova o valor que pôde ter para os Estados o desenvolvimento de sua pomicultura, industrialmente explorada, não só sob o ponto de vista dos interesses publicos com da fortuna particular.

É incontestavel que, mesmo em Buenos Aires o, em Montevideo, aonde já temos conquistado vasto mercado para as bananas, muito é preciso ainda fazer, no sentido de attrahir o gosto dos consumidores para as nossas fructas, que, como a manza, o abacate, a pinha e as castanhas e o proprio abacaxi ou não encontram actualmente naquellas cidades grande acceitação, como acontece com as primeiras, ou tem relativamente pequeno consumo, como se dá com a ultima. Na Europa muito maior deve ser o esforço, dependendo desse trabalho de propaganda commercial todo o bom exito de comprehendimento que tanto interessa hoje ao Governo da Republica.

A iniciativa particular, de certo, não poderá, desajudada de elementos efficazes, que são entre nós decisivos, inspirar confiança aos commissarios ou importadores no estrangeiro, interessando-os por um commercio de que ainda não comprehendem os recursos e desconhecem as vantagens. Dahi a necessidade da intervenção directa de agentes deste ministerio nas capitais das Republicas americanas, ou o appello aos bons auspicios de nossos consules nellas residentes a favor da propaganda directa, efficaz e continua para a conquista definitiva dos respectivos mercados.

Na Europa, dada a existencia dos escriptorios de informações de Paris e Genebra, os seus respectivos directores poderão ser incumbidos do predispor, nos principaes centros consumidores os elementos necessarios á acceitação das nossas fructas e alargamento do seu consumo, pelos meios que a pratica demonstra ser mais efficazes á uma propaganda efficiente.

Assim delineadas, Sr. ministro, a largos traços, as facas multiples do problema a que votas tanto interesse, tenho a honra de lembrar-vos como providencias indispensaveis á conquistas do objectivo que se tem em vista:

1º, desenvolver a pomicultura nos Estados em que mais facil se torna a exportação para o estrangeiro, pela divulgação de suas incontestaveis vantagens, iniciando-se a sua exploração industrial e economica, sob os auspicios e fiscalização deste ministerio, desde a cultura e selecção das fructas, até a embalagem para o transporte;

2º, obter do Ministerio da Viação o barateamento dos fretes cobrados sobre as fructas, nas estradas de ferro da União e a aquisição de vagons especiaes, em alguns casos, frigorificos, para o seu transporte, dos centros productores aos mercados consumidores ou portos de embarque;

3º, promover, perante as companhias estrangeiras que navegam para a Europa ou América em geral, a modificação de suas tarifas de fretes de modo a se facilitar o transporte de fructas para qualquer daquelles destinos;

4º, solicitar ao Ministerio da Fazenda as providencias necessarias para que os vapores do Lloyd se aparelhem tambem de camaras frigorificas destinadas ao mesmo transporte e a preços que correspondam aos intuitos deste ministerio;

5º, pleitear perante o governo dos Estados a sahida livre das fructas para o exterior, pelo menos durante o inicio de um commercio regular, obtendo-se que des que já a tributam a modificação das taxas existentes;

6º, animar, no exterior, o commercio das fructas que já se exportam e das que podem ser exportadas, alargando-se os mercados existentes e abrindo-se novos, pela propaganda directa deste ministerio ou intervenção criteriosa dos nossos consules, e Escriptorios de Informações e outros meios habéis a consecução de tal fim.

Rio, 17 de outubro de 1915.—Affonso Costa.

EXPORTAÇÃO DE FRUCTAS POR ESTADOS — 1910 A 1914

Procedencias	Quantidade					Valor em mil réis				
	1910	1911	1912	1913	1914	1910	1911	1912	1913	1914
Abacate — Kilos.....	951	120	300	350	—	597	30	60	106	—
Recife.....	981	—	—	—	—	565	—	—	—	—
Bahia.....	—	20	—	—	—	—	10	—	—	—
Florianopolis.....	60	100	300	350	—	32	20	60	106	—
Abacaxi — Kilos.....	344.031	512.443	397.194	468.675	386.398	50.749	144.593	108.963	97.677	89.035
Belém.....	—	—	900	—	—	—	—	550	—	—
Cabedello.....	440	—	280	400	—	88	—	359	619	—
Recife.....	59.653	43.159	35.229	28.412	8.698	27.190	24.249	27.964	23.848	4.201
Bahia.....	400	4.040	—	—	—	40	500	—	—	—
Rio de Janeiro.....	70.353	149.233	178.415	202.298	111.490	16.537	36.825	34.783	35.274	21.906
Santos.....	212.485	314.187	181.970	237.765	266.180	46.738	82.605	45.207	37.963	61.916
Florianopolis.....	700	1.824	400	—	30	156	214	100	—	12
Bananas — Cachos.....	2.542.759	2.887.292	2.598.810	2.839.588	3.260.450	1.666.545	2.110.948	2.150.840	2.319.476	2.724.142
Bahia.....	—	—	—	—	45	—	—	—	—	32
Rio de Janeiro.....	38.560	32.900	41.550	23.600	1.200	33.238	25.835	31.939	18.100	1.214
Santos.....	757.983	987.910	1.219.298	1.490.955	1.952.313	637.752	872.308	1.219.300	1.409.955	1.952.313
Florianopolis.....	736.446	758.882	591.428	517.174	474.118	304.592	368.762	310.690	269.926	210.783
Paranaguá.....	840.100	912.500	625.134	771.960	755.948	577.153	694.642	496.499	513.396	612.568
Antonina.....	165.500	193.950	118.800	26.301	60.800	111.771	148.866	92.039	17.786	40.893
S. Francisco.....	4.450	450	—	598	—	1.848	209	—	313	—
Itajahy.....	380	700	600	—	16.026	161	326	313	—	6.339
Castanhas — Hect.....	210.734	138.465	343.304	82.264	382.340	4.237.532	3.994.733	6.557.981	2.463.869	7.729.407
Manãos.....	89.601	56.419	145.940	41.713	159.688	1.810.691	1.692.579	2.876.417	1.302.104	3.440.164
Itacoatiara.....	23.461	3.591	48.418	20.958	59.378	445.018	107.730	998.182	640.989	1.316.847
Pará.....	75.034	35.631	101.035	13.543	122.311	1.490.689	990.989	1.874.552	393.187	2.270.288
Obidos.....	23.602	42.508	47.999	6.050	35.346	521.134	1.192.779	808.780	137.589	595.299
S. Luiz - Maranhão.....	—	1	—	—	16	—	45	—	—	470
Alenquer.....	—	—	—	—	5.600	—	—	—	—	106.294
Pernambuco.....	—	—	2	—	—	—	—	50	—	—
Rio de Janeiro.....	—	15	—	—	1	—	620	—	—	45
Cocos — Cento.....	1.369	1.726	2.369	1.823	1.820	13.685	17.410	29.920	30.548	21.621
Maranhão.....	—	—	4	33	40	—	—	30	2.070	200
Cabedello.....	—	—	—	6	—	—	—	—	55	—
Recife.....	1.050	1.225	411	452	960	8.664	10.718	3.801	4.181	9.990
Bahia.....	20	75	562	46	—	216	770	5.258	430	—
Rio de Janeiro.....	295	399	1.392	1.085	820	4.739	5.588	20.831	20.092	14.431
Santos.....	4	20	—	201	—	68	200	—	3.720	—
Rio Grande.....	—	4	—	—	—	—	64	—	—	—
Porto Alegre.....	—	3	—	—	—	—	70	—	—	—
Coquilhos — Kilos.....	550.712	394.726	76.002	485.019	796.118	66.086	47.368	9.120	58.202	113.609
Maranhão.....	—	—	—	—	11.445	—	—	—	—	3.460
Iha do Cajuciro.....	—	—	—	—	219.663	—	—	—	—	42.274
Bahia.....	550.712	394.726	76.002	485.019	565.610	66.086	47.368	9.120	58.202	67.875
Laranjas — Cento.....	3.537	6.668	8.035	2.412	1.572	16.824	53.881	38.244	11.998	11.732
Recife.....	13	33	17	11	6	72	326	303	90	27
Bahia.....	61	315	4	16	100	895	5.129	57	231	1.448
Rio de Janeiro.....	545	3.559	6.484	1.710	594	2.828	21.481	21.641	7.751	2.879
Santos.....	1.187	869	697	120	460	8.159	8.700	5.812	500	2.210
Paranaguá.....	100	—	—	153	—	300	—	—	186	—
Florianopolis.....	—	—	214	—	—	—	—	248	—	—
Rio Grande.....	3	1	63	1	—	40	10	400	40	—
Porto Alegre.....	328	1.891	556	404	712	3.230	16.232	6.783	3.200	5.168
S. Borja.....	1.300	—	—	—	—	1.300	—	—	—	—
Tangerina — Kilos.....	45.686	43.650	57.340	92.325	13.220	15.726	10.465	10.055	15.963	936
Rio de Janeiro.....	45.686	42.930	57.490	92.325	13.220	15.726	10.433	10.040	15.963	936
Porto Alegre.....	—	720	150	—	—	—	32	15	—	—
Fructas não especificada — Kilos.....	5.896	57.254	22.032	32.016	9.229	4.443	19.024	11.144	12.941	5.005
Manãos.....	—	—	950	200	375	—	—	180	100	150
Maranhão.....	—	—	576	5.881	—	—	—	195	1.525	—
Cabedello.....	—	—	361	—	—	—	—	49	—	—
Pernambuco.....	677	2.038	2.720	150	474	416	484	255	110	605
Bahia.....	—	3.270	275	5.805	—	—	1.330	25	4.106	—
Rio de Janeiro.....	5.010	9.266	17.150	16.070	8.350	3.010	7.810	10.410	5.740	4.200
Santos.....	159	41.090	—	3.880	30	1.010	8.640	—	1.340	30
Paranaguá.....	—	—	—	30	—	—	—	—	20	—
Florianopolis.....	10	—	—	—	—	4	—	—	—	—
Rio Grande.....	—	90	—	—	—	—	30	—	—	—
Porto Alegre.....	40	1.500	—	—	—	3	700	—	—	—
Total.....	6.142.157	6.388.452	8.916.327	5.010.778	10.697.484					

EXPORTAÇÃO POR DESTINO

	Quantidade					Valor em mil réis				
	1910	1911	1912	1913	1914	1910	1911	1912	1913	1914
Abacates, kilos.....	951	120	300	350	—	597	30	60	—	—
Argentina.....	60	100	300	350	—	32	20	60	106	—
E. Unidos.....	—	20	—	—	—	—	10	—	—	—
G. Bretanha.....	891	—	—	—	—	565	—	—	—	—
Abacaxis, kilos.....	314.031	512.443	397.194	468.675	386.398	90.749	144.503	108.963	97.677	88.035
Allemanha.....	18.060	13.630	7.470	1.950	2.500	7.580	5.508	5.966	2.787	750
Argentina.....	283.731	455.500	326.860	426.156	357.738	66.142	114.246	74.424	73.261	80.033
Belgica.....	—	90	—	—	—	—	144	—	—	—
E. Unidos.....	50	160	—	—	—	14	72	—	—	—
França.....	11.661	3.859	8.270	1.903	170	6.462	1.438	8.196	545	169
G. Bretanha.....	16.387	24.268	11.995	12.679	2.980	6.776	15.658	13.058	16.219	2.665
Hollanda.....	—	1.200	80	—	—	—	253	13	—	—
Italia.....	835	330	300	559	—	230	104	38	119	—
Portugal.....	277	706	995	118	80	250	408	432	130	78
Uruguay.....	13.030	12.700	41.224	27.290	22.930	3.293	2.762	6.836	4.616	4.340
Bananas, cachos.....	2.512.759	2.887.292	2.596.810	2.839.588	3.260.450	1.666.515	2.110.948	2.150.840	2.319.476	2.724.142
Allemanha.....	—	8	—	3	50	—	—	40	2	50
Argentina.....	2.377.923	2.705.589	2.412.502	2.539.216	2.924.022	1.548.867	1.973.083	2.009.853	2.169.237	2.497.807
Austria Hungria.....	—	—	—	22.194	—	—	—	—	11.852	—
Chile.....	—	—	—	595	—	—	—	—	311	—
França.....	100	63	—	—	320	72	52	—	—	307
G. Bretanha.....	200	—	—	42	—	144	—	—	42	—
Hollanda.....	—	120	—	51	—	—	120	—	51	—
Paraguay.....	—	—	—	1.700	—	—	—	—	1.188	—
Uruguay.....	164.536	181.520	184.300	215.787	336.058	117.432	137.693	140.974	146.793	225.978
Castanhas, kecs.....	210.738	138.166	313.392	82.264	382.340	4.267.532	3.984.733	6.557.931	2.463.869	7.729.407
Allemanha.....	11.271	9.013	30.412	5.586	38.118	205.936	270.390	549.428	179.772	824.285
Argentina.....	—	15	—	—	—	—	620	—	—	—
Belgica.....	—	—	—	—	1	—	—	—	—	45
E. Unidos.....	145.954	105.423	220.797	35.982	239.368	3.019.582	3.023.177	4.164.745	1.110.526	4.685.312
França.....	32	71	1.916	205	1.734	683	2.130	31.540	6.530	41.346
G. Bretanha.....	58.481	23.641	90.269	40.490	103.117	1.041.328	688.344	1.809.228	1.167.017	2.178.341
Peru.....	—	—	—	1	2	—	—	—	24	38
Portugal.....	—	2	—	—	—	—	72	—	—	—
Cerecs, cento.....	1.369	1.726	2.369	1.823	1.820	13.685	17.410	29.920	30.548	24.621
Allemanha.....	—	41	—	24	—	—	444	—	907	—
Argentina.....	960	1.222	2.061	1.530	1.490	9.622	12.459	25.769	24.243	20.460
Belgica.....	4	1	—	—	—	58	15	—	—	—
E. Unidos.....	—	—	—	20	—	—	—	—	187	—
França.....	—	12	9	7	—	—	130	83	64	—
G. Bretanha.....	—	—	—	36	40	—	—	—	1.415	200
Italia.....	5	—	8	1	—	81	—	—	20	—
Portugal.....	—	—	—	—	—	—	66	—	—	—
Uruguay.....	400	450	291	205	290	3.924	4.332	4.002	3.712	3.961
Cogulhos, kilos.....	530.712	394.728	76.002	485.019	796.118	66.086	47.368	9.120	58.202	113.609
Allemanha.....	62.884	28.474	13.692	96.267	59.070	7.547	3.348	1.643	11.551	8.269
Belgica.....	—	9.333	—	10.362	11.900	—	280	—	4.243	1.428
E. Unidos.....	—	—	—	380	—	—	—	—	—	76
França.....	485.628	363.921	55.368	365.637	501.098	58.275	43.670	6.644	43.880	60.133
G. Bretanha.....	2.200	—	6.942	12.733	223.540	264	—	833	1.528	43.687
Portugal.....	—	—	—	—	130	—	—	—	—	16
Uruguay.....	406	2.894	3.919	903	526	1.017	19.300	18.351	3.708	3.034
Tangerinas, kilos.....	45.686	43.650	57.340	92.325	13.220	15.726	10.465	10.055	15.963	936
Argentina.....	19.245	19.250	28.640	62.650	4.750	6.561	4.980	4.941	10.300	375
Uruguay.....	26.441	24.400	28.700	29.675	8.470	9.165	5.485	5.114	5.663	561
Não especificados, kilos...	5.896	57.254	22.032	32.016	9.229	4.443	19.024	11.144	12.944	5.005
Allemanha.....	223	—	950	3.801	—	420	—	180	925	—
Argentina.....	688	47.915	16.060	11.320	5.380	737	13.660	9.615	4.340	3.250
Belgica.....	28	60	—	400	—	10	60	—	60	—
E. Unidos.....	3.080	60	—	—	—	1.080	100	—	—	—
França.....	19	618	333	—	429	9	480	65	—	545
G. Bretanha.....	408	3.825	1.097	7.835	429	357	1.134	384	4.856	210
Hollanda.....	560	—	—	—	—	400	—	—	—	—
Italia.....	270	256	90	80	—	920	360	100	40	—
Suíça.....	40	—	—	—	—	20	—	—	—	—
Uruguay.....	580	4.520	3.500	8.550	3.009	490	3.230	800	2.720	1.000

Directoria Geral de Agricultura

PRIMEIRA SECÇÃO

Per portaria de 16 do corrente, de accordo com a lei, foram concedidos sessenta dias de licença, para tratamento de saúde, a Braz Carneiro Nogueira Gama, inspector addido do Serviço de Povoamento.

— Per igual acto da mesma data, de accordo com a lei, foram concedidos seis meses de licença, para tratamento de saúde, a Ervidio do Souza Velho, inspector agricola do 13º districto, no Estado de Goyaz.

— Ainda por igual acto de 15 do corrente foi designado Manoel Pires de Carvalho pharmacêutico da Escola Agrícola da Bahia, para auxiliar durante dois annos, sem qualquer outra gratificação além da do respectivo cargo, os trabalhos de pharmacia do nucleo colonial Apucarana.

— Per portaria de 19 do corrente foi designado o ajudante de Inspector Agrícola, addido, Custodio do Oliveira Cavalcanti para servir, até ulterior deliberação, como chefe de culturas do Herbo Botânico do Museu Nacional.

— Per igual acto da mesma data foi designado o auxiliar de inspector agricola, addido, Jayme Martins de Souza, para servir, até ulterior deliberação, no cargo de chefe de culturas do nucleo colonial Visconde de Matá.

Expediente de 19 de outubro de 1915

Sr. director do Museu Nacional:

Em additamento ao meu officio n. 1.953, de 30 de setembro ultimo, communico-vos que o encartador, addido, da typographia da Directoria Geral de Estatística, Gasão de Miranda, foi designado, por portaria de 11 do corrente, para servir, até ulterior deliberação, na repartição a vosso cargo (officio numero 2.067).

— Sr. director do Jardim Botânico:

Remetto-vos, do ordem do Sr. ministro e para que informeis a respeito, o officio, por copia, n. 1.074, do Il. rto. Florestal, relativo à designação do Octavio Galvão, ajudante de secção, a título, dessa repartição, para servir naquello herbo (officio n. 2.038).

— Sr. director do Serviço de Informaçõs:

Incluso vos remetto, para os devidos fins, o mappa do re-umo das observações meteorológicas organizado pela Directoria de Meteorologia e Astronomia, e referente ao mez de setembro ultimo (officio n. 2.063).

— Sr. director do Serviço de Povoamento:

Em solução do vosso officio n. 1.526, de 8 do corrente, relativo à concessão de passagem e ajuda de custo ao Sr. Samuel Henrique da Silveira Lobo, designado para servir como administrador do nucleo colonial Barão do Rio Branco, no Estado da Santa Catharina, communico-vos que o Sr. ministro vos autorizou a conceder as passagens e transportes, bem assim a ajuda de custo, tendo providenciado esta directoria geral junto á de Contabilidade no sentido dessa ultima parte do despacho (officio n. 1.070).

Em solução ao vosso officio n. 1.471, de 1 do corrente solicitando esclarecimentos sobre se deveis ou não abonar os vencimentos do ex-funcionario des-a repartição Julio Candido de Deus durante 15 dias, que tanto foi o prazo concedido pelo Sr. ministro, em prorrogação, para a sua posse no cargo de economo do aptentizado agricola de S. Luiz do Maranhão, declaro-vos, para os devidos efeitos, que os referidos vencimentos devem ser abonados até o dia 3 do corrente, data em que assumiu o exercicio do cargo naquello aptentizado, segundo informa o respectivo director (officio n. 2.071).

Em referencia ao vosso officio n. 1.543, de 11 do corrente, declaro-vos que o Sr. ministro resolveu autorizar o Dr. Arthur Odilon Camargo de Souza, medico do nucleo colonial Itatiaia a residir na cidade de Rezenle, até se effectuarem os reparos de que carece a casa situada no lote n. 60, do referido nucleo, destinada á habitação do alludido funcionario (officio n. 2.076).

— Sr. director da Estação Experimental de Cana de Açúcar de Escada:

Confirmo o meu telegramma de 15 do corrente, concebido nos seguintes termos:

«Sr. director Estação Cana Assucar de Escada — Pernambuco — Communico-vos, de v. dos efeitos, ter Sr. ministro designado funcionario Joaquim Siqueira Arruda Falcão para servir no cargo secretario Escola Agrícola Bahia, com prazo 30 dias assumir novo cargo. Agentes Estação Escada e Lloyd, em Recife, autorizados fornecer passagens. Saudações».

Para maiores esclarecimentos, communico-vos a data que a portaria que designou o funcionario acima para servir no mencionado cargo de secretario da Escola da Bahia, tem a data de 14 do corrente (officio n. 2.077).

— Sr. director da Escola Agrícola da Bahia:

Rectifico o meu telegramma de 15 do corrente, cujo teor é o seguinte:

«Sr. director Escola Agrícola Bahia — São Bento das Lagoas — Communico-vos, devidos o'feitos, funcionario addido Estação Cana Assucar Escada, Joaquim Siqueira Arruda Falcão, foi designado para servir cargo secretario dessa escola, com prazo 30 dias assumir novas funções».

Para maiores esclarecimentos, scientifico-vos que o funcionario acima é ajudante addido da referida Estação da Escada e foi designado para exercer, até ulterior deliberação, as funções de secretario bibliothecario da repartição a vosso cargo, e bem assim que a portaria da sua designação tem a data de 14 do corrente mez (officio n. 2.078).

— Sr. director do Serviço de Protecção aos Indios e Localizaçõs de Trabalhadores Nacionais:

Tornando-se necessaria a esta directoria geral a existencia de uma copia dos telegrammas remetidos por essa repartição ao ex-surgundo official Eduardo Lopes, quando o mesmo se achava no Estado da Bahia, solicito-vos providencias no sentido de, com a possivel urgencia, ser a referida copia remetida a esta directoria geral (officio 2.079).

— Sr. governador do Estado do Rio Grande do Norte:

Em referencia ao officio n. 2.249, de 21 de agosto proximo passado, em que V. Ex. remetteu uma representação dos agricultores do valle do Ceará-Mirim, solicitando a instalação de uma agencia do Banco do Brazil nessa capital, tenho a honra de declarar que o Sr. ministro da Faze da transmittiu, por copia, a referida representação ao presidente do Banco do Brazil.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Ex. os protestos da minha elevada estima e distincta consideração (officio n. 236).

Requerimentos despachados

Antonio João Loureiro Filho ex economo, addido da Escola de Agricultura, annexa ao Posto Zootecnico Federal de Pinheiro, solicitando, por motivos que expõe, que seja tornada sem effeito a sua nomeação para o cargo de economo do Aptentizado Agrícola de Satuba. Não ha que deferir, visto a nomeação ter sido feita nos termos das arts. 94 e 100 da lei organica vigente.

Agostinho Tavares Vianna, auxiliar de primeira classe da Inspectoria Veterinaria do 1º districto, solicitando quatro mezes de licença,

em prorrogação, para tratamento de saúde. — Concedo dous mezes na forma da lei.

José P. Raphael Alvares Machado, solicitando revogação do acto que o exonerou do cargo de ajudante interino da Ins. e toria do Serviço de Povoamento, no Estado de S. Paulo, e consequentemente, a sua addição, do accordo com a lei organica vigente. O petitorio deixou a interinidade, ter o effectivo assumido o exercicio de cargo, não devendo ficar addido por não se tratar de logar extinto.

Candido de Freitas Chaves, escrevente da Inspectoria do Serviço de Protecção aos Indios e Localizaçõs de Trabalhadores Nacionais, no Estado do Espírito Santo, solicitando relevação da pena de suspensão por tres mezes que lhe foi imposta. — indeferido.

José Alves de Souza Caminha, engenheiro, addido, do Serviço de Povoamento, solicitando autorização para divulgar dous modelos destinados ao calculo do volume e forças das quedas de agua. — Como todo.

Directoria Geral de Industria e Commercio

PRIMEIRA SECÇÃO

Foram depositados nos a. secção relatorios e mais peças concernentes ás seguintes invenções:

Dia 16 de outubro de 1915

«Um producto chimico, liquido, denominado «Agua Hygienica» destinado a lavagens de roupa, vidro, crystaes, louça do cozinha, assoalhos e semelhantes de Ortiz & Comp.

Um armario refrigerador para conservar carnes, de Helena Ruther.

Dia 18

«Um loque mecanico aperfeiçoado», de Max Jacobs;

«Um novo processo de fabricar agglomerados por meio de rellugo liquido do sulfito», de Dandridge Hunt Ribb;

«Um processo de produzir agglomerados por meio do alcatrão pyroenoso», de Dandridge Hunt Ribb.

TRIBUNAL DE CONTAS

Ordens de pagamento

Orlens de pagamento sobre as quaes profere despacho de registro, em 18 do corrente, o Sr. Dr. presidente deste tribunal.

Ministerio da Viação e Obras Publicas — Avisos:

N. 2.564, de 8 do corrente, pagamento de 2:790\$ à Empresa Industrial Serra e Mar, de fornecimento, em julho ultimo, á Estrada do Ferro Central do Brazil;

Ns. 1.293 e 2.573, de 22 de maio e 8 do corrente, idem de 230\$500 e 340\$500 a diversos, provenientes de aluguel de predios necessarios aos serviços do trafego da Estrada do Ferro do Rio d'Ouro, relativos a março e agosto ultimos;

N. 2.213, de 26 de agosto, idem de 2:432\$780 a diversos, de fornecimentos á Estrada do Ferro do Rio d'Ouro, em junho e julho ultimos;

N. 2.562, de 8 do corrente, idem de 1:962\$519 à Societê Ancunyme do Gaz do Rio de Janeiro, de fornecimento de luz electrica á Estrada do Ferro Central do Brazil, em março ultimo;

Ns. 2.559, 2.563, 2.574, 2.575, 2.576, 2.577, 2.578 e 2.579, de 7 e 8, idem de 33\$512, 178\$200, 95\$225, 231\$780, 14:740\$726, 4 392\$832, 1.073\$150 e 65\$475 a diversos, de fornecimentos, no corrente anno, á Repartição de Aguas e Obras Publicas;

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores

Avisos:

N. 3.636, de 8, idem de 618 a Donato Cypriano Ribeiro, de torn cimentos, em agosto ultimo, ao Lazareto da Ilha Grande;

N. 3.638, de 8, idem de 895700, ao Instituto Nacional do Surdos e Mudos, de trabalhos executados por conta do mesmo Ministerio.

Ministerio dos Negocios da Fazenda

Offícios:

Ns. 1.628 e 1.629, do 30 de setembro, da Imprensa Nacional, idem de 1008 e 5008, folhas, relativas a setembro, de auxilio para aluguel de casa do porteiro e do director da mesma repartição;

N. 1.786, de 13 do corrente, da alfândega desta Capital, idem de 4:4578300 a Julio Miguel de Freitas & Comp., de fornecimentos, em setembro, a mesma alfândega.

Requerimentos do:

Arthur Quadros de Sá e Francisco Rollemberg Netto, idem de 6088 e 33:8256, provenientes, respectivamente, de descontos a mais feitos para alug. el de casa o do vencimentos.

Exercícios findos.

Requerimentos do:

Ar lhu da Cunha Barres, Gregorio Galbarrin, Americo Braileiro Fleury, Chris Iniano Buarque de Macedo, Francisco Mariano Gonçalves Lana, Jornal do Commercio de Joinville, José Agueira, Antenor Guimarães Donstana Habelo e Mello Manoel José Gabriel, Vitiato Gomes Pacheco, Constantino Ramo Nogueira L. P. Barcellos & Comp., Moyses Mendes, O Popular do Araraquara, Paula Andrade, R. Ferreira Leite, Alfredo Linhares Dias, Emylio José da Silva, José Thomaz Machado Portel e Severiano Antonio de Castilho, e azaamoros respectivamente de 2168, 318, 1692, 0, 4508, 3008, 418600, 1508, 808, 3008, 608, 218960, 218, 1278900, 3008, 148100, 308100, 7888800, 378992, 808, 608866 e 608866, de dividas dessa natureza:

Ministerio dos Negocios da Guerra.

Avisos ns. 31 e 38, de 7 e 4, idem de 6188140 e 39:8130, a nêde to Viação Paraná Santa Catharina, de serviços prestados ao mesmo Ministerio, no corrente anno;

DIÁRIO DOS TRIBUNAES

Supremo Tribunal Federal

JURISPRUDENCIA

HABEAS-CORPUS

Approvada pelo Congresso a intervenção realizada pelo Presidente da Republica; e dissolvida uma assembleia legislativa do Estado em consequencia da intervenção, facto de que teve conhecimento o Congresso ao approvar a intervenção, ao Poder Judiciario só cumpre acatar o acto.

N. 3.638 — Vistos, relatados e discutidos, estes autos de *habeas-corpus*, em que são pacientes monsenhor Francisco Ferreira Anthero e outros, deputados á Assembleia Legislativa do Ceará, ultimamente dissolvida;

Considerando que, quando se dá num Estado a dualidade de assembleias legislativas, ao Congresso compete resolver a questão, sendo facultado ao Presidente da Republica intervir, unicamente quando ha perturbação da ordem o que exige promptas providencias. Esta é a doutrina verdadeira, a unica admissivel em face do art. 6º da Constituição, que véda a intervenção nos negocios peculiares aos Esta-

dos, exceptuados os quatro casos ali indicados. No primeiro, no terceiro e no quarto é evidente que o poder executivo deve acudir immediatamente com o remedio necessario; não sendo necessario, nem se comprehendendo, que se aguarde a acção do poder legislativo, para repellar o inimigo estrangeiro, ou a invasão de outro Estado, para restabelecer a ordem publica, ou para assegurar a execução das leis e sentenças federaes. Tão absurdo e inconveniente fóra demorar a repulsa do inimigo estrangeiro, solicitando uma lei para esse fim, como absurdo e inconveniente é confiar ao Presidente da Republica a intervenção quando se trata de manter a forma republicana federativa. Tal é a doutrina ensinada pelos melhores constitucionalistas americanos e argentinos (Block, *Hand-book of American Constit. Law*, n. 118, pag. 263; L. VARELA, *Estudios sobre la Constitución Nacional Argentina*, pags. 248 e seguintes; AGUSTIN DE VEDIA, *Constitución Argentina*, pags. 54 e 55; *Documentos Parlamentares, Intervenção nos Estados*, vol. 4º, estudo do Dr. ESTEVAM LOBO);

Considerando que neste caso do Estado do Ceará o Supremo Tribunal Federal antes concedera um *habeas-corpus* a um dos deputados da Assembleia Legislativa a que pertenceram os pacientes. Mas, assim decidiu o Tribunal, quando ainda não se manifestara o Congresso Nacional acerca do acto praticado pelo Presidente da Republica. Quaesquer que sejam as censuras que mereça o procedimento do governo da União, o que é certo é que, *approvada a intervenção pelo poder competente*, ao poder judiciario só cumpre acatar a resolução desse poder;

Considerando que, caso não se julgasse constitucional o acto do Congresso, por não se ter este utilizado das formas que aos pacientes parecem insubstitutíveis, a consequencia logica seria confessarmos que actualmente existem duas assembleas, a que existia antes da intervenção e a que se elogen por effeito da intervenção, hypothese que só ao Congresso compete resolver, por ser um caso de dualidade de assembleas legislativas;

O Supremo Tribunal Federal não conhece do pedido, por lhe fallecer competencia.

Supremo Tribunal Federal, 12 de dezembro de 1914. — II. do Espirito Santo, P. — Pedro Lessa, relator. — Amaro Cavalcanti. — Oliveira Ribeiro. — J. L. Coelho e Campos. — Sebastião de Lacerda, vencido. A corporação que hoje funciona no Ceará, sob a denominação de Assembleia Legislativa, surgiu depois de violentamente dissolvida a do que fazem parte os pacientes, cuja legitimidade demonstrei ao justificar o meu voto no *habeas-corpus* numero 3.513, impetrado em favor do coronel Franco Rabello. Não existe lei do Congresso Federal approvando a dissolução do corpo legislativo do Estado, porquanto o Senado e a Camara se limitaram, em resoluções separadas, a mandar archivar a mensagem do Presidente da Republica, na qual, aliás, nenhuma referencia se faz ao citado acto. Este se realizou em virtude de um decreto do interventor, executando instrucções do Ministro do Interior, com exorbitancia manifesta do proprio decreto do governo da União, expedido em 14 de março do corrente anno, decreto que teve como objectivo a deposição do presidente Rabello. Releva tambem observar que o parecer da Comissão de Constituição e Justiça da Camara acerca do archívamento da mensagem do Presidente da Republica, e approvado na sessão do 15 de julho, reconheceu que, subsistindo inalteravel e com o mais completo aspecto de legitimidade o Poder Legislativo do Ceará, este permanecia na mesma situação de constitucionalidade, não podendo ser atingido pela intervenção. Nem se diga que o acto relativo á Assembleia deva ser mantido como acto consumado, porque o Ministro do

Interior tambem ordenou, por um aviso, ao interventor, que substituisse as municipalidades, o que não obistou a concessão do *habeas-corpus* a vencedores. por varias decisões do juiz federal, todas confirmadas em grão do recurso pelo Supremo Tribunal. Nas razões do voto por mim proferido no citado *habeas-corpus* n. 3.513, disse que, em um paiz de leis e não de factos consumados, só é legitimo o acto do poder politico quando praticado em nome e na forma da lei; que não é licito ao Presidente da Republica substituir por outros os cidadãos regularmente eleitos ou nomeados para os cargos locais, caso em que o seu acto é nullo o póde ser sujeito ao conhecimento do Poder Judiciario, pela necessidade de assegurar ou restabelecer os direitos desrespeitados. Mesmo na hypothese do Congresso Nacional collaborar com o governo no violação dos direitos, de que foram legitimamente investidos os representantes de qualquer dos poderes estaduais, não se póde negar aquella competencia da Justiça Federal. A coacção de que são victimas os pacientes, é evidentemente illegal. Elles não deviam ser privados do exercicio do mandato que lhes foi conferido. Cabendo, portanto, na especie, o remedio invocado, concedi a ordem de *habeas-corpus*. — M. Murtinho. — Leoni Ramos, vencido. — Canuto Saraiva. — G. Natal, vencido: concedia a ordem impetrada, não obstante o acto do Congresso approvando a intervenção do Executivo, nos termos em que ella foi feita, porque, faltando ao executivo competencia constitucional para intervir no Estado do Ceará, depondo o governo do Estado e dissolvendo o seu poder legislativo, a approvação do tal exorbitancia pelo Congresso Nacional, não tem a virtude de purgar o acto do Executivo do vicio de inconstitucionalidade, que o inquinou de nullidade. Para tanto, teria sido necessario que o Congresso podesse crear casos de intervenção além dos previstos no art. 6º da Constituição, e estabelecer para elles a competencia do Executivo. No Estado do Ceará, como em outros processos, creio ter deixado bem demonstrado, não haver dualidade de legislativos; e que tivesse havido, ao Executivo não é que competiria resolvê-lo, de accordo com a interpretação do n. 2 do art. 6º, consagrada em uniformes decisões do Congresso e do Executivo. — Godofredo Cunha. — Pedro Mibielli. — André Cavalcanti. — Eneas Galvão com a seguinte declaração de voto verbal que proferi e prevaleceu no julgamento, e conta dos debates judiciais no *Jornal do Commercio*, na edição do dia immediato:

«O presente pedido do *habeas-corpus* em favor dos cidadãos que constituem a Assembleia Legislativa do Ceará ao dar-se a intervenção nesse Estado o para que tornem aquelle exercicio assenta em fundamentos que resumirei nas seguintes proposições: a) o decreto de intervenção não attingiu o legislativo estadual; em virtude, sómente, de instrucções do Ministro da Justiça procedeu-se á eleição de nova Assembleia; b) si o decreto presidencial tivesse tal extensão, não o teria approvado nesse ponto o Congresso, porque da parte expositiva do parecer da Camara dos Deputados consta este trecho: «ainda que subsista inalteravel, e com o mais completo aspecto de legitimidade, o poder legislativo do Estado, que até agora continua na mesma situação de constitucionalidade, não podendo ser atingido pelo acto de intervenção», e o Senado não se pronunciou a respeito; c) si o Congresso houvesse approvado a intervenção como se a praticou, semelhante voto não teria a virtude de legalizar o acto do Presidente da Republica, desde que a este o legislativo federal não póde attribuir autoridade maior que a que lhe confere a Constituição; d) si o Congresso tivesse o poder de approvar a intervenção realizada, só o poderia fazer por uma

lei, porque só por esse modo funciona o Congresso, como resulta dos arts. 34, 36 e 39 da Constituição. Não procede qualquer desses argumentos. No decreto de intervenção se declara que o interventor se regerá pelas instruções expedidas, em nome do Presidente, pelo Ministro da Justiça; taes instruções são, pois, complementares daquelle decreto, e se nellas se mandou reorganizar o legislativo local, procedendo-se, para isso, á eleição em prazo breve, claro é que a intervenção attingiu á Assembléa estadual, então em funções. Os proprios pacientes confessam este facto, referindo-se aos considerandos do decreto presidencial, ao objecto das alludidas instruções e impugnando a intervenção sob essa face, como uma exorbitancia do Executivo. Não é real, outrossim, que o Senado approvou o parecer de sua Comissão de Constituição e Diplomacia, e a Camara da Comissão de Constituição e Justiça não se houve sem manifestar a favor da intervenção tal como foi praticada. Com o decreto de intervenção foram remetidas, em mensagem presidencial, ás duas Casas do Congresso as instruções a que aquelle decreto se reporta e na conclusão do parecer da Camara são considerados *legaes e opportunos os actos emanados da intervenção*, e do mesmo modo no do Senado se conclue *prae como boa, opportuna e conveniente a acção interventora do Sr. Presidente da Republica naquelle Estado*. Se o Senado e a Camara tiveram conhecimento, pelo decreto presidencial e instruções que o completaram, que a intervenção attingia o Legislativo do Ceará e julgaram *legaes os actos emanados da intervenção, boa, opportuna e conveniente a acção interventora*, e visto que não exceptuaram o que lizia respeito á reorganização daquelle Legislativo, pouco importa que na parte expressiva do parecer da Camara se houvesse dito que subsistia inalteravel, legitimo, o Poder Legislativo estadual não poder lo ser attingido pela intervenção, se do facto foi elle attingido e na conclusão do parecer se opina pela legalidade da intervenção até aquelle ponto. Devo prevalecer contra a conclusão que foi approvada, a parte expositiva que não foi sujeita á votação e que não o pôde ser por ser isto contrario ao Regimento da Camara? Evidentemente, não. O voto em separado do Deputado Marry e o voto vencido do Deputado Arnolpho de Azevedo demonstram, ainda, que não somente a *dualidade de governo*, mas também a *dualidade de assembléas* constituiriam fundamento principal do decreto presidencial e que sob esse duplo aspecto foi elle approvado. Esses dois factos, portanto, a extensão do decreto de intervenção até comprehendendo o legislativo do Ceará e a approvação pelo Congresso desse decreto em taes condições, são incontestaveis até pelo que dizem os pacientes, contestando a constitucionalidade do decreto presidencial e a approvação que lhe deu o Congresso. Resta considerar a inculcada falta de efficacia do voto do Congresso por não ter autoridade para validar acto do Presidente da Republica que não se contém nas attribuições constitucionaes deste, e não podem revelar-se sinão pelos tramites e normas proprios de uma lei. Das expressões *Governo Federal*, do art. 6º da Constituição e allegando-se que não figura a intervenção nos Estados entre as attribuições conferidas a cada um dos poderes politicos da União, o legislativo, o executivo e o judiciario, se tem inferido que aquella faculdade ficou reservada aos tres orgãos da soberania nacional conjuntamente ou com a collaboração de todos ellos; o Congresso, autorizando a intervenção, o executivo, realizando-a e o judiciario apreciando os factos relativos a ella por via de pleitos judiciaes. É a opinião mais commum, geralmente invocada e ainda nestes autos, em que se appella para a do Senador Quintino Bocayuya, do ministro Coelho e Cam-

pos, do ministro Viveiros do Castro, e a que se junta a do Dr. João Barbalho.

Não divergem, mesmo, os tratadistas nesse proposito, de tão amplo conceito das expressões — *Governo Federal* — quando se trata de inquirir a qual poder deve caber a faculdade de intervir. Mas, nem por ser essa a opinião corrente deixará ella de soffrer das vicissitudes da parte do interprete em face da realidade dos consagrações pela necessidade da pratica do regimen e ten-lo-se visto outros textos constitucionaes e as attribuições com que se define o exercicio dos poderes genuinamente politicos. Em primeiro lugar, as expressões — *Governo Federal* — por si só não significam o conjunto dos tres poderes, como resulta do texto do art. 28, § 2º, e arts. 3º, 4º e 8º das disposições transitórias da Constituição ou que com taes expressões os constituintes referem-se somente ao Poder Executivo da União. Outras vezes ditas expressões — *Governo Federal* — designam o Legislativo e o Executivo, e não o Judiciario, também como attesta o art. 8º das disposições preliminares e segunda menção dos arts. 24 e 66, n. 2. A mór parte das vezes, ainda, o vocabulo — *Governo* — é empregado como synonimo do executivo federal ou dos Estados, como se vê no art. 34, n. 41 e 59, n. 3, § 1º, letra b. As expressões mesmo — *Governo da União* — do art. 6º, letras b, e f, comprehendem, apenas, o Poder Executivo nacional. O emprego, pois, de taes expressões — *Governo Federal* — do art. 6º, não quer dizer que ellas abrangam os tres poderes. Não se pôde, outrossim, argumentar com a circumstancia apontada por João Barbalho de figurar o art. 6º entre as disposições preliminares, e também pelo ministro Coelho e Campos, dizendo que muito de industria apparece ali esse dispositivo, pois que entre as disposições preliminares também foi encartado o art. 8º, neste as mesmas expressões — *governo federal* — significam apenas o legislativo e o executivo da União. Ha a observar mais que a intervenção com fundamento no art. 6º, ns. 1 e 3, apparece, ora como attribuição do legislativo e do executivo, conjuntamente, aquelle autorizando e este executando, ora do executivo somente, taes são os casos de declaração de invasão estrangeira em um Estado e a declaração do sitio, attribuidas aos dois poderes nos arts. 34, ns. 41 e 21 e 43, n. 7, § 15. A intervenção *ex-ri*, do art. 6º, n. 1, primeira parte, é expressa até no art. 48, n. 8, como attribuição exclusiva do Presidente da Republica, e si, incontestavelmente, a declaração do sitio é um dos meios de assegurar a ordem e a tranquillidade e intervir nos Estados não ha como contestar a intervenção por actº proprio do Chefe da União. Finalmente, nenhum texto constitucional autoriza suppor a co-participação do judiciario no que entende com a intervenção propriamente dita: a acção dos poderes só se manifesta *post-factum* e muito remota, possível apenas para apurar factos resultantes, consequentes da intervenção o que lhe venham ao conhecimento por meio de pleitos judiciaes; não contribue esse poder para a intervenção senão no caso final do n. 4 do art. 6º, requisitando ao executivo o emprego de força federal para execução das suas sentenças no caso de opposição nos Estados. A propria indeole do poder judiciario repelle sua *co-participação* em assumpto dessa natureza, a menos que não se considere intervenção projectar elle a sua jurisdição sobre os Estados, julgando determinados recursos das justicias locais. A intervenção, portanto, incumbida aos dois poderes politicos, conjuntamente, ou ao executivo, isoladamente, em circumstancias especiaes, e estão evidentemente neste ultimo caso as hypothese dos ns. 1 e 3. Sustentam os autores que

no caso do § 2º ao poder politico por excellencia, ao legislativo, cabe a faculdade de intervir, incumbindo ao executivo executar a deliberação do Congresso. Não se pôde, porém, contestar ao Presidente da Republica o *daver* de acudir a sua autoridade perante o Congresso. Toda a questão está em saber até onde o chefe do Governo pôde levar sua acção, agindo em certas emergencias. Deverá limitar-se a manter a ordem material, aguardando o pronunciamento das camaras, ou agir desde logo para restabelecer também a ordem politica? Si dous eidos taes disputam no Estado a função executiva o ambos a estão exercendo, com prejuizo da ordem constitucional e material, ao mesmo tempo, com que criterio a um delles preferirá o governo federal, fazendo, logicamente, cessar o exercicio do outro? Si a dualidade é do assembléas e com as mesmas consequencias, a qual dellas deverá manter, dissolvendo, consequentemente, a outra? Não estando funcionando o Congresso e não sendo possível a sua immediata reunião, cumprido, por isso, ao executivo federal providenciar de prompto, parece que se impõe em taes casos a necessidade de um delegado do mesmo executivo que ou se estabelecerá como governo provisório até que o Congresso se manifeste ou convocará logo o eleitorado estadual para o regular funcionamento do aparelho governamental do Estado. Preferiu o governo federal este ultimo alvitre, executou-o e sujeitou seu acto ao Congresso que o approvou. O que se pôde inferir dahi é que o Congresso não autorizara outra solução e como ao Presidente da Republica cabia intervir nessa conformidade executando o acto legislativo, não havia o que desfazer, o que reprovava. Mas, si da outro modo não decidiria o Congresso, si ao proprio Presidente da Republica competia executar a resolução daquelle, dever-se-ha entender convenientemente repetir os mesmos actos, voltar á situação anterior á intervenção, repetir os dous presidentes e as duas assembléas do Estado para em seguida fazer cessar o exercicio desses dous poderes, instalar-se, depois, um interventor e proceder-se á eleição para a escolha do executivo e do legislativo estaduais? Ninguém o sustentará! Da irregularidade da lei da constituição do chefe da Nação não pôde, mesmo, conhecer o Tribunal no caso presente, porque o Congresso é não somente o juiz, o julgador do acto politico da intervenção, mas, também, a responsabilidade do Presidente da Republica pelo excesso de poder que houvesse praticado, do mesmo modo que ao Tribunal não compete pronunciarse sobre a conveniencia, a oportunidade, a constitucionalidade do sitio decretado pelo presidente. Quando discute esse caso do Ceará pela primeira vez, sustentamos mesmos principios e que então prevaleceram, opinando no sentido de repellir o Tribunal a queixa destes mesmos pacientes fundada na inconstitucionalidade da intervenção. Não procede, finalmente, o argumento de que só por uma lei, isto é, pelos tramites dos artigos 36 a 39 da Constituição podia o Congresso manifestar-se, pois é claro que taes dispositivos referem-se á applicação de leis e resoluções para reger casos futuros. O mesmo se pôde dizer do art. 34, n. 33; «decretar as leis e resoluções necessarias ao exercicio dos poderes que pertencem á União»; argumento esse constante do voto do deputado Pires de Carvalho, mas que apozar do seu modo de pensar, votou pela conclusão do parecer da Camara dos Deputados. Devo aqui advertir que no seu voto acerca da intervenção no Ceará, não afirmou que só por uma lei poderia o Congresso approvare o acto presidencial. E que no caso, sem duvida, attribuiu-lhe aquellas palavras, dando-lhe a autoria das que outros, talvez houvessem sustentado. Dirá, por ultimo, que não se comprehende que a Camara, sciente da eleição do novo go-

sombláa no Ceará e approvando o acto que mandou assim proceder, entendesse subsistente a assembléa composta dos pacientes, de tal sorte, a Camara teria creado uma situação incompativel com a ordem constitucional no Estado, quando seu objectivo era, exactamente, dar remedio a isso, fazer cessar a dualidade de governo e de assembléa. Seja como for, porém, ao proprio Congresso, não ao Tribunal, competiria dar solução a esse respeito, e o que se pretende é, pois, attribuir ao Tribunal função que elle não tem. Bem diversa era a posição dos pacientes e a do ex-presidente do Ceará, antes de dar-se a intervenção nesse Estado o, principalmente, agir depois do voto do Congresso. Naquelle momento, verificando a legitimidade incontestavel dos dous poderes, estaduais podia o Tribunal amparar-os com o *habeas-corpus*, só não o fez por ter sobrevivido o decreto de intervenção. Julgo, por esse motivo, prejudicado o pedido do *habeas-corpus*, não tornando conhecimento da intervenção, por não lhe cumprir julgar acto dessa natureza. Indefiro, assim, o presente pedido: houve a intervenção, e esta foi approvada pelo Congresso. Penso, com o respeito devido ás opiniões em contrario, que em golpear a Constituição, sem praticar um acto revolucionario, o Tribunal não poderá alterar a situação do Ceará, seria invadir outro poder, julgar de actos que o Tribunal bem sabe que escapam á sua competência. Nem de outro modo decidiu o Tribunal este assumpto nas repetidas vezes que chegou ao seu conhecimento. E' preciso que se tenha sempre em vista a lição e conselho de Montesquieu: julgar-se hoje como se julgou e como se julgará amanhã; as nossas decisões, principalmente neste regimen, em que nos cabe imensa responsabilidade, devem ser tão firmes como a Constituição e as leis, porque desso muito depende o prestigio do Poder Judiciario.

HABEAS-CORPUS

Estados não é permitido restringir a fiança concedida pelo artigo 403 do Código Penal.

N. 3.749.—Vistos e relatados estes autos de recurso do *habeas-corpus*, em que são pacientes Alípio Garcia de Vasconcellos e outros, verifica-se que a especie é a seguinte: os pacientes foram denunciados em D. Pedrito, Estado do Rio Grande do Sul, como autores do delicto do art. 121, § 1º, do Código Penal (resistência á execução de ordens legais emanadas de autoridade competente).

No Estado do Rio Grande do Sul por força de uma disposição do Código do Processo Criminal não é admissivel a fiança no dito crime. Por esse motivo aos pacientes não foi permitido prestar a fiança que requereram, pelo que impetram á justiça local uma ordem de *habeas-corpus*, que lhes foi negada.

Da decisão da justiça interpuzeram o presente recurso. Isto posto;

Considerando que toda a questão suscitada nestes autos se reduz a saber, se, tendo o art. 406 do Código Penal estatuido que «a fiança não será concedida nos crimes cujo maximo de pena for prisão celular, ou reclusão, por quatro annos», o que importa em prescrever que os autores de delictos cujo maximo da pena não atinja a 4 annos da prisão celular, ou de reclusão, tem o direito de ser processados soltos, é facultado aos Estados, que só podem legislar sobre o direito judiciario, isto é, sobre a organização judiciaria e o processo, alterar esta disposição da legislação federal;

Considerando que, competindo ao Congresso Nacional legislar sobre o direito substantivo, e aos Congressos dos Estados legislar sobre a organização judiciaria e o processo da justiça local; aos mesmos Estados é vedado elaborar

leis que corcoiem os direitos das pessoas singulares e collectivas em materia de liberdade, de direitos patrimoniaes, de obrigações, de familia e de successão» (Pedro Lessa, *Do Poder Judiciario*, pags. 13 e 16). Aos Estados só é facultado crear os seus tribunales singulares e collectivos, fixar-lhes as attribuições e determinar as formas, as solemnidades, e modo como se deve proceder em juizo, e isto mesmo com as restricções impostas pela necessidade de não offender as garantias dadas ao direito substantivo pelo Congresso Nacional (vide o § 4º da obra citada);

Considerando que o preceito do art. 406 do Cod. Penal, garantindo aos autores de delictos cujo maximo de pena precisa, a liberdade provisoria, que por um preceito geral já lhes assegurara, ou promettera, a Constituição Federal no art. 72, § 14, é de direito substantivo. Permittir que os Estados reduzam livremente o instituto da fiança fora permittir a supressão do mesmo instituto; se os Estados tivessem competência para legislar sobre a fiança, nada logicamente obstaría a que a abolissem, ou a desnaturassem, por meio de normas como a de que se dá noticia nestes autos;

Considerando portanto, que inconstitucional e inapplicavel é o preceito do Cod. da Processo Penal do Estado do Rio Grande do Sul, que não faculta a fiança para o delicto do art. 121, § 1º, do Cod. Penal;

O Supremo Tribunal Federal dá provimento ao recurso, e reforma a decisão recorrida, concedendo o ordem de *habeas-corpus*, impetrada pelos pacientes. Custas *ex-lege*.

Supremo Tribunal Federal, 10 de abril de 1915.—H. de Espirito Santo, P.—Pedro Lessa, relator.—M. Murtinho.—Pedro Mibielli.—Leoni Ramos.—Canuto Saraiva.—G. Natal.—Vieiros de Castro.—Godofredo Cunha.

HABEAS-CORPUS

Estatuindo a lei de um Estado que dous processos, iniciados em autos diversos, devem ser reunidos em um só, quando se verifica que os réus são accusados do mesmo crime, a applicação de tal lei não constitue nullidade de processo nem justifica a concessão do *habeas-corpus*.

N. 3.783.—Vistos e relatados estes autos de recurso do *habeas-corpus*, em que são pacientes João Martins de Oliveira e outros:

Considerando que, segundo declara a Relação do Estado do Ceará, a junção dos dous processos, iniciados em épocas diversas, se fez de accordo com a lei local. Iniciou-se um processo; mais tarde, apparecendo novas provas instaurou-se em autos separados novo processo contra outros cumplices do mesmo homicidio. Começados os dous processos crimes em autos separados, foz-se depois a reunião dos dous processos, quando já estavam as duas turmas dos réus pronunciados por juiz competente. Essa junção dos dous processos dos réus pronunciados não prejudica a defesa dos mesmos;

O Supremo Tribunal Federal nega provimento, o confirma a decisão recorrida. Custas *ex-lege*.

Supremo Tribunal Federal, 20 de maio de 1915.—H. de Espirito Santo, P.—Pedro Lessa, relator.—M. Murtinho.—Oliveira Ribeiro.—Sebastião de Lacerda.—Canuto Saraiva.—J. L. Coelho e Campos.—Pedro Mibielli.—Leoni Ramos.—Godofredo Cunha.—Vieiros de Castro.—G. Natal.

APPELLAÇÃO CRIMINAL

Provado o delicto e imposta a pena legal, confirma-se a sentença appellada.

N. 619.—Vistos e relatados estes autos de appellação crime, do Estado de S. Paulo, em

que é appellante Clementino Prudente de Campos e appellada a Justiça

Considerando que o delicto está provado, e a pena legalmente applicada: o Supremo Tribunal Federal nega provimento e confirma a sentença appellada. Custas pelo appellante.

Supremo Tribunal Federal, 24 de julho de 1915.—H. de Espirito Santo, P.—Pedro Lessa, relator.—M. Murtinho.—Godofredo Cunha.—Leoni Ramos.—Sebastião de Lacerda.—Enéas Galvão.—Oliveira Ribeiro.—André Cavalcanti.—Canuto Saraiva.—Vieiros de Castro.—J. L. Coelho e Campos.—Fui presente, Muniz Barreto.

Sentença proferida pelo juiz federal de S. Paulo a que se refere o accordam anterior

Vistos estes autos de acção criminal entre partes: Autora, a Justiça Federal; réo, Clementino Prudente de Campos

Considerando que em dias do mez de maio de 1910, em Capão Bonito do Parapanema, deste Estado, o réo effectivamente recebeu de João Vaz, co-réo já condemnado nestes autos, a nota falsa de 200\$, n. 21.727;

Considerando que sciente da falsidade dessa nota, a introduziu na circulação, dando-a a Celestina Maria da Conceição para pagar 10\$, e recebendo o troco em dinheiro legitimo; (declaração fls. 10 e 17 v.; testemunhas, fls. 35, 36, 37, 38 v., 39 v. a 40 v.).

Considerando que a falsidade da nota foi regularmente constatada pelo exame do fls. 23;

Considerando que não foram articuladas circunstancias aggravantes contra o réo no libello do fls. 51;

Considerando que a justificação do fls. 157 a 162 e attestado de fls. 144, embora não destruam a prova do sumario, tanto mais estando aquella em contradição com as declarações do proprio réo a fls. 10 v., todavia provam ter tido o réo bom comportamento anterior, não registrando antecedentes, como se vê pelo boletim de identificação a fls. 102, o que justifica o reconhecimento a seu favor da circunstancia atenuante do art. 42, § 9º, do Código Penal;

Considerando o mais que consta dos autos em que foram observadas as prescrições legais em todos os termos do processo e julgamento, julgo procedente o libello para condemnar o réo Clementino Prudente de Campos a tres annos e quatro mezes de prisão celular, gráo minimo do art. 13 em referencia ao art. 10 do decreto n. 2.110, de 30 de setembro de 1909, pena esta que deverá ser cumprida na Penitenciaria desta capital, além da perda da nota.

Custas na forma da lei.

S. Paulo, 19 de janeiro de 1915.—Washington Osorio de Oliveira.

RECURSO EXTRAORDINARIO

Não é admissivel o recurso extraordinario da sentença da justiça local, que permittiu fosse intentada a acção ordinaria em logar da sumaria para a solução de uma contenda de ordem judicial.

N. 632.—Vistos o relatados estes autos do recurso extraordinario, da Capital Federal, em que é recorrente Francisco Casemiro Alberto da Costa e recorrida D. Innocencia A. Teixeira do Mourão Guimarães, verifica-se que a especie é a seguinte: a recorrida, na qualidade de legataria de Rodrigo Antonio Machado Reis, propoz contra o recorrente uma acção ordinaria, para haver deste, na qualidade de testamentario, o legado alludido. Pela justiça local foi condemnado o réu. Da

sentença interpoz o mesmo réo o presente recurso extraordinário, allegando que a acção ordinária não era a propria para o caso.

Isto posto, considerando que a justiça local não deixou de applicar lei alguma federal. A substituição de um processo por outro, ainda quando fosse prohibida, e no caso dos autos não o é, nem prejudica, antes favorece o recorrente, que assim teve mais amplos meios de defesa, não justifica a interposição do recurso extraordinário (Pedro Lessa, do Poder Judiciário, pag. 115);

O Supremo Tribunal Federal não conhece do recurso, por não caber na especie.
Custas pelo recorrente.

Supremo Tribunal Federal, 14 de agosto de 1915. — H. do Espírito Santo, P. Pedro Lessa, relator. — Godofredo Cunha. — Sebastião de Lacerda. — Leoni Ramos. — Oliveira Ribeiro. — Pedro Mibielli. — J. L. Coelho e Campos. — Endas Galvão. — Viveiros de Castro. — André Cavalcanti. — Canuto Saraiva.
Fui presente, Muniz Barreto.

APPELLAÇÃO CIVEL

Confirma-se a sentença que julgou improcedente uma acção possessoria, por não ter a autora provado a posse pretendida.

N. 2.247 — Vistos, relatados e dissendidos, estes autos de appellação civil, do Estado de S. Paulo, em que é appellante a União e são appellados Frei Basilio Rover e outros, verifica-se que a especie é a seguinte: em 1828, quando se tratava de instalar o Curso Jurídico de S. Paulo, creado pela lei de 11 de agosto de 1827, não havendo edificio com as accommodações necessarias, de propriedade da Nação, obtiva o governo geral dos frades franciscanos o conhecido convento de S. Francisco, no qual começou a funcionar e ainda hoje funciona a Faculdade de Direito. Como se vê pelo arrol de 23 de agosto de 1828 (fls. 353 v.), dirigido pelo ministro José Clemente Pereira ao primeiro director do Curso Jurídico, general José Arucho de Toledo Mendonça, os frades cederam o uso do convento e cederam gratuitamente, sem nenhuma recompensa. Durante muitas dezenas de annos viveram em harmonia a directoria da Faculdade de Direito e a irmandade que tinha sob a sua guarda a igreja contigua. Ultimamente, tendo alguns frades franciscanos occupado commodos unidos ao edificio, ou á parte do edificio em que funciona a Faculdade, suscitou-se a questão da posse de que dão noticia estes autos, o que está resumida na sentença de fls. 537 a 591, v.

Isto posto, considerando que os commodos occupados pelos frades franciscanos nunca foram occupados pela Faculdade de Direito, nem dellas teve jamais necessidade a mesma faculdade, como se vê do depoimento do Dr. Brasilio Machado a fls. 378, do depoimento do Dr. Almeida Nogueira a fls. 431, e de varios outros depoimentos exarados nestes autos, importando notar que as duas testemunhas mencionadas, por serem leigos da Faculdade de Direito, bem deviam conhecer os factos sobre os quaes depuseram:

O Supremo Tribunal Federal nega provimento, o confirma a sentença appellada. Custas pela appellante.

Supremo Tribunal Federal, 14 de agosto de 1915. — H. do Espírito Santo, P. Pedro Lessa, relator. — M. Murtinho. — Pedro Mibielli. — Sebastião de Lacerda. — Leoni Ramos. — J. L. Coelho e Campos. — Canuto Saraiva. — Endas Galvão. — André Cavalcanti. — Viveiros de Castro. — Godofredo Cunha. — Oliveira Ribeiro. — Fui presente, Muniz Barreto.

Corte de Appellação

Sessão da 2ª Camara em 19 de outubro de 1915

PRESIDENCIA DO SR. DESEMBARGADOR MONTENEGRO — SECRETARIO, DR. EVARISTO DA VEIGA GONZAGA.

Compareceram os Srs. desembargadores Torquato de Figueiredo, Geminiano da Franca, Angra de Oliveira e Francellino Guimarães, juiz da 3ª Camara, que foi convocado para tomar parte em alguns julgamentos.

JULGAMENTOS

Aggravos de petição

N. 2.221 (embargos de declaração) — Relator, o Sr. desembargador Angra de Oliveira; embargante, Gilberto Ferreira de Assumpção; embargado, José Maria da Silva Dias. — Julzaram improcedente.

N. 2.333 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca; agravante, Alberto Pitanga; agravado, Torquato João Alves. — Vozaram provimento.

Tomou parte no julgamento o Sr. desembargador Francellino Guimarães, previamente convocado no impedimento do Sr. desembargador Angra de Oliveira.

N. 2.333 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca; agravante, Adriano Lopes; agravado, Fernandes Moreira & Comp., liquidatarios da fallencia do Francisco Pereira de Castro. — Não tomaram conhecimento, por ter sido preparado fóra do prazo.

N. 2.331 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; agravantes, Barreiro & Vazquez; agrava la, D. Maria Angelina Dias de Paul. — Não tomaram conhecimento, por ter sido interposto fóra do prazo.

N. 2.371 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; agravante, Polro Pampuri; agravados, Dossani & Comp. — Não tomaram conhecimento, por ter sido interposto fóra do prazo.

N. 2.372 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; agravante, Antonio João Felippo; agravado, D. Antonia Teixeira da Silva Peixoto. — Vozaram provimento.

N. 2.373 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca; agravante, Companhia Lavoura e Colonização em S. Paulo; agravados, D. Cecilia Ignacia da Silva Caminha, inventariante do espólio de Manoel Luiz Caminha e o Dr. Curador Geral do espólio. — Deram provimento para que o juiz, mande expedir a carta de arrematação.

N. 2.376 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; agravante, Augusto F. Lessa; agravado, Adriano Vieira. — Deram provimento para que o juiz reforme o despacho o expeça contra mandado de prisão.

N. 2.377 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; agravante, Moreira Mesquita; agravados, Simões Pereira & Comp. — Tomando conhecimento, deram provimento para que o Dr. juiz, receba os embargos para discussão.

N. 2.379 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca; agravante, Paulo Teixeira Pinto; agrava la, a Fazenda Municipal. — Negaram provimento.

N. 2.381 — Relator, o Sr. desembargador Angra de Oliveira; agravante, D. Mathilde Luza Fernandes; agravado, Dr. curador do Reclusos. — Deram provimento para que o juiz nomeie a agravante, inventariante do espólio.

SORTEIO

Carta testemunhavel

N. 151 — Relator, o Sr. desembargador Angra de Oliveira.

Aggravos de petição

N. 2.370 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca. (Novo sortolo).

N. 2.380 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo.

N. 2.382 — Relator, o Sr. desembargador Angra de Oliveira.

N. 2.383 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo.

N. 2.385 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca.

N. 2.386 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca.

N. 2.387 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo.

N. 2.388 — Relator, o Sr. desembargador Angra de Oliveira.

N. 2.389 — Relator, o Sr. desembargador Angra de Oliveira.

N. 2.390 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo.

N. 2.391 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca.

N. 2.392 — Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo.

N. 2.393 — Relator, o Sr. desembargador Angra de Oliveira.

N. 2.394 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca.

N. 2.395 — Relator, o Sr. desembargador Geminiano da Franca.

N. 2.399 — Relator, o Sr. desembargador Angra de Oliveira.

EM MESA

Aggravos de instrumento

N. 155.

Aggravos de petição

Ns. 2.396, 2.397, 2.398, 2.403, 2.405, 2.409, 2.410, 2.400, 2.401, 2.406, 2.408, 2.411 e 2.413.

ACCORDIÕES PUBLICADOS

Carta testemunhavel

N. 145.

Aggravos de petição

Ns. 1.987, 2.274, 2.311, 2.319, 2.323, 2.324, 2.326, 2.333, 2.334, 2.335, 2.339, 2.345, 2.351, 2.353, 2.356, 2.357 e 2.361.

Juizo de Direito da Quinta Vara Civil

Juiz, Dr. Carvalho e Mello. Escrivão Inteiro, Jacintho Pinto.

Fallencias

Da Sociedade Anonyma Progresso. — Julgata por sentença a desistencia de fls. 231, do recurso tomado por termo a fls. 235, affirmado de que produza todos os seus effectos. Custas pela desistente.

Do Francisco Soares da Fonseca. — Cumpra-se o accórdão de fls. 88 v.

Execução de penhor

Exequente, British Bank of South America, executados, Hermann Lundgren Junior. — Cumpra-se o accórdão de fls. 41.

Ação executiva

Autora, Margarida Faria de Almeida; réo, João Felix de Almeida. — Digam os interessados sobre a conta de fls. 47.

Exequente, Banco Español del Rio de la Plata; executado, João Pinto Ferreira Leite. — Cumpra-se o accordão de fls. 228 v. que mandou reformar o despacho de fls. 204 para que fique sem efeito a appellação interposta a fls. 201.

Ação ordinária

Autor, Manoel Peres Misa; réo, Pedro de S. Roman Lourenço. — Sobre os documentos de fls. 103 e 105 diga a parte.

EDITAES**Juízo de Direito da Primeira Vara Cível**

Fallencia de S. A. Casa Standard

AVISO AOS CREDITORES

De publicação da sentença que declarou aberta a fallencia da sociedade anonyma Casa Standard, com sede na rua do Ouvidor ns. 93 e 95 na forma abaixo.

O Dr. Alfredo de Almeida Russell, juiz de direito da Primeira Vara Cível desta Capital Federal, etc.:

Faz saber aos que o presente edital virem que, a requerimento da mesma, devidamente instruído e depois de preenchidas as formalidades legais, foi declarada aberta a fallencia da sociedade anonyma Casa Standard, com sede á rua do Ouvidor ns. 93 e 95 por sentença deste juízo de 20 de setembro de 1915, fixando o seu termo para os efeitos legais de 10 de agosto de 1915. Foi nomeado syndico o credor O. Moreira & Comp. residentes á Avenida Rio Branco n. 105, ficando os credores da dita firma fallida notificados pelo presente para, dentro do prazo de 15 dias, apresentarem ao syndico a declaração dos seus credits acompanhada dos respectivos titulos; e, outrossim, ficam os referidos credores convocados para a primeira assembleia da presente fallencia que será realizada no dia 20 de outubro de 1915, ás 13 horas da tarde, na sala das audiencias, no Forum desta cidade, á rua dos Invalidos n. 152, tudo nos termos dos arts. 17, 18, 80 e 82 e seus paragraphos da lei n. 2.024, de 17 de dezembro de 1908. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos 21 de setembro de 1915. Eu, Bartlett James, escrivão o subscrevi. — *Alfredo de Almeida Russell.* Está conforme: — Pelo escrivão, *José da Silva Lisboa.*

Juízo de Direito da Primeira Vara Cível

Fallencia de Reis & Simões

AVISO AOS CREDITORES

O escrivão Bartlett James communica aos credores da fallencia de Reis & Simões que a assembleia foi adiada para o dia 20 do corrente ás 13 horas.

Rio de Janeiro, 14 de outubro de 1915. — Pelo escrivão, *José da Silva Lisboa.*

Juízo de Direito da Primeira Vara Cível

Fallencia de Alvaro Magalhães

AVISO AOS CREDITORES

O escrivão Bartlett James communica aos credores da fallencia de Alvaro Magalhães que se acham em cartorio, durante cinco dias, as relações e documentos apresentados pelos syndicos, para serem examinados pelos inte-

ressados apresentando suas impugnações, de accordo com os §§ 5º e 6º do art. 83 da lei n. 2.024, de 17 de dezembro de 1908, os quaes são do teor seguinte: § 5º. Durante esse prazo de cinco dias os credits incluídos naquellas relações poderão ser impugnados, quanto á sua legitimidade, importancia ou classificação. § 6º A impugnação será dirigida ao juiz por meio de requerimento instruído com documentos, justificações ou outras provas.

Rio de Janeiro, 15 de outubro de 1915. — Pelo escrivão, *José da Silva Lisboa.*

Juízo de Direito da Primeira Vara Cível

De convocação aos credores da fallencia de Costa & Comp., na forma abaixo

O doutor Alfredo de Almeida Russell, juiz de direito da 1ª Vara Cível do Districto Federal, etc.:

Faz saber que por este juízo e cartorio do escrivão que este subcreve, se processam os autos de fallencia da Costa & Comp., nos quaes lhe foi dirigida uma petição pelo unico socio solidario, Jayme da Costa Vaz, pelo lito a convocação dos seus credores para se reunirem a fim de deliberarem sobre a concordata apresentada. Em virtude do que passou-se o presente edital, pelo teor do qual se convocam os credores da fallencia da Costa & Comp., para se reunirem e deliberarem, na sala das audiencias deste juízo, no Forum, á rua Monizes Vieira numero cento e cincoenta e dous, no dia seis de novembro proximo, ás treze horas sobre a proposta de concordata apresentada por Jayme da Costa Vaz, unico socio solidario da firma Costa & Comp., de pagar dez por cento sobre os respectivos credits por saldo, dentro de sessenta dias da data da homologação da concordata, sob pena de, á revelia, se proceder como for de direito. E para constar se passaram este e outros do igual teor, que são pu licados e afixados na forma da lei. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos treze de outubro de mil novecentos e quinze. — Eu, Bartlett James, escrivão, o subscrevi. *Alfredo de Almeida Russell.* (Está conforme). — Pelo escrivão, *José da Silva Lisboa.*

Juízo de Direito da Terceira Vara Cível

Fallencia de José Tavares da Silva

AVISO AOS INTERESSADOS

Aviso aos interessados nesta fallencia que, a requerimento dos syndicos, foi adiada para o dia 21 de outubro á 13 horas, no Forum, a assembleia que devera realizar-se hoje, Rio, 18 de outubro de 1915. — O escrivão, *Cruz Galvão.*

Juízo de Direito da Terceira Vara Cível

De intimação e citação com o prazo de 30 dias

O Dr. José Ovidio Marcondes Romeiro, juiz de direito da 3ª Vara Cível, neste Districto Federal, etc.:

Faço saber aos que este edital de intimação e citação com o prazo de 30 dias, virem ou delle conhecimento tenham, que por parte de Francisco Padula, por si, como ex-liquidante de Padula & Comp., e como inventariante dos bens de Francisco de Nigres, assim como Hum-

berto Padula e Bazilio Padula cessionario dos herdeiros do inventariado Francisco de Nigres, me foi dirigida depois de distribuída a petição do teor seguinte: Ilmo. Sr. Dr. juiz da 3ª Vara Cível, Francisco Padula, por si, como ex-liquidante de Padula & Comp. e como inventariante dos bens de Francisco de Nigres, assim como Humberto Padula e Bazilio Padula, cessionario dos herdeiros do inventariado Francisco de Nigres, sendo credores de Joaquim Pinto do Castro o sua mulher D. Alice de Gusmão Castro, ora fallecida representada p.r sua mãe e herdeira D. Anna Joaquina de Souza, da quantia de 49 000, ao juro de 7 %, ao anno, com garantia hypothecaria dos predios e terrenos sobre os ns. 232, 234 e da avenida, com seis casinhas sob o n. 236, antigos 17 G e 17 H, da rua do Uruguay, e do predio e terreno sem numero da rua Carvalho Alvim na cidade, conforme a escriptura de 6 de março do corrente anno lavrada em notas do tabelião do 0º officio desta cidade (documento junto) e o tanto vencida a divida por não haverem os supplicados pago as prestações mensaes a que se obrigaram, tudo conforme as clausulas 1ª e 8ª, letra a, da dita escriptura, requerem a V. Ex. que feita a conta do principal, juros estipulados e pena convencional de 20 %, clausula 4ª, se passe mandado executivo contra o supplicado Joaquim Pinto do Castro por si como inventariante do seu civil e administrador dos bens dados em garantia hypothecaria para pagar incessantemente aos supplicantes credores a importancia da divida a segundo calculo a que se proceder, sob pena de procelor-se á penhora dos bens especialmente hypothecados, ficando desleigo citados para todos os termos o actos do executivo hypothecario até final, especialmente para nos seis dias da lei allegarem os embargos que tiverem a penhora pena de revelia, senão a supplicada D. Anna Joaquina de Souza, citada por editaes e m o prazo de trinta dias na forma do § 7º do art. 14 do decreto n. 169 A de 19 de janeiro de 1890, para a sciencia da dita penhora, allegar os embargos que tiver a esta nos seis dias que lhe serão assignados após a citação, e para os demais termos e actos do mesmo executivo, pena de revelia. Nos termos E. E. R. Mo. Rio, 10 de setembro de 1915. — O advogado, José Fortunato de Menezes, (o-tava sellada); em cuja petição dei o despacho do teor seguinte: D. A. Sim. tio, 10 de setembro de 1915. — *Ovidio Romeiro.* E sendo feita a conta foi expedido o c.º digo, o competente mandado executivo pela importancia de 62:25 \$625 e feita a penhora nos bens hypothecados constante na petição neste transcripta, penhora que foi accusada em audiencia e ficada perpetuada até a citação da supplicada D. Anna Joaquina de Souza, a quem por e to intimo para a sciencia da dita penhora e cito com o prazo de trinta dias, que será assignado em audiencia para a primeira deste juízo depois de findo o dito prazo, vir ver assignar-se-lhes o prazo de 6 dias para dentro delle allegar os embargos que tiver contra a dita penhora, sob pena de revelia, ficando desde já citada e intimada para todos os demais termos do executivo hypothecario até sentença e final liquidação, o sciencie de que as audiencias deste juízo são ás segundas e quintas-feiras ás 13 horas á rua Menezes Vieira n. 152, no Forum desta cidade. E para que chegue a noticia á supplicada ou a alguém que por ella se interessar mandei passar este e mais dous do igual teor que serão publicados pela imprensa e um delles afixado no logar publico do costumo. Dado e psado no Rio de Janeiro, em 14 de outubro de 1915. E eu, Manoel Estandislau Cruz Galvão, escrivão o escrevi. *José Ovidio Marcondes Romeiro.* — Rio, 14 de outubro de 1915. *Manoel Estandislau Cruz Galvão.*

Juízo de Direito da Quarta Vara Cível

De 1ª praça com o prazo de 20 dias para venda e arrematação dos prédios ns. 72, 74, 76, 78, 80 e 82 da rua da Alegria com quatro casinhas nos fundos e terreno à mesma rua n. 70 penhorados ao Dr. Martinho Leal Ferreira no executivo que lhe move Nelson Guillobel na forma abaixo

O doutor José Antonio de Souza Gomes, juiz de direito da 4ª Vara Cível do Distrito Federal etc:

Faz saber aos que o presente edital virom, que, por este juízo e cartório respectivo, se processam os autos do executivo em que é exequente Nelson Guillobel o executado o Dr. Martinho Leal Ferreira, ora, por parte do exequente foi-lhe dirigida a polícia do teor seguinte: Ex. Sr. Dr. juiz da 4ª Vara Cível. Nelson Guillobel por seu procurador requer a V. Ex. se digno ordenar a expedição dos editais com o prazo legal para a venda em praça publica dos bens penhorados da ação executiva em que é réu o Dr. Martinho Leal Ferreira, uma vez que foi effectuada e juntada aos autos a sua avaliação. P.D. Rio de Janeiro, 13 de outubro de 1915. Raulpho Bocayuva Cunha, advogado. (Estava legalmente sellada). Despacho: J. Sim em termos. — Rio, 13 de outubro de 1915. — Souza Gomes. Em virtude do que se passou o presente edital, pelo teor do qual, o porteiro dos auditórios trará a publico pregão de venda e arrematação em praça deste juízo, no dia 12 do mês de novembro às 13 horas depois da audiência do estilo às portas do edificio do Forum à rua Mozes Vieira n. 132, os bens penhorados no referido executivo e constar da avaliação junta aos autos, a saber: Predio terreo sito à rua da Alegria n. 72, edificado no alinhamento da rua tendo na fachada uma porta e uma janella de peitoril com portadas de madeira, beiradas salientes e coberto com telhas nacionais; construido de frontal de tijolos, com paredes lateraes de meiação, achando-se dividido em duas salas e duas alcovas forradas e assoalhadas, e no puxado cozinha cimentada, tendo no quintal pequeno tanque para lavagens e privada. O predio mede de frente 4,30x9,15 de fundos, medindo o puxado 3,70x1,90. O terreno pertencente ao predio mede de frente inclusive a area edificada 4,30x17,50 de fundos, achando-se a parte do quintal cercada por muros. Este terreno e o predio, que se acha em muito mau estado, foram avaliados por 1:200\$000. Predio terreo sito à rua da Alegria n. 74, edificado no alinhamento da rua, tendo na fachada uma porta e uma janella de peitoril, com portadas de madeira, beiradas salientes e coberto com telhas nacionais. Construido de frontal de tijolos com paredes lateraes de meiação, achando-se dividido em duas salas e duas alcovas forradas e assoalhadas, no puxado cozinha cimentada, tendo no quintal pequeno tanque para lavagens e privada. O predio mede de frente 4,30x9,15 de fundos, medindo o puxado 3,70x1,90. O terreno pertencente ao predio mede de frente inclusive a area edificada 4,30x17,50 de fundos, achando-se a parte do quintal cercada por um muro. Este terreno e o predio que se acha em muito mau estado foram avaliados em 1:200\$000. Predio terreo sito à rua da Alegria n. 76 edificado no alinhamento da rua, tendo na fachada uma porta e uma janella de peitoril, com portadas de madeira, beiradas salientes e coberto com telhas nacionais; construido de frontal de tijolos, com as paredes lateraes de meiação, achando-se dividido em duas salas e duas alcovas forradas e assoalhadas e cozinha no puxado cimentada, tendo no quintal pequeno tanque para lavagens e privada. O predio

mede de frente 4,30x9,15 de fundos, medindo o puxado 3,70x1,90. O terreno pertencente ao predio, mede de frente inclusive a area edificada 4,30x17,50 de fundos, achando-se a parte do quintal cercada por muros. Este terreno e o predio que se acha em muito mau estado foram avaliados por 1:200\$. Predio terreo sito à rua da Alegria n. 78, edificado no alinhamento da rua, tendo na fachada uma porta e uma janella de peitoril, com portadas de madeira, beiradas salientes e coberto com telhas nacionais, construido de frontal de tijolos, com paredes lateraes de meiação, achando-se dividido em duas salas e duas alcovas forradas e assoalhadas e cozinha cimentada no puxado, tendo no quintal pequeno tanque para lavagens e privada. O predio mede de frente 4,30x9,15 de fundos, medindo o puxado 3,70x1,90. O terreno pertencente ao predio mede de frente inclusive a area edificada 4,30x17,50 de fundos, achando-se a parte do quintal cercada por muros. Este terreno e o predio que se acha em muito mau estado foram avaliados por 1:200\$. Predio terreo sito à rua da Alegria n. 80, edificado no alinhamento da rua, tendo na fachada uma porta e uma janella de peitoril, com portadas de madeira, beiradas salientes e coberto, com telhas nacionais, construido de frontal de tijolos com as paredes lateraes de meiação, achando-se dividido em duas salas e duas alcovas forradas e assoalhadas e cozinha cimentada no puxado, tendo no quintal pequeno tanque para lavagens e privada. O predio mede de frente 4,30x9,15 de fundos, medindo o puxado 3,70x1,90. O terreno pertencente ao predio mede de frente inclusive a area edificada 4,30x17,50 de fundos, achando-se a parte do quintal cercada por muros. Este terreno e o predio que se acha em muito mau estado, foram avaliados por 1:200\$. Predio terreo sito à rua da Alegria n. 82, edificado no alinhamento da rua, tendo na fachada uma porta e uma janella de peitoril com portadas de madeira, beiradas salientes e coberto com telhas nacionais; construido de frontal de tijolos com paredes lateraes de meiação, achando-se dividido em duas salas e duas alcovas forradas e assoalhadas e cozinha cimentada no puxado, tendo no quintal pequeno tanque para lavagens e privada. O predio mede de frente 4,30x9,15 de fundos, medindo o puxado 3,70x1,90. O terreno pertencente ao predio mede de frente inclusive a area edificada 4,30x17,50 de fundos, achando-se a parte do quintal cercada por muro. Este terreno e o predio que se acha em muito mau estado, foram avaliados por 1:200\$. Avenida sito à rua da Alegria edificada nos fundos dos predios ns. 72 a 82 acima descriptos, constituída por quatro pequenas casas com os ns. romanos I a IV, tendo cada uma na fachada uma porta e uma janella de peitoril com portadas de madeira, beiradas salientes e cobertas com telhas nacionais, construídas de frontal de tijolos e pilastras formando um só grupo. Achando-se divididas cada uma em duas salas e dois quartos forrados e assoalhados, e num pequeno puxado cozinha cimentada e em telha vã, medindo o grupo 17,50 de frente por 9,20 de fundos e cada puxado 2,20x2,20. O terreno pertencente à avenida mede de frente inclusive a area edificada 17,50x21,70 de fundos, fazendo rumo nas linhas dos fundos com a City Improvements, sendo feita a entrada pelo terreno n. 70 abaixo descripto. Esta avenida que se acha em muito mau estado foi avaliada por 3:50\$000. Terreno sito à rua da Alegria n. 70 medindo de frente 219 metros, por 230 metros na linha dos fundos e de extensão por um lado 145 metros e pelo outro 91 metros, tendo marinhãs em toda linha dos fundos. Confrontando na linha

lateral direita com o predio n. 72 e avenida acima descripta e com a City. Este terreno que é em sua maior parte alagadigo e em mangue foi com as respectivas marinhãs avaliado por 21:900\$. Fazendo o total das avaliações dos ditos bens, a quantia de 35:600\$, preço por quanto irão os mesmos bens a esta praça. E quem os mesmos quizer arrematar deverá comparecer no dia, hora e lugar acima designados afim de effectuar-se a praça que se realizará mediante pagamento à vista ou com fiança idonea por tres dias. Para constar se passaram este e mais dois editais do igual teor que serão publicados e afixados na forma da lei. Dado o passado nesta Cidade do Rio de Janeiro, aos 18 de outubro de 1915. — Eu, Olympio da Silva Pereira, escrivão, subscrovo, José Antonio de Souza Gomes.

Juízo de Direito da Quinta Vara Cível

De 3ª praça, com o prazo de oito dias e abatimento legal de 20 %, para venda e arrematação dos bens penhorados a Antenor Pinto Ribeiro e seus filhos, no executivo hypothecario que lhes move Waldemiro de Sá Rêgo Oliveira, na forma abaixo:

O Dr. Luiz Augusto de Corvalho e Mello, Juiz de Direito da 5ª Vara Cível do Distrito Federal, etc.

Faz saber que, por este juízo e cartório do escrivão que este subscrovo, se processam os autos da executivo hypothecario em que é exequente Waldemiro de Sá Rêgo Oliveira o executados Antenor Pinto Ribeiro e seus filhos, nos quaes lhe foi dirigida a polícia do teor seguinte: — Exmo. Sr. Dr. juiz da 5ª Vara Cível — Waldemiro de Sá Rêgo Oliveira, nos autos do executivo hypothecario que move a Antenor Pinto Ribeiro e seus filhos, não tendo sido effectuada a segunda praça por falta de compradores, requer a V. Ex. se digno de mandar extrahir editais do terceira praça com o abatimento legal, e não havendo licitantes que enubram o valor, se, am os imóveis submettidos a leilão, afim de serem vendidos a quem mais der. Nestes termos — Pelo a V. Ex. deferimento. — Rio, 15 de outubro de 1915. — Joaquim Marques Cardoso, a legado. (Estava devidamente sellada). — Despacho: — Sim, em termos. Rio 16 de outubro de 1915. — Corvalho e Mello. — Em virtude do que se passou o presente edital, com o prazo de oito dias e abatimento legal de 20 %, pelo teor do qual o porteiro dos auditórios trará a publico pregão de venda e arrematação, em terceira praça deste juízo, no dia vinte e nove de outubro corrente, às doze horas, após a audiência do estilo, no Forum, à rua Menozes Vieira numero cento e cinquenta e dois, os bens penhorados a Antenor Pinto Ribeiro e seus filhos, no executivo hypothecario que lhes move Waldemiro de Sá Rêgo Oliveira, os quaes constam da avaliação junta aos autos, que é do teor seguinte: — Predio assobradado sito à rua Dr. Silva Gomes, antiga Commenfador Tellos, numero quatorze, antigo oito, Estação de Casadura, com terreno à frente dividido do novo alinhamento da rua por baldrame do tijolo e cimento com capas e pilastras de cantaria, gradil e portão de ferro, tendo na fachada duas janellas de peitoril com portadas de cantaria e um vão para porta que deita para o vestibulo da entrada, platibanda e coberto com telhas francezas. As divisões consistem em vestibulo da entrada, parte cimentada e parte ladrilhada, duas salas e dois quartos forrados e assoalhados e cozinha no puxado, de accordo com as posturas em vigor, mas em telha vã. No quintal, que é todo cercado com zinco onduado, pequena meia agua com telhas francezas abrigando

tanque para lavagens e W. C. O predio mede de frente em linha sutada, seis metros e setenta centímetros, por oito metros e dez centímetros de fundos no corpo principal, medindo o puxado deus metros e setenta centímetros de comprimento por dois metros e dez centímetros de largura. O terreno pertencente ao predio mede, inclusive a área edificável, de frente, em linha sutada, sete metros, na linha dos fundos, tres metros e cincoenta e cinco centímetros e de extensão trinta metros e oitenta centímetros pela linha lateral esquerda. A construção é moderna, de vez de titolo com as divisórias de frontal, sendo a lateral direita de meiação. Ao predio descripto com o terreno apontado damos o valor de cinco contos de réis. Predio assobrado sito à rua Doutor Silva Gomes, antiga Commandador Telles, numero dezesseis, antigo dez, estação de Cascadura, com terreno à frente, dividido do novo alinhamento da rua por baldrame de tijolo e cimento com capas e pilastras de cantaria, gradil e portão de ferro, tendo na fachada duas janellas de peitoril com portadas de cantaria e um vão para porta que deita para o vestibul da entrada, platibanda e coberto com telhas francezas. As divisões consistem em vestibulo de entrada, parte cimentado e parte ladrilhado, duas salas e dois quartos forrados e assoalhados e cozinha no puxado, de accodo com as posturas em vigor, mas em telha vã. No quintal, que é pela esquerda o fundo dividido com zinco ondulado e pela direita com paredes do predio confinante, pequena meia agua com telhas francezas, abrigando tanque para lavagens e W. C. O predio mede de frente em linha sutada, seis metros e oitenta centímetros por oito metros e dez centímetros de fundos no corpo principal, medindo o puxado deus metros e setenta centímetros de comprimento por dois metros e dez centímetros de largura. O terreno pertencente ao predio mede inclusive a área edificável, de frente em linha sutada, seis metros e setenta centímetros, na linha dos fundos tres metros e quinze centímetros e de extensão pelo centro vin e o nove metros e quarenta centímetros. A construção é moderna de vez de tijolo com as divisórias de frontal, sendo a parede lateral esquerda com meiação. Ao predio descripto com o terreno apontado damos o valor de cinco contos de réis. Importa a avaliação na quantia total de dez contos de réis, que, com o abatimento legal do vinte por cento, fica reduzido a oito contos de réis, preço por que vão os ditos bens a esta terceira praça. Caso não haja licitante para esta terceira praça, com o abatimento legal de vinte por cento, serão os bens vendidos em leilão a quem mais der. E quem os mesmos bens quiser arrematar deverá comparecer no dia, hora e local designados, assim de ter logar a praça, que será feita mediante pagamento à vista ou fiança illoica por tres dias. E para constar se passaram esto e outros de igual teor que serão publicados e affixados na forma da lei. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos dezoenove de outubro de 1915. Eu, Jacintho Teixeira Pinto, escrivão interino subsereni.—Luiz Augusto de Carvalho e Mello. (Estava devidamente sellado). Está conforme. O escrivão interino, Jacintho Teixeira Pinto.

Juizo de Direito da Quinta Vara Cível

AVISO

A terceira praça do predio e terreno da rua Felix da Cunha n. 21, penhorado na execução em que é exequente The British Bank of South America, Limited e executado João

Pinto Teixeira Leite, que se processa no Juizo da 5ª Vara Cível, realiza se no dia 29 do corrente e não a 30, como por engano sahio publicado hontem.

Rio, 19 de outubro de 1915.—O escrivão interino, Jacintho Teixeira Pinto.

Juizo de Direito da Sexta Vara Cível

Fallencia de José Mathias de Araujo Pereira

AVISO AOS CREDITORES

Scientifico aos credores da fallencia de José Mathias de Araujo Pereira, que as relações com declarações e documentos apresentados pelos syndicos se acham no cartorio deste juizo, durante cinco dias, à disposição dos interessados que quizerem examinal-as. Durante esse prazo, os créditos incluídos naquellas relações poderão ser impugnados quanto a sua legitimidade, importancia ou classificação. A impugnação será dirigida ao juiz por meio do requerimento instruído com documentos, justificações ou outras provas, tudo nos termos do art. 83 e paragraphos da lei n. 2.021, de 1908. Rio, 15 de outubro de 1915.—O escrivão, João de Souza Pinto Junior.

Juizo da Terceira Pretoria Cível FREGUEZIA DE SANTO ANTONIO

PRIMEIRA PUBLICAÇÃO

Pelo escrivão e official do registro civil da 3ª Pretoria Cível, freguezia de Santo Antonio, foi affixado o edital de proclamas do casamento de Mario Soares de Magalhães com D. Allosinda Camara.

Quem subder de algum impedimento accuso-o para os fins de direito.

Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.—O escrivão, Alberto Toledo Bandeira de Mello.

Juizo da Terceira Pretoria Cível FREGUEZIA DE SANTO ANTONIO

PRIMEIRA PUBLICAÇÃO

Pelo escrivão e official do Registro Civil da 3ª Pretoria Cível, freguezia de Santo Antonio do Districto Federal, foi affixado o edital dos proclamas do casamento dos contrahentes Antonio Francisco Gonçalves e D. Altina de Lima, vindo por cópia da 2ª Pretoria Cível, cartorio do escrivão Dr. Arnaldo Jouvino.

Rio, em 19 de outubro de 1915.—O escrivão, Alberto Toledo Bandeira de Mello.

Juizo da Quinta Pretoria Cível

De primeira praça, com o prazo de 10 dias, para venda e arrematação dos bens penhorados ao Dr. João Severiano da Fonseca Hermes pelo Capitão Antonio Ferreira Monteiro da Silva, na forma abaixo:

O Dr. Martins Teixeira, juiz primeiro suppleante da Quinta Pretoria Cível, no impedimento do Dr. juiz preter, nesta Capital Federal, etc.:

Faço saber aos que o presente edital de primeira praça, com o prazo de 10 dias, virem ou delle noticias tiverem, que no dia 5 de novembro do corrente anno ao meio dia, depois da audiencia do estylo, o official de justiça que serve do porteiro, trará a publico pregão d'eventa e arrematação, a quem mais der o maior lance offerer, assim da avaliação em poder do escrivão que este subserve, os bens abaixo descriptos que foram penhorados pelo capitão Antonio Ferreira Monteiro da Silva ao Dr. João Severiano da Fonseca Hermes para

pagamento do que este está a lhe dever, sendo principal, juros e custas contidas na execução que corre por este juizo, cujos bens se acham na avaliação seguinte: Laudo da avaliação. Em cumprimento do mandado do Exmo. Sr. Dr. Juiz da 11ª Pretoria do Districto Federal, nos dirigimos à rua Barão de Amazonas n. 7, e ali procedemos à avaliação dos bens penhorados ao Dr. João Severiano da Fonseca Hermes pelo capitão Antonio Ferreira Monteiro da Silva, o que fizemos sob o compromisso que prestamos o pela forma seguinte: Louça e varios objectos, e osapparechos de louça para lavatorio por 33000; um meio aparelho de porcelana floristado para jantar por 458; um aparelho de dita, dita para amago por 208; quatro jarros de vidro por 88; quatro compoteiras de vidro por 108; vinte copos de vidro por 58; vinte t-lucres de metal branco por 128; uma concha de dito, dito para sopa por 58; um trinchante de dito, dito por 58; dois philtros de barro para agua por 108; uma escarradeira por 28; tres viveiros, armatlos no jardim por 908; um piano de meio armario folheado de madeira preta numero cincoenta e seis 213 do autor Bühlner por 9008. Moveis: duas mesinhas de cabeceira por 308 um sofá, seis cadeiras simples e duas ditas de braços, ma leira preta estufada, tudo muito usado, por 1008, tres mesinhas, fantasia, por 208; duas conversadeiras estufadas, forradas de velludo por 608; quatro estantes do peroba para parede por 108; um bibelot, grande, madeira de lei, phantasia por 808; um tapete por 108; cinco quadros pequenos, mollura donrada, com pinturas diversas por 508; seis cadeiras anstricas por 308; duas cadeiras do abridor, estufadas, phantasia, por 208; um sofá, seis cadeiras singellas, duas de braços de canella, frizo dourado, por 1508; duas mesas (apparadores) de peroba, tampo de pedaa, por 188; um bilhar de madeira de lei; um jogo de bolas, cinco taros e uma tabella, tudo muito velho por 2508; uma mesa com nove gavetas, do canella, por 1808; um sofá e oito cadeiras de vinhatico, com assento o onesto de palhinha por 1508; duas estantes do peroba envidraçada, para livros, por 1008; uma mesa classica com cinco taboas de vinhatico, por 308; duas etagés de vinhatico, tampo de pedra, por 1408; um apparador de dito dito por 408; um guarda prato de vinhatico envidraçada por 608; um guarla comidas de vinhatico com tela de zinco por 308; onze cadeiras de vinhatico, assento de palhinha, muito usadas, por 588; um relógio do parele, 208; cincoenta quadros diversos por 1008 (com mil réis); um lavatorio de ferro, americano, 168; duas commoas de vinhatico por 608; duas cadeiras de balanço, anstricas, por 508; seis camas com lastro de arame, para solteiro, 608; duas camas do peroba por 308; uma guarda casaca do peroba com espelho por 808; um guarda vestis de peroba por 508; um «psyché» com lavatorio e espelho por 808; uma cama para casados do peroba por 608000. Livros 300 volumes, entre os quaes: um «Corpus Juris Civiles»; um «Cons. das Leis Civis», T. de Froitas; tres «Cod. Napoleonon Marcillon»; um «Promptuario das Leis Civis»; dois «Le Gouvernament dans la Democratie»; um «Cons. das Leis Civis», C. Carvalho; um «Discurs e Plaidoyers»; um «Censo Municipal de Buenos Aires»; cinco «Projectos doCodigo Civil Brasileiro»; dois trabalhos u licarios, Montenegro; um «Projecto doCodigo Civil», Rodrigues; cinco «Direito Civil Francês», Zacharoe; quatro «Direito Civil», Carneiro; dois «Direito Civil», C. Rocha; tres «Primeiras Linhas Civis», S. Pinto; quatro «Repertorios das Ordenações um, Linhas Civis do Pereira e Souza; um, Direito Commercial Pardessus; um, Processo Criminal de Pereira e Souza; um, Tentativa em legitima defesa; um, Organização Judiciaria e Policial; um, Curso de Direito Civil

Português; um, Leis Municipaes, Alvares; tres, Leis Obrigatorias Meltr; novo, Tratado de Functiva Criminal de Faustinho; um, Emares de Pothor; dois, La ci nco dos finance; um, Va iemecum tõense, Corvata; um, Codigo de Posturas, Mejo do Moraes; um, Jurisprudencia Brasileira, Brasileira, C. Cunha; um, Revista da Jurisprudencia; um, attentad e a Poder, V. do Castro; quatro, Codigo Commercial, Lacer; um Theoria da La Proccura Civil, M. Boncinno d us, Drito das Causas, Lafayette; tres, Curs de Droit R main; 4, Obras de direito, do Troobing; 78, O direito; um, Drito Natural, Ahren; um, Codigo Commercial do Orlanto; um, Science Penale, A. Gohne P.; dois, vol. Processo Civil, Rinas; O Direito Penal Franco; Geraud; dois, Codigo Penal V. Araujo; dois, Processo Criminal Brasileiro J. Mendes; um, Instituição da Republica; um, Abecodario Juridico; 107, da Divisaes Luis e lecret s, avaliados todos em 507\$970. Sendo o total da avaliação a quantia de 8:883\$, preço que servirá de base para a arrematação. E quem os mesmos bens pretendem arrematar deverá se dirigir a este juizo no dia o hrra cita los. E para que chegue ao conhecimento de todos os interessados, mandei pa-sar o presente qua será afixa to n. logar do costama e publicatõ pela imprensa. Da lo o pa-sado nesta Capital Federal em 19 do outubro de 1915. Eu, Pedro Ferreira do Serrado, escrevão, o subscrevi. — Sylvio Martins Teixeira.

Juizo da Setima Pretoria Civil

De primeira praça, com o prazo de 20 dias, para venda e arrematação do predio em construção á rua Monteiro da Luz, junto ao n. 239, e respectivo terreno e duas casinhas, penhora las ao espolio de Manoel Ferreira da Silva por Jo e Gonçalves Queiroz dos Santos, no executivo por promissoria em que contendem, na forma abaixo

O Dr. Joaquim Alberto Cardoso de Mello, juiz da 7ª Pretoria Civil do Districto Federal, etc.:

Faz saber, aos que o presente edital de primeira praça com o prazo de 20 dias virem, que no dia 10 de novembro proximo futuro, após a audiência do estylo que terá lugar ás 12 horas, no predio n. 135, sobrado, á rua Dr. Manoel Victorino, e-tação do Engenho de Dentro, o official que estiver servindo de parteito trará a publico praça de venda e arrematação, a quem mais der e maior lance offerecer acima da avaliação, os bens constantes do respectivo laudo do teor seguinte: Laudo de avaliação. Nós, avaliadores privativos das pretorias do Distrito Federal declaramos que em cumprimento do mandado do Exmo. Sr. Dr. Joaquim Alberto Cardoso de Mello, juiz da Setima Pretoria Civil e a requerimento do José Gonçalves Queiroz dos Santos, procedemos á avaliação dos bens penhorados no executivo por nota promissoria que o requerente move contra Antonio Garcia da Silva e outros, sendo que a executada já usou o nome de Antonio Das Ferreira. Os referidos bens são os seguintes: Predio em construção á rua Monteiro da Luz, junto ao n. 239, na freguezia da Inhaúma, assbrado e afastado do alinhamento da rua, feito de platibanda, com tres janellas na frente e porta de entrada ao lado, mode no corpo principal 7m,0 de largura por 10m,75 de comprimento e é dividido em duas salas, tre quartos, seguindo-se um puxado com 4m,35 de largura por 3m,40 de comprimento, onde ficam installadas a cosinha e a despensa. Com excepção das paredes da frente e lateral esquerda, que são de uma vez de tijollos, todas as outras são de frontal, faltando para conclusão do predio o assentamento do soalhos, forros, esquadrias,

ladrihame tos, ombços, reboços e pinturas. O respectivo terreno, onde está sendo construido o predio já descripto, mode 36,00 de largura na frente por mais de 200,00 de extensão e do terminar no alto do morro existente, como consta da escriptura que se acha junta aos aut s. A cerca de 200,00 do alinhamento da rua, existem duas casinhas terreas, de pau a pique e frontal, sendo uma coberta de sapé e outra de zinco, sendo ambas divididas em tres compartimentos cada uma e estando ambas habitadas. Os bens já descript s são situados em local bastante afastado da Estrada de Ferro e das linhas de bonis, pelo que avaiamos o predio em construção, as duas casinhas e o respectivo terreno na quantia de 3:800\$. Rio de Janeiro, 7 de outubro de 1915. — João Ferreira Cavalcante. — Delio Guarani de Barros (sobre uma estampilha de \$100). E quem os mesmos bens quiser comprar compareça nos referidos dia hora e logar, sciente de que a praça será effectuada mediante dinheiro á vista ou fiador idoneo por tres dias. E para que chegue ao conhecimento de todos, passaram-se estes mais dois d igual teor para os fins de direito. Rio de Janeiro 18 de outubro de 1915. Eu, José de Oliveira Galvão, escrevente juramentado, escrevi. E eu, Henrique Ferreira de Araujo, escrevão, subscrevi. — Joaquim Alberto Cardoso de Mello.

Juizo da Primeira Pretoria Criminal

De citação, com o prazo de 10 dias, ao réo Antonio Garcia, incurso no art. 330 § 1º do Código Penal.

O Dr. Edmundo de Oliveira Figueiredo, juiz da 1ª Pretoria Criminal do Districto Federal, etc.:

Faz saber aos que o presente edital de intimação com o prazo de 10 dias virem, que por este juizo e cartorio se processam uns autos em que é réo Antonio Garcia, incurso no art. 330 § 1º do Código Penal, e como não tenha sido encontrado o réo para ser intimado pessoalmente, o Dr. adjunto do promotor requereu a citação por edital o que dei, mandando passar o presente, pelo qual cito o chamo o réo Antonio Garcia para comparecer neste juizo, no dia 30 do corrente, ás 12 horas, afim de se ver pro-essar, sob pena de ser feito o processo á sua revelia e afim de julgarlo, ficando outrosim intimado para todos os demais termos até final sentença e sua execução, scientificando se de que o juizo funciona no predio n. 46 da rua das Marrecas. Para constar passaram-se este o mais dous de igual teor que serão publicados e afixados na forma da lei. Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. Eu, Francisco Manoel de Moraes, escrevão, o subscrevi. — Edmundo de Oliveira Figueiredo.

Juizo da Segunda Pretoria Criminal

O Dr. José Linhares, juiz da 2ª Pretoria Criminal deste Districto Federal, etc.:

Faz saber a todos quantos interessar possa que por este juizo se processam uns autos por denuncia do Ministerio Publico, em que é réo José Henrique do Maceio, como incurso no art. 303 do Código Penal, e como não tenha elle sido encontrado, pelo presente o chamo e intima a, no prazo de dez dias, comparecer neste juizo afim de responder ao dito processo e nelle defender-se, sob pena de revelia, notificando-o de que as audiencias deste juizo toem lugar ás terças e sextas-feiras de cada semana, á uma hora da tarde, no predio da rua da Prainha n. 4, sobrado. Para constar passaram-se o presente e outro de igual teor para serem publicados e afixados, na forma da lei. Rio de Janeiro, 16 de outubro de 1915. Eu, Luiz Marcondes de Andrade Figueira, escrevão, o escrevi. — José Linhares.

Juizo da Sexta Pretoria Criminal

De citação do réo Antonio Fernandes Penna, para assistir ao summario e mais termos do processo crime, com o prazo de 10 dias.

O Dr. Leopoldo Cesar de Andrade Duque Estrada Junior, juiz da Sexta Pretoria Criminal do Districto Federal, etc.

Faz saber que, tendo sido denunciado Antonio Fernandes Penna, por este juizo, como incurso nas penas do art. 303, do código penal, não sendo o mesmo encontrado para ser intimado por se achar em logar incerto e não sabido, requereu por isso o Dr. 6º adjunto dos promotores a intimação por edital com o prazo de dez dias o que foi deferido, e por isso chama o réo Antonio Fernandes Penna para, no primeiro dia util depois de decorrido o prazo de dez dias da publicação deste no *Diário Official*, vir a este juizo, ás 10 horas da manhã, afim de assistir ao summario do culpa do referido processo e para os demais termos, sob pena de revelia, ficando sciente de que este juizo funciona á rua Fonseca n. 20. Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. Eu, Lupericio Garcia, escrevente juramentado, escrevi. E eu, Renato Gomes de Campos, escrevão, o subscrevi. — Leopoldo Cesar de Andrade Duque Estrada Junior.

Juizo da Sexta Pretoria Criminal

De citação, com o prazo de dez dias, ao réo Frederico Villar para assistir ao summario de culpa e demais termos do processo crime

O Dr. Leopoldo Cesar de Andrade Duque Estrada Junior, juiz da 6ª Pretoria Criminal do Districto Federal, etc.:

Faz saber que, tendo sido denunciado Frederico Villar, por este juizo, como incurso nas penas do art. 303 do Código Penal, não sendo o mesmo encontrado para ser intimado por se achar em logar incerto e não sabido, requereu por isso o Dr. 6º adjunto dos promotores a intimação por edital com o prazo de 10 dias o que foi deferido, e por isso chama o réo Frederico Villar para, no primeiro dia util depois de decorrido o prazo de 10 dias da publicação deste no *Diário Official*, vir a este juizo ás 10 horas da manhã, afim de assistir ao summario de referido processo e para os demais termos sob pena de revelia, ficando sciente de que este juizo funciona á rua Fonseca n. 20. Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. — Eu, Lupericio Garcia, escrevente juramentado, escrevi. E eu Renato Gomes de Campos, escrevão, o subscrevi. — Leopoldo Cesar de Andrade Duque Estrada Junior.

Juizo da Sexta Pretoria Criminal

De citação ao réo Alvaro José da Costa, vulgo «Nenezinho», para assistir ao summario e mais termos do processo crime, com o prazo de 10 dias

O Dr. Leopoldo Cesar de Andrade Duque Estrada Junior, juiz da 6ª Pretoria Criminal do Districto Federal, etc.:

Faz saber que, tendo sido denunciado Alvaro José da Costa, vulgo «Nenezinho», por este juizo, como incurso nas penas do artigo 303 do Código Penal, não sendo o mesmo encontrado para ser intimado por se achar em logar incerto e não sabido, requereu por isso o Dr. 6º adjunto dos promotores a intimação por edital, com o prazo de 10 dias, o que foi

deferido, e por isso chama e cita o réo Alvaro José da Costa para no primeiro dia útil, depois de decorrido o prazo de 10 dias da publicação deste no *Diário Oficial*, vir a este juízo às 10 horas, afim de assistir ao sumário de culpa do referido processo e para os demais termos, sob pena de revelia, ficando sciente de que este juízo funciona á rua Fonseca n. 20. Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. Eu, Lupericio Garcia, escrevente juramentado, o escrevi. E eu, Renato Gomes de Campos, escrivão, o subscrevi. — Leopoldo Cesar de Andrade Duque Estrada Junior.

Juizo da Sexta Pretoria Criminal

De citação ao réo Manoel da Silva, para assistir ao sumário e mais termos do processo crime, com o prazo de 10 dias

O Dr. Leopoldo Cesar de Andrade Duque Estrada Junior, juiz da 6ª Pretoria Criminal do Districto Federal, etc.:

Faz saber que, tendo sido denunciado Manoel da Silva, por esta juizo, como incurso nas penas do art. 303 do Código Penal, não sendo o mesmo encontrado, para ser intimado por se achar em lugar incerto e não sabido, requereu por isso o Dr. 6º adjunto dos promotores a intimação por edital, com o prazo de 10 dias, o que foi deferido, e por isso chama e cita Manoel da Silva para, no primeiro dia útil depois de decorrido o prazo de 10 dias da publicação deste no *Diário Oficial*, vir a este juízo, ás 10 horas, afim de assistir ao sumário de culpa do referido processo e para os demais termos, sob pena de revelia, ficando sciente de que este juízo funciona á rua Fonseca n. 20. Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. Eu, Lupericio Garcia, escrevente juramentado, o escrevi. E eu, Renato Gomes de Campos, escrivão, o subscrevi. — Leopoldo Cesar de Andrade Duque Estrada Junior.

Juizo da Setima Pretoria Criminal

O Dr. Fructuoso Moniz Barreto de Aragão, juiz da Setima Pretoria Criminal do Districto Federal, etc.:

Faz saber a todos que o presente edital com prazo de 10 dias virem, ou dello noticia tiverem, que o Dr. promotor publico adjunto denunciou a Avelino Augusto Teixeira como incurso nas penas do art. 303 do Código Penal. E como não tenha sido possível intimação pessoal, pelo presente o cita e chama a comparecer neste juizo no dia 29 do corrente, ás 12 horas, afim de assistir ao sumário do processo e acompanhá-lo em todos os seus termos, até final sentença e sua execução, sob pena de revelia. E para que chegue ao conhecimento de todos e do dito acusado, mandou passar o presente edital, que será afixado no lugar do costume e publicado no *Diário Oficial*. Outrossim, faz mais saber que as audiencias do juizo são diarias e tem lugar á rua Dr. Manoel Victorino n. 157, Engenho de Dentro. Dado e passado nesta Capital Federal, aos 19 de outubro de 1915. Eu, João Pinheiro, escrevente juramentado, o escrevi. E eu, Fortunato Maria da Conceição, escrivão, o subscrevi. — Fructuoso Moniz Barreto de Aragão.

O serviço para hoje na Brigada Policial o seguinte:

Superior de dia, capitão Abilio.

Official de dia á brigada, alferes Amorim.

Médico de dia ao hospital, tenente Dr. Lima.

Interno de dia, alferes-honorario Maceto.

Dia á pharmacia, alferes-pharmacoutico Mallet e pratico Arnaldo.

Ronda o 4º districto, alferes Bellophonte.

Rondam as patrulhas, alferes Eustachio e Escobar.

Ronda os 19º e 20º districtos, alferes Joaquim dos Santos.

Roda na Saúde, alferes Roque.

Musica do promptidão meia banda do 1º regimento.

Auxiliares do official de dia á brigada, sargentos Gentil e Leite.

Promptidão: no regimento de cavallaria, alferes Vital e no 1º de infantaria, alferes Roballo.

Guardas: na Caixa de Amortização, alferes Abreu; Caixa de Conversão, alferes Palmeira; no Thesouro, alferes Valentim e Casa da Moeda, tenente Lucena.

Estado-maior nos corpos: no 1º batalhão, capitão Lima; no 2º, tenente graduado Aristides; no 3º, capitão Callalo; no 4º, capitão Ferraz; na cavallaria, tenente Daniel; no quartel do Meyer, alferes Nabrega e no quartel da Saúde, tenente Paranhos.

Uniforme 4º.

Sepultaram-se no dia 18 do corrente 49 pessoas, sendo: nacionaes 41; estrangeiros 8; do sexo masculino 28; do sexo feminino 21; maiores de 12 annos 26; menores de 12 annos 23; gratuitos 19.

O movimento do Hospital da Santa Casa da Misericórdia, dos Hospícios de Nossa Senhora da Saúde, de S. João Baptista, de Nossa Senhora do Socorro, de Nossa Senhora das Dóres em Cascadura e S. Zacharias foi, no dia 18 do corrente, o seguinte:

Existiam 1.039 nacionaes e 490 estrangeiros, total, 1.538; entraram 34 nacionaes e 18 estrangeiros, total, 52; sahiram 32 nacionaes e 26 estrangeiros, total, 58; allocaram 9 nacionaes e 2 estrangeiros, total 11 e existam 1.032 nacionaes e 489 estrangeiros, total, 1.521.

O movimento da sala do banco e dos consultorios publicos foi, no dia 19, de 1.911 consultantes, para os quaes se aviaram 2.059 receitas.

Fizeram-se 121 extracções de dentes e 330 curativos e pequenas operações.

Companhia do Loterias Nacionais do Brazil — Loterias da Capital Federal — Lista geral dos premios da 22ª lotaria do plano 332 211ª extracção do anno 1915, realizada em 19 de outubro de 1915, em beneficio das instituições mencionadas no art. 31, § 12, lettra f, e art. 35 da lei 1.3321, de 30 de dezembro de 1910, e em virtude do contrato celebrado em 18 de fevereiro de 1911, na Procuradoria Geral da Fazenda Publica:

6.077..... 2:000\$000
13.592..... 200\$000

20.512.....	100\$000
40.675.....	100\$000
69.770.....	100\$000
11.378.....	100\$000
36.666.....	50\$000
61.884.....	200\$000
39.018.....	100\$000
32.567.....	100\$000
27.269.....	200\$000
37.518.....	200\$000
59.791.....	50\$000
40.455.....	20\$000
913.....	20\$000
22.428.....	100\$000
37.805.....	100\$000
47.014.....	20\$000
60.587.....	200\$000
3.518.....	200\$000
68.302.....	500\$000
28.609.....	1:000\$000
31.635.....	100\$000
27.875.....	100\$000
31.802.....	100\$000
37.168.....	200\$000
49.360.....	100\$000
4.939.....	200\$000
63.855.....	100\$000
10.410.....	200\$000
67.664.....	100\$000
49.940.....	100\$000
29.612.....	1:000\$000
8.558.....	100\$000
30.535.....	100\$000
69.213.....	100\$000
48.201.....	200\$000
40.627.....	500\$000
34.235.....	100\$000
27.481.....	100\$000
42.765.....	100\$000
68.741.....	100\$000
24.820.....	100\$000
7.518.....	100\$000
62.716.....	200\$000
60.575.....	100\$000
13.896.....	100\$000
29.466.....	100\$000
22.879.....	200\$000
21.492.....	200\$000
33.991.....	100\$000
51.939.....	100\$000
32.821.....	20 000\$000
1.591.....	200\$000
62.732.....	4:000\$000
63.479.....	10\$000
43.103.....	200\$000
43.529.....	200\$000
51.397.....	100\$000
26.637.....	200\$000
10.470.....	100\$000

Aproximações

32.820 e 32.822.....	30\$000
62.751 e 62.753.....	200\$000
6.076 e 6.078.....	100\$000

Dezenas

32.821 a 32.830.....	60\$000
62.751 a 62.760.....	40\$000
6.071 a 6.080.....	20\$000

Centenas

32.801 a 32.900.....	20\$000
62.701 a 62.800.....	10\$000
6.001 a 6.100.....	8\$000

Todos os numeros terminados em 21 tem 15 e os terminados em 1 tem 21, exceptuando-se os terminados em 21.

O fiscal do Governo da União, Manoel Cosmo Pinto. — O director assistente, João Carlos de Oliveira Rosario, secretario. — O escrivão, Firmino do Cantuaria.

NOTICIARIO

Na 1ª Pagadoria do Thesouro Nacional, pagam-se hoje, 16º dia útil, as seguintes folhas: Montepto da Viação de A & J.

Directoria de Meteorologia e Astronomia — Observatorio Nacional — Resumo Meteorologico — Rio de Janeiro, 13 de outubro de 1915

HORAS	BAROMETRO REDUZIDO A 0.º	TEMPERATURA CENTIGRADA	TENSÃO DO VAPOR	UMIDADE RELATIVA	DIRECÇÃO E VELOCIDADE DO VENTO EM METROS POR SEGUNDO		NEBULOSIDADE
	m/m	°	m/m	%			
7 hs.....	759.0	16.6	12.7	90	WNW	7.0	8, St, Nb.
14 hs.....	59.5	19.7	11.0	65	SSE	2.0	10, Nb, St-Cu.
21 hs.....	61.8	18.0	11.9	82	NW	2.0	10, Nb.

Temperatura: maxima 20° 2, às 16 hs. 10 ms.; minima 15° 7, às 00 hs. 30 ms. Evaporação, 3m/m9. Chuva, 2m/ml. Insolação 2 h. 36m.

Chuvicou das 0 h. 00ms. às 0 h. 1 ms. e das 5hs. 50 ms. às 6 hs. 00 ms.

Chuva fraa e choviscos das 10 hs. 00 m. às 11 hs.00ms.

Directoria de Meteorologia e Astronomia — Observatorio Nacional — Resumo meteorologico — Rio de Janeiro, 16 de outubro de 1915

HORAS	BAROMETRO REDUZIDO A 0.º	TEMPERATURA CENTIGRADA	TENSÃO DO VAPOR	UMIDADE RELATIVA	DIRECÇÃO E VELOCIDADE DO VENTO EM METROS POR SEGUNDO		NEBULOSIDADE
	m/m	°	m/m	%			
7 hs.....	761.8	17.0	11.7	81	Calma	0.0	10, Nb.
14 hs.....	761.6	19.7	11.6	68	SSE	4.5	10, A-Cu, Nb.
21 hs.....	762.4	18.9	11.7	72	Calma	0.0	9, Cu, St-Cu, Nb.

Temperatura: maxima, 20° 4 às 12 hs. 0 m.; minima, 15° 8 às 5 hs. 50 m. Evaporação, 4m/m5. Chuva, 0m/m2. Insolação, 3 hs. 0 m.

Garou de 8 h. às 9 h. 0 m.

Directoria de Meteorologia e Astronomia — Observatorio Nacional — Resumo meteorologico — Rio de Janeiro, 17 de outubro de 1915

Horas	BAROMETRO REDUZIDO A 0º	TEMPERATURA CENTIGRADA	TENSÃO DO VAPOR	UMIDADE RELATIVA	DIRECÇÃO E VELOCIDADE DO VENTO EM METROS POR SEGUNDO		NEBULOSIDADE
	m/m	°	m/m	%			
7 hs.....	761.7	18.6	12.7	80	Calma	0.0	0, Limpo.
14 hs.....	759.7	20.4	11.7	66	SSE	10.0	1, St.
21 hs.....	761.4	19.8	12.4	73	SE	1.0	8, A-St, St-Cu.

Temperatura maxima, 20° 8 às 13 hs. 50 m.; minima, 17° 0 às 5 hs. 55 m.; evaporação, 6m/m4; chuva, 0m/m0; insolação, 9 hs. 42 m.

Houve corôa lunar entre 21-hs. 0 m. e 22 hs. 0 m.

Nota — Observações extrahidas da serie horaria.

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas precedentes					
	Altitude (Mts.)	Hora da observação (hora legal)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar	Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Chuva (m/m)	Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos	
			700 m/m +	Diferença em 24 horas		Direcção	Força				Maxima	Minima			Até 1/2 noite	Após 1/2 noite
Maranhão:																
Turvasd.....	15	9	57.5	-0.4	28.2	0.5	E	3	6	Tran.	29.1	24.5	—	11.2		
S. Luiz.....	20	9	57.9	-0.8	28.8	-0.2	NE	5	9	—	32.9	19.1	—			
S. Bento.....	41	9	57.9	-0.8	28.8	-0.2										
Caxias (Estação fechada).....	80	9	57.9	-0.8	28.8	-0.2										
Barra do Corda.....	81	9	57.9	-0.8	28.8	-0.2										
Imperatriz.....	93	9	57.9	-0.8	28.8	-0.2										
Grajaú.....	220	9	57.9	-0.8	28.8	-0.2										
Therzina (Planhy) (Estação fechada).....	400	9	57.9	-0.8	28.8	-0.2										
Ceará:																
Fortaleza.....	27	9	58.4	-1.1	29.2	0.4	SE	6	5	B. v.	32.6	19.9	—	10.8	Vam. pm.	0.
Guaramiranga.....	780	9	58.4	-1.1	29.2	0.4	E	5	6	B. v.	32.6	19.9	—	10.8	—	0.
Quixeramobim.....	207	9	59.3	-0.7	27.6	0.3	E	4	5	—	35.1	25.7	—	9.3	—	
Iguatú.....	212	9	59.2	-0.7	26.2	-0.1	E	3	4	—	35.5	23.0	—	9.6	—	
Natal (H. G. do Norte).....	3	9	59.4	-0.8	27.4	0.0	E	5	7	Vagas	38.3	24.4	—	10.4	—	
Parahyba:																
Parahyba.....	15	9	60.1	-0.1	28.2	-0.6	SE	3	9	—	30.0	18.8	—	11.0	0.	0.
Campina Grande.....	555	9	60.3	—	20.4	—	NE	3	10	—	30.1	15.4	—			
Pernambuco:																
Fernando de Noronha.....	95	9	59.9	1.3	25.9	-0.1	E	5	6	Chão	26.3	23.5	—	10.5	l. pm.	N.
Goyana.....	14	9	62.8	1.3	28.4	-1.2	S	2	8	—	32.2	16.4	—	—	—	N.
Nazareth.....	82	9	59.8	0.5	28.0	-0.2	SE	3	9	—	32.6	16.4	—	10.3	—	N.
Recife.....	30	9	60.7	0.5	28.2	-0.4	E	3	9	Chão	30.1	22.8	—			
Laboatão.....	50	9	61.8	0.2	27.6	-0.6	SE	4	6	—	30.5	17.7	—			
Escada.....	116	9	62.1	0.1	26.0	-1.2	E	2	9	—	31.4	16.4	—			
Pesqueira.....	725	9	62.9	0.7	22.0	0.7	E	2	10	—	34.2	18.6	—	10.4	Ns. am.	V.
Pão de Assucar (Alagoas).....	49	9	62.5	3.7	27.5	-0.1	S	3	8	—	38.6	21.7	—	—	—	N.
Aracaju (Sergipe).....	4	9	62.2	2.6	23.3	-1.1	SE	5	9	—	28.9	22.6	—	8.4	l. pm.	Chuviscou.
Bahia:																
Onдина.....	47	9	61.1	2.4	23.0	-1.2	SW	1	10	P. v.	29.3	23.1	10.5	9.4	C. i. pm.	C.
Caetité.....	900	9	61.3	3.3	18.2	-6.0	SE	2	10	—	27.5	20.9	0.2	0.8	Chuviscou pm.	N.
Alhéos.....	3	9	62.1	2.4	22.6	-4.9	E	3	10	Vagas.	31.7	19.5	—	—	V. pm.	V.
Minas Geraes:																
Januária.....	439	9	60.0	1.9	24.6	0.2	SE	4	4	—	34.2	18.4	—	—	R.	
S. Francisco.....	450	9	59.5	—	24.8	-1.2	E	2	10	—	32.8	19.2	—	—	—	
Montes Claros.....	615	9	60.0	2.5	23.1	-1.9	NE	2	3	—	31.9	20.3	3.7	7.0	C. pm.	
Pirapora.....	472	9	62.8	3.0	20.0	-0.8	S	1	10	—	32.2	19.4	3.6	0.0	Chuviscou n.	N.
Theophilo Otonil.....	305	9	61.2	-0.9	17.4	-1.0	E	2	10	—	29.2	16.0	1.8	—	—	
S. João Evangelista.....	680	9	61.2	-0.9	17.4	-1.0	E	2	10	—	29.2	16.0	1.8	—	—	
Araguari.....	856	9	60.3	2.2	19.6	1.0	C	0	0	—	27.6	12.4	—	—	—	
Curvello.....	615	9	60.3	2.2	19.6	1.0	C	0	0	—	27.6	12.4	—	—	—	

Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas precedentes				
Altitude (Ms.)	Hora de observação (hora regat.)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar		Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos
		700 m/m +	Diferença em 24 horas	Observação	Diferença em 24 horas	Direcção	Força				Maxima	Minima		
Estações														
Minas Geraes:														
621	Monte Alegre.....	60.0	0.3	23.2	2.2	E	3	0	—	B.	26.6	15.8	0.0	
740	Uberaba.....	62.5	0.7	22.0	4.8	S	2	7	—	—	2.8	11.7	—	
618	Pitangui.....	63.4	2.4	17.8	0.4	SE	2	40	—	I.	23.6	13.6	—	
857	Beilo Hroizonte.....	65.8	1.4	13.8	0.4	NNE	2	40	—	I.	16.5	11.0	—	
1.428	Ouro Preto.....	60.0	1.1	17.4	1.4	SE	4	2	—	—	21.2	10.0	—	
962	Oliveiras.....	62.0	2.1	15.2	0.7	NNE	2	7	—	I.	19.0	12.8	3.5	V. n. pm.
209	S. Paulo de Muriaé.....	65.8	-0.3	13.1	-0.4	E	4	40	—	—	17.2	13.6	0.0	
871	S. João d'El-Rey.....	64.0	3.0	16.2	-0.8	E	3	0	—	—	22.0	10.6	5.9	
1.090	Barbacena.....	63.8	1.7	16.7	0.3	SE	3	0	—	B.	22.5	11.6	7.0	
868	Lavras.....	64.1	0.6	19.0	5.0	C	0	8	—	I.	16.4	12.0	0.0	
1.046	Muzambinho.....	—	—	19.2	1.7	NE	1	6	—	—	20.7	15.0	0.4	O. pm.
876	Palmyra.....	66.2	2.1	16.4	0.6	N	3	6	—	—	18.3	13.0	0.0	h. pm.
240	Leopoldina.....	66.3	2.4	17.5	-0.7	E	1	4	—	B.	21.0	9.1	4.9	
632	Juiz de Fora.....	61.8	2.7	16.0	-1.6	C	0	0	—	B.	21.6	12.6	3.7	
430	Mar de Hespanha.....	64.3	1.9	16.1	0.5	SE	4	1	—	B.	20.9	9.5	6.3	L. am.
891	Caxambu.....	61.6	2.3	15.7	1.3	S	1	1	—	—	17.8	11.8	8.8	
910	Uru Fino.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
937	Passa Quatro.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Goyaz:														
792	Pyrenopolis.....	62.9	-0.7	24.4	0.1	C	0	5	—	B.	32.4	20.4	—	
520	Goyaz.....	61.3	-0.3	21.0	0.5	SE	2	3	—	—	35.0	14.0	—	
830	Catalão.....	—	—	15.6	1.6	C	0	0	—	B.	—	13.5	—	
Matto Grosso:														
235	Cuiabá.....	66.7	2.5	17.5	-1.0	C	0	40	Vagas	M. ch.	20.2	15.7	2.6	
480	S. Luiz de Cáceres.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
155	Corumbá.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
160	Bella Vista.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
61	Capital Federal.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Rio de Janeiro:														
10	Campo.....	66.9	3.4	21.6	4.2	SW	3	5	—	I.	23.2	15.4	3.4	Ch. pm.
314	Carmo.....	66.7	3.7	18.2	0.2	W	3	5	—	I.	20.4	13.1	0.4	C. pm.
842	Nova Friburgo.....	64.6	1.5	16.4	2.1	S	2	5	—	I.	17.8	8.6	2.3	
4	Macabé.....	66.9	4.0	20.0	-1.0	SW	2	3	Tranq.	M.	21.4	19.0	—	Ch. i. pm.
910	Therapopolis.....	63.0	0.1	12.6	-3.1	S	2	9	—	I.	13.5	9.7	0.3	C. am. n.
436	Vassouras.....	61.0	3.1	17.0	1.0	C	0	4	—	I.	9.5	13.4	3.8	
399	Resende.....	65.3	2.4	18.4	1.0	E	1	4	—	B.	20.3	13.9	3.7	C. pm.
402	Punheiro.....	65.7	2.0	15.7	2.7	SW	7	9	—	—	21.2	13.5	4.2	I. am. pm.
530	Petropolis.....	64.3	1.4	17.2	1.9	C	0	5	—	—	16.5	10.7	2.5	C. pm.
434	Mendes.....	66.1	2.0	19.4	3.0	C	0	40	—	I.	18.3	13.8	4.1	C. pm.
425	Tingua.....	66.4	2.0	19.4	3.0	C	0	8	—	—	20.5	14.2	2.6	C. h. pm.
179	S. Pedro.....	65.6	1.9	19.0	1.6	C	0	8	—	—	18.6	13.0	—	C. pm.
121	Rio d'Ouro.....	66.8	1.8	19.8	2.7	SW	0	6	Chão.	I.	20.2	14.1	—	C. pm.
20	Angra dos Reis.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21.4	14.2	—	C. pm.

Convenções — Estado do céu : em decimos de céo encoberto—O, totalmente limpo; IO, totalmente encoberto. Estado do tempo: B, bom; i, incerto; m, máo. Phe-
nomenos diversos: C, chuva; az, garça; ar, nevoeiro denso; nt, nevoeiro ténue; sr, granizo; sa, sarva; O, orvalho;
tr, trovada com relampagos; v, trovões; r, relampagos; l, halo lunar; ls, halo solar; ll, halo lunar; cs, corda solar; ai, corda solar; al,
arco-íris. Os números indicativos da força do vento referem-se á escala Beaufort do O calma a 1-2 tufão. A pressão barométrica achá-se reduzida a 0°C, ao nível do mar e a
temperaturas máximas verificaram-se em São de Assucar com 33°,6 e em Iguaçu com 33°,5. As temperaturas mínimas verificaram-se em Lages com 5°,0
e em Bagé com 5°,0. Nota — Telegrammas recebidos até ás 14 horas, 98; faltaram 22 (sendo 19 devido ao atraso do telegraphio).

Pelo Maroim, para Santes e Rio Grande do Sul, recebendo impressos até às 8 horas, cartas para o interior até às 8 1/2, ditas com porte duplo até às 9 e objectos para registrar até às 13 horas de hoje.

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas precedentes						
	Altitude (Mts.)	Hora da observação (hora legal)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar	Vento		Estado do céu	Estado de mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos			
			700mm +	Diferença em 24 horas		Observação	Diferença em 24 horas				Direcção	Força		Máxima	Mínima	Até 1/2 noite	Após 1/2 noite
Maranhão :																	
Turassu.....	15	9	58.6	—	28.7	—	E	6	6	P.vgs.	B. o.	32.4	23.7	10.5	—	—	
S. Luiz.....	20	•	58.3	0.8	28.4	0.2	NE	4	5	Esp.	—	29.5	24.0	11.0	—	—	
S. Bento.....	41	•	58.1	0.5	29.2	0.4	NE	3	9	—	—	33.9	19.5	—	—	—	
Caxias (estação fechada).....	80	•	58.3	—	20.6	—	NE	3	10	—	M.	39.0	24.0	—	—	—	
Barra do Corda.....	95	•	58.1	—	26.0	—	E	4	8	—	M.	34.6	20.9	—	—	—	
Imperatriz.....	61	•	58.1	—	25.4	—	NE	4	9	—	—	35.6	21.2	—	—	—	
Grajahu.....	220	•	58.1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Therezina (Piahy) (estação fechada).....	400	•	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ceará :																	
Fortaleza.....	27	•	59.2	0.8	24.2	—	SE	3	6	—	—	32.2	20.6	10.4	V. am. pm.	—	
Guaramiranga.....	780	•	—	—	19.6	0.8	E	3	7	—	B.	29.4	18.8	9.7	—	O. Chuviscou.	
Quixeramobim.....	207	•	60.1	0.8	27.4	0.2	SE	3	8	—	—	34.3	25.6	10.9	—	—	
Iguath.....	213	•	60.0	0.8	29.0	2.8	SE	3	4	—	B.	35.6	23.0	9.7	—	C.	
Natal (Rio Grande do Norte).....	3	•	59.7	-0.3	23.2	-1.2	SE	3	4	Vagas	B.	29.0	24.5	10.3	C. pm.	—	
Parahyba :																	
Parahyba.....	15	•	60.1	0.0	29.8	4.4	SE	3	5	—	—	31.0	18.8	6.0	Ns. pm.	O.	
Campina Grande.....	555	•	63.4	3.1	20.0	-0.4	NE	4	10	—	—	30.9	19.1	—	—	—	
Pernambuco :																	
Fernando do Noronha.....	95	•	59.0	-0.9	26.0	0.1	S	6	4	Chão	B. o.	27.1	23.6	11.3	Chuviscou, pm.	N.	
Goyanna.....	44	•	60.7	-2.1	30.8	2.4	S	3	7	—	—	32.6	20.0	—	—	—	
Nazareth.....	82	•	59.5	-0.3	29.2	1.2	SE	3	8	—	B.	31.6	20.6	7.6	—	—	
Ilecite.....	30	•	60.7	0.0	29.8	1.6	S	4	4	Chão	B.	31.9	23.6	—	—	—	
Jaboatão.....	50	•	62.2	0.4	26.3	-0.4	SE	3	4	—	—	29.2	20.7	0.2	Chuviscou, pm.	N.	
Escada.....	725	•	62.5	0.4	25.8	-0.2	SE	3	8	—	—	30.4	19.4	—	I. am.	N.	
Pesqueira.....	663	•	63.9	1.0	23.0	1.0	E	5	10	—	O.	31.0	17.2	8.2	Ns. v. pm.	N.	
Pão de Assucar (Alagoas).....	49	•	61.7	-0.8	27.3	0.2	SE	4	5	—	I. nt.	27.9	21.6	—	—	—	
Aracaju (Sergipe).....	4	•	62.6	0.4	27.8	4.5	E	3	3	—	—	28.8	23.8	5.9	V. pm.	N.	
Bahia :																	
Ordina.....	47	•	62.2	1.1	23.2	2.2	SE	6	10	G.vgs.	O.	25.9	21.7	0.0	C. am. pm.	O.	
Caeté.....	900	•	63.4	-0.1	18.4	0.2	SE	4	10	—	M.	23.4	16.2	0.0	—	—	
Ilhéos.....	3	•	63.2	1.1	23.8	0.2	S	5	10	G.vgs.	M.	30.5	18.3	6.2	C. am. pm.	O.	
Minas Geraes :																	
Januaria.....	439	•	60.7	0.7	23.4	-1.2	SE	6	8	—	O.	31.2	18.6	—	V. am. i.	N.	
S. Francisco.....	450	•	60.4	0.9	23.2	-1.6	E	2	10	—	I.	31.0	16.4	—	—	—	
Montes Claros.....	615	•	61.3	1.3	21.1	-2.0	NE	4	3	—	—	28.8	18.1	8.3	—	—	
Pirapora.....	472	•	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Theophilus Ottoni.....	305	•	63.0	0.2	20.4	0.4	NE	4	10	—	M.	23.4	17.8	0.0	—	—	
S. João Evangelista.....	620	•	65.7	1.6	16.8	-0.6	N	2	10	—	I.	23.5	13.0	—	—	—	
Araguary.....	856	•	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Curvello.....	615	•	59.6	-0.7	20.1	0.8	C	9	0	—	Bt.	28.0	12.2	—	—	—	

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações da 24 horas precedentes				
	Altitude (Mts.)	Hora de observação (hora legal)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar	Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Chuva (mm.)	Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos
			700° +	Diferença em 24 horas		Direcção	Força				Maxima	Minima			
Mina Geraes:															
Monte Alegre.....	621	—	—	23.4	—	NE	8	0	—	B. o.	31.0 44.9	—	—	—	V. am. pm.
Uberaba.....	760	60.5	0.5	22.6 -0.6	—	NE	1	0	—	B.	23.2 44.0	—	40.9	—	—
Pitangui.....	653	62.7	0.2	21.8 0.2	—	NE	4	4	—	—	23.4 42.0	—	—	—	—
Belo Horizonte.....	857	63.3	-0.1	18.0 0.2	—	SE	4	5	—	L.	23.0 43.3	—	—	—	—
Ouro Preto:															
Oliveira.....	1.426	66.3	0.5	13.6 -0.2	—	NNE	2	8	—	L.	44.3 9.5	—	0.0	—	V. pm.
	962	61.0	1.0	17.1 -0.3	—	SE	4	0	—	B.	22.3 10.1	—	—	—	—
S. João d'El-Rey:															
Barbacena.....	874	62.6	0.0	15.3 0.1	—	SE	1	10	—	L.	21.9 12.9	—	8.4	—	V. pm.
Lavras.....	1.090	65.9	0.1	14.0 0.9	—	SE	4	4	—	B.	18.2 10.2	—	4.0	—	—
Muzambinho.....	868	63.9	-0.1	16.0 -0.2	—	E	3	2	—	B.	24.2 10.0	—	4.0	—	—
Palmyra.....	1.036	64.1	0.3	17.1 0.4	—	SE	2	0	—	B.	25.2 10.1	—	4.0	—	—
Leopoldina.....	878	65.8	1.7	14.2 -4.8	—	E	2	10	—	M.	19.8 14.0	—	5.8	—	L. pm.
Juiz de Fora.....	240	—	—	9.0 -0.2	—	NNE	2	8	—	L.	24.5 15.0	—	3.6	—	—
Mar de Hespanha.....	352	65.3	0.9	19.5 3.4	—	E	0	6	—	B.	22.1 12.0	—	6.3	—	—
Caxambu.....	450	65.0	-1.3	19.0 1.5	—	E	1	7	—	B.	24.2 10.4	—	8.0	—	—
Ourofino.....	891	64.8	0.0	17.2 1.2	—	NE	3	0	—	B.	24.7 7.6	—	9.0	—	—
Passa Quatro.....	940	64.0	-0.3	7.0 0.9	—	E	4	0	—	B.	25.4 10.0	—	4.0	—	—
	937	63.7	-1.1	7.1 1.4	—	E	1	1	—	B.	19.4 10.3	—	4.0	—	—
Goyaz:															
Pyrenopolis.....	792	—	—	24.6	—	C	0	10	—	L.	5.0 15.29.0	—	7.5	—	pm.
Goyaz.....	520	58.3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Catalão.....	830	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matto Grosso:															
Cuiabá.....	235	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
S. Luiz de Cáceres.....	180	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corumbá.....	155	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bella Vista.....	160	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Capital Federal.....	61	66.2	-0.5	19.8 2.2	—	C	0	6	—	transq. B.	20.4 15.8	—	0.2	—	—
Rio de Janeiro:															
Campos.....	40	66.3	0.6	21.6 0.0	—	C	0	5	—	L.	23.2 44.0	—	4.8	—	C. pm.
Carmo.....	314	63.5	0.1	19.7 0.5	—	NW	3	7	—	B.	25.8 12.2	—	—	—	—
Nova Friburgo.....	842	65.0	0.4	17.0 0.6	—	C	0	0	—	B.	47.9 5.3	—	—	—	—
Macahé.....	4	66.0	-0.9	21.6 1.6	—	NE	2	6	—	Vagas.	21.2 18.6	—	—	—	—
Therzopolis.....	940	65.2	2.2	4.9 2.3	—	S	3	9	—	B.	43.7 8.7	—	3.0	—	Chuviscou pm.
Vassouras.....	436	63.9	-0.1	18.4 1.4	—	S	0	0	—	B.	20.2 44.0	—	—	—	C. pm
Rezende.....	399	64.5	-0.8	20.0 1.6	—	E	4	2	—	B.	23.2 41.3	—	8.3	—	Ai. chuviscou pm.
Pinheira.....	402	65.2	-0.5	19.4 1.4	—	E	0	8	—	B.	23.0 43.5	—	—	—	—
Petropolis.....	830	64.6	-0.1	17.8 2.1	—	E	1	2	—	B.	16.8 9.8	—	3.5	—	L. pm.
Mondass.....	434	64.6	0.3	18.6 1.4	—	N	4	0	—	B.	20.0 42.0	—	3.7	—	C. pm.
Tingá.....	425	67.1	1.0	20.0 -0.5	—	C	0	3	—	B.	21.2 43.2	—	5.5	—	—
S. Pedro.....	479	66.0	-0.1	21.0 1.6	—	C	2	5	—	L.	22.4 43.0	—	—	—	Chuviscou. pm.
Rio do Ouro.....	428	65.9	0.3	21.0 1.0	—	C	0	6	—	L.	21.4 43.9	—	—	—	Chuviscou. pm.
Ayres dos Reis.....	30	66.0	-0.6	20.1 0.3	—	SW	3	2	—	B.	21.7 44.6	—	—	—	C. pm.
															G. pm.

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas					
	Altitude (Ms.)	Hora de observação (Hora legal)	Pressão atmo- spherica		Tempera- tura do ar	Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Tempera- tura do ar		Chuva m/m	Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos	
			700mm +	Diferença em 24 horas		Direcção	Força				Máxima	Mínima			Até 1/2 noite	Após 1/2 noite
S. Paulo:																
Franca.....	1.002	»	63.0	-0.3	20.9	4.1	E	3	1	B.	29.0	12.4	—	—	B.	0.
Ribeirão Preto.....	555	»	61.3	-1.1	18.8	0.8	E	3	0	B.	24.6	9.0	—	—	B.	0.
S. Carlos do Pinhal.....	847	»	66.3	-1.6	18.6	0.6	W	4	0	B.	25.0	10.0	—	—	B.	0.
S. Paulo dos Agudos.....	602	»	62.4	-2.8	9.2	1.9	S	4	0	B.	26.5	9.5	—	—	B.	0.
Rio Claro.....	614	»	64.8	-1.2	19.0	1.4	E	2	0	B.	26.8	9.6	—	—	—	0.
Piquete (Fabrica de Polvora).....	552	»	64.9	-1.5	18.0	1.8	NE	4	0	B.	22.0	10.6	—	—	B.	0.
Piracicaba.....	550	»	64.4	-1.6	20.0	2.0	S	3	0	B.	24.0	8.0	—	—	—	0.
Campinas.....	570	»	64.5	-1.3	14.8	1.2	NE	3	0	B.	19.5	10.5	—	—	—	0.
Taubaté.....	575	»	65.6	-2.0	23.2	3.3	NE	4	4	vag.	23.0	14.6	—	9.0	C. pm.	0
S. Paulo.....	820	»	65.5	-3.0	17.0	1.4	SE	2	0	B.	20.0	8.0	—	—	B.	0
Santos.....	3	»	65.8	-1.8	17.0	0.8	SE	4	8	M.	22.6	13.2	—	—	C.	0.
Faxina.....	685	»	64.9	-3.4	15.3	3.2	E	5	4	—	15.9	8.6	—	4.1	—	—
Iguape (Estação fechada).....	5	»	63.8	-1.5	18.6	-0.6	SW	2	9	chão	21.0	9.8	—	—	—	—
Paraná:																
Guarapuava.....	1.140	»	67.1	-2.3	18.0	0.9	SE	1	7	—	22.9	11.2	—	—	—	Nt.
Curitiba.....	908	»	67.3	-3.1	17.4	1.4	SW	2	6	—	22.3	14.0	—	—	—	—
Paranaguá.....	4	»	67.3	-1.0	21.5	2.1	NNE	2	4	—	21.0	12.4	—	—	—	—
Santa Catharina:																
Blumenau.....	24	»	66.4	-2.4	11.0	0.6	N	2	7	P.V.	24.0	17.4	—	—	—	—
Brusque.....	25	»	65.2	—	10.6	-0.0	NE	4	4	—	18.6	6.0	—	—	—	—
Camboriú.....	2	»	62.0	-1.0	13.7	2.2	NNE	2	0	—	27.6	11.5	—	10.2	—	—
Florianópolis.....	3	»	61.5	—	14.8	—	NE	3	0	—	23.2	6.6	—	11.0	—	—
Lages.....	940	»	61.7	—	17.2	—	NE	1	2	—	28.0	11.0	—	—	—	—
Rio Grande do Sul:																
S. Luiz Gonzaga.....	265	»	64.9	—	16.8	—	NE	4	0	vag.	15.1	12.5	—	10.2	—	0.
Cruz Alta.....	473	»	61.7	-3.4	19.5	4.1	SE	2	1	—	26.1	9.4	—	9.	—	0.
Palmeiras.....	591	»	62.4	—	16.2	—	NNE	4	1	—	25.5	10.5	—	—	Ns am. nm.	—
Itaqui.....	72	»	64.9	—	20.0	—	—	4	8	—	28.0	12.3	—	10.2	—	0.
Passo Fundo.....	664	»	60.8	—	18.0	—	—	0	0	—	24.6	9.9	—	—	—	0.
S. Francisco de Paula.....	902	»	63.0	-2.9	20.5	3.7	—	0	0	—	24.6	12.1	—	—	—	0.
Torres.....	66	»	63.0	-2.2	19.2	1.4	—	0	3	—	26.1	10.0	—	—	—	0.
Santa Maria.....	142	»	60.7	-3.2	19.8	1.8	E	3	1	—	26.1	11.5	—	—	—	0.
Soledade.....	720	»	64.9	—	20.0	—	—	0	0	—	26.1	11.5	—	—	—	0.
Uruguayana.....	37	»	60.8	—	18.0	—	—	0	0	—	26.1	11.5	—	—	—	0.
Taquary.....	46	»	63.0	-2.9	20.5	3.7	—	0	0	—	26.1	11.5	—	—	—	0.
Porto Alegre.....	26	»	63.0	-2.2	19.2	1.4	—	0	3	—	26.1	11.5	—	—	—	0.
Cachoeira.....	65	»	60.7	-3.2	19.8	1.8	E	3	1	—	26.1	11.5	—	—	—	0.
S. Gabriel.....	120	»	60.7	-3.2	19.8	1.8	E	3	1	—	26.1	11.5	—	—	—	0.

Estações	Observações resumidas de manhã										Observações das 24 horas precedentes					
	Altitude (Mts.)	Hora de observação (hora legal)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar		Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos	
			700 m/m +	Diferença em 24 horas	Observação	Diferença em 24 horas	Direção	Força				Máxima	Mínima		Até 1/2 noite	Após 1/2 noite
Rio Grande do Sul:																
B. A. Livramento.....	211	*	60.9	-4.1	16.6	0.4	NE	1	1	1	1	27.0	9.9	1	V. pm.	O.
S. Thago.....	226	*	61.	-3.0	18.0	1.0	N	3	3	3	3	25.9	10.6	1	V. am., pm.	V.
Bagé.....	221	*	62.1	-3.5	16.6	1.7	NE	4	7	7	7	25.5	10.4	10.5	1	N.
Pelotas.....	457	*	67.2	-3.3	15.4	0.6	EE	4	1	1	1	22.8	9.8	1	1	V.
Encruzilhada.....	3	*	64.2	-3.6	18.9	1.0	NE	7	7	7	7	20.0	14.5	10.3	V	V.
Rio Grande.....	47	*	62.6	-3.4	18.2	0.6	NE	4	8	8	8	22.0	7.2	10.2	V. pm.	V.
Jaguarão.....	5	*	63.5	-4.3	17.7	1.6	NE	6	8	8	8	14.5	10.0	1	1	1
S. V. Palmar.....	25	8	60.3	-5.	17.0	0.0	NE	1	1	1	1	23.0	15.0	1	1	1
Buenos Aires.....			62.4	-4.4	17.0	1.0	NNE	4	7	7	7	19.0	13.0	1	1	1
Montevideo.....																
Estação creada recentemente:																
Vaccaria.....	930	9	62.4	-2.4	13.8	1.2	N	5	0	0	0	23.0	7.5	1	1	O.

Convenções — Estado do céu : em decimos de céu encoberto — O, totalmente limpo; IO, totalmente encoberto. Estado do tempo: b, bom; i, incerto; m, máo. Phenomenos diversos: c, chuva; g, garbá; ag, aguaceiro; ne, neve; ns, nevoa socca; n, nevoeiro dapo; ut, nevoeiro tenue; gr, granizo; sa, saraiva; o, orvalho; ge, geada; e, escarcha tr, trovada com relampagos; t, trovões; r, relampagos; v, ventania; hs, halo solar; hl, halo lunar; cs, corba solar; cl, corba lunar; al, arco-iris.

Os numeros indicativos da força do vento referem-se á Escala Beaufort de O calma a 12 tufo. A pressão barométrica acha-se reduzida a 0° C., ao nível do mar e á gravidade normal.

As temperaturas máximas verificaram-se em Barra do Corda com 39° 0 e em Pão de Assucar com 37° 9.

As temperaturas mínimas verificaram-se em Friburgo com 5° 3 e em Lages com 0° 0.

Nota — Teletermias recebidos até ás 15 horas, 104; faltaram, 16 (13 devido a atraso do telegrapho).

Convenções — Estado do céu: em decimos de céu encoberto — O, totalmente limpo; IO, totalmente encoberto. Estado do tempo: b, bom; i, incerto; m, má. Fenômenos diversos: c, chuva; g, garóia; a, aguardeiro; ne, neve; ns, nevoeiro denso; nt, nevoeiro tenue; gr, granizo; sa, saraiva; o, orvalho; ge, geada; e, escarcha; tr, trovada com relampagos; t, trovões; r, relampagos; v, ventania; ls, halo solar; hl, halo lunar; cs, corôa solar; al, arco-luz.

Os números indicativos da força do vento referem-se à Escala Beaufort de O calma a 12 tuão. A pressão barométrica achase reduzida a 0° C., ao nível do mar e à gravidade normal.

PARTE COMMERCIAL			
Camara Syndical			
CURSO OFFICIAL DO CAMBIO E MOEDA METALLICA			
Pracas	90 d/v	A' vista	
Sobre Londres.....	12 5/16	12 13/64	
Sobre Paris.....	8717	8727	
Sobre Hamburgo.....	8877	8882	
Sobre Italia.....	—	8665	
Sobre Portugal.....	—	23950	
Sobre Nova York.....	—	45229	
Libra esterlina (em moeda).	—	205050	
Sobre Buenos Aires (pozo ouro).....	—	35954	
Sobre Hespanha (pesetas).....	—	8803	
Apolices geraes de 1:000\$, 5 %.....		8003000	
Apolices geraes de 1:000\$, 5 % (titulos provisionarios).....		7703000	
Apolices do emprestimo nacional de 1903, port.....		8105000	
Apolices do emprestimo nacional de 1909, nom.....		7823000	
Apolices do emprestimo municipal de 1906, port.....		1003000	
Apolices do emprestimo municipal de 1914, port.....		1705000	
Apolices do Estado do Rio de Janeiro, de 1003, 4 %, port.....		85000	
Banco do Brazil.....		1865000	
Companhia Loterias Nacionais do Brazil.....		115000	
Companhia Docas de Santos, port.....		4005000	
Companhia Docas de Santos, nom.....		4005000	
Debentures Companhia Fabril Paulista.....		375000	
Debentures Companhia Manufactora Fluminense.....		1303000	
Debentures da Companhia Docas de Santos.....		1933000	
Secretaria da Camara Syndical do Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. — A. Simonsen, syndico.			
Junta dos Corretores			
BOLSA DE MERCADORIAS			
Mercado de café			
O mercado do café abriu hoje firme, tendo-se realizado vendas de 1.172 saccas, na base de 78700 por arroba para o tipo 7, desensaccado.			
Durante o dia realizaram-se vendas de mais 5.401 saccas, aos preços de 78700 fechando em posição firme.			
Total das vendas conhecidas, 6.573 saccas.			
Mercado de algodão			
			Fardos
Entradas em 18.....			3.519
Sahidas em 18.....			66
Existencia em 19.....			6.652
Observações — As entradas foram de:			
			Fardos
Peraambuco.....			920
Parahyba.....			979
Mossoró.....			570
Ceará.....			430
Assu.....			300
Maceió.....			321
Mercado de assucar			
			Saccos
Entradas em 18.....			1.237
Sahidas em 18.....			3.553
Existencia em 19.....			318.743
Observações — As entradas foram de:			
			Saccos
Santa Catharina.....			837
Campos.....			400
O syndico, J. Severino.			

RENDAS PUBLICAS

Recebedoria do Districto Federal

MEZ DE OUTUBRO DE 1915

Renda arrecadada de 1 a 18 1.532:096\$076
Renda arrecadada em 19... 83:314\$953

1.415 411\$024

Em igual periodo de 1914... 992:612\$386

Alfandega do Rio de Janeiro

MEZ DE OUTUBRO DE 1915

Renda arrecadada no dia 19:

Em ouro..... 60:853\$625
Em papel..... 131.053\$032

Total..... 191:906\$657

Renda arrecadada de 1 a 19 2.851:345\$534
Em igual periodo de 1914... 2.010 915\$016

Diferença a maior em 1915. 840:430\$518

MARCAS REGISTRADAS

N. 4.575

Petroit Steel Products Co., estabelecida em Detroit, Estado do Michigan, Estados Unidos da America, apresenta a marca supra que consiste na palavra «Lumina» acompanhada de uma seta. Esta marca, que pôde variar em typos, cores e dimensões, serve para distinguir caixilhos metalicos para janellas, portas metallocas, divisões de metal, lombrias do metal para portas e janellas, da fabricação e commercio da depositante. Rio de Janeiro, 13 de setembro de 1915.—Por procuração, *Leclerc & Co.* (sobre duas estampilhas de 300 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 14 horas e 40 minutos do dia 13 de setembro de 1915.—*Isidoro Campos*, director.

Registrada sob n. 4.575 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 13\$200 de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 11 de outubro de 1915.—*Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.)

N. 4.576

Fillsbury-Washburn Flour Mills Company, Limited, sociedade com sede na cidade de Minneapolis, Estado de Minnesota, Estados Unidos da America, apresenta a registro a marca supra que consiste nas palavras «Fillsbury's Best XXXX Minneapolis Minn» dentro de dois círculos concentricos formados por pontos. Esta marca, que pôde variar em typo de letra, cores e dimensões, serve a distinguir farinha de trigo da fabricação e commercio da depositante. Rio de Janeiro, 14 de outubro de 1915.—Por procuração, *Moura & Wilson*. (Sobre duas estampilhas no valor de 600 réis.)

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, ás 13 horas e 10 minutos do dia 14 de setembro de 1915.—*Isidoro Campos*, director.

Registrada sob o n. 4.576 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 13\$200 de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 11 de outubro de 1915.—*Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.)

N. 4.577

Tiffany Studios, estabelecida em Nova York, Estados Unidos da America, apresenta a marca supra que consiste essencialmente na palavra «Tiffany» acompanhada ou não de uma circumferencia, encerrando um monogramma formado pelas letras «T.S.» e seguida da palavra «Studies». Esta marca, que pôde variar em typos, cores e dimensões, serve para distinguir obras de bronze, com ou sem outras combinações, obras de ouro, platina, prata e outros metaes com ou sem pedras preciosas; artefactos de crystal e porcellana, de qualquer forma e applicação, do commercio e fabrico da depositante. Rio de Janeiro, 13 de setembro de 1915.—Por procuração, *George Herbert Tattersall*. (Sobre duas estampilhas de 300 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 14 horas e 15 minutos do dia 14 de setembro de 1915.—*Isidoro Campos*, director.

Registrada sob o n. 4.577 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 13\$200 de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 11 de outubro de 1915.—*Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.)

N. 8.332

José Pereira dos Santos, estabelecido nesta praça com commercio de pharmacia á rua Pinto do Figueiredo n. 5, apresenta a marca acima, consistente em um rotulo de fundo branco, vendo-se no centro o desenho de uma palmeira encostada a ella uma taça de onde procede uma cobra enroscada sobre o tronco da referida palmeira, lendo-se na mesma esdizeres Marca Registrada. No centro, atravessando o desenho acima, vem-se as iniciaes J. P. S. acompanhadas superior e inferiormente dos dizeres: Pharmacia Santos, J. P. Santos. A referida marca é usada em todos os productos pharmaceuticos de seu commercio e bem assim em notas, cartões, facturas etc., considerando-se marca goral do seu estabelecimento, variando em cores e dimensões, afim de garantir a sua propriedade. Sobre uma estampilha de 300 réis. Rio de Janeiro, 10 de setembro de 1912.—*José Pereira dos Santos*.

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 2 horas e 30 minutos, do dia 10 de outubro de 1912.—*Isidoro Campos*, director.

Registrada sob o n. 8.332 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 6\$600 de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 14 de outubro de 1912.—*Isidoro Campos*, director.

Por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje, annota-se no registro n. 8352 a transferencia da marca Pharmacia Santos, de José Pereira dos Santos para seus successores J. P. Santos & Comp. Rio de Janeiro, 7 de outubro de 1915.—*Isidoro Campos*, director.

N. 10.634

Antonio Affonso Gomes Cerqueira, socio da firma Gomes Cerqueira & Comp., estabelecida á rua Sete de Setembro n. 139, adopta a marca supra para distinguir uma pasta dentifricia de sua fabricação e commercio, consistente em um rotulo confeccionado por duas circumferencias, vendo-se no espaço superior em sentido curvilinio o nome caracteristico «Stomodonte», centralizado pela figura de uma mulher; e, na mesma especie, na parte inferior as palavras: «Pasta Dentifricia Alcalina e Antiseptica, Gomes Cerqueira & Comp.» A referida marca poderá variar de cores e dimensões. Sobre duas

estampilhas do valor de 600 réis: Rio de Janeiro, 26 de julho de 1915.—*Antonio Affonso Gomes Cerqueira*.

Apresentada na Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, ás 11 horas e 35 minutos do dia 3 de agosto de 1915.—*Isidoro Campos*, director.

Registrada sob n. 10.634, por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 13\$200 de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 20 de setembro de 1915.—*Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.)

N. 10.726

M. Martinez, estabelecido á rua do Alcantara n. 49, adopta para distinguir os charutos de seu fabrico a marca supra, que poderá variar em typo e cor. Consiste ella no nome caracteristico Paula Ma to, entre aspas. A referida marca será usada de qualquer forma, gravada, estampada ou em rotulos, não só nas caixas que contiverem os mesmos charutos, como tambem nos proprios charutos, afim de bem garantir o melhor distinguir o referido producto. Sobre estampilhas no valor de 600 réis: Rio de Janeiro, 4 de setembro de 1915.—*M. Martinez*.

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 11 horas do dia 9 de setembro de 1915.—*Isidoro Campos*, director.

Registrada sob n. 10.726, por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 13\$200 de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 11 de outubro de 1915.—*Isidoro Campos*, director. (Achava-se ao lado o carimbo da Junta Commercial.)

N. 10.753

M. Velloso & Comp., estabelecido á rua de S. José n. 18, apresentam a marca supra afim de ser registrada e que servirá para distinguir o azeite de oliveira de sua importação e commercio. Consiste a marca em um rotulo rectangular de fundo guarnecido de bordaduras douradas, vendo-se ao alto sobre folhas de fructos de oliveira pintados em dourado e preto, duas fachas de fundo vermelho e filetes dourados e letras douradas e pretas em que se leem na primeira, que é curvilinea, os dizeres «Azeite especial», na segunda, que é quebrada «Importado directamente de Freixo de Espada a Cintra». Entre essas duas fachas vem-se sobre fundo dourado, duas circumferencias concentricas que, tem no espaço comprehendido entre ellas os dizeres: H. S. José 18. Adoga do Minho, e no centro da menor a figura de um homem que apoia o braço esquerdo sobre um escudo tendo á mão direita uma fissa, isto sobre uma paisagem representando o mar, onde se veem diversas embarcações. Na parte inferior do rotulo vem-se em um rectangulo de fundo vermelho e filetes dourados, as iniciaes M. V. & C., em monogramma e aos lados entre bordaduras, a firma requerente e os nomes dos exportadores. A marca será usada nas cores descriptas, podendo variar em letras e dimensões e será applicada de qualquer forma nos vasilhames o azeite do commercio dos requerentes. Sobre estampilhas no valor de 600 réis: Rio de Janeiro, 17 de setembro de 1915.—*M. Velloso & Comp.*

Apresentada na Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 12 horas e 15 minutos do dia 18 de setembro de 1915.—*Isidoro Campos*, director.

Registrada sob n. 10.752 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 13\$200 de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 11 de outubro de 1915.—*Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.)

N. 10.753

Carlos de Vasconcellos Motta apresenta para ser registrada a marca supra, que poderá variar em tipo e cor, a fim de distinguir os remédios de manipulação e preparados farmacêuticos e drogas da sua farmácia, sita à rua da Conceição n. 20, em Niterói, Estado do Rio de Janeiro. Consiste ella no nome característico «Pharmacia Fluminense», sobre um filete. A referida marca será usada em quaesquer retulos, nos vasilhames, vidros e tudo mais que lhe convier. Affim de bem distinguir os remédios, drogas e preparados farmacêuticos de sua farmácia acima referida. Sobre estampilhas no valor de 600 réis: Niterói, 21 de setembro de 1915.—*Carlos de Vasconcellos Motta.*

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, às 13 horas e 15 minutos do dia 21 de setembro de 1915.—*Isidoro Campos, director.*

Registrada sob o n. 10.753 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje Pagou no primeiro exemplar 13\$200 do sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 11 de outubro de 1915.—*Isidoro Campos, director.* (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.)

EDITAES E AVISOS

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores

Directoria Geral de Saude Publica

CONCURSO PARA MEDICO-AJUDANTE DE SAUDE DOS PORTOS

De ordem do Sr. director geral, faço publico, para conhecimento dos interessados que, a partir desta data e por espaço de 90 dias, fica aberta nesta secretaria a inscripção para o concurso a uma vaga de medico-ajudante do Inspectoria de Saude do Porto da Bahia, a realizar-se nesta Capital, conforme determina o § 1º do art. 4º do Regulamento Sanitario Vigente.

De accordo com as instrucções mandadas observar pelo Exm. Sr. ministro do Interior e publicadas no *Diario Official* de 23 do maio, o concurso versará sobre molestias parasitarias e infecciosas epidemicas; legislação sanitaria brasileira, relativa ao serviço marítimo e fluvial; hygiene maritima e internacional e noções de bacteriologia applicada. Segundo as mesmas instrucções, o concurso será valido até junho de 1916, tendo os candidatos classificados o não nomeados, o direito absoluto de preferencia ás vagas effectivas e interinas que occorrerem até aquella data, em qualquer das Inspectorias de Saude dos portos, respeitadas as prerogativas do que trata o art. 4º, § 1º do Regulamento Sanitario em vigor.

Os Srs. candidatos deverão apresentar, junto a seus requerimentos, indicação do livro e folha em que estão registrados nesta directoria os seus diplomas, bem como o laudo de exame da validade prestado na mesma, perante a comissão respectiva, na vespéra da realização do concurso.

Secretaria da Directoria Geral de Saude Publica, 14 de agosto de 1915.—O secretario Interino, *Dr. Garfield de Almeida.*

Policia do Districto Federal

GABINETE DE IDENTIFICAÇÃO E DE ESTATISTICA

De ordem do Exmo. Sr. chefe de Policia do Districto Federal ficam sem effeito de folha corrida as carteiras de identidade numero 11.754, 13.301 e 5.624, de João Candido Leite Marques, Antonio Joaquim Gonçalves

Costeira e Raul da Silva Fidalgo, concedidas de accordo com o art. 123, letra A, do regulamento annexo ao decreto n. 6.440, de 30 de março de 1907, visto como os mesmos estão sendo processados, respectivamente por crime de peculato, arts. 297 e 306 do Código Penal.

Rio de Janeiro, 13 de outubro de 1915.—O director, *Edgard Simões Corrêa.*

Policia do Districto Federal

GABINETE DE IDENTIFICAÇÃO E DE ESTATISTICA DO DISTRICTO FEDERAL

De ordem do Exmo. Sr. chefe de Policia do Districto Federal, ficam sem effeito de folha corrida as carteiras de identidade ns. 6.863 e 18.965, concedidas pelo Gabinete de Identificação e de Estatística, de accordo com o art. 123, letra a, do regulamento annexo ao decreto n. 6.440, de 30 de março de 1907, aos cidadãos Alberto Botelho e Antonio Machado dos Santos, visto como os mesmos estão sendo processados, respectivamente, como incurso nos arts. 302 e 303 do Código Penal.

Rio de Janeiro, 15 de outubro de 1915.—O director, *Edgard Simões Corrêa.*

Policia do Districto Federal

GABINETE DE IDENTIFICAÇÃO E DE ESTATISTICA

De ordem do Exmo. Sr. chefe de Policia do Districto Federal fica sem effeito de folha corrida a carteira de identidade n. 14.783, concedida pelo Gabinete de Identificação e de Estatística, de accordo com o art. 123, letra a, do regulamento annexo ao decreto n. 6.440, de 30 de março de 1907, ao cidadão Antonio Augusto, visto como o mesmo está sendo processado pelo 6º districto policial, como incurso no art. 306 do Código Penal.

Rio de Janeiro, 16 de outubro de 1915.—O director, *Edgard Simões de Campos.*

Policia do Districto Federal

GABINETE DE IDENTIFICAÇÃO E ESTATISTICA

De ordem do Exmo. Sr. chefe de Policia do Districto Federal, fica sem effeito de folha corrida a carteira de identidade n. 5.898, concedida pelo Gabinete de Identificação e de Estatística, de accordo com o art. 123, letra a, do regulamento annexo ao decreto n. 6.440, de 30 de março de 1907, ao cidadão Luiz Nanes Figueira, visto como o mesmo está sendo processado pelo 18º Districto Policial, como incurso no art. 306 do Código Penal.

Rio de Janeiro, 18 de outubro de 1915.—O director, *Edgard Simões Corrêa.*

Policia do Districto Federal

GABINETE DE IDENTIFICAÇÃO E DE ESTATISTICA

De ordem do Exmo. Sr. chefe de Policia do Districto Federal, fica sem effeito de folha corrida a carteira de identidade n. 6.001, concedida pelo Gabinete de Identificação e de Estatística, de accordo com o art. 123, letra A, do regulamento annexo ao decreto n. 6.440, de 30 de março de 1907, ao cidadão Leonel Coutinho de Souza, visto como o mesmo está sendo processado pelo 4º districto policial, como incurso no art. 306 do Código Penal.

Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.—O director, *Edgard Simões de Campos.*

Ministerio da Marinha

Capitania do Porto

De ordem do Sr. capitão do porto, previu-se a todos os interessados, commandantes, proprietarios ou consignatarios de navios que, em virtude da conclusão do inquirito a quo se procedeu sobre o abaloamento do vapor francez *Duplex* e rebocador *S. Paulo*, fica suspenso de exercer a sua função até segunda ordem o arcaes João Grovas Esteves, por ter revelado impericia.

Secretaria da Capitania do Porto da Capital e Estado do Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.—*Santiago Rivaldo, secretario.*

Ministerio da Guerra

5ª Região Militar

6º MUNICIPIO

Edital de convocação para o alistamento militar

O major Coriolano de Alencastro, presidente da Junta do Alistamento Militar:

Faz saber aos que o presente edital lerem ou delle tenham conhecimento que, nesta data, foram installados os trabalhos desta junta e, portanto, convida a todos os jovens de 20 annos completos no anno de 1915 e domiciliados neste municipio a virem se inscrever até o dia 14 de novembro do corrente anno e, bem assim, todos aquellos que tendo 21 annos ou mais, ainda não estão inscriptos nos registros militares, como determina o regulamento para a execução da lei do alistamento militar.

Convoca tambem todos os interessados a apresentarem esclarecimentos ou reclamações a bem de seus direitos, afim de que a junta possa bem orientada ficar da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da Junta do Revisão que tem de apurar este alistamento.

A junta funcionará em todos os dias uteis do 12 ás 14 horas do dia.

E para conhecimento de todos manda lavrar o presente edital, por mim feito e assignado, rubricado pelo presidente o quo será fixado junto ao edificio em que funciona esta junta, a Ladeira Vianna n. 27 e publicado no *Diario Official*.

O secretario, *Paulino Van Ervan*. Capital Federal, 15 de setembro de 1915.—*Coriolano de Alencastro, presidente.*

Junta do Alistamento Militar do 1º Municipio

(CAMBÓIA)

Edital de convocação para o alistamento militar

O tenente-coronel Euclás do Rego Barros Falcão, presidente da Junta do Alistamento Militar, etc.:

Faz saber aos que o presente edital lerem ou delle tenham conhecimento que, nesta data, foram installados os trabalhos desta junta e, portanto, convida a todos os jovens de 20 annos completos no anno de 1914 e domiciliados neste municipio a virem se inscrever até o dia 14 de novembro do corrente anno e, bem assim, todos aquellos que tendo 21 annos ou mais, ainda não estão inscriptos nos registros militares, como determina o regulamento para a execução da presente lei do alistamento militar.

Convoca tambem todos os interessados a apresentarem esclarecimentos ou reclamações a bem de seus direitos, afim de que a junta possa bem orientada ficar da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da Junta do Revisão que tem de apurar este alistamento.

A junta funcionará em todos os dias uteis, das 12 ás 14 horas, no quartel regional da

Polícia, à praça da Harmonia. E para o conhecimento de todos manda lavrar o presente edital, por mim feito e assignado, rubricado pelo presidente o que será fixado junto ao edificio em que funciona esta junta, e publicado no *Diário Official*.

Capital Federal, 19 de outubro de 1915. — Carlos Ballister, secretario. — Tenente-coronel Endas do Rego Barros Falcão, presidente. — Alferes Manoel Claudino de Oliveira e Cruz, vogal.

14º MUNICÍPIO (ENGENHO VELHO)

Edital de convocação para o alistamento militar

O tenente-coronel José Carlos Lamaignère Teixeira, presidente da junta de alistamento militar, faz saber aos que o presente lerem ou dello tenham conhecimento que, nesta data, foram installados os trabalhos desta junta e, portanto, convoca todos os jovens da idade de 20 annos completos no anno proximo passado e domiciliados nesse municipio, nos logares infra indicados a virem inscrever-se até o dia 14 de novembro do corrente anno e bem assim todos aquelle que, tendo de 21 a 30 annos, ainda não estão inscriptos nos registros militares, como determina o regulamento para a execução da lei do alistamento militar.

O 14º municipio é constituído pelos habitantes dos predios situados nos logares seguintes:

Boulevard de S. Christovão de ns. 21 a 33 (numeração antiga).

Largo do Matadouro (todo).

Quinta da Boa Vista, antiga Imperial.

Ruas:

S. Christovão, de n. 1 a 255, antigos.
Hadlock Lobo, de n. 19 a 227, idem.
Maltoso, de n. 26 a 170, idem.
Francisco Eugenio, de ns. 2 A a 123, idem.
Barão de Ubu, de ns. 2 A a 92, idem.
Barão de Itapagipe, de ns. 57 a, idem.
Barão de Igatemy, de ns. 7 a 107, modernos.
Barão de Sertorio n. 57, idem, 1, idem.
Pereira de Almeida, de ns.
Cabido, de ns. 5 a 43, idem e 1 a 13, idem.
Figueira do Mello ns. 1 A e 2 A, idem.
Campo Alegre, de ns. 2 A a 20, idem.
Pedro Ivo, de ns. 3 a 7, idem.
Sergipe, de ns. 5 a 35, idem.
Fonseca Lima, n. 1, idem.
Da Luz n. 31, idem.
Industrial (toda), idem.
Bispo de ns. 1 a 50, idem.
Ayres Gomes, n. 20, idem.
Matto Grosso, de ns. 2 A a 45, idem.
Mello Souza, de ns. 3 a 40, idem.
Quarta ns. 4 e 5, idem.
Coronel João Francisco n. 2, idem.
Mariz e Barros, de ns. 1 a 67, idem.
Paralyba, de ns. 15 a 22, idem.
Barcellos, de ns. 2 a 29, idem.
Consultorio, de ns. 21 a 53, idem.
Derby-Club, n. 1, idem.
S. Valentim, de ns. 5 a 49, idem.
Canabarro, de ns. 38 a 57, idem.
Conselheiro Barros, n. 41, idem.
Santa Luzia, de ns. 2 a 50, idem.
Hippodromo Nacional, n. 12, idem.
José Eugenio, n. 3, idem.
Quinta (toda), idem.
Saldanha da Gama, n. 29, idem.
Visconde de Nitheroy, (toda), idem.
Sattamini, n. 2, idem.
Primeira (toda), idem.
General Tiburcio (toda), idem.
Campos Sales, n. 1 A, idem.
Dr. Maciel, de ns. 1 A a 23, idem.
Sexta, n. 26, idem.
Gonçalves Crespo, n. 42, idem.
Santa Amélia, de ns. 2 a 6, idem.

S. Francisco Xavier, de ns. 1 A a 92, idem.

Senador Furtado, de ns. 4 a 31, idem.

Travessas:

S. Salvador de ns. 1 até 10, Piahy toda, o S. Vicente de Paulo, toda.

Convoca, pois, todos os jovens de 20 a 30 annos de idade não inscriptos nos registros militares e domiciliados nesse 14º municipio a virem inscrever-se nesta junta, na forma acima prescripta.

Convoca tambem todos os interessados a apresentarem, a bem dos seus direitos, esclarecimentos ou reclamações, afim de que a junta possa ficar bem orientada da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da junta de revisão que tem de apurar este alistamento.

A commissão medica, que tem de inspecionar os cidadãos alistados que allegarem incapacidade physica, terá logar na Direcção de Saude do Exercito, à praça da Republica, nos dias 30 do corrente, 14 e 28 de outubro e 11 de novembro.

Esta junta do alistamento funcionará todos os dias uteis das 13 horas ás 15 1/2, na sala da bibliotheca do quartel do 1º regimento de cavallaria do Exercito.

E para conhecimento de todos manda lavrar o presente edital por mim feito e assignado e rubricado pelo presidente. — Henrique Moreira Ventura, tenente-secretario. — Lamaignère, tenente-coronel presidente.

JUNTA DE ALISTAMENTO DO 14º MUNICÍPIO — ENGENHO VELHO

O tenente coronel José Carlos Lamaignère Teixeira, presidente desta junta, faz publicar, para que cheguem ao conhecimento dos interessados, que nesta data foram alistados para o serviço militar obrigatorio do Exercito activo e suas reservas — torças do 1º linha — os cidadãos constantes da relação infra mencionada.

Caso esses cidadãos queiram fazer qualquer reclamação a respeito de suas inclusões nesse alistamento, podem dirigir-se a esta junta, que funciona na sala da bibliotheca do 1º regimento de cavallaria, das 13 1/2 ás 15 horas, em todos os dias uteis, afim de serem attendidos com justiça.

Eu, tenente Henrique Moreira Ventura, secretario, lavrei o presente edital que assigno.

Rio de Janeiro, 15 de outubro de 1915. — Tenente-coronel José Carlos Lamaignère Teixeira, presidente. — Tenente, Henrique Moreira Ventura, secretario.

Relação dos alistados durante a semana finda

1. Antonio Gonçalves.
2. Antonio Martins Dantas.
3. Antonio Peres Silva.
4. Antonio Soares Lemos.
5. Antonio Costa.
6. Antonio da Silva Filho.
7. Antonio Everaldino Pinto.
8. Antonio Pinto Lauredo.
9. Antonio Pires.
10. Antonio Vanna da Costa.
11. Antonio Simeão Filho.
12. Antonio Durval Ramos.
13. Antonio Rocha Mendes.
14. Antonio Nogueira Pinto.
15. Antonio Dias Filho.
16. Antonio Martinez.
17. Antonio Soares Machado.
18. Antonio Pinto Fanez.
19. Antonio Pericles.
20. Antonio Jarbas Pinto.
21. Antonio Laurindo Ramos.
22. Antonio Guerra Ribas.

23. Antonio Januzio Pinto.
24. Antonio Bello Franco.
25. Antonio Moreira de Aragão Filho.
26. Antonio José Vianna.
27. Antonio Gonçalves dos Santos.
28. Alvaro José Borges.
29. Alcino de Medeiros Machado.
30. Albertino Junqueira.
31. Alcebiades da Silva Melon.
32. Augusto Teixeira.
33. Alvaro Nobre.
34. Alfredo da Costa Mello.
35. Alfredo José.
36. Amando Pinto Ribeiro.
37. Augusto Manoel.
38. Archimedes Tavares de Azevedo.
39. Arthur de Oliveira Andrade.
40. Armando Luciano do Rego.
41. Armando de Souza Fagundes.
42. Armando de Araujo.
43. Alfredo da Silveira.
44. Argeniro Pinto da Silva.
45. Alberto José.
46. Arthur da Silva Guimarães.
47. Alvaro da Conceição.
48. Alvaro da Silva.
49. Avelino Severino Martins.
50. Alvaro Accacio da Cunha.
51. Augusto Francisco Maia.
52. Alzomiro Gomes da Silva.
53. Atanaldo da Silva Braza.
54. Arthur Pedro de Alcantara.
55. Alvaro José Fernandes.
56. Anenor da Silva.
57. Amy Machado.
58. Breno Carlos dos Reis.
59. Benjamin Constant.
60. Bazilio Gomes.
61. Bernardino Pereira Campos.
62. Bento Coelho Fraga Filho.
63. Carlos Breno Reis.
64. Carlos de Freitas.
65. Carlos Augusto Biuna.
66. Castor José Soares.
67. Cezar Augusto de Magalhães.
68. Candido Rodrigues Vargas.
69. Calmerio Lemos.
70. Claudionor Tavares Guerra.
71. Dino de Mesquita.
72. Delfim Lara Maia.
73. Dociano Imenes.
74. Eurico da Silva.
75. Eduardo de Alvaranga Piroto Filho.
76. Eudiles de Magalhães.
77. Euzébio Geraldo Julião de Souza.
78. Eduardo Barreto.
79. Ernani José Alves.
80. Edgard Barbosa dos Santos.
81. Edmundo Gregorio de Mattos.
82. Emygdio de Carvalho.
83. Fidelis Celano.
84. Firmínio Maria dos Santos.
85. Francisco José de Souza.
86. Francisco Salles Fernandes Pereira.
87. Frederico Harweg Filho.
88. Ferdinando Labourian.
89. Francisco de Paula Rezende.
90. Francisco de Paula Rezende.
91. Gregorio Nolasco.
92. Gastão Chevallier.
93. Germano Weiss Filho.
94. Gabriel Peres.
95. Gastão de Moraes Fontoura.
96. Guilherme Rodrigues de Souza.
97. Hygino Sadock de Sá.
98. Henrique Monteiro.
99. Henrique Decadato da Silva.
100. Henrique Azevedo de Souza.
101. Humberto Moreira.
102. Heracito de Souza Campos.
103. Ivo Carlos de Araujo Machado.
104. José de Souza.
105. José Floriano de Jesus.
106. Jacintho Pereira da Costa Filho.
107. José Pinto de Campos.
108. João Christostomo.
109. José Manoel de Sá.

110. João Floriano.
111. João Pinto da Silva Valle.
112. Joaquim Dias Gonçalves Filho.
113. Joaquim Bento Pimentel.
114. Jayme da Motta Guimarães.
115. João José de Freitas.
116. José Gomes.
117. José Victoriano.
118. Joaquim Martins de Moura Mendes.
119. João Evangelista.
120. Jorge Simões Corrêa.
121. José Assis Corrêa.
122. José Domingues.
123. Joaquim Vogueira.
124. João Alan.
125. Jayme Dias.
126. João Ferreira.
127. João Antonio dos Santos.
128. João de Oliveira Reis.
129. João Vieira do Castro Filho.
130. José Maelha do Carmo.
131. Luiz de Oliveira.
132. Luiz Pinto Chaves Junior.
133. Luciano de Napolis Telles Menozes.
134. Mario Lopes Soares.
135. Manoel Brevcs.
136. Manoel da Cunha.
137. Manoel de Oliveira.
138. Manoel Rodrigues Soares.
139. Manoel Estano da Silva Filho.
140. Mario de Macedo Silva Brito.
141. Mario José da Silva Guimarães.
142. Manoel Fonseca Barreiro.
143. Martinho Pinto.
144. Manoel Marques Simão.
145. Mario Pascoal del Giudice.
146. Nester de Abreu Vieira.
147. Oscar da Silva Pinna.
148. Octavio Tavares.
149. Othello Carlos da Silva.
150. Olivio Gomes.

Tenente secretario, Henrique Moreira Ventura. — José Carlos Lamigüera Teixeira, tenente-coronel presidente.

Quinta Região Militar

18º MUNICIPIO (MEYER)

Edital de convocação para o alistamento militar

O capitão Leopoldo Viriato de Freitas, presidente da junta de alistamento militar. Faz saber aos que o presente edital lerem ou dello tenham conhecimento que, nesta data, foram installados os trabalhos desta junta e, portanto, convida a todos os jovens de 20 annos completos no anno de 1914 e domiciliados neste municipio a virem se inscrever até o dia 14 de novembro do corrente anno e, bem assim, todos aquellos que, tendo 21 annos ou mais, ainda não estão inscriptos nos registros militares, como determina o regulamento para a execução da lei do alistamento militar.

Convoca também todos os interessados a apresentarem esclarecimentos ou reclamação a bom de seus direitos, afim de que a junta possa bem orientada ficar da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da junta de revisão que tem de apurar este alistamento.

A junta funcionará em todos os dias uteis, na agencia da Prefeitura do Meyer. E para conhecimento de todos, manda lavrar o presente edital, por mim feito e assignado, rubricado pelo presidente e que será afixado junto ao edificio em que funciona esta junta, á rua Dr. Dias da Cruz n. 135, e publicado no *Diario Official*. — José Feliciano da Silva Monteiro, secretario.

Capital Federal, 14 de setembro de 1915. — Capitão Leopoldo V. Freitas, presidente.

22º MUNICIPIO

Edital de convocação para o alistamento militar

O major Afonso Pinho de Castilho, presidente da junta de alistamento militar:

Faz saber aos que o presente edital lerem ou dello tenham conhecimento que, nesta data, foram installados os trabalhos desta junta e, portanto, convida a todos os jovens de 20 annos completos no anno de 1914 e domiciliados neste municipio a virem se inscrever até o dia 14 de novembro do corrente anno e, bem assim, todos aquellos que, tendo 21 annos ou mais, ainda não estão inscriptos nos registros militares, como determina o regulamento para a execução da lei do alistamento militar.

Convoca também todos os interessados a apresentarem esclarecimentos ou reclamações a bom de seus direitos, afim de que a junta possa bem orientada ficar da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da junta de revisão que tem de apurar este alistamento.

A junta funcionará em todos os dias no edificio da Escola de Guerra (Realengo) das 12 ás 14 horas. E para conhecimento de todos manda lavrar o presente edital, por mim feito e assignado, rubricado pelo presidente e que será afixado junto ao edificio em que funciona esta junta, e publicado no *Diario Official*. — Tenente João Alexandrino Teixeira, secretario.

Capital Federal, 17 de setembro de 1915. — Major Afonso Pinho de Castilho, presidente.

VIGESIMO QUINTO DISTRITO MUNICIPAL (ILHAS)

Edital de convocação para o alistamento militar

José Joaquim Franco de Sá, presidente da Junta de Alistamento Militar, faz saber aos que o presente edital lerem ou dello tenham conhecimento que, nesta data, foram installados os trabalhos desta junta e, portanto, convoca todos os jovens da idade de 20 annos completos no anno proximo passado e domiciliados nas seguintes ilhas deste municipio: Agua, Ambrosio, Baiach, Bom Jardim, Bom Jesus, Boqueirão, Braço Forte, Brocoio, Casa da Pedra, Cabras, Cambambo, Cambabis Grande, Cambabis Pequeno, Cocos, Catalão, Comprida, Folhas, Funda, Governador, Grande, Jurubabybas, Lage, Lobos, Mangunhos, Manoel Rodrigues, Maria, Milho, Nhanquetá, Palmas, Panacarahyba, Paquetá, Pequena, Pindahys Grande, Pindahys Pequeno, Pinheiro, Pita ou das Pitangas, Raymundo, Rosa, Redonda, Rijo, Salta Velhaco, Santa Rosa, Sapucaia, Savaratá, Secca, Tapoamas e Viraponga, a virem se inscrever até o dia 14 de novembro do corrente anno e, bem assim, todos aquellos que, tendo 21 annos ou mais, ainda não estejam inscriptos nos registros militares, como determina o regulamento, passada a execução da lei do alistamento militar, de 21 a 30 annos de idade completos.

Convoca também todos os interessados a apresentarem, a bom de seus direitos, esclarecimentos ou reclamações, afim de que a junta possa bem orientada ficar da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da Junta de Revisão, que tem de apurar este alistamento.

A junta funcionará, de ordem do Exmo. Sr. general inspector permanente da quinta região militar, ás terças e sextas-feiras de cada semana, no estado-maior do Asylo de Invalidos da Patria, das 12 ás 13 horas, sendo os outros dias uteis destinados ao serviço pertencente ás ilhas do Districto Federal.

E para conhecimento de todos manda lavrar o presente edital, por mim feito e assignado e rubricado pelo presidente. — O

secretario, capitão Adolpho de B. A. Samento.

Ilha do Bom Jesus, 14 de setembro de 1915. — Capitão José Joaquim Franco de Sá, presidente.

Ministerio da Viação e Obras Públicas

Directoria Geral dos Correios

SUB-DIRECTORIA DE CONTABILIDADE

Ficam intimados a comparecer na 1ª seção da Sub-Directoria de Contabilidade da Directoria Geral dos Correios, os ex-estaletas Floriano Cunha e Saturnino Lima, afim de recolherem aos cofres publicos a importancia de \$0\$000 (cincoenta mil réis) cada um, conforme a responsabilidade que lhes foi imposta por portaria do Sr. director geral, n. 933/2, de 28 do junho ultimo.

Sub-Directoria de Contabilidade da Directoria Geral dos Correios, em 27 de setembro de 1915. — O sub-director, Eugenio Augusto Wandek.

Directoria Geral dos Correios

De ordem do Sr. director geral, fica marcado o prazo de 10 dias para o praticante de 1ª classe desta directoria, Carlos Pereira Coelho, fazer a sua desca relativamente ao facto de que trata o processo «São Paulo—3.770-915», do protocolo desta repartição.

Sub-directoria do Expediente, 2ª seção, Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. — O sub-director, Ernesto Lirio de Siqueira.

Directoria Geral dos Correios

SUB-DIRECTORIA DE CONTABILIDADE

Fica intimado a comparecer na 1ª Seção da Sub-Directoria de Contabilidade da Directoria Geral dos Correios, no prazo de trinta dias, afim de recolher aos cofres publicos a importancia de 121\$600 (cento e vinte e quatro mil e seiscentos réis) conforme a responsabilidade que lhe foi imposta por portaria n. 1.214, do Sr. director geral, o ex-praticante de 2ª classe, Augusto Pamplona.

Sub-Directoria de Contabilidade da Directoria Geral dos Correios, em 18 de outubro de 1915. — O sub-director, Eugenio Augusto Wandek.

Directoria Geral dos Telegraphos

CONCURRENCIA PUBLICA PARA VENDA DE MATERIAL INSERVIVEL

De ordem do Sr. director geral faço publico que, tendo sido annullada por despacho desta data a concorrência publica do que trata o edital publicado no *Diario Official* em data de 5, 6 e 7 do corrente, serão recebidas ás 13 horas do dia 25 deste mez, no gabinete do chefe da 3ª seção da Sub-directoria Technica, novas propostas em carta fechada e devidamente lacrada, para a compra do material inservivel existente no deposito do Trapicho Flora e constante da relação seguinte:

- 150 kilos do fio de cobre.
- 153 bolsas de couro proprias para estafetas, com 33 kilos.
- 49 kilos de nove cascos de telephones.
- 18 kilos de tres relógios.
- 18 kilos de tres lampadas.
- 3 kilos de um fogareiro.
- 60 kilos de duas caixas com ferramentas velhas.
- 1084 kilos de ferro fundido proveniente de bases, pontaleto e diversas ferragens.
- 41 kilos de onze pás duplas.
- 423 kilos de ferragens typo europeu.

1151 kilos de ferro batido proveniente de seis postes e diversas ferragens.

A lote de cabo de ferro telegraphico.

As propostas serão feitas em duas vias, escriptas a mão ou a machina, datadas, assignadas e selladas de accordo com a lei do sello, contendo o preço por unidade, em algarismos e por extenso, sendo aceita a ou as que mais vantagens offereçam.

Os proponentes depositarão na thesauraria desta repartição a quantia de 300\$ (trezentos mil réis) para garantia da execução da proposta aceita.

O proponente aceito terá o prazo improrogavel de 15 (quinze) dias para retirada do aludido material, contando esse prazo da data em que entrar com o respectivo pagamento para os cofres desta repartição, para o que exhibirá o competente recibo.

Escoado este prazo, si não houver justificado perante o Sr. director geral o motivo do não cumprimento da disposição anterior do presente edital, perderá o proponente o direito a restituição da caução, e o novo edital será mandado publicar pelo vice-director.

Si for aceita, em taes casos, a proposta immediatamente mais vantajosa, o concorrente aceito ficará inteiramente sujeito ás disposições do presente edital do concurso publico.

Não serão admitidas as propostas que apresentarem emendas, emendas ou rasuras, o as que não estiverem na mais perfeita harmonia com o teor deste edital.

Si os preços offerecidos não consultarem os interesses economicos da repartição, o Conselho de Compras annullará a concorrência, para o que será declarado, antes da abertura das propostas, aos interessados o limite maximo do preço por que deve ser vendido o material por unidade.

As propostas serão abertas e lidas no dia 26 do corrente, ás 13 horas, pelo chefe da 3ª secção tecnica, na respectiva sala, em presença do sub-director tecnico.

No caso de insuficiencia de numero de concorrentes, proceder-se-ha definitivamente á leitura e julgamento até de uma só proposta subordinada ás condições do presente edital.

Rio de Janeiro, 18 de outubro de 1915.—
Leopoldo Ignacio Weiss, vice-director interino.

Estrada de Ferro Central do Brazil

CONCURRENCIA PARA A COMPRA DE METAL DELTA

Tendo sido annullada a concorrência realizada no dia 6 do corrente mez, de ordem da directoria, faço publico que ás 12 horas do dia 22 do corrente mez, na Intendencia desta Estrada, na Estação Maritima, serão recebidas novas propostas para a compra de dez toneladas de metal Delta, existentes na secção de carga e descarga, na Maritima.

A concorrência versará apenas sobre o preço em réis, por unidade de material, cabendo a preferencia de direito ao autor da proposta mais alta, por minima que seja a diferença entre ella e qualquer outra.

As propostas que devem estar devidamente selladas, datadas, assignadas, com indicação das respectivas residencias, serão entregues em duas vias, em envolveros fechados, com a declaração por fóra do assumpto e do nome do proponente.

Esse envolvero deve ser acompanhado de um outro, em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente.

No acto da entrega da proposta, o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 500\$, previamente feita na thesauraria desta Estrada, para garantir a proposta, caução que reverterá para os cofres da mesma es-

trada se o proponente preferido recusar-se a pagar a importancia total e retirar o material dentro de dez dias contados da data da acceptação da proposta.

A questão da idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas. As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes, serão annunciados o dia e hora para abertura e leitura das propostas que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

A Estrada reserva-se o direito de annullar a concorrência caso os preços offerecidos sejam muito baixos, declarando, antes de abertas as propostas, qual o preço minimo abaixo do qual não aceita nenhuma.

As propostas não poderão conter senão uma formula de completa submissão a todas as clausulas deste edital, e o preço em réis por unidade de material.

Não se tomarão em consideração quaesquer ofertas de vantagens não previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offerecimento do augmento de preço sobre a proposta mais cara.

No caso de absoluta igualdade entre duas propostas, fica a Estrada com o direito de decidir a quem cabe a preferencia.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital, será rejeitada.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brazil, em 15 de outubro de 1915.—O secretario, José Ricardo de Albuquerque.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio

Escola de Minas

EDITAL n. 121

De ordem do Exmo. Sr. Dr. director da Escola de Minas de Ouro Preto, esta secretaria faz sciante que, de conformidade com o disposto no art. 69 do Código de Ensino, approved pelo decreto n. 3.490, de 1º de janeiro de 1901, fica espacada por mais tres mezes, nesta secretaria, desta data a 18 de novembro proximo futuro, em todos os dias uteis, das 9 ás 15 horas, a inscricção ao concurso para o provimento effectivo do lugar de professor de desenho do curso fundamental desta escola, comprehendendo, como proceitua o art. 10, § 1º do regulamento de 26 de maio de 1910: desenho de imitação e geometrico no 1º anno; desenho de aquedas e topographico, no 2º e desenho e construção de cartas geodesicas no 3º. Os candidatos deverão satisfazer as exigencias constantes dos arts. 17, 58, 59, 12, 63, 64 e 65 do citado Código de Ensino.

Secretaria da Escola de Minas, 13 de agosto de 1915.—O secretario, Francisco Antonio Lopes.

Escola de Minas de Ouro Preto

EDITAL n. 522

De ordem do Exmo. Sr. Dr. director da Escola de Minas de Ouro Preto, a secretaria da mesma escola faz sciante que, de accordo com o art. 69 do Código de Ensino, fica espacada por mais tres mezes a inscricção para o concurso afim do se prover effectivamente o lugar de substituto da setima secção da referida escola, devendo terminar esse prazo a 18 de novembro proximo futuro, ás 14 horas. A setima secção compõe-se das seguintes materias: grapho-estatica e resistencia dos materiais, estabilidade das construções, estudo dos materiais de construção e determinação experimental de sua

resistencia, tecnologia das protissões elementares e do instructor mecanico 1ª cadeira do 1º anno e 1ª de 2º do curso especial hydraulica: liquidos e gases, machinas operatrizes, machinas hydraulicas, aproveitamento de aguas e esgoto e hydraulica agricola, thermodynamica e motores thermicos (2ª cadeira do 1º e 3º do 2º anno do curso especial), de accordo com o regulamento approved pelo decreto n. 3.039, de 26 de maio de 1910. Os candidatos deverão satisfazer as exigencias dos arts. 17, 58, 59, 12, 13 e 14 do Código de Ensino, approved pelo decreto n. 3.490, de 1º de janeiro de 1901.

Secretaria da Escola de Minas de Ouro Preto, 13 de agosto de 1915.—O secretario, Francisco Antonio Lopes.

Escola de Minas

EDITAL n. 120

De ordem do Ex. Sr. Dr. director da Escola de Minas de Ouro Preto, esta Secretaria faz sciante que, de accordo com o artigo 69 do Código de Ensino, fica espacada por mais tres mezes a inscricção do concurso para o provimento effectivo do lugar de substituto da Segunda Secção desta Escola, que comprehende, conforme o regulamento approved pelo decreto n. 3.039, de 26 de maio de 1901: geometria descriptiva, conicas, estereometria e madeira nauta (2ª cadeira do 1º anno, 3ª do 2º e 4ª do 3º anno do curso fundamental), armenatura, elementos de astronomia, topographia superficial e subterranea, perspectiva, legislação de terras e principios geraes de colonização, trigonometria espherica, astronomia theorica e pratica e geologia 1ª cadeira do 1º anno, 1ª do 2º e 3ª do 3º anno do curso fundamental).

A inscricção encerrar-se-á no dia 18 de novembro proximo futuro, levando os candidatos a satisfazer as exigencias constantes dos artigos 17, 58, 59, 12, 63, 64 e 65 do Código de Ensino.

Secretaria da Escola de Minas, 18 de agosto de 1915.—O secretario, Francisco Antonio Lopes.

Ministerio da Fazenda

Thesouro Nacional

LETRAS DO THESOURO

(ouro)

Substituição das cautelas provisórias

De ordem do Sr. director geral da Intendencia Publica, e de accordo com as instruções approvedas por S. Ex. o Sr. ministro, publicadas no *Diario Official* de 22 de maio, são convidados a comparecer nesta thesauraria os portadores das cautelas provisórias emitidas nos termos do decreto n. 11.471, de 3 de fevereiro deste anno, para substitui-las pelas — Letras do Thesouro — ouro.

Serão substituidas somente as cautelas emitidas no dia 30 de abril ultimo, dos seguintes numeros e valores:

Do valor de 14:2335630

Cautelas n. 233.

A substituição terá lugar do dia 20 do corrente mez, das 11 horas da manhã ás 2 da tarde.

As cautelas dos valores de 100\$, 200\$, 500\$ e 1:000\$ serão substituidas por letras de iguaes valores com as mesmas datas das cautelas. Somente serão substituidas as cautelas de valores superiores a 1:000\$000.

Thesouraria Geral do Thesouro Nacional, 19 de outubro de 1915.—O escriptão, A. J. Santos.

Thesouro Nacional
LETRAS DO THESOURO

OURO

Substituição das cautelas provisórias

Do ordem do Sr. director geral da Contabilidade Publica e do accordo com as instrucções approvadas por S. Ex. o Sr. ministro, publicadas no *Diario Official* de 23 de maio, são convidados a comparecerem nesta thesauraria os portadores das cautelas provisórias emitidas nos termos do decreto n. 11.478, de 5 de fevereiro deste anno, para substitui-las pelas—Letras do Thesouro—ouro.

Serão substituidas somente as cautelas emitidas no dia 29 de abril ultimo, dos seguintes numeros e valores:

Do valor de 9:031\$786

Cautela n. 218.

Do valor de 8:303\$714

Cautela n. 219.

Do valor de 17:780\$000

Cautelas ns. 220 a 231

A substituição terá lugar do dia 19 ao dia 20 do corrente mez, das onze (11) horas da manhã ás duas (2) horas da tarde.

As cautelas dos valores de 100\$, 200\$, 500\$ e 1:000\$ serão substituidas por letras de iguaes valores com as mesmas datas das cautelas. Somente serão desdobradas as cautelas de valores superiores a 1:000\$000.

Thesouraria Geral do Thesouro Nacional, 18 de outubro de 1915.—O escrivão, A. Santos.

Caixa de Amortização

Faço publico que, tendo-se extraviado as apolices da divida publica interna fundada, uniformizadas, juro de 5 %, papel, do valor nominal de 1:000\$, ns. 144.233 a 144.241 e de 200\$, ns. 1.298 e 1.972, do que é usufrutuaria Julia Pereira de Andrade, vão ser expostos novos titulos si, dentro do prazo de cinco dias, não houver reclamação em contrario.

Caixa de Amortização, 14 de outubro de 1915 — O inspector, M. C. de Lencó.

Alfandega do Rio de Janeiro

De ordem do Sr. inspector faço publica a seguinte sentença:

Consta deste processo que no dia 21 de setembro proximo findo o 2º official aduaneiro Henrique Carvalho, achando-se do serviço entre os armazens 5 e 6 do Caes do Porto, apprehendeu de dous individuos que per ali passavam, dous pacotes: um com ligas de algodão e outro com peças de fazenda occultos sob as vestes, não lhe sendo possível deter es contraventores, por terem es mesmos conseguido evadir-se.

Instaurado o respectivo processo, foi lavrado o auto de apprehensão e, não sendo conhecidos os donos das mercadorias apprehendidas, foram os mesmos notificados por edital inserto no *Diario Official* de 23 do mesmo mez, a virem allegar o que entendessem a bem do seus direitos.

Espectado o prazo marcado, de 15 dias, sem que tivo se havido reclamação, foram devidamente classificadas e avaliadas as mercadorias.

Isto posto, Considerando que o processo correu á revelia;

Considerando que foram as mercadorias apprehendidas em flagrante, nos termos do artigo 630 § 3º da Nova Consolidação das Leis das Alfandegas.

Julgo procedente a apprehensão.

Intime-se e liquide-se, adjudicando-se afinal o producto ao apprehensor ao 2º official aduaneiro Henrique Carvalho, deduzidos 50 % de accordo com o art. 124 da lei n. 2.924 de 5 de janeiro do corrente anno.

Cumpra-se.

Alfandega, 19 de outubro de 1915.—Paula e Silva.

Alfandega do Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.—Alfredo Pinto de Araujo Corrêa, 2º escripturario.

Alfandega do Rio de Janeiro

De ordem do Sr. inspector faço publica a seguinte sentença:

Este processo consta que o 2º official aduaneiro Eduardo Carneiro dos Santos, achando-se do serviço a bordo do vapor inglez *Vasari*, procedente de Nova York, apprehendeu, no dia 21 do setembro proximo findo, de tres estivadores, uns embrulhos com pares de meias para senhora, que os mesmos traziam occultos sob as vestes na ocasião do finalizar alli o serviço; sendo que não os poudo deter, por terem elles desido precipitadamente a escada e deitado a correr.

Sciante do facto, esta inspectoría determinou que fosse instaurado o respectivo processo; assim, foi lavrado o auto de apprehensão e logo em seguida publicado no *Diario Official* de 26 do mesmo mez, um edital intimando os interessados nessa apprehensão a virem allegar o que entendessem conveniente.

Decorrido o prazo de 15 dias marcado no referido edital, sem que tivesse algum se apresentado nesta repartição para o alludido fim, procederam os conferentes designados á classificação e avaliação respectiva.

Nestes termos,

Considerando que a mercadoria foi apprehendida em flagrante, na conformidade do dispositivo do art. 630 § 3º da Nova Consolidação das Leis das Alfandegas;

Considerando que correu á revelia o processo,

Julgo a apprehensão procedente.

Intime-se e liquide-se, adjudicando-se afinal o producto ao apprehensor 2º official aduaneiro Eduardo Carneiro dos Santos, deduzidos os 50 % de que trata o art. 124 da lei n. 2.924, de 5 de janeiro do corrente anno.

Cumpra-se.

Alfandega, 19—10—1915.—Paula e Silva.

Alfandega do Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.—Alfredo Pinto de Araujo Corrêa, 2º escripturario.

Alfandega do Rio de Janeiro

De ordem do Sr. inspector faço publica a seguinte sentença:

Da actura deste processo se verifica que o 2º official aduaneiro Oscar Augusto Loureiro, achando-se do serviço no registro «Guana-hara» no dia 23 do setembro proximo findo, viu que um individuo de bordo do paquete inglez *Vasari*, procedente de Nova York, atirava para uma embarcação, que se achava atracada a esse vapor, um pequeno embrulho que depois verificou conter meias para senhora, fazendo delle a respectiva apprehensão.

Inteirada do facto, esta inspectoría determinou a instauração do respectivo processo, tendo lugar a lavramento do devido auto de apprehensão e logo em seguida a inserção no

Diario Official de 26 do mesmo mez, de um edital convidando o dono do pacote apprehendido a vir, no prazo de 15 dias, allegar o que entendesse a bem do seu direito.

Espectado o referido prazo, sem ter havido reclamação, depois de haver sido o mesmo declarado perempto, teve lugar a classificação e avaliação respectiva.

A' vista do exposto.

Considerando que foi a mercadoria apprehendida em flagrante, consoante o disposto no art. 630, § 3º, da Nova Consolidação das Leis das Alfandegas;

Considerando que correu o processo á revelia;

Julgo procedente a apprehensão.

Intime-se e liquide-se, adjudicando-se afinal o producto ao apprehensor 2º official aduaneiro Oscar Augusto Loureiro, deduzidos 50 %, de accordo com o art. 124 da lei numero 2.924, de 5 de janeiro ultimo.

Cumpra-se.

Alfandega, 19 de outubro de 1915.—Paula e Silva.

Alfandega do Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.—Alfredo Pinto de Araujo Corrêa, 2º escripturario.

Alfandega do Rio de Janeiro

De ordem do Sr. inspector intimo o dono de 42 baralhos de cartas apprehendidos hontem, entre os armazens 15 e 16 do caes do Porto, pelo 2º official aduaneiro Rodolpho Alberto Nunes Gonzaga, a vir allegar, dentro do prazo de 15 dias, o que julgar a bem do seu direito no processo que sobre o facto corre por esta repartição.

Alfandega do Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.—Alfredo Pinto de Araujo Corrêa, 2º escripturario.

Alfandega do Rio de Janeiro

EDITAL DE PRAÇA N. 14

Segunda mesa

De ordem do Sr. inspector se faz publico que nos dias 20, 25 e 29 de outubro, ao meio dia, serão vendidas, respectivamente, em 1ª, 2ª e 3ª praças, de accordo com as disposições do titulo VI da Nova Consolidação das Leis das Alfandegas, livres de direitos, a quem melhor vantagem offerecer, no estado em que se acham, as mercadorias adeante mencionadas, sendo permitido aos donos retirá-las até a vespera do leilão, mediante prova de pagamento dos direitos.

ARMAZEM N. 5 DA ALFANDEGA

Lote n. 1

Quadrante M.T.: Quatro engradados ns. 1/4, contendo modelos de gesso para artes, pesando liquido 1.799 kilos, vindos de Bordéus no vapor *Amazon*, (26 de outubro de 1909).

Idem: Seis engradados ns. 1/6, contendo modelos de gesso para artes, pesando liquido 3.269 kilos. (Bordéus, vapor *Sind*, 14 de janeiro de 1910).

Idem: Dous engradados ns. 3 e 4, contendo modelos de gesso para artes, pesando liquido 1.688 kilos. (Bordéus, vapor *Cambody*, 20 de dezembro de 1909).

Lote n. 2

Losango D.N., contra marca A: Dezoito bobinas, pesando bruto 4.786 kilos, contendo papel tinto pesando liquido 4.430 kilos. (Amsterdam, vapor *Delland*, 13 de agosto de 1910).

Idem: Duas bobinas, peso bruto 525 kilos, contendo papel para impressão, pesando liquido 473 kilos. (Amsterdam, vapor *Delland*, 13 de agosto de 1910).

Lote n. 3

J.C., contra marca E.L.: Um fardo, pesando bruto 248 kilos, contendo papel para impressão, simples, pesando liquido 230 kilos. (Vapor e procedencia, ignorada).

Lote n. 4

CH contra marca FG: Quatro saccos contendo rolhas de cortiça, pesando bruto 143 kilos. (Porto, barca Clara, 30 de outubro de 1911).

MOA: Um sacco contendo rolhas de cortiça, pesando bruto 23 kilos. (Porto, barca Clara, 30 de outubro de 1911).

Lote n. 5

L: Dez barris, pesando bruto 2.398 kilos, contendo productos chimicos não classificados (solução de gomma de amido com chlorureto de magnésio), pesando liquido 2.048 kilos. (Fiume, vapor Balaton, 12 de fevereiro de 1912).

Lote n. 6

Losango CHIP, contra marca 112: Uma caixa pesando bruto 194 kilos, contendo tecido de algodão e borracha em peças, pesando bruto 174 kilos. (Nova York, vapor Tennyson, 23 de setembro de 1912).

Lote n. 7

Sem marca e sem numero: Duas barricas, pesando bruto 253 kilos, contendo 250 pilhas secas para electricidade. (Nova York, vapor Tennyson, 23 de setembro de 1912).

Lote n. 8

JRC: Duas caixas ns. 350 e 360, pesando bruto 211 kilos, contendo ferramentas manuaes, pesando bruto nos envoltorios 140 kilos. (Nova York, vapor African Prince, 10 de outubro de 1912).

Idem: Tres rolos n. 380/2, de cobre vermelho, nú, pesando bruto 517 kilos. (Nova York, vapor African Prince, 10 de outubro de 1912).

Lote n. 9

APM: Cinquenta caixas contendo 528 garrafas com vinho não especificado até 14°, pesando bruto com garrafas 923 kilos. Desembarcadas em 1 de outubro de 1912. (Hamburgo, vapor Bahia, 4 de maio de 1912).

Lote n. 10

J do B: Uma bobina, pesando bruto 325 kilos, contendo papel para impressão de jornaes, pesando liquido legal 290 kilos. (Hamburgo, R. Victoria, 23 de julho de 1913).

Lote n. 11

GBG: Duas caixas ns. 50 e 51, pesando bruto 216 kilos, contendo uma secretaria de madeira ordinaria, para homem. (Nova York, vapor Welch, Prince, 25 de agosto de 1913.)

Lote n. 12

ASB: Cinco caixas ns. 5.004/5.008, pesando bruto 103 kilos, contendo 52 garrafas com vinho branco não especificado...Lab., pesando bruto com garrafas setenta e oito kilos.

Idem: Cinco caixas ns. 4.984/8, pesando bruto 91 kilos, contendo 47 garrafas com vinho tinto não especificado...Lab., pesando bruto com garrafas 66 kilos.

Idem: Duas caixas ns. 5.008/10, pesando bruto 60 kilos, contendo 24 garrafas com vinho espumante, pesando bruto com garrafas 44 kilos. (Bordéas, Samará, 10 de setembro de 1913.)

Lote n. 13

JMC Bahia: Uma caixa pesando bruto 13 kilos, contendo cinco garrafas com vinho não especificado até 14° grão de força alcoolica, pesando bruto seis kilos. (Bordéas, vapor Samará, 10 de setembro de 1913.)

S.E.E.: Uma caixa n. 16, pesando bruto 19 kilos, contendo garrafas de vinho commum ordinario, de cor, sem rolha e sem bocca esmerilhada, pesando 7.400 grammas. (Bordéas, vapor Samará, 10 de setembro de 1913.)

ASB: Uma caixa n. 4.836, pesando bruto 30 kilos, contendo 12 garrafas com vinho espumante, pesando bruto 23 kilos. (Buenos Aires, vapor Samará, 23 de setembro de 1913.)

Lote n. 14

G.M.L.: Uma caixa n. 3.044, pesando bruto seis kilos, contendo: um espartilho de algodão; roupas estragadas, pesando liquido 300 grammas, sem valor mercantil. (Southampton, vapor Araguaya de 9 outubro de 1913).

H.W. Barthel: Um pacote, pesando bruto um kilo e 400 grammas, contendo: roupa feita não especificada de brim de algodão branco, entrançado, pesando liquido 970 grammas. (Southampton, vapor Araguaya, 9 de outubro de 1913).

Mme. D. Oliveira: Uma caixa, pesando bruto 36 kilos, contendo: um tapete avelludado de lã, de pelo curto e macio, apresentando pelo avesso um tecido grosso de linho, pesando liquido 18 kilos. (Southampton, vapor Araguaya, 9 de outubro de 1913).

Lote n. 15

Triangulo J. 5.234: Uma caixa n. 2.294/2, pesando bruto 79 kilos, contendo: pumas crespas, pesando bruto (excluidas as caixinhas de papelão) 2.860 grammas; pennas em enfeites, pesando bruto excluidas as caixas de papelão 3.870 grammas; filô de seda, pesando liquido real 1.400 grammas; rendas de filô de algodão bordado, pesando bruto (excluidas as caixas de papelão) um kilo; rendas não especificadas de algodão, pesando bruto excluidas as caixinhas de papelão 600 grammas; fios de aramê de ferro coberto de seda, pesando bruto 16 kilos. (Southampton, vapor Andes, 11 de outubro de 1913).

Lote n. 16

Triangulo 126 contra-marcas G. R. L.W.: Duas caixas ns. 1/2, pesando bruto 723 kilos, contendo 656 duzias de saltos de madeira, nus, para calçado. (Southampton, vapor Andes, 11 de outubro de 1913).

Lote n. 17

JA: Uma caixa n. 524, pesando bruto 83 kilos, contendo tecido de algodão tinto, da base 10x10 fios de mais de 25 até 31 grammas por metro quadrado, pesando liquido 13 kilos; tecido de algodão branco, na base de 10x10 fios de mais de 25 até 31 grammas por metro quadrado, pesando liquido 13 kilos; tecido não especificado de seda com mescla de algodão, pesando liquido 7.400 grammas; tecido não especificado de soda, pesando liquido 34.330 grammas. (Southampton, vapor Amazon, 25 de novembro de 1913).

Lote n. 18

IMV: Duas caixas, pesando bruto 582 kilos, contendo 200 la trilaos de marmore, medindo oito metros quadrados.

Idem: Vinte e quatro caixas contendo 58 ladrilhos de marmore, medindo um metro quadrado e oitenta e seis decimetros; marmore em obras não especificadas, pesando bruto nas caixas 6.365 kilos. (Fiume, vapor Irent Trant, 1 de março de 1913.)

Lote n. 19

ECOM: Quatro caixas ns. 180/83, pesando bruto 263 kilos, contendo pertences para automoveis, pesando bruto 202 kilos. (Amsterlam, Zeelandia, 23 de fevereiro de 1914).

Lote n. 20

DMJ: Uma balança n. 1 do ostrado para pesar até 500 kilos. (Genova, vapor Brasile, 23 de fevereiro de 1914).

Lote n. 21

AWSC: Uma caixa n. 6.039 F, pesando bruto 225 kilos, contendo serras verticais, pesando bruto 116 kilos. (Liverpool, vapor Oriana, 23 de fevereiro de 1914).

Lote n. 22

Losango JFC, contramarca 117: Uma caixa pesando bruto 45 kilos, contendo: obras não classificadas de ferro, batido e esmaltado, pesando bruto 10 kilos; peças de uso domestico do obre prateado, pesando bruto 2.600 grammas; peças de louça n. 3, pesando liquido 30 kilos; 18 camisas do tecido de algodão liso; roupa feita não especificada de casemira de lã dobrada pesando liquido dous kilos; meias de lã curtas de mais de 20 centimetros de comprimento no pé, cinco pares; meias de lã compridas de mais de 21 centimetros no pé, tres pares; collarinhos de linho para camisas, seis; punhos de linho para camisas, dous pares; lenços de tecido não especificado de algodão, pesando liquido 250 grammas; roupa feita não especificada de tecido de algodão branco da base de 10x10 fios de mais de 49 grammas, por metro quadrado, com pequenos enfeites, pesando liquido 2.100 grammas; lençoes e fronhas do tecido de algodão branco da base de 10x10 fios de mais de 49 grammas por metro quadrado, simples, pesando liquido 4.500 grammas; roupa feita não especificada de tecido de algodão tinto, da base de 10x10 fios de mais de 60 grammas por metro quadrado, simples, pesando liquido 1.250 grammas; ceroulas de tecido de algodão de qualquer qualidade, tres; livros para leitura com capa de papelão, pesando bruto 11 kilos; diversos objectos miudos, pesando bruto 29 kilos; roupas usadas, pesando liquido 17 kilos. (Liverpool, vapor Oriana, em 23 de fevereiro de 1914).

Lote n. 23

HBC: Uma caixa, pesando bruto 35 kilos, contendo ferro em barras, pesando liquido 32 kilos. (Hamburgo, vapor Cabo Frio, em 12 de março de 1908).

Sem marca: Tres mancaes sem numero, pesando bruto 42 kilos. (Southampton, Araguaya, 11 de setembro de 1909.)

Sem marca: Seis caixas sem numero, pesando bruto 403 kilos, contendo folha de Flandres em laminas, simples, pesando liquido 380 kilos. (Vapor e procedencia, ignora-se.)

RFM contra-marca G: Uma lata n. 173, pesando bruto 27 kilos, contendo: tinta preparada a oleo para pintura, pesando liquido 25 kilos.

Idem: Uma lata n. 173, pesando bruto 25 kilos, contendo: oleo de linhaça cora lo, pesando liquido 20 kilos. (Santos, vapor Creshau, 28 de outubro de 1911.)

HVM contra-marca 40: Duas barricas pesando bruto 80 kilos, contendo: alvalado de zinco, pesando liquido 60 kilos. (Santos, vapor Tijuca, 2 de junho de 1912.)

L: Doze pulcias de ferro, pesando 74 kilos. (Vapor e procedencia a mesma.)

LR contra-marca L: Uma barrica n. 963, pesando bruto 94 kilos, contendo: pregos para trilhos pesando liquido 80 kilos. (Rio Grando do Sul, vapor Kantago, 2 de setembro de 1912.)

WB: Um amarrado de ferro, pesando liquido 38 kilos. (Gamburgo, vapor *Aseel Jauhsen*, 20 de setembro de 1912.)

JHL&C: Uma caixa n. 3, pesando bruto 49 kilos, contendo: obras não classificadas de ferro fundido, simples, pesando bruto 12 kilos. (Buenos Aires, vapor *Aragon*, 6 de setembro de 1913.)

Gaz M. Moran Fabrique Sucursal Brasileira: Uma caixa pesando bruto 7 kilos, contendo: 26 chapas de cobre montadas sobre madeira, pesando liquido 4 kilos. (Bremen, vapor *Coburgo*, 14 de setembro de 1913.)

A: Uma barrica, pesando bruto 145 kilos, contendo: cimento em pó pesando liquido 130 kilos. (Santos, vapor *Habsburgo*, 1 de outubro de 1913.)

Fria-gulo 659, contra-marca AL: Cinco volumes ns. 1/5; obras não classificadas de ferro fundido, simples, pesando 573 kilos. (Liverpool, vapor *Archimedes*, 12 de outubro de 1912.)

Triangulo DC: Um barril n. 384, pesando bruto 145 kilos, contendo: óleo de linhaça corado, pesando liquido 112 kilos. (Santos, vapor *Ardmont*, a 17 de setembro de 1913.)

JB: Uma barrica, pesando bruto 149 kilos, contendo: cimento em pó pesando liquido 135 kilos. (Santos, vapor *Ardmont*, a 17 de setembro de 1913.)

Sem marca: Dois amarrados de ferro em vergalhões sem numero, pesando liquido 67 kilos. (Bremen, vapor *Aachen*, a 16 de setembro de 1913.)

Triangulo VC: Duas caixas ns. 1 e 2, pesando bruto 68 kilos, contendo verniz não especificado, pesando bruto nas latas 46 kilos. (Southampton, vapor *Amazon*, a 25 de novembro de 1913.)

Lote n. 24

FC: Uma caixa n. 1, pesando bruto 43 kilos, contendo: ervas não especificadas, pesando liquido 20 kilos. (Marselha, vapor *Les Alpes*, a 15 de dezembro de 1909.)

FGV: Uma caixa n. 5, pesando bruto 42 kilos, contendo: azeite doce, pesando bruto nas latas 32 kilos. (Hollands, vapor *Espagne*, a 10 de fevereiro de 1911.)

Alcino Glau: Um pacote, pesando bruto 1.500 grammas, contendo: perfumarias em vidros ordinarios, pesando bruto 910 grammas. (Buenos Aires, vapor *Syrio*, a 20 de setembro de 1910.)

Quadrante Adriano S. Paulo: Uma caixa, pesando bruto 14 kilos, contendo: quatro garrafas com vinho não especificado de mais de 14° de força alcoolica, pesando bruto cinco kilos. (Hamburgo, vapor *Tijuca*, a 8 de março de 1912.)

Sem marca: Uma caixa sem numero, pesando bruto 19 kilos, contendo nove botijas com materias corantes, pesando liquido 3.350 grammas. (Amsterdam, vapor *Zeelandia*, a 2 de junho de 1913.)

KNS: Uma quartola n. 260, de madeira, arxada (Nova-York, *Santa Luzia*, 21 de outubro de 1913.)

Lote n. 25

PZ: Uma caixa n. 781, pesando bruto 86 kilos, contendo: 39 pacotes com envelopes, pesando bruto 25 kilos, 103 cadernos de obras impressas de uma só cor, pesando bruto 31 kilos. (Bremen, vapor *Erlanger*, 28 de abril de 1912.)

PJCC: Uma caixa n. 3, pesando bruto 76 kilos, contendo 19 pacotes de papel liso para escrever, pesando bruto 60 kilos. (Nova-York, vapor *Byron*, 26 de março de 1912.)

PS: Uma caixa n. 4.853, pesando bruto 16 kilos, contendo um quadro annuncio com moldura de madeira ordinaria. (Amsterdam, vapor *Zeelandia*, 2 de junho de 1913.)

Nordburgo: Um pacote, pesando bruto nove kilos, contendo: papel para quaisquer uso, pesando liquido cinco kilos; amostras sem valor mercantil, dois kilos e 650 grammas. (Hamburgo, vapor *K. Victoria*, 22 de julho de 1913.)

IFC: Uma caixa n. 8 903, pesando bruto 114 kilos, contendo: 44 pacotes de papel para escrever, pintado, pesando bruto 98 kilos. (Fiume, vapor *Izent Istran*, 1 de março de 1913)

Lote n. 26

G Sanson: Uma caixa, pesando bruto 83 kilos, contendo: estampas annuncios, pesando bruto 67 kilos. (Gnova, vapor *S Paulo*, 22 de março de 1913)

FRG: Uma caixa pesando bruto 40 kilos, contendo: estampas annuncios, pesando bruto oito kilos; estampas annuncios collas em papelão pesando bruto 21 kilos. (Liverpool, vapor *Oriana*, 23 de fevereiro de 1914.)

FGC: Uma caixa n. 51, pesando bruto 326 kilos, contendo: estampas annuncios, pesando bruto 240 kilos, vinda de Genova, vapor *Affinita*, 30 de janeiro de 1913.

Losango A: Uma caixa n. 110, pesando bruto nove kilos, contendo 31 pacotes de farinha de milho pesando bruto sete kilos. (Buenos Aires, vapor *Vandick*, 3 de junho de 1913.)

EP: Uma caixa n. 322, peso bruto nove kilos, contendo: tecidos de seda e algodão em partes iguais, em pedaços, pesando liquido um kilo. (Genova, vapor *Italia*, 3 de junho de 1913.)

Quadrante cruzeta FCZW: Uma caixa n. 42.430, peso bruto 53 kilos, contendo obras não classificadas de vidro n. 1, do cor. para serviço de mesa, pesando liquido 13 kilos: um estojo de papelão forrado de papel semelhante a de talheres, pesando bruto 1.800 grammas. (Genova, vapor *Italia*, 3 de julho de 1913.)

C&S: Uma caixa n. 17, pesando bruto 60 kilos, contendo tres latas com azeite doce, pesando bruto 41 kilos. (Marselha, vapor *Provance*, 2 de agosto de 1913.)

A. Rebello Valente: Uma caixa, pesando bruto 810 grammas, contendo uma lampada electrica. (Southampton, vapor *Amazon*, 25 de novembro de 1913.)

Charles Smith: Um encanado, pesando bruto seis kilos, contendo peças não classificadas de lonca n. 2, pesando liquido 900 grammas; mercadorias estragadas pesando 300 grammas, sem valor mercantil. (Southampton, vapor *Amazon*, 25 de novembro de 1913.)

Sons of Director the Central Railway Brazilian east: Uma caixa n. 607, pesando bruto 54 kilos, contendo livros impressos para leitura com capa de papelão, pesando bruto 42 kilos. (Southampton, vapor *Amazon*, 25 de novembro de 1913.)

Triangulo S, contra-marca JCC: Um pacote pesando bruto 12 kilos, contendo amostras de casemira.

Lote n. 27

ACC: Uma caixa n. 1, pesando bruto 69 kilos, contendo obras não classificadas de cobre, simples, pesando bruto 28 kilos.

Idem: Uma caixa n. 2, pesando bruto 53 kilos, contendo obras não classificadas de cobre, simples, pesando bruto 27 kilos.

Idem: Uma caixa n. 3, pesando bruto 33 kilos, contendo obras não classificadas de cobre, simples, pesando bruto 14 kilos.

Idem: Uma caixa n. 4, pesando bruto 29 kilos, contendo nove aparelhos physicos não classificadas, pesando nos estojos 17 kilos e 500 grammas, vindas de Marselha no vapor *Aquitaine* em 3 de maio de 1913.

Lote n. 28

*Stetterhein Vasolia & Comp.: Uma caixa n. 5, pesando bruto 81 kilos, contendo: toalhas e guardanapos de tecido de linho e algodão adamascado, pesando liquido 13.400 grammas; lonços de tecido não especificado de algodão, pesando liquido 1.370 grammas; frouhas de tecido de algodão branco da base de 10x10 fios de mais de 49 grammas por metro quadrado, pesando liquido 1.400 grammas; roupa feita não especificada de flanela de algodão tinto, liso, pesando liquido 1.900 grammas; 10 colchas de tecido de algodão lavado, pesando liquido sete kilos e 200 grammas; 20 metros de tecido de algodão branco, liso, da base de 10x10 fios de mais de 49 grammas por metro quadrado, pesando liquido cinco kilos; toalhas de tecido de algodão branco de phantasia de mais de 100 grammas por metro quadrado, pesando liquido 7.100 grammas; linha de algodão em carreiros para costura, pesando bruto 1.650 grammas, roupa feita não especificada de tecido de algodão tinto, da base de 10x10 fios de mais de 60 grammas por metro quadrado, simples, pesando liquido 11.300 grammas, cadaço de algodão, pesando bruto 250 grammas.

Lote n. 28 A

JJ Gomes Brandão: Uma caixa n. 3, pesando bruto vinte e quatro kilos, contendo 3.500 grammas de colla de borracha não especificada; 1.850 grammas de óleo de petroleo para lubrificação de machina; 600 grammas de obras não classificadas de celluloides; 760 grammas de campainhas de ferro nickeladas, 3 kilos e 850 grammas de obras de cobre simples, 2.100 grammas de obras de borracha; 500 grammas de ferramentas manuaes e duas lanternas de cobre nickeladas, pesando 1.750 grammas. Este volume está depositado no armazem n. 4 da Alfandega, porém, será vendido no armazem n. 5.

Lote n. 29

Um volume, pesando bruto 1.500 grammas, contendo: 15 camisas de meia de algodão. (App. n. 62). Este volume está depositado no armazem n. 4 da Alfandega, porém será vendido no armazem n. 5.

Lote n. 30

Dois pacotes, pesando bruto 7.750 grammas, contendo: 261 pares de meias de seda, curtas do mais de 22 centimetros do comprimento no pé, lisas, pesando liquido 7.450 grammas. (App. n. 66). Estes volumes estão depositados no armazem n. 4 da Alfandega, porém, serão vendidos no armazem n. 5.

ARMAZEM N. 10 DA ALFANDEGA

Lote n. 31

JJ ou Germano GG: Uma caixa pesando bruto 50 kilos, contendo: 1.000 cartuchos carregados do chumbo para armas de fogo pesando bruto 42.600 grammas. (Hamburgo, vapor *Cap Finisterre*, 20 de janeiro de 1913).

Lote n. 32

P. Gomes: Uma caixa sem numero ou 59, pesando bruto 37 kilos, contendo 23.800 grammas bruto, de caixinhas do papelão forradas com seda para perfumarias. (Southampton, vapor *Arlanza*, 26 de maio de 1913).

Lote n. 33

FH: Uma mala, pesando bruto 39 kilos, de madeira ordinaria, pintada, até 80 centimetros, contendo: 200 grammas liquido real de

pyramidon; 800 grammas liquido real de diversos productos chimicos não classificados; 47 tubos com injeccões medicinaes, pesando liquido 80 grammas; 500 grammas liquido real de pastilhas comprimidas; 40 grammas liquido de algalias de borracha; cinco termometros commum divididos sobre madeira; quatro alburns com capa de papel, pesando liquido quatro kilos e 300 grammas; tres relógios não especificados de louça n. 3 para cima de mesa, pesando liquido tres kilos; dous jarros para flores de louça n. 3, pesando liquido 600 grammas; dous porta escovas de madeira fina envernizados, com tres escovas cada um, de pello e costas de madeira, pesando liquido 1.450 grammas. (Hamburgo, vapor K. P. August, 18 de agosto de 1913.)

Lote n. 34

Sem marca: Uma trouxa n. 159, pesando bruto 35 kilos, contendo: uma capa de borracha e lã, pesando liquido 2.650 grammas; 2.850 grammas, liquidos de casemiras de lã pura até 450 grammas por metro quadrado; dous cobertores de algodão escuros ordinarios com pello, pesando liquido 1.250 grammas; um cobertor de algodão de cor, imitando fustão, pesando liquido 2.400 grammas; 7.200 grammas liquidos de retalhos de tecidos de algodão, lã e seda; 16.400 grammas, bruto, de roupa feita de polies, de lã, de algodão, cobertores e um acolchoado, usados (vapor e procedencia, ignoram-se).

Lote n. 35

AL: Uma mala, pesando bruto 68 kilos, de madeira ordinaria forrada de lona, pintada de mais de 80 centímetros, contendo oito pares de meias não especificadas de algodão curtas de mais de 20 centímetros; nove camisas, peito de linho; tres camisas, peito de algodão; 12 collarinhos de linho; oito camisas de flanela de lã; seis gravatas de algodão, lisas; tres pares de luvas de algodão; sete pares de luvas de pelica e «peau de Suède»; tres pares de luvas de camurça; quatro pares de botinas de couro de mais de 22 centímetros; um par de sapatos de borracha, pesando liquido 450 grammas; seis ceroulas de qualquer tecido de algodão; 33 kilos e 500 grammas de roupas feitas de casemira de lã, singela e dobrada; lenços de linho, lisos, até 38 fios, um par de botinas e objectos de uso domestico de couro, borracha e madeira, usados. (Southampton, vapor Aragon, 6 de agosto de 1913.)

Angela Grotta: Uma caixa n. 52, pesando bruto 109 kilos, de madeira ordinaria, simplesmente aplainada, pesando liquido 45 kilos, contendo: sete cobertores brancos e de cores de algodão imitando fustão, pesando liquido 5.600 grammas; cinco kilos de casemira de lã pura até 450 grammas o metro quadrado, 43 kilos brutos de calçados, acolchoados de algodão, roupas de lã e de algodão usados. (Genova, vapor D. de Genova, 1 de agosto de 1913.)

Lote n. 36

CC: Uma caixa n. 3, pesando bruto 32 kilos, contendo 23.700 grammas, bruto, de sabão perfumado.

Idem: Uma caixa n. 4, pesando bruto 33 kilos, contendo 24 kilos, bruto, de sabão perfumado. (Liverpool, vapor Therpis, 24 de novembro de 1913.)

Lote n. 37

AM Royal: Um pacote, pesando bruto 3.000 grammas, contendo 2.600 grammas, liquido, de pastas de papelão forradas de panno para encapar amostras de tecidos. (Southampton, vapor Asturias, 17 de outubro de 1912.)

Braga Carneiro: Um pacote, pesando bruto 14 kilos, contendo 11.800 grammas, bruto, de amostras com retalhos de tecido de algodão. (Liverpool, vapor Orissa, 2 de janeiro de 1913.)

ABSS ou Mathéris & Comp.: Um pacote n. 105, pesando bruto seis kilos, contendo quatro kilos, bruto, de tecidos de algodão em retalhos, amostras. (Liverpool, vapor Orita, 13 de janeiro de 1913.)

Sem marca: Um sacco n. 84, pesando bruto seis kilos, contendo cinco kilos, liquido de roupas de lã e de algodão, usadas. (Buenos Ayres, vapor Gussens, 11 de julho de 1913.)

Sem marca: Uma malinha do couro, pesando bruto 11 kilos, contendo sete kilos, bruto, de calças, roupas de uso, de lã e de algodão. (Southampton, Amazon, 4 de agosto de 1913.)

Sem marca: Uma mala n. 94, pesando bruto 21 kilos de madeira ordinaria forrada de papelão até 80 centímetros, contendo 3.800 grammas, bruto, de roupas usadas, de lã e de algodão. (Montevideo, vapor Orion, 31 de julho de 1913.)

Masson Catharino: Um sacco, pesando bruto 14 kilos, contendo 13 kilos, bruto, de roupas de lã e de algodão, usadas. (Amsterdam, vapor Hollandia, 26 de agosto de 1913.)

Losango W. A.: contra-marca R.: Um encapado n. 6, pesando bruto 6.600 grammas, contendo quatro cobertores de algodão escuros com pello, pesando liquido 5.500 grammas. (Hamburgo, vapor Cap Verde, 26 de fevereiro de 1913.)

J. M.: Uma mala, pesando bruto 25 kilos, de madeira ordinaria forrada de couro de mais de 80 centímetros, contendo seis kilos, bruto, de roupas de lã e de algodão e objectos de uso domestico e photographias, usados. (Buenos Ayres, Amazon, 20 de agosto de 1913.)

Sem marca: Uma mala, n. 133, pesando bruto 26 kilos, de madeira ordinaria forrada de zinco até 80 centímetros, contendo cinco kilos de roupas de lã e de algodão, usadas. (Montevideo, vapor Jupiter, 11 de agosto de 1913.)

Sem marca: Uma mala, n. 919 passe, pesando bruto 30 kilos, de madeira ordinaria forrada de zinco, de mais de 80 centímetros, contendo oito kilos liquido, de roupas usadas, de lã e de algodão e retalhos de tecidos de lã, algodão e seda. (Genova, vapor Oceania, 9 de agosto de 1913.)

Sem marca: Uma mala n. 131, pesando bruto 20 kilos, de madeira ordinaria forrada de zinco, até 80 centímetros, contendo seis kilos, bruto, de roupas de lã e de algodão e calçados, usados. (Liverpool, vapor Orissa, 13 de agosto de 1913.)

BM: Uma caixa n. 1 pesando bruto 103 kilos, contendo 40 kilos, liquido, de amostras em retalhos de telas de aço para construção de cimento armado, 36.800 grammas, liquido, de catalogos, brochados e avulsos. (Nova York, vapor Verdi, 23 de janeiro de 1914.)

Lote n. 38

SF: Uma caixa n. 5.841, pesando bruto 59 kilos, contendo 38 kilos, liquido, de cortiça em obras não classificadas. (Bremen, vapor Erlange, 18 de agosto de 1913.)

G. Banho: Uma caixa, pesando bruto 14 kilos, contendo 10 kilos, bruto, de obras não classificadas de couro com fivelas e fichas de metal. (Nova York, vapor Voltaire, 13 de setembro de 1913.)

Losango EAF: Duas caixas ns. 451/2, pesando bruto 201 kilos, contendo 185 kilos, liquido, de obras não classificadas de ferro batido simples. (Nova York, vapor..., 18 de dezembro de 1913.)

Lote n. 39

AL: Quatro rolos, pesando bruto 113 kilos, contendo 110 kilos, liquido, de papel, tinto, aspero proprio para fabrica de estamperia. (Gottemborg, vapor K. Victoria, 10 de dezembro de 1913.)

Losang — 2.036: Um farlo n. 146, pesando bruto 200 kilos, contendo 192 kilos, liquido, de papel para emorullo. (Gottemborg, vapor K. Victoria, 10 de dezembro de 1913.)

Lote n. 40

Norton Megaw & Comp.: Uma caixa n. 1, pesando bruto 14 kilos, contendo cinco kilos e 600 grammas, liquido, de estampas annuncios coladas em papelão — carros da Estrada de Ferro de Mossoró. (Nova York, vapor Verdi, 23 de janeiro de 1913.)

EM: Uma caixa n. 142, pesando bruto 9 kilos, contendo 4.650 grammas, bruto, de obras impressas de mais de uma cor — Envelopes, E. Machado, rua Visconde de Inhaúma n. 64, Rio.

Idem: Uma caixa n. 143, pesando bruto 14 kilos, contendo 7.800 grammas, bruto, de estampas annuncios Remington U. M. C. Rifles Nova York (vinda de Nova York no vapor..., em 18 de dezembro de 1913.)

ARMAZEM N. 9 DA ALFANDEGA

Lote n. 41

GR, contra marca 260 bis: Tres caixas pesando bruto 150 kilos, contendo 63 garrafas de champagne, pesando bruto nas garrafas 116 kilos (Liverpool, vapor Orita, 5 de junho de 1913.)

Lote n. 42

ACC: Quatrocentos e oitenta e uma caixas (481), pesando bruto 10.710 kilos (vasando e algumas reprodadas) contendo desinfectante, imitação a creolina, pesando bruto nas latas 8.010 kilos.

Idem: Noventa e seis caixas (96), pesando bruto 3.050 kilos, contendo sabão liquido perfumado para toilette, peso liquido nas latas 1.706 kilos.

Idem: Cinco caixas, pesando bruto 120 kilos, contendo desinfectante não classificado, pesando nas latas 81 kilos.

Idem: Quatro caixas ns. 732 a 735, pesando bruto 72 kilos, contendo desinfectante não especificado, em massa, dentro de tubo de papelão, pesando bruto nos tubos 30 kilos.

Idem: Duas caixas ns. 739 e 740, pesando bruto 44 kilos, contendo desinfectante em massa, para fumegação, peso bruto com aparelhos de folha 29 kilos.

Idem: Duas caixas ns. 736 e 737, pesando bruto 88 kilos, contendo carbonato de sodio impuro, pesando bruto 72 kilos.

Idem: Uma caixa n. 788, peso bruto 20 kilos, contendo: cadaço de algodão grosso, (com pequenos pozadores de ferro) pesando liquido 3.400 grammas; obras de borracha, (tubos com boquilha de cobre para adaptar às bicas) peso bruto novo kilos.

Idem: Duas caixas ns. 270 e 300, pesando bruto 42 kilos, contendo: desinfectante, (semelhante a creolina) pesando bruto nas latas 24 kilos, vasando.

Idem: Uma caixa n. 160, pesando bruto 30 kilos, contendo: obras de ferro fundido, envernizado, pesando bruto 14 kilos.

Idem: Uma caixa n. 766, pesando bruto 58 kilos, contendo: seringas de cobre polido, grandes, para desinfectante, pesando bruto nas caixas de papelão 48 kilos.

Idem: Uma caixa n. 770, pesando bruto sete kilos, contendo: obras de cobre, simples, pesando bruto nos envoltorios 1.800 grammas.

Idem: Duas caixas ns. 785 e 786, peso bruto 78 kilos, contendo: aparelhos de cobre envernizados para *toilette*, pesando bruto nas caixas de papelão 39.800 grammas.

Idem: Duas caixas ns. 760 e 761, pesando bruto 112 kilos, contendo: obras de zinco para fumegação do desinfectante, pesando bruto nas caixas de papelão 66 kilos.

Idem: Uma caixa n. 750, pesando bruto 43 kilos, contendo: obras do cobre simples, pesando nos envoltorios 27 kilos.

Idem: Uma caixa n. 791, pesando bruto 62 kilos, contendo: chapas de cobre, simples, assentadas sobre madeira, pesando bruto 2.180 grammas; catalogos annuncios, peso bruto 43 kilos.

Idem: Uma caixa n. 763, peso bruto 58 kilos, contendo obras não especificadas de zinco, peso bruto nas caixas de papelão 22 kilos.

Idem: Quatro caixas ns. 741, 747, 749 e 746, peso bruto 181 kilos, contendo: obras do cobre, simples, peso bruto nas caixas de papelão 108 kilos.

Idem: Duas caixas ns. 776 e 779, peso bruto 101 kilos, contendo: aparelhos de cobre envernizados, para *toilette*, pesando bruto nas caixas de papelão 73 kilos.

Idem: Uma caixa ns. 765, peso bruto 45 kilos, contendo obras do folha de Flandres, pintadas pesando 4.700 grammas; obras de zinco não especificadas, pesando nos envoltorios 13.800 grammas.

Idem: Duas caixas ns. 780 e 731, pesando bruto 90 kilos, contendo aparelhos de cobre envernizados para *toilette*, pesando bruto nos envoltorios 58 kilos.

Idem: Uma caixa n. 768, peso bruto 46 kilos, contendo: diversas miudezas de difficil classificação, pesando 30 kilos.

Idem: Uma caixa n. 761, peso bruto 91 kilos, contendo: irrigadores do folha para fumegação do insectos na lavoura, pesando bruto nas caixas de papelão 42 kilos.

Idem: Duas caixas ns. 791 e 792, pesando bruto 77 kilos, contendo papel hygienico, pesando bruto 52 kilos.

Idem: Uma caixa n. 733, pesando bruto seis kilos, contendo: desinfectante em tijolinhos, pesando nos envoltorios 2.629 grammas.

Idem: Quatro caixas ns. 743 a 758, pesando bruto 297 kilos, contendo seringas do metal para desinfectação, pesando bruto nas caixas de papelão 218 kilos.

Idem: Uma caixa n. 787, peso bruto, 108 kilos, contendo: tubos do borracha pesando 73 kilos.

Idem: Uma caixa n. 783, pesando bruto 67 kilos, contendo: obras do zinco (balões) pesando bruto 27 kilos.

Idem: Oito caixas ns. 771 a 775, 777 778 e 780, pesando bruto 387 kilos, contendo: aparelho de cobre envernizado para *toilette*, pesando bruto nas caixas de papelão 310 kilos.

Idem: Tres caixas ns. 742, 743 e 748, pesando bruto 135 kilos, contendo obras do cobre, simples, pesando bruto 71 kilos.

Idem: Quatro caixas ns. 751 a 754, pesando bruto 208 kilos, contendo: copas do vidro n. 1, pesando liquido 40 kilos; torcidas do algodão, para lampião, pesando 8 kilos; obras do cobre, simples, pesando bruto 100 kilos.

Idem: Uma caixa n. 784, pesando bruto 43 kilos, contendo: aparelhos de cobre envernizados, para *toilette* pesando bruto nas caixas de papelão 22 kilos.

Idem: Tres caixas ns. 743, 744 e 767, pesando bruto 134 kilos, contendo obras do cobre, simples, pesando bruto nos envoltorios 79 kilos.

Idem: Uma caixa n. 783, pesando bruto 50 kilos, contendo: aparelhos de cobre envernizados para *toilette*, pesando bruto no envoltorio 23 kilos.

Idem: Uma caixa n. 789, pesando bruto 56 kilos, contendo: tubos de cobre, pesando 43 kilos.

Idem: Uma caixa n. 762, pesando bruto 172 kilos, contendo: obras de zinco, não classificadas, pesando bruto no envoltorio 99 kilos.

Idem: Cento e quatro caixas, pesando bruto 2.496 kilos, contendo desinfectante (semelhante a creolina) pesando bruto nas latas 1.976 kilos.

Idem: Dez barris, pesando bruto 1.000 kilos contendo desinfectantes (semelhante a creolina), pesando liquido 800 kilos.

Idem: Doze tambores do ferro batido, pesando bruto 2.777 kilos, contendo sabão liquido perfumado, pesando liquido 2.150 kilos.

Idem: Viato e um tambores do ferro batido, pesando bruto 4.303 kilos contendo desinfectante (semelhante a creolina), pesando liquido 3.733 kilos. Vindas de Nova York no vapor *Vasari*, em 5 de junho de 1913. Os volumes deste lote se acham vassando.

Lote n. 43

COG: Uma caixa pesando bruto 296 kilos contendo papel assentado para typographia, pesando liquido 260 kilos, vindo de Nova York pelo vapor *Vasari*, descarregado em 6 de junho de 1913.

Lote n. 44

Losango, contra-marca III: Uma caixa n. 5, pesando bruto 76 kilos, contendo calçado de borracha, pesando bruto nas caixinhas de papelão 34 kilos; amostras sem valor pesando tres kilos.

Idem: Uma caixa n. 4, pesando bruto 75 kilos, contendo obras de cobre galvanizado, pesando bruto 16.500 grammas; tres aparelhos cirurgicos não especificados, vindos de Nova York no vapor *Vasari*, descarregado em 9 de junho de 1913.

Sem marca: Uma caixa sem numero, pesando bruto 42 kilos, contendo doces em conserva da calda, pesando nas latas 10 kilos; legumes de qualquer quantidade em conserva pesando nas latas 20 kilos.

Lote n. 45

Miss. Collins: Um pacote pesando bruto sete kilos, contendo: carbonato do sodio, puro, pesando liquido 3.500 grammas, carmin, pesando 59 grammas; essencias artificiaes pesando 500 grammas; tartaro de sodio pesando 400 grammas. (Liverpool, vapor *Orita*, 5 de junho de 1913).

Alfonso Monte: Tres caixas, pesando bruto 53 kilos, contendo: mercurio metallico, vivo, pesando 800 grammas; 5 aparelhos physicos; amostras de tintas e filtros; 160 lampadas electricas. (Liverpool, vapor *Orita*, 5 de junho de 1913).

Royal Mail Steam Packet: Um pacote pesando bruto 1.500 grammas; contendo: estampas não especificadas, pesando 650 grammas; estampas-annuncios pesando 500 grammas. (Liverpool, vapor *Orita*, 5 de junho de 1913).

Hersten: Uma caixas pesando bruto 91 kilos, contendo: colchão de palha com forro de algodão, pesando 36 kilos; fronhas de morim de algodão, usas, pesando liquido 3.500 grammas; linho adamascado, proprio para toalhas, pesando 1.800 grammas, panno de mesa e tecido do algodão, pesando liquido 750 grammas. (Amsterdam, vapor *Hollandia*, 25 de junho de 1913).

FC: Uma caixa n. 4.321, pesando bruto 12 kilos, contendo: discos para gramophone, pesando nos envoltorios 4 kilos. (Amsterdam, vapor *Hollandia*, 25 de junho de 1913).

Lote n. 46

RVC: Vinte e oito caixas com dynamite, pesando liquido 840 kilos, depositadas na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pela amostra no armazem n. 10 da Alfandega.

Lote n. 47

Sem marca: Uma caixa sem numero, contendo cartuchos carregados, pesando bruto cincoenta e nove kilos (59) e bruto da mercadoria 55 kilos (depositada na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pela amostra no armazem 10 desta alfandega).

Lote n. 48

Sem marca: Uma caixa sem numero, peso bruto 128 kilos, contendo cartuchos do cobre, carregados a bala, pesando bruto 116 kilos (depositada na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pela amostra no armazem 10 desta alfandega).

Lote n. 49

FP: Cinco caixas, sem numero, pesando bruto 603 kilos, contendo blocos de algodão de polvora humida, pesando liquido 550 kilos (depositadas na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito no armazem 10 desta alfandega pelas amostras).

Lote n. 50

SS: Uma caixa sem numero, pesando bruto 29 kilos, contendo cartuchos do cobre carregados a bala, peso bruto da mercadoria 25 kilos.

Idem: Uma caixa sem numero, pesando bruto 22 kilos contendo 2 kilos de esmeril em pó; dez kilos de obras não classificadas do petrechos da guerra.

Idem: Uma caixa sem numero, pesando bruto 31 kilos, contendo cartuchos vazioes de papelão, peso bruto da mercadoria 22 kilos. (Estas caixas estão depositadas na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito no armazem 10 desta alfandega pelas amostras.)

Lote n. 51

K F C: Uma caixa, pesando bruto 180 kilos contendo cartuchos do papelão carregados de chumbo, peso bruto da mercadoria 156 kilos depositada na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pelas amostras no armazem n.10 desta alfandega.

Lote n. 52

Schemieder & Comp.: Uma caixa n. 169, pesando bruto 103 kilos, contendo granadas de 75 m/m vazias, pesando 87 kilos.

Idem: Uma caixa n. 169, pesando bruto 86 kilos, contendo cartuchos do cobre vazios, peso bruto da mercadoria 49 kilos.

Idem: Uma caixa n. 170, pesando bruto 127 kilos, contendo obras não classificadas de madeira, pesando liquido 76 kilos. Estas caixas estão depositadas na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pelas amostras no armazem desta alfandega n. 10.

Lote n. 53

A G M: Duas caixas n. 2, pesando bruto 70 kilos, contendo cartuchos do cobre carregados, pesando bruto total 56 kilos depositados na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pelas amostras no armazem n. 10 desta alfandega.

Lote n. 54

A C G: Três caixas ns. 1 a 3, pesando bruto 126 kilos, contendo cartuchos de cobre carregados, peso bruto da mercadoria 103 kilos, depositados na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pelas amostras no armazem n. 10 desta alfandega.

Lote n. 55

H: Duas caixas sem numero, pesando bruto 63 kilos, contendo cartuchos de cobre carregados, peso bruto da mercadoria 56 kilos depositados na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pelas amostras no armazem n. 10 desta Alfandega.

Lote n. 56

CF—C—FK: Lozango C—contra marcas: em cima CF, em baixo FK: Quatro caixas numeradas 205/0, pesando 260 kilos, contendo espoletas de cobre com fulminantes, peso bruto da mercadoria 184 kilos (depositadas na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pelas amostras no armazem n. 10 da Alfandega).

Lote n. 57

CG: Seis caixas sem numero, pesando bruto 136 kilos, contendo dynamito, pesando liquido 144 kilos depositadas na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pelas amostras no armazem n. 10 da Alfandega.

Lote n. 58

APC: Uma caixa sem numero, pesando bruto 113 kilos, contendo dezoito espingardas de dois canos para caça, seis pares de pistolas de dois canos, tres pares de pistolas de um cano para alibeira, 25 kilos de cartuchos carregados (depositadas na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito pelas amostras no armazem n. 10 da Alfandega).

Lote n. 59

DRS: Uma caixa sem numero, pesando bruto cinco kilos, contendo cartuchos de cobre carregados, peso bruto da mercadoria dois kilos.

VCC: Uma caixa sem numero pesando bruto 3 kilos, contendo 2 kilos, de cartuchos de cobre carregados.

F: Uma caixa, sem numero, pesando bruto 6 kilos, contendo cartuchos de cobre carregados, pesando bruto da mercadoria 3 kilos.

OB: Uma caixa n. 143, pesando bruto dez kilos, contendo cartuchos de cobre carregados, pesando bruto da mercadoria 7 kilos.

MF: Uma caixa sem numero, pesando bruto 9 kilos, contendo cartuchos carregados, pesando bruto da mercadoria 7 kilos.

GH: Uma caixa n. 29, pesando bruto 15 kilos, contendo seis kilos de amostras de cartuchos e espoletas.

CVI—LT: Uma caixa sem numero pesando bruto 5 kilos, contendo cartuchos de papelão carregados, pesando bruto da mercadoria 4 kilos. (Estas caixas estão depositadas na ilha do Boqueirão, mas o leilão é feito na armazem n. 10 desta alfandega.)

AVISO

Na vesperta e no acto do leilão, as mercadorias que tiverem de ser arrematadas estarão á disposição dos Srs. pretendentes que as queiram examinar, bastando para isso se dirigirem ao fllo do armazem.

O arrematante entrará com o signal de 20%, em dinheiro no acto de assignar o termo, recebendo um conhecimento extrahido do talão.

Alfandega do Rio de Janeiro, 14 de outubro de 1915.—O escripturario. *Agripino Catilina.*

Alfandega do Rio de Janeiro

De ordem do Sr. inspector intimo o dono de 114 baralhos de cartas de jogar, apprehendidos hontem, pelos 2^{as} officiaes aduaneiros Claudio R. de Figueiredo e Carlos Augusto Moys, entre os armazens 17 e 18 do Cães do Porto, a vir allegar, dentro do prazo de 15 dias, o que entender a bem de seus direitos no processo que sobre o facto corre por esta repartição.

Gabinete da Inspectoria, em 19 de outubro de 1915.—*Alfredo Pinto de Araujo Corrêa*, 2^o escriptura io.

Alfandega do Rio de Janeiro

Da ordem do Sr. inspector intimo o dono de 140 baralhos de cartas de jogar, apprehendidos hontem, pelo 2^o official aduaneiro Carlos José Vieira, por occasião da sahida dos estivadores em serviço a bordo do paquete francez *Simara*, entrado de Bordeaux na vesperta, a vir allegar, no prazo de 15 dias, o que entender a bem de seus direitos, no processo sobre esse facto foi instaurado nesta repartição.

Gabinete da Inspectoria, em 19 de outubro de 1915.—*Alfredo Pinto de Araujo Corrêa*, 2^o escripturario.

Alfandega do Rio de Janeiro

De ordem do Sr. Inspector intimo o dono de oito duzias de pares de meias de seda para senhora apprehendidos em 17 do mez corrente a bordo do vapor nacional *S. Paulo*, entrado na vesperta de Nova York, pelo ajudante de guarda-mór desta Alfandega, Annibal Nunes Pires, auxiliado pelo 2^o official aduaneiro Alfredo Borges e maricheiro Timotheo José de Lima, a vir allegar dentro do prazo de 15 dias, o que entender a bem de seus direitos no processo instaurado nesta repartição sobre tal facto.

Alfandega do Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.—*Alfredo Pinto de Araujo Corrêa*, 2^o escripturario.

Alfandega do Rio de Janeiro

Pela inspectoria desta alfandega se faz publico, para conhecimento dos interessados, que foram descarregados para esta repartição os volumes abaixo mencionados com signaes de avarias e de falta, devendo seus donos ou consignatarios apresentar-se no prazo de 15 dias para providenciarem a respeito.

(Continuado do n. 217)

Vapor inglez *Pambrokeshire*, entrado em 7 de outubro de 1915:

Armazem n. 3—HCH: 5 peças de lona sem numero, avariadas.

FS—HCH: 5 ditos idem, idem.

GPC—HCH: 5 ditos idem, idem.

Vapor americano *Californian*, entrado em 7 de outubro de 1915:

Armazem interno n. 5—A. L.: 1 caixa n. 1, avariada.

Araujo: 1 dita n. 3.099, idem.

C. B. & C.: 2 ditos ns. 51 e 73, repregadas.

C. V.: 554 rolos de arame, avariados.

F. Garcia: 2 caixas ns. 705 e 712, repregadas e avariadas.

GAZ 4.478: 1 dita n. 2.624, idem.

41 1.467: 6 dita n. 23, avariada.

41 1.478: 1 dita sem numero, idem.

41 1.258: 1 engradado n. 7.384, idem.

J.M.P. B. Horizonte: 3 caixas ns. 8 15 e 1 sem numero, repregadas e avariadas.

Idem: 2 ditos ns. 13 e 14, idem.
Machado 115: 1 dita n. 3, repregada.
M. & C.: 2 ditos n. 2, idem.
P.T. 2050 AC: 1 dita n. 2, idem.
P. T. 750 A. C.: 3 saccos sem numero, repregados.

Idem: 3 ditos idem, idem.

Idem: 3 ditos idem, idem.

P. T. 700 A. C.: 1 amarrado de caixa n. 5, avariado.

P. T. 2050 AC: 1 caixa sem numero, repregada e avariada.

B. 186 M: 1 dita n. 718, idem.

C. R. 10130: 1 dita n. 2.450, avariada.

Vapor americano *California* entrado em 7 de outubro de 1915:

Armazem interno n. 5—R. 10044: 1 caixa n. 1, repregada e avariada.

S. A. & C.: 2 ditos ns. 80 e 91, avariadas.

T: 4 ditos ns. 4.386, 4.311, 4.316 e 4.361, repregadas e avariadas.

U. F. M. C.: 1 dita n. 57, repregada.

Vapor francez *Flandre* entrado em 7 de outubro de 1915:

Armazem interno n. 17—J. L.: 10 caixas ns. 628/636, repregadas e avariadas.

Vapor francez *Flandre*, entrado em 7 de outubro de 1915:

Armazem interno n. 16—MGM: 1 caixa n. 40.252, repregada e avariada.

RSV: 1 dita n. 2.750, idem.

Vapor americano *California*, entrado em 7 de outubro de 1915:

Armazem Externo A—CWC—A: 135 tinhas de kerozeno sem numero, avariadas.

Idem—B: 62 ditos idem, idem.

Idem—H: 149 ditos idem, idem.

Idem—L: 179 ditos idem, idem.

CHU—L: 143 ditos idem, idem.

CHC—T: 15 ditos idem, idem.

PGC: 50 caixas idem, idem.

LAM: 178 ditos idem, idem.

Pombal: 132 ditos idem, idem.

Vapor hespanhol *Leon XIII*, entrado em 7 de outubro de 1915:

Armazem Externo A—CIC: 4 saccos sem numero, rotos.

PGC: 7 ditos idem, idem.

LPM: 5 barris encapados idem, vassando o com falta.

MTU: 8 ditos de 5^o idem, idem.

EPM: 2 ditos de 10^o idem, idem.

MM: 142 caixas idem, avariadas, quebradas e com falta.

4^a secção da Alfandega, 16 de outubro de 1915.—Pelo inspector, *Joaquim Fernandes da Silva*.

Alfandega do Rio de Janeiro

Pela Inspectoria desta alfandega se faz publico, para conhecimento dos interessados, que foram descarregados para esta repartição os volumes abaixo mencionados com signaes de avarias e de falta, devendo seus donos ou consignatarios apresentar-se no prazo de 15 dias para providenciarem a respeito.

Vapor inglez *Pemboskesire*, entrado em 8 de setembro de 1915:

Armazem n. 3—ACR—ARG: 1 caixa n. 1461, repregada e avariada.

A&C: 2 ditos ns. 522 e 533, idem.

BSC: 1 dita n. 10, idem.

B—B: 2 ditos ns. 29 e 13, idem.

BV: 4 ditos ns. 23, 20, 23 e 21, idem.

V—C—B: 5 ditos ns. 111/12, 108/9 e 115, idem.

Idem: 2 ditos ns. 121 e 133, idem.

—C: 2 ditos ns. 49 e 26, idem.

C&C—P. C. 2.153, idem.

C—M—C: 1 dita n. 5.219, idem.

Seta—C.R.C.: 1 dita n. 4, idem.

Casa Damasco: 1 dita n. 433, idem.

PIA: 1 dita n. 737, idem.

Feronia: 1 dita n. 423, idem.
FAH: 3 ditas ns. 1, 2 o sem numero, idem.

F—M—D: 1 dita n. 29, idem.
20.003: 1 dita n. 3, idem.
OP—831: 1 dita n. 1, idem.
Est—Rio Novo: 2 ditas ns. 7.363 o 6, idem.

Rodrigues: 3 ditas ns. 607, 608 o 609, idem.

Setta S: 1 dita n. 121, idem.

Armazem n. 5—SCTC: 4 caixas ns. 430, 426, 429, 423 repregadas e avariadas.

TCC: 1 oncapado n. 43 idem idem.

TIV—VTH: 1 caixa n. 169 idem idem.

AWO: 1 dita n. 300 idem idem.

WM: 1 dita sem numero idem idem.

Granelo: 1 dita n. 5.475 idem idem.

J. R. Camões: 1 dita n. 30 idem idem.

JRCC: 8 ditas ns. 8, 13, 30, 27, 17, 21, 5, 9 idem idem.

C/S JBCA/L: 3 ditas ns. 791, 785, 774 idem idem.

REF: 1 dita n. 11 idem idem.

LHC: 6 ditas ns. 41, 121, 828, 806, 827, 811 idem idem.

Idem: 6 ditas ns. 831, 822, 821, 803, 800, 830 idem idem.

Idem: 6 ditas ns. 833, 820, 812, 831, 808, 832 idem idem.

London B. Bank: 1 dita n. 13 idem idem.

MAL: 1 dita n. 40 idem idem.

Armazem Externo n. A.—APC: 17 saccos sem numero, rotos.

AN: 3 ditas idem idem.

JC: 11 ditas idem idem.

Sem marca: 2 ditas idem idem.

Varor inglês Camociro, entrado em 8 de outubro de 1915:

Armazem n. 4—A. F. Setta: 1 caixa n. 76 repregada.

Idem: 2 ditas ns. 413, 398 idem.

Vapor americano *Californian*, entrado em 8 de outubro de 1915:

Armazem n. 5—AREAS: 1 caixa n. 711, repregada.

Cisa Lucas, Rio: 8 ditas ns. 1, 9, 10, 3, 6, 4, 7 idem e avariada.

Ca a Lucas: 1 dita n. 5 idem idem.

GAZ: 1.258: 5 oncapados ns. 7.217, 7.472, 7.130, 7.136, 7.218 avariadas.

Armazem n. 5—GAZ—1258: 5 oncapados ns. 7.179, 7.176, 7.187, 7.181 o 7.147, avariados.

Idem: 1 caixa n. 7.117, idem.

Idem: 5 oncapados ns. 7.113, 7.337, 7.111, 7.108 e 7.014, idem.

Idem: 4 ditas ns. 7.062, 7.032, 7.031 o 7.033, idem.

Idem: 2 ditas ns. 7.046 o 7.056, idem.

Idem—1461: 1 dito n. 101 idem.

Idem—1258: 1 dito n. 7.163, idem.

Idem—1164: 1 dito n. 127, idem.

Idem: 1 caixa n. 141, idem.

Idem: 6 oncapados ns. 2, 57, 1, 53, 8 e 1, idem.

Idem: 1 caixa n. 162, idem.

Idem: 1 oncapado n. 123, idem.

Idem—1463: 3 ditas ns. 7.253 o 7.270, idem.

H&C—2267: 1 caixa n. 1, repregada.

JAH: 1 dita sem numero, avariada.

CB—90C: 1 dita n. 2, repregada e avariada.

PT. C 773—AC: 1 dita n. 2, repregada.

2050. 2 ditas ns. 1 o 3, repregadas e avariadas.

Idem: 1 dita n. 2, repregada.

UFMC: 1 dita n. 56, idem.

WEC: 1 dita n. 2, idem.

Armazem Externo A—JAF&C—T&C: 20 saccos sem numero, rotos.

JPF: 8 ditas idem, idem.

AICWC: 5 tinas idem, repregadas.

B—WC: 1 dita idem, idem.

Sem marca: 1 dita idem, idem.

Pombal: 5 ditas idem, idem.

Idem: 5 ditas idem, idem.

(Continúa.)

Inspectoria de Seguros

Tendo a companhia de seguros «Novo Mundo», com sede nesta capital e agencia em Curitiba, autorizada a funcionar pelo decreto n. 10.166, de 30 de julho de 1913, a qual oncapou as operações da sociedade «Mutualidade Goytacaz», do Campos, autorizada pelo decreto n. 10.853, de 20 de abril de 1914, requerido o levantamento do deposito de 50:000\$ feito no Thesouro Nacional em garantia de suas operações, em virtude de ter cessado de funcionar, de ordem do Sr. Inspector de seguros so faz sciente pelo presente a todos os interessados que quaesquer reclamações que tenham de ser feitas contra o mesmo levantamento deverão ser apresentadas nesta Capital á Inspectoria de Seguros e aos delegados regionaes das 5ª e 6ª circumscrições, as quaes funcionam nas Delegacias Fiscaes do Thesouro Nacional nos Estados de S. Paulo e do Rio Grande do Sul, dentro do prazo de 50 dias a contar da data da publicação do presente edital.

Inspectoria de Seguros, 8 de outubro de 1915. — *Aristoteles Vergne Guimarães*, 2º escripturario.

SOCIEDADES ANONYMAS

Companhia Fiação e Tecidos S. João

CERTIFICADO

Certifico que por despacho da Junta Commercial de 14 de outubro vigente se archivaram nesta Repartição sob o n. 4.368 os seguintes documentos referentes a Companhia Fiação e Tecidos S. João, a saber: a acta da assembleia geral extraordinaria realizada em 14 de setembro deste anno, que augmentou o seu capital; a lista nominativa dos subscriptores com o numero de ações subscriptas e a guia do pagamento do sello devido, feito no Thesouro Nacional. E em, Horacio Postana de Aguiar, 3º official da secretaria da Junta, passou a presente. (Sobre duas estampilhas do valor de 118). Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. — *Isidoro Campos*, director. (Estava ao lado o carimbo da Junta Commercial).

SOCIEDADES CIVIS

Centro do Commercio e Industria do Rio de Janeiro

(Extracto dos estatutos)

O Centro do Commercio e Industria do Rio de Janeiro, com sede nesta Capital, tem por fim:

a) Fomentar a estreita união da industria e do commercio, para que se produz a acção conjunta em todos os casos que lhes digam respeito e assim promoverá: 1º, reuniões geraes em que se discutam as medidas necessarias ao seu desenvolvimento e progresso; 2º, reuniões parciaes entre os associados de cada ramo da industria ou commercio, para

combinarem entre si os meios adequados á defesa dos seus interesses.

b) Representar aos Poderes Publicos por si, ou de accordo com outras sociedades e tendo por base a experiencia adquirida nas relações commerciaes, todas as vezes que as leis referentes ao commercio e á industria, em discussão no congresso, contiverem regras que lhes sejam prejudiciaes pela difficuldade da sua execução, ou dos actos do Governo resultarem embaraços ao desenvolvimento das transacções.

c) Promover constantemente o augmento do numero de associados, afim de que os diversos ramos da industria e commercio constituam no Centro poderoso elemento de resistencia contra as fallencias e concordatas fraudulentas e, para isso, se estipularão:

1º Reuniões dos associados na sede quando sajam credores em fallencias e concordatas;

2º. Compromisso formal de bem cumprir as deliberações tomadas entre si.

d) Disponsar aos Srs. associados consultas e assistencia juridicas, por um advogado permanente do Centro, bem como formar um quadro de profissionais liberes por quem se divida o serviço forense, na previsão do augmento consideravel de causas;

e) Organizar um serviço completo de informações para uso exclusivo do Centro, afim de que os Srs. associados se dispensem de ir buscar-as a outras proconleacias e possam effectuar com segurança as transacções do seu commercio;

f) Crear e manter uma revista onde sejam publicados artigos do interesse da industria e Commercio pareceres juridicos o movimento associativo, para que a sua colleção represente depois um promptuario util de consultas;

g) Fundar uma bibliotheca, no Centro, dos livros mais necessarios á industria e ao Commercio;

h) Estabelecer nas capitales dos Estados que compoem esta praça correspondencia com advogados de reconocida idoneidade, attestada por duas firmas locais de conceito no commercio, afim de lhes serem commettidas as causas dos socios quando de les precisarem.

O Centro é administrado por uma directoria composta de presidente, vice-presidente, 1º e 2º secretarios, 1º e 2º thesoureiros, de um conselho consultivo, formado de um representante de cada ramo da industria e commercio, por designação do seus collegas; de um superintendente da administração, subordinado á directoria, que será sempre o advogado permanente do Centro. E' representado em juizo e em geral em suas relações para com terceiros pelo presidente. Os socios não respondem subsidiariamente pelas obrigações que seus representantes contraírem, expressa ou intencionalmente em nome do Centro. — A directoria.

ANNUNCIOS

Fallencia de Cazeaux & Comp.

São convidados os Srs. credores chirographarios a virem receber o dividendo final de tres decimos por cento dos seus creditos, á rua S. Pedro n. 50, de 1 ás 3 horas da tarde. Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. — *Francisco A. C. de Araujo Feio*, liquidatorio.

IMPRESSA NACIONAL

OBRAS QUE SE ACHAM A VENDA

A

Alfandegas (Relatório apresentado ao Ministério da Fazenda, sobre fiscalização das), por Leopoldo L. de Alencar.. 1º000

Astronomie (Traité d'), de E. Liais..... 35000

Alistamento de eleitores na Republica (Instruções para o). Decr. n. 5.391, de 10 de dezembro de 1904..... 1500

Agricultura (Grêa o Ministerio da). Decr. n. 1.606, de 29 de dezembro de 1906..... 5500

Ação Penal (Amplia a). Lei n. 628, de 28 de outubro, e Decr. n. 3.475, de 4 de novembro de 1892..... 3300

Agua (Regulamento para a arrecadação das taxas de consumo d'). Decr. n. 5.141, de 27 de fevereiro de 1904..... 3300

Automoveis (Tabellas para os preços dos)..... 5200

Armazens gerais (Regulamento para o estabelecimento do) Decr. n. 1.102, de 21 de novembro de 1913..... 5500

B

Banco Central Agrícola. Decr. n. 1.782, de 20 de novembro de 1907. 5500

Bolsa de Corretores (Mercado rias e navios). Decr. n. 8.249, de 22 de setembro de 1910 (Grêa a). Decr. n. 9.264 de 23 de dezembro de 1911 (Dá novo regulamento) e Regimento interno.... 1500

C

Código Civil:

Trabalhos da Camara dos Deputados:

Projecto (Trabalho da Comissão da Camara dos Deputados — 8 volumes) (M). 205000

Projecto (Comissão Especial do Senado), 1º volume (M)..... 65000

Replica do Senador Ruy Barbosa sobre as defesas da redacção do projecto da Camara dos Deputados (M)..... 75000

Projecto (Comissão Especial do Senado 3º volume (M)..... 25000

Projecto do Dr. Antonio Coelho Rodrigues..... 35000

Trabalhos do Senado:

Código Penal da Republica dos Estados Unidos do Brazil, por um magistrado mineiro.. 35000

Código das Relações Exteriores (M)..... 85000

Código do Processo Criminal do Districto Federal, cartado..... 45000

Chorographia da Provincia do Ceará..... 15000

Contrabando e seu processo, por A. P. de Araujo Correa..... 25000

Casamento Civil (Lei do). Recapitulação em ordem alfabética, por M. André da Rocha..... 25000

Cofres de Orphãos (Regulamento para a escripturação do). Decr. n. 5.143, de 13 de março de 1897..... 15000

Carta Geral da Republica, pelo Dr. Crockett de Sá (M)..... 105000

Código do Processo Civil e Commercial do Districto Federal..... 45000

Código Criminal Brasileiro, Ante-projecto..... 35000

Consumo (Regulamento para arrecadação e fiscalização dos impostos de). Decreto n. 5.890, de 10 de fevereiro de 1906. 15000

Cheques (Regulamento sobre emissão de). Decr. n. 2.591, de 7 de agosto de 1912..... 1500

Casa de Correção (Regulamento da). Decr. n. 3.647, de 23 de abril de 1900..... 15500

Carros (Tabellas para os preços dos)..... 1200

Collectorias Federaes (Dá novas instruções para o serviço das). Decr. n. 9.285, de 30 de dezembro de 1911..... 5500

Constituição da Republica..... 15000

Compilação das Leis federaes sobre Organização Municipal do Districto Federal, pelo Dr. Alexandre Soares de Mello.... 25000

Consolidação das leis das Alfandegas..... 35000

Caixa de Amortização (Regulamento da). Decr. 6.711, de 7 de novembro de 1907..... 1500

Correctores (Regulamento de Fundos Publicos dos) Decr. n. 1.359, de 20 de abril de 1883..... 1500

Concessões de penas d'agua (Regulamento para a) Decr. n. 3.056, de 24 de outubro de 1893..... 5500

D

Dicionario Bibliographico Brasileiro, pelo Dr. Augusto V. A. S. Blake — 7 volumes..... 155000

Diccionario Geographico das Minas do Brazil, pelo Dr. Francisco Ignacio Ferreira..... 65000

Docas, portos maritimos, etc. (Répertorio da legislação sobre), por Caetano Junior (M)..... 125000

Decretos do Governo Provisorio:

de fevereiro de 1890..... 15000
de março de 1890..... 25000
de julho de 1890..... 25000
de outubro de 1890..... 75200
de novembro de 1890..... 45000
de dezembro de 1890..... 35000
de janeiro de 1891..... 25000
de fevereiro de 1891..... 25000

Decisões do Governo Provisorio:

1º e 2º fasciculos..... 35000
3º e ultimo..... 25000
Additamento..... 15500

Decisões do Governo (Collecção de):

de 1832.....	35000
de 1833.....	35000
de 1850.....	35000
de 1891.....	45000
de 1892.....	45000
de 1893.....	25000
de 1894.....	45000
de 1895.....	35000
de 1896.....	35000
de 1897.....	35000
de 1898.....	25000
de 1899.....	35000
de 1900.....	35000
de 1901.....	35000
de 1902.....	35000
de 1903.....	45000
de 1904.....	45000
de 1905.....	45000
de 1906.....	45000
de 1907.....	55000
de 1908.....	55000
de 1909.....	55000
de 1910.....	55000

Delegacias Fiscaes (Cria o logar. de contador nas). Decr. n. 1.178, de 16 de janeiro de 1904..... 15000

Desapropriações por necessidade ou utilidade publica da União e do Distrito Federal (Lei e regulamento). Decretos ns. 1.021 e 1.958, de 26 de agosto e 9 de setembro de 1913..... 5500

E

Exames parcelados (Instruções para os). Decr. n. 4.227, de 23 de novembro de 1901..... 13000

Eleições Federaes. Lei n. 35, de 1 de agosto de 1892..... 5500

Expulsão de estrangeiros. Decr. n. 2.741..... 5200

Exames de invalidez. Decreto n. 11.437..... 5500

F

Febre amarella (Instruções para o serviço de prophylaxia especifica da) 15000

Fallencias:

(Lei sobre). Lei n. 859, de 16 de agosto de 1902..... 15000

Fallencias (Lei sobre) n. 2.024, de 17 de dezembro de 1903..... 15000

Facturas Consulares. Regulamento aprovado pelo Decr. n. 1.103, de 21 de novembro de 1903..... 15000

G

Guarda Nocturna (Instruções e regulamentos para o serviço da)..... 15000

Gymnasio Nacional (Condições de admissão no). Decr. n. 3.914, de 26 de janeiro de 1901..... 15000

H

Historia dos tres grandes capitães da antiguidade (Annibal Cesar e Alexandre), pelo Dr. Cesar Zama..... 15000

Hugonianas — Poesias de Victor Hugo, traduzidas por poetas brasileiros.. 35000

Hydrographie du Haut Saint François, por Emm. Liais..... 15000

Heranças. Dec. n. 1.839..... 5500

Hygiene Administrativa da União (Reorganização dos serviços de) Decr. n. 1.151, de 5 de janeiro de 1904 e regulamento dos serviços a cargo da União. Decr. n. 5.156, de 8 de março de 1904..... 15000

Historia Constitucional Brasileira, pelo Dr. Aurelino Leal. 55000

I

Institutos Militares de Ensino (Regulamentos para os). Decreto n. 5.698, de 2 de outubro de 1905. 25000

Industria siderurgica (Relatorio do General Souza Agular)..... 55000

Isenção de direitos aduaneiros, (Regulamento para as concessões de) Decr. n. 8.592, de 8 de março de 1914 5500

Industria e profissões (Regulamento)..... 15000

Instruções para o serviço das Collectorias Federaes Decr. n. 9285 de 30 de dez. de 1911 55000

J

Jocelyn (Poema), de A.M. Lamar-tino..... 35000

Justiça Federal (Completa a). Lei n. 221, de 20 de novembro de 1894 1500

Jurisprudencia do Supremo Tribunal Federal (Collecções dos acórdãos):

do anno de 1895.....	25500
de 1896.....	45000
de 1897.....	65000
de 1898.....	85000
de 1899.....	95000
de 1900.....	95000
de 1901.....	105000

Justiça do Distrito Federal (Reorganização da). Decr. n. 9.863, de 28 de dezembro de 1911..... 15000

Junta Commercial (Regulamento da). Decr. n. 5.122, de 26 de fevereiro de 1901..... 15000

L

Legislação eleitoral. Lei n. 1.289, de 15 de novembro de 1904..... 5500

Lições de Physica, por Francisco Xavier de Oliveira Menezes..... 15000

Lista de eleitores do Distrito Federal:

Da 1ª a 15ª Pretoria.....	5500
Do 1º distrito Geral.....	35000
Da 2ª Secção da 9ª Pretoria.	15000

Leis (Collecções de):

de 1803 a 1809.....	25505
de 1810 a 1811.....	25500
de 1812 a 1815.....	25000
de 1816 a 1817.....	25000
de 1818 a 1819.....	25000
de 1820.....	25000
de 1821.....	25000
de 1822.....	25000
de 1823.....	25000
de 1824.....	25000
de 1825.....	25000
de 1826.....	18500
de 1830.....	25000
de 1832.....	40200
de 1833.....	45600
de 1834.....	35200
de 1835 — 2 volumes.....	45000
de 1836.....	35600
de 1837.....	35000
de 1838.....	25300
de 1839.....	15400
de 1840.....	25000
de 1841.....	15900
de 1842.....	35500
de 1843.....	25500
de 1844.....	25800
de 1845.....	25300
de 1846.....	25600
de 1847.....	25600
de 1848.....	15800
de 1849.....	35400
de 1850.....	75000
de 1852 — 2 volumes.....	55200
de 1853 — 2 volumes.....	55600
de 1855.....	55600
de 1856.....	55300
de 1857 — 2 volumes.....	55600
de 1858 — 2 volumes.....	55600
de 1859 — 2 volumes.....	55500
de 1860 — 3 volumes.....	105000
de 1861 — 2 volumes.....	55500
de 1862 — 2 volumes.....	55500
de 1863 — 2 volumes.....	55600
de 1864 — 2 volumes.....	55500
de 1865 — aditamentos.....	5500
de 1865 — 2 volumes.....	75500
de 1866 — 2 volumes.....	75600
de 1867 — 2 volumes.....	65000
de 1868 — 2 volumes.....	65000
de 1874 — 3 volumes.....	95000
de 1875 — 3 volumes.....	95300
de 1876 — 3 volumes.....	105000
de 1877 — 3 volumes.....	75500
de 1878 — 2 volumes.....	85000
de 1879 — 2 volumes.....	65000
de 1880 — 2 volumes.....	75000
de 1881 — 3 volumes.....	105000
de 1882 — 3 volumes.....	125000
de 1883 — 3 volumes.....	105000
de 1884 — 2 volumes.....	65000
de 1886 — 2 volumes.....	55000
de 1887 — 2 volumes.....	65000

de 1888 — 3 volumes.....	9\$000
de 1889 — 3 volumes.....	8\$000
de 1892.....	12\$000
de 1894 — 2 volumes.....	12\$000
de 1896.....	8\$500
de 1899 — 2 volumes.....	14\$000
de 1900 — 2 volumes.....	12\$000
de 1901 — 2 volumes.....	14\$000
de 1902 — 2 volumes.....	12\$000
de 1909 — 2 volumes.....	23\$000
de 1910 — 3 volumes.....	30\$000
de 1911 — 4 volumes.....	45\$000

Leis de orçamento:

de 1889.....	\$500
de 1892.....	\$500
de 1893.....	\$500
de 1895.....	\$500
de 1897.....	1\$000
de 1898.....	1\$200
de 1903.....	1\$000
de 1905.....	1\$000
de 1906.....	1\$000
de 1907.....	1\$500
de 1908.....	1\$000
de 1912.....	1\$800
de 1913.....	2\$000
de 1914.....	2\$000
de 1915 (2 vols.).....	2\$000

Legislação Penal Comparada
(O Brazil na)..... 3\$000**Leis Usuaes da Republica dos**
E. U. do Brazil pelos Drs. Tarquinio
de Souza e Caetano Montenegro... 10\$00**Lições de Cousas**, de N. A. Cal-
kins, versão e adaptação pelo Dr. Ruy
Barbosa..... 4\$000**Letra de Cambio** (Conferencia in-
ternacional de Haia)..... 2\$000**Loterias** (Regulamento das)... Decr.
n. 5.107, de 9 de janeiro de 1904 5\$00**Lei Organica do Ensino Su-
perior**, Decr. n. 8.659, de 5 de abril
de 1911..... 1\$000**Lei sobre direitos autoraes**
n. 496..... 5\$00**Lei sobre tomadas de contas**
n. 2.511, de 20 de dezembro de 1911. 5\$00**Loterias** (reg. das), Decreto numero
8.497..... 5\$00**M****Minas no Brazil** (As) e sua legis-
lação, pelo Dr. Pandiá Calogeras (M):

2º volume.....	6\$000
3º volume.....	6\$000

Marinha Mercante (Regulamento
da Escola de). Decr. n. 6.388, de 28 de fe-
vereiro de 1907..... 5\$00**Marinha Mercante e Navega-
ção de Cabotagem**..... 1\$00**Modelo de Balanço**..... 4\$50**Montepio dos funcionarios**
PUBLICOS (Regulamento do) Decr. nu-
mero 8.904..... 5\$00**Moratoria** (Leis sobre) Decrs. ns. 2862
2866 e 2895..... 5\$00**N****Nova luz sobre o passa-
do**..... 10\$000**Noticia historica dos servi-
ços, instituições e estabele-
cimentos do Ministerio da**
Justiça (M)..... 6\$000**O****Orchidearum Novarum** (quas
collegit descripsit et iconibus illustravit
(Genera et species), Barbosa Rodri-
gues..... 1\$000**P****Prosadores e Poetas Lati-
nos** pelo Dr. Cozar Zama..... 5\$000**Planta da Cidade de S. Se-
bastião do Rio de Janeiro**
de 1808 (M)..... 10\$000**Peculato e moeda falsa** (Estabe-
lece as penas para os crimes de). Decr.
n. 2.110, de 30 de setembro de 1909 5\$00**Pareceres do Consultor Ge-
ral da Republica** (1 vol). 3\$000**Pareceres do Consultor Ge-
ral da Republica** (2º vol). 3\$000**Pareceres do Consultor Ge-
ral da Republica** (3º vol). 3\$000**R****Repertorio Juridico Minei-
ro**..... 4\$000**Relação dos cidadãos** que to-
maram parte no Governo do Brazil, desde o
anno de 1808 a 1889, por M. A. G. 3\$000**Regimento de Custas da Jus-
tiça Federal**..... 1\$000**Regimento de Custas da Jus-
tiça Local**..... 1\$000**Regulamento das Sociedades**
Anonymas..... 5\$00**Regulamento das Compã-
nias de Seguros**..... 5\$00**Regulamento dos Clubs de**
Mercadorias..... 5\$00**Regulamento do sello**... 5\$00**Regulamento para a concessão de**
licença aos funcionarios publicos da União
Civil e Militares (Decreto n. 2.756, de 10
de janeiro de 1913)..... 5\$00**Repressão de contrabando** (Re-
gulamento para o serviço de) Decr. n.
10037, de 6 de fevereiro de 1913... 1\$000**S****Stenographia Internacional**,
por A. Pfeil. 1\$000**Sorteio Militar**, Lei n. 1.860, de 4
de janeiro de 1908..... 5\$00**Syndicatos Agricolas** (Regula-
mento dos). Dec. n. 6.532, de 20 de junho
de 1907..... 5\$00**Saude Publica** (Regulamento da Dire-
ctoria Geral de). Decr. n. 10.821, de 18 d
março de 1914..... 2\$00**T****Terrenos de Marinha** (Regula-
mento sobre). Dec. 4.103, de 22 de feve-
reiro de 1868..... 1\$000**Transporte** (Regulamento para a co-
brança e fiscalização do imposto de). Decreto
n. 7.897, de 10 de março de 1910. 3\$00**Tilburys** (Tabellas para os preços
dos)..... 2\$00**Tarifas das Alfandegas** 8\$000**Tarifa da Estrada de Ferro**
Central do Brazil..... 1\$500**Tomada de Contas** (Decreto n.
2.511, de 20 de dezembro de 1911) 5\$00**V****Vida do Marquez de Barbace-
na**, por Antonio Augusto de Aguiar 5\$000**Vencimentos militares**. (Lei nu-
mero 2.290)..... 5\$00As vendas superiores a 100\$ tem abatimento de 15 %
(art. 42 do regulamento).As obras que estão assinaladas com um — (M) — per-
tencem aos diversos Ministerios e não tem abati-
mento, excepto as Leis Usuaes da Republica, que tem
o abatimento de 80 %, em virtude do officio do Mi-
nisterio da Justiça, n. 1.204, de 8 de agosto de 1904.